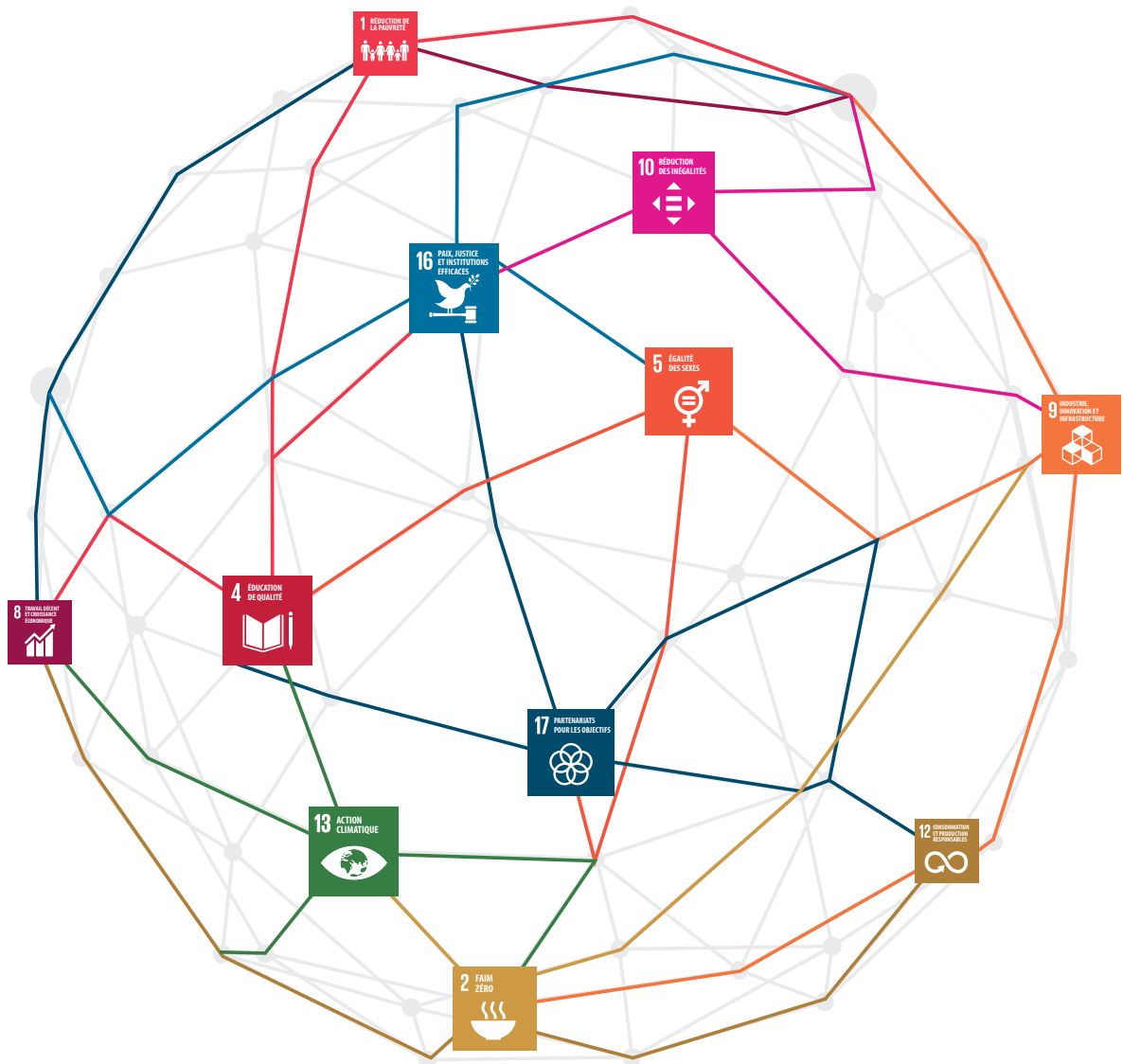




Rapport annuel 2019



Le Centre du commerce international est la seule agence internationale entièrement dédiée au développement des micros, petites et moyennes entreprises. En travaillant avec des partenaires en vue de renforcer la compétitivité des exportateurs, nous favorisons la création de secteurs d'exportation dynamiques et durables qui offrent des possibilités d'entrepreneuriat, en particulier pour les femmes, les jeunes et les communautés pauvres.



Le commerce pour
le bien de tous



Sommaire

Avant-propos.....	4
Les objectifs mondiaux des Nations Unies sont les objectifs de l'ITC.....	6
Contexte mondial.....	8
INTERVENTIONS DE L'ITC : EN FAIRE PLUS, MIEUX.....	11
Fournir une veille commerciale et économique.....	14
Créer un environnement propice aux affaires.....	26
Renforcer les institutions d'appui au commerce et à l'investissement.....	40
Relier les PME aux chaînes de valeur internationales.....	48
Promouvoir et intégrer un commerce inclusif et vert.....	58
Soutenir l'intégration économique régionale et les relations Sud-Sud.....	74
RÉSULTATS INSTITUTIONNELS.....	85
Gouvernance et structure institutionnelle.....	86
L'ITC et la Zone de libre-échange continentale africaine.....	88
Innovation Lab.....	90
Évaluation et performance.....	93
Gestion des risques.....	95
Effet de levier.....	97
Aperçu financier.....	98
Gestion des ressources humaines.....	101
Communications.....	106
Publications.....	108
Événements.....	109
Partenariats.....	111
Politique d'intégration.....	113
APPENDICES.....	115
APPENDICE I : Domaines d'intervention et programmes de l'ITC.....	116
APPENDICE II : Coopération technique de l'ITC par région et domaine d'intervention.....	119
APPENDICE III : Évaluation des besoins de l'ITC et conception de projets en 2019 par région.....	133
APPENDICE IV : Profil du personnel de l'ITC.....	136
APPENDICE V : Répartition des missions par nationalité et sexe des experts, 2019.....	137
APPENDICE VI : Répartition des contributions volontaires au Fonds d'affectation spéciale de l'ITC.....	141

Études de cas

FOURNIR UNE VEILLE COMMERCIALE ET ÉCONOMIQUE



20

Académie du commerce pour les PME en Libye



22

Mobiliser les données pour faire gagner beaucoup d'argent aux petites entreprises



24

Outil de négociation de prix en ligne pour l'Afrique

CRÉER UN ENVIRONNEMENT PROPICE AUX AFFAIRES

34

Portail de facilitation des échanges du Tadjikistan



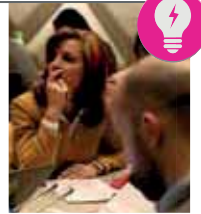
36

Afghanistan : NES et le nouveau laboratoire de métrologie



38

Facilitation des investissements pour le développement



RENFORCER LES INSTITUTIONS D'APPUI AU COMMERCE ET À L'INVESTISSEMENT



42

Soutien aux jeunes entrepreneurs



44

Modernisation de la cannelle en Tanzanie



46

Diplomatie commerciale dans un monde en mutation

RELIER LES PME AUX CHAÎNES DE VALEUR INTERNATIONALES



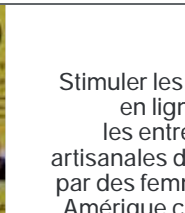
52

Développer le tourisme inclusif au Myanmar



54

Le Liberia tire parti des chaînes de valeur régionales dans le secteur du cacao



56

Stimuler les ventes en ligne pour les entreprises artisanales dirigées par des femmes en Amérique centrale



PROMOUVOIR ET INTÉGRER UN COMMERCE INCLUSIF ET VERT



68

Relier les artisans du Mali aux marchés mondiaux



70

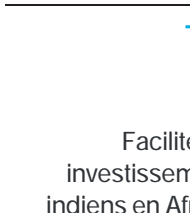
Autonomiser les femmes pour le commerce au sein du Commonwealth



72

Pôles pour les petites entreprises durables

SOUTENIR L'INTÉGRATION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE ET LES RELATIONS SUD-SUD



78

Faciliter les investissements indiens en Afrique



80

Nouer des alliances pour la résilience



82

Réseau d'investisseurs providentiels en Gambie



Avant-propos

Le monde est confronté à la plus grande menace jamais vécue au cours du 21^e siècle. La pandémie de COVID-19 a eu un impact général sur notre manière de travailler, de produire, de consommer et de faire du commerce. Elle a transformé notre façon de vivre en tant qu'individus et la façon dont les pays et territoires interagissent, exacerbant les vulnérabilités existantes tout en créant de nouvelles. Ce problème mondial nécessite une solution mondiale. Cette solution doit prendre en compte le renforcement du multilatéralisme et les agences qui soutiennent la collaboration et le partenariat à l'échelle internationale, à savoir le système des Nations Unies.

Ce rapport annuel illustre les résultats de nos travaux en 2019, qui se sont terminés peu avant que la pandémie de COVID-19 n'envahisse notre système sanitaire et économique. Malgré les effets socio-économiques dévastateurs encore perceptibles dans le monde, le travail abattu en 2019 a permis d'établir une base solide pour relever les défis de 2020 et au-delà. Il est désormais évident que notre approche du « commerce vertueux » sera indispensable dans le processus de redressement. Le besoin et la demande d'assistance liée au commerce de la part de nos clients et partenaires sur le terrain ont augmenté pendant le Grand confinement. Il est essentiel pour le redressement de renforcer la résilience des micros, petites et moyennes entreprises (MPME) et de les aider à s'épanouir pleinement en tant que catalyseurs d'une croissance inclusive et durable et de la création d'emplois.

En 2019, la Directrice exécutive d'alors, Arancha González, évoquait souvent les trois révolutions en cours dans l'économie mondiale, des tendances qui ont été davantage accélérées par le coronavirus.

La révolution numérique qui remodèle la façon dont nous produisons, travaillons, consommons et faisons le commerce s'est accélérée. À court terme, les ventes et le marketing en ligne qui sont d'ailleurs un choix intelligent pour des secteurs comme l'artisanat, les produits de soins personnels et les petits produits alimentaires, ont empêché l'effondrement des MPME dans les pays en développement. Mais la COVID-19 contraint le monde à se tourner systématiquement vers le commerce en ligne et l'économie numérique, longtemps attendus par l'ITC. En janvier 2019, un groupe de membres de l'Organisation mondiale du commerce a lancé des discussions sur les règles devant régir le commerce électronique mondial. Les gouvernements africains ont prescrit l'élaboration d'une stratégie de développement de l'économie numérique comme complément essentiel à la Zone de libre-échange continentale africaine. Pourtant, la pandémie dévoile également des lacunes préexistantes dans des aspects tels que la connectivité Internet ; indiquant, par exemple, qu'un tiers d'Africains seulement peuvent se connecter à l'Internet, contre 95 % d'Européens.

La révolution écologique était très importante avant la pandémie, le changement climatique étant au cœur de nos préoccupations. Si une baisse de 17 % du dioxyde de carbone sous confinement offre un aperçu séduisant d'un monde plus propre, cela ne doit pas nous faire oublier les réformes systémiques nécessaires pour parvenir à une économie plus verte. Plusieurs options en matière de politique commerciale sont envisageables, notamment faciliter le commerce de technologies propres, décourager le commerce de biens ou de services polluants et promouvoir la diffusion des normes de durabilité. La demande de biens durables est en hausse : les recherches menées par l'ITC en 2019 indiquent que 92 % des détaillants en France, en Allemagne, en Italie, aux Pays-Bas et en Espagne s'attendent à ce que les ventes de produits durables dans les secteurs de la mode, de l'alimentation et de l'électronique augmentent au cours des cinq prochaines années. Loin de freiner cette tendance, la pandémie pourrait l'accélérer.

Une troisième révolution est en cours dans les sociétés. L'économie mondiale était en situation de stress en 2019, ce qui a laissé de nombreuses personnes dans l'incertitude quant à leurs perspectives. Même dans les pays en développement où la croissance a été la plus rapide, les gains les plus importants n'ont pas été ressentis au bas de la pyramide. Des protestations civiles ont éclaté dans le monde entier, et l'inégalité qui les a motivées a été brusquement dévoilée par la pandémie. Étant donné la présence de signes d'un bouleversement social, les esprits seront sans doute concentrés sur des solutions équitables.

Ces tendances s'inscrivent dans un contexte de vieilles tensions géopolitiques déclenchées en 2019. En effet, le commerce était souvent la forme la plus visible de ces tensions. En 2019, le commerce était marqué par une vague de protectionnisme, avec un raccourcissement des chaînes d'approvisionnement, une hausse des coûts et un épaississement des barrières (voir Contexte mondial). Ce discours de démondialisation a pris de l'ampleur dans certains milieux depuis le début de la pandémie.

Cependant, la crise révèle qu'il faut plus de collaboration, et non moins ; que le multilatéralisme et ses institutions doivent être revigorés, et non sapés ; que les échecs de la mondialisation exigent une remondialisation, et non une démondialisation.

Alors que les tendances qui nous animaient avant la pandémie s'accroissent, notre réponse doit également s'intensifier. L'approche adoptée par l'ITC en matière d'information commerciale et de marché visant à créer un environnement propice aux affaires, renforcer les institutions, relier les MPME aux chaînes de valeur internationales, promouvoir le commerce inclusif et vert et soutenir l'intégration économique régionale et les relations Sud-Sud nous a placés en bonne position



1. Dorothy Tembo à l'Examen global de l'Aide pour le commerce 2019 initié par l'Organisation mondiale du commerce 2. L'artisanat au Bhoutan © Gabriela Byrde/ITC 3. Séchage des fruits en Guinée 4. La directrice exécutive Arancha González annonçant son départ de l'ITC en janvier 2020

pour avoir un impact en 2020 et au-delà. Vous trouverez des exemples convaincants de cette approche dans ce rapport.

En 2019, nous avons étendu notre empreinte avec des projets et des programmes plus détaillés et plus interconnectés. Nous avons également continué à remplir notre mandat de leadership éclairé et avons positionné notre publication phare, Perspectives de compétitivité des PME, comme une publication annuelle essentielle dans le domaine du commerce et du développement. De plus, nous avons été les premiers à proposer des moyens innovants pour fournir une veille commerciale et économique à nos clients grâce à une gamme d'outils en ligne qui s'avèrent aujourd'hui plus précieux que jamais.

Ce rapport illustre le travail et les résultats de l'ITC en 2019 avant la pandémie. Vous trouverez aussi quelques détails supplémentaires sur notre réponse à la pandémie au cours du premier semestre de 2020. Nous continuons cependant à travailler pour réorganiser et rééquilibrer nos interventions. Nous sommes concentrés à 100 % sur le rétablissement et la résilience post-pandémique.

Nous allons à cet effet aider davantage de femmes et de jeunes à devenir des entrepreneurs, offrir à un plus grand nombre de jeunes les compétences dont ils ont besoin pour trouver un emploi, aider les communautés au bas de la pyramide, obtenir un prix équitable pour les cultures et l'artisanat ou trouver des moyens de produire et de vendre des produits plus complexes en vue de créer de la valeur,

procéder à une meilleure commercialisation et un meilleur emballage, ou améliorer la gestion et les normes de qualité, établir des relations d'affaires à travers les continents, et aider les gouvernements et les organismes des Nations Unies à atteindre tous ces résultats conformément aux Objectifs de développement durable des Nations Unies.

Nous ne pouvons pas prédire l'ampleur des conséquences économiques et sociales de la pandémie de COVID-19, ni déterminer sa durée. Toutefois, d'après les résultats de ce rapport, nous savons que le modèle ITC est parfaitement en mesure d'y répondre.

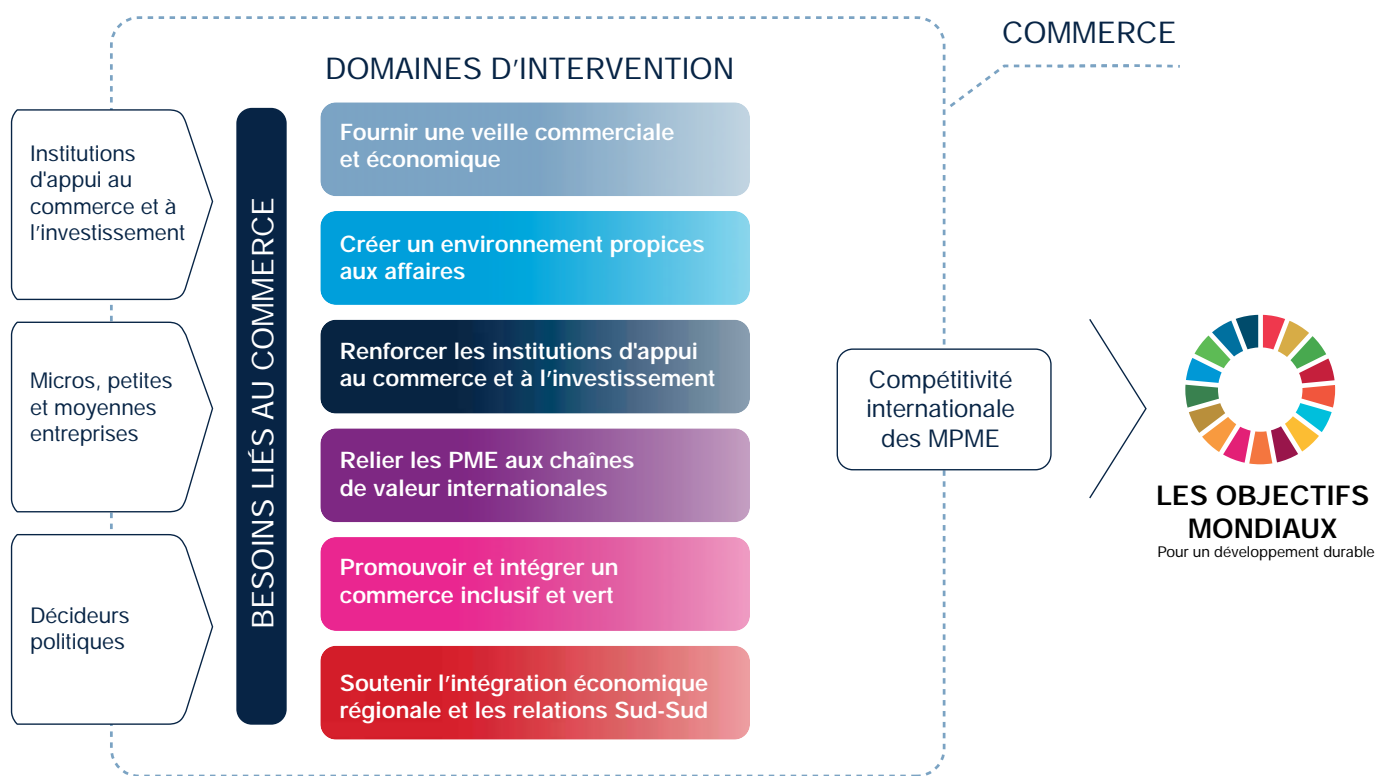
Ce succès est dû au dévouement de notre personnel à Genève et dans le monde entier. Je tiens ici à saluer particulièrement le leadership d'Arancha González, qui a occupé le poste de directrice exécutive de 2013 à 2020. Au nom de l'ITC, de ses pourvoyeurs de fonds et de ses clients, je voudrais saisir cette opportunité pour la remercier de ses services.

Dorothy Tembo
Directrice exécutive par intérim,
Centre du commerce international

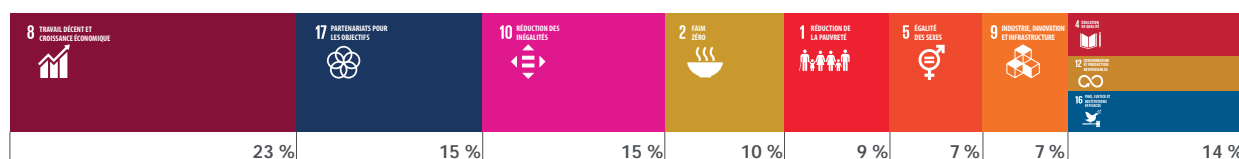
Les objectifs mondiaux des Nations Unies sont les objectifs de l'ITC

Les objectifs de développement durable (ODD) représentent un programme de développement mondial et universel pour tous les États membres et les acteurs du développement des Nations Unies jusqu'en 2030. Il s'agit d'un ensemble de 17 objectifs soutenus par 169 cibles dans les dimensions de développement économique, social et environnemental. L'ITC soutient directement 10 objectifs mondiaux en encourageant la

compétitivité internationale des micros, petites et moyennes entreprises (MPME) grâce à la valeur ajoutée, au commerce, à l'investissement et aux partenariats mondiaux pour une croissance inclusive et durable. L'institution a mis en place des systèmes de suivi des résultats et aide la communauté internationale à suivre les progrès accomplis dans la réalisation de ces objectifs. Les interventions de l'ITC sont guidées par un code de conduite.



Comment les projets de l'ITC sont-ils liés aux différents ODD ?





OBJECTIF 1

- Réduire la proportion d'hommes, de femmes et d'enfants de tous âges vivant dans la pauvreté ;
- Créer des cadres politiques solides basés sur des stratégies de développement favorable aux démunis et tenant compte des sexospécificités.



OBJECTIF 2

- Doubler la productivité agricole et les revenus des petits producteurs de denrées alimentaires, en particulier des femmes ;
- Garantir des systèmes de production alimentaire durables et mettre en œuvre des pratiques agricoles résistantes au changement climatique.



OBJECTIF 4

- Veiller à ce que les jeunes et les adultes possèdent les compétences nécessaires, notamment techniques et professionnelles, pour obtenir des emplois décents et créer des entreprises



OBJECTIF 5

- Garantir la participation pleine et effective des femmes à la vie économique, avec des possibilités égales de leadership à tous les niveaux de prise de décision ;
- Renforcer l'utilisation des technologies habilitantes afin de promouvoir l'autonomisation des femmes



OBJECTIF 8

- Atteindre des niveaux plus élevés de productivité économique par la diversification, la mise à niveau technologique et l'innovation ;
- Promouvoir des politiques axées sur le développement qui soutiennent les activités productives, la création d'emplois décents et l'entrepreneuriat ;
- Garantir un emploi complet et productif et le travail décent pour toutes les femmes et tous les hommes, notamment les jeunes ;
- Réduire substantiellement la proportion de jeunes sans emploi, sans éducation ni formation ;
- Mettre en œuvre des politiques visant à promouvoir un tourisme durable qui crée des emplois et valorise la culture et les produits locaux ;
- Renforcer la capacité des institutions financières à encourager et à élargir l'accès aux services financiers pour tous ;
- Accroître le soutien au programme d'aide au commerce pour les pays en développement, en particulier les pays les moins avancés (PMA).



OBJECTIF 9

- Améliorer l'accès des petites entreprises aux services financiers et accroître leur intégration dans les chaînes de valeur et les marchés ;
- Soutenir le développement technologique national, la recherche et l'innovation dans les pays en développement.



Objectif 10

- Réaliser et maintenir la croissance des revenus des 40 % des plus pauvres de la population ;
- Promouvoir l'inclusion sociale, économique et politique et l'autonomisation de tous ;
- Mettre en œuvre le principe du traitement spécial et différentiel pour les pays en développement, en particulier les PMA.



OBJECTIF 12

- Assurer la gestion durable et l'utilisation efficace des ressources naturelles ; Encourager les entreprises à adopter des pratiques durables et à intégrer des informations sur la durabilité dans leurs cycles de présentation des rapports



OBJECTIF 16

- Soutenir des institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux ;
- Garantir un processus de prise de décision réactif, inclusif, participatif et représentatif ;
- Garantir la participation des pays en développement aux institutions de la gouvernance mondiale.



OBJECTIF 17

- Promouvoir un système commercial multilatéral universel, fondé sur des règles, ouvert, non discriminatoire et équitable ;
- Accroître les exportations des pays en développement, notamment en vue de doubler la part des PMA dans les exportations mondiales ;
- Mettre en œuvre, en temps opportun, un accès au marché en franchise de droits et sans contingents sur une base durable pour tous les PMA



Contexte mondial

La croissance économique mondiale connaît un ralentissement en 2019

L'économie mondiale a connu une croissance de 2,9 % en 2019, contre 3,6 % en 2018, reflétant un environnement géopolitique difficile caractérisé par des tensions commerciales et une instabilité politique dans les plus grandes économies.¹ Les pays en développement ont vu leur économie croître de 3,7 %, un rythme plus rapide que le taux de 1,7 % réalisé par les pays développés. Toutefois, cette croissance sera anéantie en 2020, selon l'estimation du groupe de la Banque mondiale qui prévoit une contraction de 5,2 % du PIB mondial.

Les tensions commerciales persistantes entre les plus grandes économies mondiales ont ralenti la croissance du commerce mondial en 2019. Après une augmentation de 2,9 % l'année précédente, le commerce mondial de marchandises a régressé de 0,1 %. Les exportations et les importations en glissement annuel au quatrième trimestre ont diminué respectivement de 1,2 % et 0,9 %.²

La figure 1 montre les volumes trimestriels corrigés des variations saisonnières des exportations et des importations de marchandises par région. Vers la fin de 2019, l'Asie et l'Amérique du Nord ont affiché une croissance des exportations supérieure à celle des autres régions, tandis que l'Europe, l'Amérique du Sud et d'autres régions ont enregistré des baisses importantes. La faible performance de ces dernières régions en matière d'exportation reflète une demande mondiale plus faible en raison des tensions commerciales croissantes, du resserrement de la politique monétaire dans les pays développés et de l'incertitude liée au Brexit dans l'Union européenne.³

Le commerce mondial des services a augmenté de 2,2 % et a fortement ralenti après une progression d'environ 9 % au cours des deux années précédentes. Bien que le secteur des services soit moins touché par les augmentations des droits de douane que le secteur manufacturier, de nombreux services dépendent néanmoins des flux de marchandises. Les exportations relatives aux services commerciaux, de voyages et de biens n'ont augmenté que de 2,0 %, 1,1 % et 1,2 % respectivement, tandis que les services de transport ont baissé de 0,5 %.⁴

Le contexte politique du commerce mondial en 2019 a été marqué par l'escalade des tensions commerciales et géopolitiques qui ont accru l'incertitude dans les organes mondiaux de prise de décision et, par conséquent, dans les opérations commerciales internationales à travers le monde. Depuis 2018, les États-Unis ont imposé des droits de douane sur des produits chinois d'une valeur de plus de \$360 milliards, tandis que la Chine a riposté en imposant des droits de douane sur des produits américains de plus de \$110 milliards.⁵ Le Fonds monétaire international estime que les droits de douane qui en résultent ont considérablement réduit la production mondiale.⁶

Pendant ce temps, le Royaume-Uni a passé une grande partie de l'année 2019 à se pencher sur l'avenir de ses relations avec l'Union Européenne. Après des élections générales décisives en décembre 2019, le Royaume-Uni a officiellement quitté l'UE le 31 janvier 2020. Toutefois, de nombreux détails liés au Brexit doivent encore être clarifiés, notamment la nature de la future relation commerciale entre les deux parties.

Au niveau multilatéral, le système de règlement des différends de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a clôturé l'année 2019 sous la menace. En 2020, l'Organe

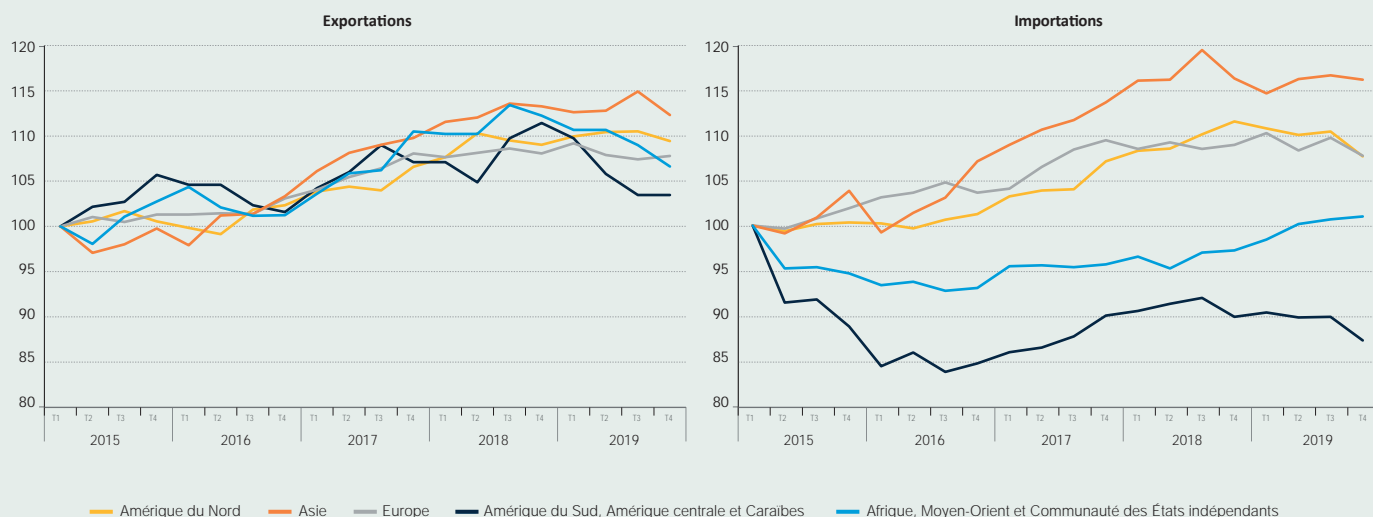


FIGURE 1 Croissance du commerce mondial : tendances à moyen et à court terme

Panneau de gauche : indice des volumes mondiaux d'exportation de marchandises où 2015T1 = 100.

Panneau de droite : Indice des volumes mondiaux d'importation de marchandises où 2015T1 = 100.

Source : Secrétariat de l'OMC.

d'appel ne disposait plus d'assez de juges pour trancher les litiges.⁷ Les membres se sont lancés à la recherche d'une solution visant à poursuivre la défense de cet élément essentiel du système commercial multilatéral fondé sur des règles en 2020.⁸ Alors que les Nations Unies célèbrent leur 75^e anniversaire en 2020, il est plus que jamais important de renforcer les institutions et les forums qui facilitent le dialogue multilatéral et l'action politique coordonnée. L'année 2019 a été la deuxième année la plus chaude jamais

enregistrée.⁹ Dans ce contexte, les négociations sur le changement climatique qui se poursuivent aux Nations Unies se caractérisent par un fossé croissant entre les scientifiques et les groupes de la société civile qui réclament des solutions politiques plus ambitieuses et la capacité ou la volonté des parties de se réunir et de négocier de nouveaux objectifs. Finalement, les pourparlers n'ont pas pu aboutir à un consensus et les décisions clés ont été repoussées à 2021.

1 IMF, "Tentative Stabilization, Sluggish Recovery?"

2 WTO (2020, April 8). Trade set to plunge as COVID-19 pandemic upends global economy. *World Trade Organization*. Récupéré de https://www.wto.org/english/news_e/pres20_e/pr855_e.htm

3 WTO (2019, October 1). WTO lowers trade forecast as tensions unsettle global economy. *World Trade Organization*. Récupéré de https://www.wto.org/english/news_e/pres19_e/pr840_e.htm; United Nations, "Global Issues: The Challenge of Innovation in Developing Countries."

4 WTO (2020, April 8). Trade set to plunge as COVID-19 pandemic upends global economy. *World Trade Organization*. Récupéré de https://www.wto.org/english/news_e/pres20_e/pr855_e.htm

5 BBC News (2020, January 16). A quick guide to the US-China trade war. *BBC News*. Récupéré de <https://www.bbc.com/news/business-45899310>

6 IMF, *Global Manufacturing Downturn, Rising Trade Barriers*.

7 Matteo Fiorini, Bernard Hoekman, Petros Mavroidis, Maarja Saluste and Robert Wolfe (2019, November 20). WTO dispute settlement and the Appellate Body crisis: Insider perceptions and Members' revealed preferences. *CEPR Policy Portal*. Récupéré de <https://voxeu.org/article/wto-dispute-settlement-and-appellate-body-crisis>

8 Center for Strategic and International Studies (2019). The World Trade Organization: The Appellate Body Crisis. *Center for Strategic and International Studies*. Récupéré de <https://www.csis.org/programs/scholl-chair-international-business/world-trade-organization-appellate-body-crisis>

9 WMO, "WMO Statement on the State of the Global Climate in 2019."





Interventions de l'ITC :
En faire plus, mieux

Les réalisations de l'ITC en 2019

Les chiffres ci-dessous fournissent un aperçu de la manière dont l'ITC a accompli sa mission de promotion d'un commerce inclusif en 2019. Un grand nombre d'objectifs et d'indicateurs sont tirés du cadre stratégique 2018-2019 de

l'ITC aligné sur les cycles biennaux de planification et de budgétisation du système des Nations Unies. Les objectifs annuels sont tirés du Plan opérationnel 2019 de l'ITC, qui définit les critères de performance pour l'année.

Renforcement de l'intégration du secteur des entreprises dans l'économie mondiale

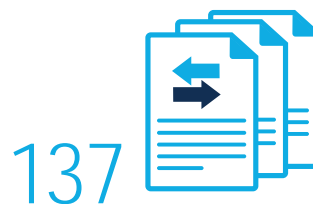


nouveaux utilisateurs d'informations de veille économique et commerciale sont plus sensibilisés au commerce international grâce au soutien de l'ITC (objectif : 300 000)

Amélioration de la performance des institutions d'appui au commerce et à l'investissement (IACI)



cas d'amélioration des performances des institutions d'appui au commerce et à l'investissement (objectif : 400)



cas dans lesquels le soutien de l'ITC a contribué à modifier les politiques, stratégies ou réglementations liées au commerce en faveur de la compétitivité des MPME (objectif : 80)

Amélioration de la compétitivité internationale des entreprises



entreprises supplémentaires soutenues pour l'amélioration de leur compétitivité internationale ou pour des rencontres avec des acheteurs avec lesquels elles ont ensuite effectué des transactions (objectif : 20 000)



participants aux cours de formation de l'ITC (objectif : 25 000)

Autonomisation des femmes dans l'économie mondiale



parmi les 26 500 entreprises supplémentaires mentionnées ci-dessus étaient détenues, exploitées et dirigées par des femmes (objectif 50 %). L'objectif est atteint en termes absolus (11 100 réels par rapport aux 10 000 prévus).



de signataires de l'initiative SheTrades ont promis de connecter 1,1 million de femmes entrepreneures aux marchés internationaux d'ici à 2021 (Objectif 2021 : 3 millions)

Tirer parti du financement dans le commerce

L'ITC a réalisé une estimation de la valeur des transactions commerciales internationales générées par ses interventions en 2019.

La projection est fondée sur trois volets : les commentaires d'utilisateurs des outils de veille commerciale et économique de l'ITC, les documentations sur les occasions d'affaires et les transactions, et les données sur les exportations supplémentaires générées par les gains d'efficacité opérationnelle réalisés par les IACI grâce au soutien de l'ITC.



\$1 milliard

en valeur estimative d'exportation et d'investissement résultant de la veille économique et commerciale de l'ITC, des connexions commerciales et du soutien aux IACI



\$1 → \$11

L'ITC tire parti de chaque \$ de **financement extra-budgétaire**, \$11 pour les opérations d'exportation et d'investissement internationales



\$2 milliards

d'accords commerciaux supplémentaires dans les premières étapes des négociations facilitées par l'ITC

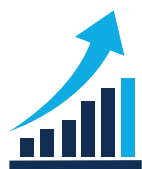
Principaux indicateurs de performance

Les indicateurs ci-dessous retracent les services d'assistance technique fournis par l'ITC et les mesures prises pour améliorer l'efficacité organisationnelle.



\$129 millions

des prestations de l'ITC à travers tous les budgets



\$143 millions

pour les projets en cours posant les jalons d'une croissance future (objectif : \$150 millions)



\$302 millions

des fonds de ressources extra-budgétaires garantis pour 2020 et au-delà (objectif : \$150 millions)



89 %

de l'assistance par pays a été consacré aux pays prioritaires (objectif : 80 %)



93 % de clients

ont noté positivement, les services de l'ITC (objectif : 85 %)



\$1 → \$47

Chaque \$ investi dans le fonds de développement des entreprises de l'ITC a généré \$47 de fonds extra-budgétaires (2018 : \$32)

Fournir une veille commerciale et économique

Transparence des échanges commerciaux

Le **programme Transparence des échanges commerciaux** de l'ITC vise à améliorer les décisions commerciales et d'investissement des entreprises, notamment des micros, petites et moyennes entreprises, des institutions d'appui au commerce et à l'investissement et des décideurs politiques.

En particulier, il permet aux MPME des pays en développement de mieux cibler leurs produits sur les marchés les plus prometteurs, de diversifier et d'ajouter de la valeur à leurs exportations. Pour ce faire, l'ITC a développé une suite d'outils et des bases de données en ligne pour plus de transparence dans le commerce mondial et pour faciliter l'accès à de nouveaux marchés. L'ITC soutient ses clients dans l'utilisation efficace de ces outils et bases de données grâce à un programme de formation et de soutien aux utilisateurs en ligne et sur place.

Les résultats clés



Lancement d'un nouveau portail **d'outils d'analyse de marché intégrés**



> 5,6 millions de visites sur les outils d'analyse de marché (1 visite toutes les 5 secondes)



35 % d'augmentation des visites sur les **outils d'analyse de marché** comparé à 2018



5 350 visites mensuelles (hausse de 62 % en 2018) sur la **Carte du potentiel à l'exploitation**



> 2 600 participants (54 % de femmes) formés à l'utilisation des outils



5 600 utilisateurs ont accédé à la plateforme bêta **Global Trade Helpdesk**



Données de **10 partenaires régionaux** et intergouvernementaux intégrées dans la plateforme **Global Trade Helpdesk**



1



2

1. Atelier sur les outils d'analyse de marchés, Tanzanie 2. Atelier sur les outils d'analyse de marchés, Chine

Faits saillants

Les outils de veille économique et commerciale de l'ITC ont facilité la réalisation par les entreprises, des transactions commerciales d'une valeur estimée à \$367 millions en 2019, sur la base des résultats d'enquêtes annuelles menées auprès des utilisateurs.

Les utilisateurs ont déclaré que les informations sur les outils de l'ITC leur ont permis de prendre des décisions plus éclairées sur l'accès et l'expansion sur les marchés internationaux. Ils ont également exprimé leur appréciation pour l'exactitude et la pertinence des données dans les outils. En 2019, l'utilisation des outils a continué de progresser, avec plus de 5,6 millions de visites.

L'ITC a lancé un nouveau portail **Outils d'analyse de marché** qui sert de point d'entrée unique à la suite complète d'outils, y compris Trade Map, Market Access Map, Carte du potentiel à l'exportation, Procurement Map, Investment Map, Outil de facilitation des règles d'origine, Informations sur les prix de marché et le système e-Ping. Le portail offre un guichet unique qui permet aux entreprises d'identifier les opportunités et de prendre des décisions commerciales éclairées. Il permet aux utilisateurs de parcourir les profils par pays et d'examiner rapidement les données critiques, de vérifier les dernières informations publiées par le pays avec le coin de la disponibilité des données, et d'interpréter les données avec le coin d'apprentissage en ligne.

Trade Map a reçu 4,7 millions de visiteurs, valeur égale à une visite toutes les six secondes, jusqu'à 13 % en 2019 par rapport à 2018. Une version en arabe a été créée pour desservir les utilisateurs du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord.

En 2019, l'ITC a lancé une nouvelle version de **Market Access Map**. La carte dispose d'une interface simplifiée, orientée utilisateur. Elle présente les tarifs douaniers, les contingents tarifaires, les mesures non tarifaires, les accords commerciaux et les recours commerciaux avec une recherche unique et unifiée. L'outil est particulièrement vital pour les

micros, petites et moyennes entreprises des pays en développement, qui ont un accès limité à des informations fiables sur les marchés. Le portail rénové permet aux exportateurs, importateurs, décideurs, institutions de soutien au commerce et à l'investissement, chercheurs et négociateurs commerciaux de comprendre et d'analyser les conditions d'accès au marché, d'explorer de nouveaux marchés, élaborer de meilleures politiques commerciales et négocier de meilleurs résultats dans les accords commerciaux. Plusieurs projets à grande échelle de l'ITC ont utilisé la méthodologie du potentiel à l'exportation de l'ITC pour éclairer les phases de démarrage.

Les projets d'assistance technique liés au commerce en République démocratique populaire lao et en Iran, ainsi que le programme pour les partenariats commerciaux avec le Royaume-Uni, ont employé la méthodologie pour repérer les opportunités d'exportation dans les secteurs sélectionnés dans 13 pays du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.

La méthodologie a continué d'utiliser des approches innovantes qui mesurent le potentiel d'exportation des services, identifient les opportunités de diversification pour le développement des chaînes de valeur régionales et s'associent à l'évaluation ex ante de l'impact de la politique commerciale. La méthodologie a permis à la République démocratique populaire lao de prévoir les pertes commerciales de \$108 millions dans les secteurs et les marchés et de libérer le potentiel à l'exportation et les possibilités de diversification pour compenser ces pertes.

En 2019, la **Carte du potentiel à l'exportation** a attiré en moyenne 5 350 visites mensuelles, soit une hausse de 62 % à partir de 2018, des utilisateurs, parmi lesquels les grandes entreprises et les institutions telles que les banques d'import-export et le Secrétariat du Commonwealth. Les cartes du potentiel à l'exportation personnalisées ont été dressées en faveur d'Export Bahrain et Enterprise Greece, accompagnées d'une formation. Les programmes de formation et les ateliers de parties prenantes ont été organisés dans plusieurs pays, y compris l'Égypte,



3

3. Atelier sur les outils d'analyse de marchés, Bhoutan



4

4. Atelier sur les outils d'analyse de marchés, Sierra Leone

l'Éthiopie, le Kirghizstan et la Tanzanie. Les tutoriels vidéo en ligne ont permis aux utilisateurs à distance d'améliorer leur compréhension de la Carte du potentiel à l'exportation.

L' **Outil de facilitation des règles d'origine** est un outil en ligne gratuit lancé par l'ITC et l'Organisation mondiale des douanes (OMD) en 2018. Il permet aux micros, petites et moyennes entreprises (MPME) de profiter des possibilités offertes par le commerce international en respectant les règles d'origine. En octobre 2019, l'Organisation mondiale du commerce a officiellement annoncé sa collaboration avec l'ITC et l'OMD pour renforcer davantage l'outil, qui a élargi sa couverture à plus de 350 sur les 450 accords de libre-échange et accords commerciaux préférentiels actuellement en vigueur.

L'ITC a entrepris 32 activités de renforcement des capacités pour appuyer le recours à ses outils d'analyse de marché, grâce aux séances d'information, à l'Académie du commerce pour les PME de l'ITC, aux webinaires et aux ateliers. Les formateurs certifiés par l'ITC ont reproduit cinq de ces activités lors des ateliers dans les universités et les institutions d'appui au commerce et à l'investissement au Pérou, en Bolivie et au Népal. Les cours personnalisés ont été dispensés sur des thèmes comme l'analyse du marché (à Madagascar) et la création des profils de marché. En outre, un cours particulier a été conçu pour les journalistes.

Les différents modules de prestation ont rassemblé 2 672 participants, dont 54 % étaient des femmes. La fréquence des webinaires et de cours en ligne accessibles gratuitement a augmenté pour bénéficier à davantage d'utilisateurs, avec 11 webinaires et séances d'apprentissage en ligne qui réunissent 1 430 participants, parmi lesquels 60 % étaient des femmes. La couverture médiatique des outils d'analyse de marché a continué de s'étendre, avec une moyenne de plus de 77 références de nouvelles par semaine. Cette tendance est conforme à la hausse du trafic Internet sur Trade Map et le lancement du nouveau portail Market Access Map.

Autres outils en ligne

En 2019, l'ITC a lancé le projet Observatoire africain du commerce dans le but de faciliter la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF). Parmi les principales réalisations figuraient le développement d'un tableau de bord (en collaboration avec la Commission de l'Union africaine) et un système de transfert des données. L'Observatoire africain du commerce dotera le portail des modules qui :

- surveillent l'intégration commerciale régionale
- explorent les conditions d'accès au marché des partenaires africains ;
- comparent les opportunités de commerce en Afrique.

De plus, le programme Transparence des échanges commerciaux a créé un outil novateur de négociation des tarifs pour la ZLECAF afin de faciliter les négociations sur la libéralisation tarifaire entre les États parties, les unions douanières et les groupements régionaux. Cet outil est une plateforme sécurisée et collaborative qui permet aux membres inscrits de définir et partager des listes de produits (Non-sensibles, sensibles et d'exclusion). Au même moment, l'outil veille à la qualité technique, renforce la transparence, garantit la confidentialité, et permet l'interaction rapide entre les parties.

L'outil **Global Trade Helpdesk**, un portail unique intégrant la veille économique et commerciale de l'ITC et des organismes partenaires en un point d'entrée unique, a été amélioré avec de nouvelles données et fonctionnalités. L'outil, disponible en cinq langues – anglais, français, espagnol, arabe et russe – à l'adresse www.GlobalTradeHelpDesk.org, a été présenté pour la première fois lors du Congrès mondial des chambres de commerce internationales à Rio de Janeiro en juin 2019. La plateforme a lancé une campagne de test pour utilisateurs, avec 12 chambres nationales du monde entier, pour veiller à ce qu'elles répondent aux besoins d'étude de



5. Atelier sur les outils d'analyse de marchés, Bhoutan 6. Atelier sur les outils d'analyse de marchés, Afrique de l'Est

marché des entreprises. La campagne de test a contribué au perfectionnement du portail pour le déploiement de la version 2.0 prévu en 2020.

Mesures non tarifaires appliquées aux biens et services

Le **Programme sur les mesures non tarifaires (MNT)** porte à l'attention des décideurs et des autres parties prenantes, les préoccupations des micros, petites et moyennes entreprises concernant les obstacles réglementaires et procéduraux au commerce, ce qui permet d'apporter des réponses concrètes et spécifiques. Cela se manifeste par la collecte et la diffusion de données MNT et la réalisation des enquêtes auprès des entreprises qui étayent les obstacles au commerce. En outre, le programme contribue à la formulation de politiques fondées sur des données factuelles et concourt à la réduction des coûts commerciaux tout en fournissant un leadership éclairé grâce à la recherche appliquée et à l'analyse.

Les résultats clés



15 formateurs nouvellement certifiés MNT et d'accès au marché qui ont encadré 221 participants du secteur privé



> 5 566 exportateurs et importateurs interrogés sur leurs expériences relatives aux obstacles au commerce



58 % d'augmentation du nombre d'utilisateurs du système d'alerte ePing

Faits saillants

Un outil pour sensibiliser davantage sur les mesures sanitaires et phytosanitaires et les obstacles techniques au commerce, ainsi que pour surveiller les modifications réglementaires, **ePing** a été conçu en commun par l'ITC, l'Organisation mondiale du commerce et le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies. Il transforme la manière dont les membres de l'OMC communiquent entre eux sur les MNT.

En 2019, l'outil a été utilisé pour la première fois pour présenter les observations officielles sur une nouvelle réglementation d'un membre de l'OMC à un autre. Le premier téléchargement d'un document justificatif d'une notification a été effectué sur ePing lorsque la Malaisie a fourni une traduction anglaise de la loi sur les modifications réglementaires proposées, ce qui le rend accessible aux membres de l'OMC et aux entreprises. Les utilisateurs ePing qui ont marqué la Malaisie et le produit en question sont automatiquement informés de la disponibilité du document.

L'ITC a élargi son offre de renforcement des capacités sur les MNT pour ajouter la formation des formateurs en 2019. Ce travail a été piloté avec succès au Viet Nam et au Niger et a créé un effet multiplicateur avec, par exemple, 15 formateurs certifiés au Viet Nam qui ont organisé de séances d'information et des formations pour plus de 221 participants du secteur privé.

Les enquêtes auprès des entreprises au Bahreïn, au Niger, en Tanzanie, au Vietnam, et en collaboration avec la Banque mondiale au Pakistan, ont mis en évidence les expériences des obstacles au commerce des marchandises et, pour la première fois dans une enquête exhaustive, le commerce des services, de 4 442 exportateurs et importateurs.

Au sein de l'Union européenne, 1 118 entreprises ont participé à l'étude conjointe SheTrades-MNT sur la participation des femmes et les obstacles au commerce international. L'étude se fonde sur les consultations des



7. Outil de facilitation des règles d'origine à l'OMC 8. Réunion sur les mesures non tarifaires en Arménie



parties prenantes et les mesures d'atténuation. Le site Web www.ntmsurvey.org a enregistré 21 981 consultations de pages (jusqu'à 16 % en 2018) ; ePing a été visité 53 352 fois (jusqu'à 20 %) et les publications sur les MNT ont été téléchargées 2 728 fois.

En 2019, l'ITC a continué à travailler sur la réduction des coûts du commerce des services. Considéré comme l'épine dorsale, le Programme sur les MNT a commencé à collaborer avec l'OMC sur la collecte et la vulgarisation des réglementations relatives au commerce des services. Ce travail a amélioré la transparence des réglementations relatives au commerce des services dans les pays comme le Niger en créant un répertoire en ligne.

Veille concurrentielle

Alors que la transparence et la disponibilité des données sont limitées, le **programme de veille concurrentielle** de l'ITC continue d'offrir des solutions en ligne, des formations et des services consultatifs. Ces services renforcent la capacité des organisations de soutien aux entreprises à fournir aux clients des renseignements personnalisés sur leur environnement concurrentiel. Ces informations sont utilisées pour connecter les entreprises locales aux acheteurs étrangers, notamment les multinationales qui dirigent les chaînes d'approvisionnement. Elles sont également utilisées pour atteindre les investisseurs, notamment les investisseurs d'impact, et représenter les petites entreprises auprès des décideurs politiques.

Les résultats clés



\$200 000 millions de contributions en nature engagées en faveur de l'ITC par les partenaires de soutien aux entreprises.



Presque **3 000** téléchargements des publications qui déterminent la compétitivité des petites et moyennes entreprises locales aux niveaux national ou régional, notamment au Botswana, au Kenya, au Maroc et en Zambie.



Lancement de « **Investir au Ghana** » et « **Investir en Ukraine** » en partenariat avec des agences de promotion de l'investissement.



Création de quatre portails nationaux de promotion de l'investissement bilingues pour l'Éthiopie, le Kenya, le Mozambique, la Zambie.



L'extension des informations sur les prix en temps réel pour plus de **300 produits** dans le Portail des informations sur les prix de marché.



Lancement du portail national d'informations commerciales du Bhoutan.



9

9. Table ronde sur les mesures non tarifaires, Pakistan



10

10. Présentation de Global Trade Helpdesk lors du Forum public de l'OMC 2019

Faits saillants

En 2019, l'ITC a mis sur pied un réseau mondial et durable de chambres de commerce, d'organisations sectorielles, d'agences de promotion du commerce et de l'investissement, de ministères et d'autres acteurs nationaux afin de collecter et d'analyser les données capitales sur la compétitivité des petites et moyennes entreprises locales.

Actuellement ce réseau s'élargit à 20 organismes de soutien aux entreprises nationaux qui couvrent plus de 29 pays, ainsi que la Conférence permanente des chambres consulaires africaines et francophones au niveau régional.

Quatre portails de promotion de l'investissement multilingues ont été créés pour les agences de promotion de l'investissement en Éthiopie, au Kenya, au Mozambique et en Zambie dans le cadre du Partenariat pour l'investissement en Afrique. Les portails mettent l'accent sur l'établissement des profils de pays, la promotion de l'investissement, les réglementations en matière d'investissement et l'appui aux entreprises.

Les portails, hébergés par chaque agence, ont été personnalisés selon le plan national de développement de chaque pays, les secteurs cibles, le cadre juridique et les objectifs des investissements étrangers. En raison de leur viabilité, l'ITC a renforcé les capacités de chaque agence pour gérer et exploiter les portails de façon autonome.

Le Portail d'informations commerciales du Bhoutan a été développé par l'ITC et le Département du Commerce du ministère des Affaires économiques du Bhoutan. Le portail offre des informations précieuses pour les études de marchés étrangers avec des analyses des tendances du marché et les exigences d'accès aux marchés étrangers, y compris les tarifs, les MNT, les accords commerciaux, les normes volontaires et les règles d'origine.

Doté de contenus et de fonctionnalités organisés en deux principaux modules (« Acheter au Bhoutan » et « Exporter depuis le Bhoutan »), le portail cible deux types d'utilisateurs : les exportateurs bhoutanais existants ou potentiels à la recherche de marchés étrangers, et les acheteurs internationaux désirant acheter les produits bhoutanais et établir des partenariats avec les entreprises bhoutanaises.

Le portail peut répondre aux questions des utilisateurs en extrayant les données en temps réel directement des outils d'analyse des marchés de l'ITC. Ce nouvel outil en ligne permet aux entrepreneurs bhoutanais de comprendre facilement les opportunités des marchés étrangers et le cadre juridique international, et de trouver les informations stratégiques dont ils ont besoin pour leurs échanges commerciaux

Pourvoyeurs de fonds 2019

Pourvoyeurs de fonds pour le Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC

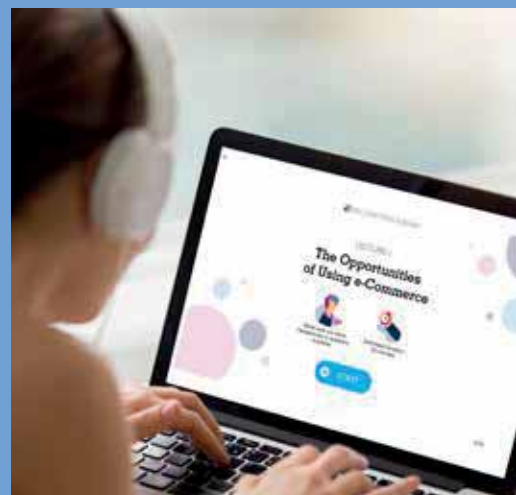
Belgique, Canada, Chine, Danemark, Finlande, Allemagne, Islande, Inde, Irlande, Norvège, Suède

Pourvoyeurs de fonds des projets

Union européenne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suisse, Institut national supérieur des études politiques (GRIPS), Corée, Banque de développement du Qatar, Banque mondiale, PNUD, Chine, États-Unis, OIT, Allemagne, FAO, TradeMalta, COMESA, Éthiopie, FEFAC, IBF International consulting, Organisation mondiale du commerce (OMC)

ÉTUDE DE CAS

Académie du commerce pour les PME en Libye



Le défi

La jeunesse libyenne est fortement attirée par l'entrepreneuriat. D'après les données, 40 % ont déjà essayé de lancer une entreprise, alors que la moitié des 60 % restants y ont pensé mais aucune mesure n'a été prise en raison de l'absence de financement.

Alors que les jeunes libyens s'interrogent sur la capacité des pouvoirs publics à soutenir les entrepreneurs, la plupart d'entre eux souhaitent bénéficier du soutien de ces institutions lorsqu'elles sont capables de le fournir. Cependant, les cours d'entrepreneuriat et sur les compétences en affaires connexes pour les étudiants d'universités dans les départements (autres que les départements de gestion) demeurent quasi-inexistants.

Bien que le taux global d'entrepreneuriat soit élevé, le nombre d'entreprises en activité actuellement reste faible et elles sont essentiellement informelles, avec un impact limité sur les taux d'emploi général parce que la plupart d'entre elles n'emploient pas de personnel. La demande de formation en entrepreneuriat est forte.

La solution

En 2019, dans le cadre du projet d'assistance technique en Libye, la SME Trade Academy de l'ITC a développé un programme de formation en ligne de 100 heures en arabe. L'équipe a mis au point une plateforme particulièrement novatrice pour la Libye appelée Libus.

Le projet libyen n'est qu'un exemple parmi d'autres pour montrer comment l'ITC a mis à contribution l'innovation dans SME Trade Academy en 2019. De la production des cours en ligne, au développement de nouvelles plateformes d'apprentissage virtuel, en passant par la production des vidéos narratives présentant des personnes actives dans le commerce transfrontalier africain, pas moins de 20 projets de l'ITC ont bénéficié des innovations technologiques pour la formation à distance.

« Depuis que j'ai débuté ce cours, j'ai l'impression que je peux en effet compter sur moi-même et trouver le meilleur modèle commercial ou un produit alternatif pour être plus compétitif sur le marché ».

À titre d'exemple, un projet de l'ITC en Zambie a offert la possibilité d'utiliser les vidéos pour éduquer les femmes commerçantes dans les zones rurales sur les moyens de se protéger contre le harcèlement et la corruption aux frontières. Les outils vidéo s'avèrent souvent les moyens les plus efficaces de sensibiliser un plus grand nombre d'hommes et de femmes impliqués dans le commerce transfrontalier qui pourraient avoir un faible niveau d'alphabétisation.

Dans un autre exemple, l'équipe SME Trade Academy a utilisé les technologies du Web en Guinée en 2019 pour héberger non seulement différents cours de formation en ligne en français pour les groupes d'intérêts sectoriels, mais également des cahiers d'exercices qui sont utilisés dans les ateliers sur place. Grâce à cette technologie, les chefs de projets sont capables de collecter les informations sur tous les bénéficiaires, qu'il s'agisse des apprenants en ligne ou des participants à la formation sur place, ce qui leur permet de suivre les progrès des participants, d'adapter et d'améliorer l'assistance technique en fonction des besoins et des retours d'informations.

En Libye, la plateforme Libus a été bien accueillie suivant les propos d'un utilisateur « depuis que j'ai débuté ce cours, j'ai l'impression que je peux en effet compter sur moi-même et trouver le meilleur modèle commercial ou un produit alternatif pour être plus compétitif sur le marché ».



1. Présentation de l'Académie du commerce pour les PME lors de la Youth Media Zone, Forum mondial de développement des exportations 2019, Éthiopie 2. Une élève écoutant une séance en ligne © Shutterstock.com

Les résultats

Fin avril 2020, 7 300 jeunes libyens, notamment plus de 1 000 femmes, se sont inscrits sur la plateforme Libus et ont participé collectivement à plus de 100 000 heures d'apprentissage, avec les participants les plus avancés qui ont déposé leurs plans d'affaires pour étude auprès de l'ITC et ses partenaires de mise en œuvre.

La SME Trade Academy a été particulièrement satisfaite d'assister aux témoignages de nombreux participants selon lesquels la plateforme Libus représentait pour eux une bouée de sauvetage précieuse d'apprentissage dans une ère de défis.

Un utilisateur a déclaré : « Je pense que cette plateforme constitue une avancée dans le domaine de l'entrepreneuriat en Libye. Un autre a ajouté : « Le module Pourquoi l'entrepreneuriat ? a ouvert la porte à mon épanouissement personnel et au développement de mon entreprise. »

L'avenir

La plateforme Libus demeure en ligne et rassemble plus de participants chaque jour. Selon le plan du projet, l'impact sera évalué en avril 2021 et aura pour but de mesurer la taille des réseaux d'entrepreneurs formés sur Libus, ainsi que le nombre d'entreprises qui ont été lancées, soit directement ou indirectement, à la suite des activités sur la plateforme. De toute façon, dans un avenir prévisible, les contenus de formation sur Libus seront disponibles gratuitement pour toutes les personnes qui désirent en tirer profit.

Un utilisateur de Libus pousse ses études au niveau supérieur

L'un des utilisateurs les plus prolifiques de Libus est Mohammad, un architecte de la ville de Sebha, dans le sud de la Libye. Malgré des conditions difficiles là-bas, Mohammad a décidé de prendre part à un atelier de l'ITC organisé à Tunis, en Tunisie, en mars 2019. Cela signifie participer à un voyage pénible et épuisant à travers la Libye. L'architecte a déclaré : « C'était une occasion à ne pas manquer, en particulier après une expérience magnifique sur Libus ».

D'après lui, son expérience sur Libus a transformé sa compréhension de l'entrepreneuriat, révélant au passage les principes clairement définis qui n'étaient pas réservés aux entrepreneurs expérimentés. Mohammad a découvert qu'il avait déjà recours à certaines de ces méthodologies dans son cabinet d'architecture, cependant Libus lui a permis de les appliquer de façon plus calculée et renseignée.

Il a ajouté que son expérience d'apprentissage sur Libus était « agréable, en particulier avec la combinaison réussie de différents supports, les visuels, les narratifs vrais et les expériences des entrepreneurs ».

En plus d'effectuer ce voyage à Tunis, Mohammad transmet les leçons apprises sur Libus aux diplômés en architecture en formation dans son entreprise.

« À la fin des cours, je suis retourné dans mon entreprise et je l'ai regardé différemment », a-t-il déclaré. « J'ai dû changer mes projets en fonction de ce que j'avais étudié ».



Pourvoyeurs de fonds :

France

ÉTUDE DE CAS

Mobiliser les données pour faire gagner beaucoup d'argent aux petites entreprises



Le défi

Les pays en développement regorgent d'une pléthore de petites et moyennes entreprises (PME) avec des idées commercialement viables. Néanmoins, les investisseurs privés se heurtent à une incertitude importante quant à leur investissement dans les PME : ils considèrent l'environnement macro précaire, et les processus d'investissement non-transparents et imprévisibles.

Ces connaissances peuvent contribuer largement à dissiper ces préoccupations. En effet, les enquêtes auprès des investisseurs soulignent l'importance des informations sur les petites entreprises locales dans leurs décisions d'investissement. Les investisseurs doivent connaître laquelle des entreprises satisfait aux exigences de qualité, de quantité et de temps, jouit d'une stabilité financière et est prête à se développer.

Toutefois, ces données font fréquemment défaut. Les agences de promotion de l'investissement seraient mieux placées pour attirer et retenir les investisseurs si elles pouvaient fournir des informations granulaires sur les PME avec un potentiel d'investissement. De nombreuses agences de promotion de l'investissement dans les pays en développement pâtissent des contraintes de capacités et budgétaires qui compromettent leurs capacités à collecter des données sur les PME dans leurs pays et à connecter les outils de cette veille économique aux éventuels investisseurs.

L'incapacité à mettre les données sur les PME prêtes à recevoir des investissements à la disposition des investisseurs peut avoir d'importantes incidences sur le développement. L'ITC collabore fréquemment avec des start-ups disposant d'excellents plans d'affaires incapables de trouver des financements afin de concrétiser ces idées.

La solution

En 2019, l'ITC a continué à élaborer des guides de veille économique et commerciale locale qui fournissent aux investisseurs des informations granulaires sur les opportunités d'investissement du secteur privé. Ces guides complètent les guides de promotion de l'investissement classiques qui contiennent des informations sur les performances macroéconomiques des pays et les procédures importantes pour les investisseurs.

Les guides de veille économique et commerciale locale fournissent aux investisseurs des informations granulaires sur les opportunités d'investissement du secteur privé.

Les guides de veille économique et commerciale locale s'ajoutent à ceux-ci en fournissant des informations sur les entreprises dans les secteurs vers lesquels les autorités locales souhaitent attirer des investisseurs. Les guides sont, par conséquent, un outil utile pour adapter les intérêts des investisseurs et des parties prenantes locales et proposer aux investisseurs des PME locales à la recherche de financements.

En s'appuyant sur les données des **Enquêtes sur la compétitivité des PME** de l'ITC, les notes d'information de **veille économique et commerciale locale** de l'ITC ont fourni des données micro-économiques pertinentes et intéressantes sur la propension à investir et le potentiel du développement durable des PME dans les pays en développement.

Par exemple, l'ITC a publié **Investir au Ghana** en partenariat avec le Centre de promotion de l'investissement du Ghana pour renforcer les capacités visant à rapprocher les investisseurs avec les entreprises locales. En outre, en collaboration avec UkraineInvest, l'ITC a publié **Investir en Ukraine** pour stimuler les entrées de capitaux dans les petites entreprises.

À l'échelle mondiale, le déficit de financement constitue un obstacle à l'expansion des petites et moyennes entreprises visant à créer un dynamisme économique essentiel à l'atteinte des Objectifs de développement durable des Nations unies (ODD) à l'horizon 2030.

En 2019, pour ajouter des détails à ce défi, les **Perspectives de compétitivité des PME (SMECO)**, publication phare de l'ITC ont décrit comment les intermédiaires financiers locaux peuvent utiliser des données de qualité sur les PME prêtes à recevoir des investissements pour mobiliser \$1 milliard supplémentaire d'investissements privés nécessaires pour réaliser des progrès importants dans l'atteinte des ODD.



1



2

1. Conférenciers lors du lancement des Perspectives de compétitivité des PME 2019 à Genève 2. Session Investir en Ukraine, Conférence mondiale sur l'investissement 2019, Varsovie, Pologne © WAIPA

Ce rapport de recherche, sous-titré **Aux petites entreprises les grands moyens** a mis de l'avant un leadership éclairé sur la façon de rapprocher en volume et en qualité les PME et les investisseurs requis pour stimuler les flux d'investissement.

L'ITC a lancé le rapport sur la Journée des micros, petites et moyennes entreprises internationales (MPME) le 27 juin 2019 à Genève, New York, Mumbai, Nairobi, Lyon et Offenbourg.

Les résultats

La fourniture de la veille économique et commerciale locale dans les publications de l'Enquête sur la compétitivité des PME continue de produire de bénéfices.

Le **Ghana** a utilisé sa brochure sur l'investissement pour atteindre les investisseurs. Yofi Grant, Directeur général du Centre de promotion de l'investissement du Ghana, a reçu la brochure lors de la réunion de l'ITC en juin 2019. Il a tenu une série de réunions avec des investisseurs d'impact dans le cadre d'une délégation composée d'entrepreneurs et d'un représentant de l'Autorité de promotion des exportations du Ghana.

« Ces documents d'information seront indispensables dans la poursuite de nos activités », a déclaré Christopher Daniel Tettey, Responsable adjoint à la Promotion de l'investissement dans le bureau du PDG au Centre de promotion de l'investissement du Ghana.

UkraineInvest a également utilisé sa brochure sur l'investissement dans une série d'actions stratégiques pour stimuler les investissements en **Ukraine**.

Mykhailo Bechkalo, Directeur exécutif d'UkraineInvest a déclaré : « L'Ukraine a une occasion unique de devenir le principal lien eurasiatique entre les technologies, la fabrication et l'industrie agro-alimentaire, un maillon essentiel dans la nouvelle économie de la chaîne d'approvisionnement mondiale du 21^{ème} siècle ». « Le rapport "Investir en Ukraine :

Veille économique et commerciale locale " fournit d'incalculables informations sur trois secteurs : l'industrie agroalimentaire, l'entretien, les réparations et les opérations d'avions civils, et les technologies de l'information, qui peuvent présenter un intérêt pratique pour les entités qui étudient les possibilités d'investissement en Ukraine et ont à cœur d'apporter leur contribution au développement durable tout en tirant profit des meilleurs bénéfices pour les entreprises. L'équipe UkraineInvest est heureuse de collaborer avec le Centre du commerce international sur ce rapport et remercie l'équipe de l'ITC pour la promotion de l'Ukraine comme une destination intéressante pour les investissements à l'échelle mondiale et les opportunités lucratives qu'elle a à offrir ».

Parallèlement, les solutions proposées dans les Perspectives de compétitivité des PME 2019 ont été reprises par les parties prenantes pour répondre aux questions financières mondiales et influencer le discours politique. À titre d'exemple, les principales parties prenantes ont abordé les idées phares au cours du Forum de la Commission économique et sociale des Nations Unies à New York en avril 2019.

L'avenir

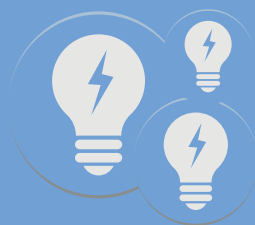
Les données de l'ITC sur la compétitivité des PME fournissent des informations précieuses sur les opportunités d'investissement qui permettront aux entreprises d'obtenir les investissements dont elles ont besoin pour contribuer au Programme de développement durable des Nations Unies à l'horizon 2030.

En 2020, l'ITC envisage publier trois autres rapports de veille économique et commerciale locale basés sur les Enquêtes sur la compétitivité des PME. Les initiatives mondiales associées au G20 s'inspirent des idées phares des Perspectives de compétitivité des PME 2019. En outre, l'ITC recueille davantage de données sur les PME au **Togo**, au **Burkina Faso** et au **Cambodge** afin de mieux comprendre l'investissement dans les PME.



Pourvoyeurs de fonds :

Canada, Chine, Danemark, Finlande, Irlande, Norvège, Suède



Outil de négociation de prix en ligne pour l'Afrique



Le défi

L'accord visant à établir la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) est l'accord commercial le plus ambitieux depuis la création de l'Organisation mondiale du commerce en 1994.

La ZLECAF représente un jalon essentiel pour l'intégration économique en Afrique et vise à accroître les échanges intra-africains, qui restent faibles comparés aux autres régions du monde. Cependant, il est nécessaire pour chaque pays d'opérer des choix.

En 2018, les ministres du Commerce des pays africains ont approuvé les modalités de libéralisation tarifaire, qui ont défini les paramètres des processus de négociations tels que le régime commercial et les calendriers de mise en œuvre. Comparée à d'autres accords commerciaux conclus entre les pays développés, qui garantissent la libéralisation de pas plus de 80 % des lignes tarifaires, la ZLECAF permettra, à terme, la libéralisation d'au moins 97 % des lignes tarifaires représentant 90 % des importations à la fin de la période de mise en œuvre.

Pourtant, même si ces négociations constitueront la pierre angulaire de la ZLECAF, leur exécution s'avère complexe.

Les États membres de l'Union africaine devaient commencer à faire des échanges commerciaux dans le cadre de la ZLECAF à partir de juillet 2020 ; cependant, à la date butoir de soumission des propositions de juillet 2019, seuls quelques pays avaient déjà soumis leurs offres. Les négociations impliquent de nombreuses tarifications bilatérales et une multitude de partenaires. Les États membres participant aux commissions économiques régionales (CER) et qui ne sont pas membres d'unions douanières doivent négocier en tant qu'États individuels, alors que les États membres d'unions douanières (notamment la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, la Communauté de l'Afrique de l'Est et l'Union douanière d'Afrique australe) négocient collectivement.

Les pays participants ont besoin d'un important ensemble de données pour mener à bien ces négociations. La base des négociations est le taux de la nation la plus favorisée (NPF) en 2019, l'année d'entrée en vigueur de l'accord. De tels facteurs peuvent entraîner d'importants défis quant à la disponibilité des données commerciales. Les tarifs de la NPF peuvent exister sous des systèmes harmonisés (SH) différents ne correspondant pas aux lignes tarifaires nationales, et les données commerciales de 2014-2016 ou 2015-2017 peuvent être incomplètes, rares ou exprimées dans des systèmes harmonisés différents.

Une plateforme en ligne permettrait de faciliter et d'accélérer considérablement l'harmonisation des données nécessaires pour les négociations. Elle pourrait également appuyer les négociateurs africains dans la préparation et la soumission des offres de leurs pays, offres basées sur des priorités liées à des critères sensibles tels que la réduction des pertes de recettes tarifaires, la protection temporaire des industries naissantes et la garantie de la sécurité alimentaire.

La solution

Sous la tutelle du projet de l'**Observatoire africain du commerce** et s'appuyant sur son rôle de pionnier dans la fourniture d'informations commerciales à jour, l'ITC a lancé l'outil de négociation des tarifs de la **ZLECAF en 2019**, le premier outil de négociation tarifaire du type.

L'ITC a mis au point cet outil en étroite collaboration avec l'Union africaine et avec la contribution de l'Union européenne. Cet outil en ligne facilite la négociation des lignes tarifaires. Il fournit une plateforme sécurisée d'échanges aux négociateurs en chef afin de leur permettre de générer automatiquement et de partager des offres de concession tarifaire de manière transparente, rapide et facile ainsi que de formuler des contrepropositions.

Cet outil en ligne permet aux parties de mener des négociations simultanées, avec des interactions instantanées entre homologues qu'il s'agisse de pays



1. Agenda 2063 : L'Afrique que nous voulons © Commission de l'Union africaine 2. Cérémonie de signature du protocole de l'Observatoire africain du commerce © 2019 Commission de l'Union africaine

Conçu pour faciliter les négociations entre un grand nombre de parties, l'outil de négociation des tarifs de la ZLECAF pourrait être répliqué afin de faciliter les négociations pour d'autres accords commerciaux.

individuels ou de groupes économiques régionaux, sans qu'il soit nécessaire de tenir des rencontres en face à face. En outre, cet outil offre des fonctionnalités analytiques permettant de comparer, d'envoyer et de recevoir toutes les propositions et contrepropositions, et de vérifier leur validité sur la base des critères établis au sein de la ZLECAF. Il permet également un suivi de l'historique des négociations et un suivi à toutes les phases.

L'outil de négociation des tarifs de la ZLECAF permet de garantir la conformité des concessions tarifaires contenues dans les offres aux normes techniques et aux exigences de qualité stipulées dans les négociations. Tout en garantissant la confidentialité et la haute technicité, cet outil contribue également à l'amélioration de la transparence parce qu'il permet de vérifier la cohérence des données et la conformité aux modalités tarifaires de la ZLECAF. Par exemple, il permet de valider le nombre de lignes tarifaires nationales à inclure dans chaque liste (produits non-sensibles, sensibles et d'exclusion) pour chaque groupe spécifique de pays (PMA, non PMA, et les pays dits du G6 composé de l'Éthiopie, de Madagascar, du Malawi, du Soudan, de la Zambie et du Zimbabwe), ainsi que des clauses de double qualification et anti-concentration.

L'avenir

L'outil en ligne est doté d'un composant de renforcement de capacités qui permet de s'assurer de sa mise en œuvre efficace.

Durant le premier trimestre de 2020, plus de 100 négociateurs africains ont pris part à quatre formations techniques sur les négociations tarifaires au Sénégal, en Namibie, en Tunisie et au Zimbabwe.

Un outil similaire pourrait être mis au point pour les négociations de concessions sur les services commerciaux, lesquelles constituent la première phase des négociations de la ZLECAF. L'expertise engrangée dans l'utilisation de cet outil faciliterait son utilisation dans un contexte similaire.

L'outil en ligne permettra également à l'Union africaine d'identifier les pays nécessitant un accompagnement pour procéder à des ajustements ordonnés face aux pertes soudaines de recettes pour lesquelles des mécanismes et des ressources ont déjà été identifiés.

Conçu pour faciliter les négociations entre un grand nombre de parties, l'outil de négociation des tarifs de la ZLECAF pourrait être répliqué afin de faciliter les négociations pour d'autres accords commerciaux et pour des discussions préliminaires intra-régionales en vue de parvenir à une proposition commune à soumettre aux homologues.



Financé par :
Union européenne

Créer un environnement propice aux affaires

Stratégie de développement du commerce

Le **programme Stratégie de développement du commerce** permet aux décideurs des pays partenaires de définir les priorités et de prendre les mesures politiques pour intégrer leurs économies dans le commerce international. Grâce à la conception et à la gestion des stratégies sectorielles, nationales et régionales, le programme vise à accroître les performances commerciales, en particulier des micros, petites et moyennes entreprises, pour stimuler la croissance, attirer les investissements, développer les marchés, créer des emplois et améliorer le niveau de vie.

Au cours de l'année, l'ITC a continué à orienter la prise de décisions, le leadership éclairé et le renforcement des capacités autour du développement économique au niveau national et de la compétitivité dans plusieurs pays, tout en continuant à innover et à adapter sa stratégie avec des solutions techniques. Dans le cadre du programme, l'ITC était actif en Afghanistan, au Bhoutan, à Curaçao, en Guinée, en Iran, au Lesotho, en Mongolie, au Mozambique, en Birmanie, au Pakistan, au Sénégal, au Sri Lanka, à Sainte-Lucie, en Gambie, et en Ukraine. Plus de 2 000 parties prenantes des secteurs public et privé ont participé aux différentes consultations sur les stratégies. Au cours de l'année, 16 stratégies ont été finalisées et approuvées par les gouvernements partenaires.

Les résultats clés



103 activités mises en œuvre par l'Afghanistan à l'appui des secteurs d'exportations



1 000 participants des secteurs public et privé engagés dans les consultations nationales en Algérie



300 partenaires locaux ont participé aux deux étapes des consultations de la Feuille de route pour le développement du commerce au Lesotho

Faits saillants

En **Afghanistan**, l'ITC a appuyé la mise en œuvre de sa Stratégie nationale d'exportation globale (SNE) 2018-2022. Cette stratégie vise à élargir le secteur des exportations et à créer des emplois pour contribuer au développement socio-économique. Disposer d'une stratégie, toutefois, n'est pas suffisant pour obtenir des résultats. Ils sont obtenus dans le cadre d'une mise en œuvre.

En 2019, l'ITC a fourni une assistance technique et des services de conseil pour faciliter l'élaboration et l'opérationnalisation d'un cadre institutionnel qui oriente la mise en œuvre des plans d'action de la SNE. L'ITC a accordé une importance particulière au renforcement des capacités du ministère de l'Industrie et du Commerce et de la Direction de la promotion des exportations.



1. Visite de l'usine de GOBI, Mongolie 2. Première consultation de la stratégie d'exportation, table ronde sur l'investissement, Mongolie

Un Conseil supérieur de coordination de la SNE a été mis en place et est dirigé par le ministère, et est composé de représentants des ministères, d'organismes, et du secteur privé. Trois groupes de travail techniques ont été mis sur pied au sein du conseil afin de mettre en œuvre la SNE, qui porte sur six secteurs prioritaires : l'agriculture (fruits secs et noix, fruits et légumes) ; les tapis ; les pierres précieuses et l'artisanat, et ; le marbre et le granite. Ces groupes de travail public-privé font office de plateforme pour soulever les problématiques essentielles touchant la compétitivité commerciale de divers secteurs.

103 activités ont été mises en œuvre en faveur des secteurs prioritaires de la SNE. Ces activités ont été exécutées dans le cadre de quelques 20 différents projets dirigés par des partenaires nationaux et internationaux et couvraient les provinces de Kaboul, Hérat, Kandahar, Nangarhar, et Balkh.

En **Mongolie** l'ITC a mis à l'essai une feuille de route sur le commerce et l'investissement sous la direction du ministère des Affaires étrangères et la Chambre de commerce nationale mongole. La feuille de route définit les orientations stratégiques et fournit des recommandations pratiques au niveau national pour définir les secteurs cibles et les actions spécifiques requises pour réduire la dépendance du pays envers les ressources minérales, par le truchement de la diversification des produits d'exportation et des marchés de destination. La feuille de route définit huit secteurs prioritaires aux fins du développement, notamment les industries traditionnelles, telles que les industries de la viande et des produits laitiers et les secteurs émergents, tels que le tourisme, les énergies renouvelables et les technologies de l'information et de la communication. La finalisation de la feuille de route en 2019 est le résultat d'un processus de consultations exhaustives entre les parties prenantes des secteurs public et privé, et les organisations partenaires au développement, associé aux évaluations interdisciplinaires fiables, aux enquêtes adaptées, aux analyses et à la modélisation économique.

En **Iran**, dans le cadre du Projet de développement du commerce UE-Iran, l'ITC, a aidé à l'élaboration d'une Stratégie nationale d'exportation (SNE) avec pour objectif global de limiter la dépendance à l'égard des revenus pétroliers, stimuler l'activité du secteur privé, et renforcer la confiance dans le secteur privé.

Grâce à sa vision de « résilience tirée par le commerce », élaborée en Iran, la SNE a mis en exergue le potentiel du commerce pour contribuer à la croissance économique robuste et a accordé la priorité aux secteurs prometteurs dans le spectre de l'agriculture, la fabrication et les services, à savoir les plantes médicinales, les fruits et légumes, les produits pétrochimiques, les pièces d'automobiles, les technologies de l'information et de la communication, et le tourisme.

L'ITC a fourni une série de services consultatifs et de renforcement des capacités, ainsi qu'une expertise spécialisée dans le secteur.

Tout au long de 2019, de nombreuses activités de consultation auprès d'un large groupe de parties prenantes ont été organisées pour planifier une approche réaliste de la compétitivité régionale et internationale de chaque secteur.

La finalisation et l'approbation de la SNE sont prévues en 2020. L'ITC continuera d'appuyer les principales institutions pour gérer et contrôler la mise en œuvre des plans d'actions détaillés de la SNE.

Au **Myanmar**, le projet de Promotion du commerce et de l'investissement du Myanmar (PCI) s'appuie également sur la complémentarité du commerce et de l'investissement. Dans le cadre de ce projet, l'ITC soutient le Myanmar dans l'élaboration d'une deuxième Stratégie nationale d'exportation (SNE), ainsi que sept stratégies de promotion de l'investissement en faveur des États et régions sélectionnés. Une série de consultations approfondies ont été organisées avec plus de 750 participants des secteurs public et privé. Les réunions ont débouché sur des recommandations initiales des plans d'action détaillés et des modalités de mise en œuvre pour les douze secteurs d'intervention, ainsi que des documents stratégiques sous-nationaux visant à favoriser la croissance économique inclusive et durable dans différents États et régions.



3-4. Plantes médicinales, Iran

En parallèle avec plusieurs stratégies fonctionnelles, telles que la gestion de la qualité, l'objectif est de favoriser l'innovation, la croissance, et la diversification des industries d'exportations. Dans le cadre du processus de mise en œuvre de la SNE, le projet PCI met également en œuvre les initiatives d'amélioration des informations commerciales et dirige les initiatives de l'industrie de la logistique pour faciliter l'intensification des échanges transfrontaliers.

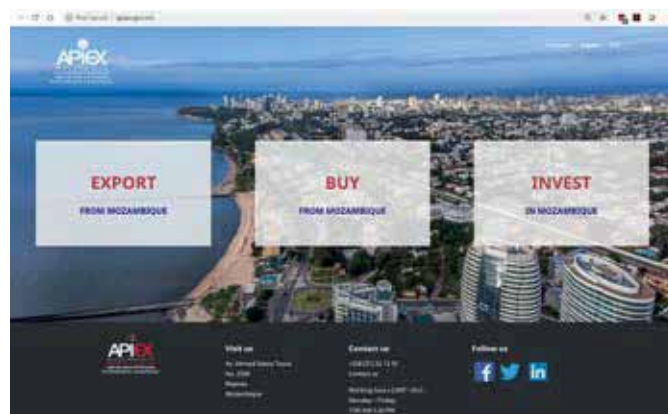
Au **Mozambique** dans le cadre de son programme Partenariat pour l'investissement et la croissance en Afrique (PIGA), l'ITC a piloté une stratégie de ciblage des investisseurs pour attirer les investissements de la Chine. La stratégie a été élaborée sous la direction de l'Agence mozambicaine de promotion des investissements et des exportations (APIEX) en collaboration avec les fonctionnaires spécifiques à un secteur, le secteur privé mozambicain et les représentants du gouvernement chinois et des milieux d'affaires. Elle offre au Mozambique une feuille de route pluriannuelle visant à cibler de nouveaux investisseurs et collabore avec les parties prenantes sur le climat d'investissement. Elle expose les réformes qui stimulent l'industrie dans la transformation des produits agricoles et la fabrication des vêtements, la production de textiles, la transformation des noix de cajou et la transformation des fruits.

En **Algérie**, l'ITC a aidé le gouvernement et le secteur privé à élaborer la toute première Stratégie nationale d'exportation visant à diversifier l'économie et les marchés d'exportations. La stratégie vise à renforcer les capacités d'approvisionnement et d'exportation dans quatre secteurs économiques clés, et à offrir aux petites et moyennes entreprises des services de soutien au commerce et aux entreprises de pointe pour les aider à se connecter aux chaînes de valeur régionales et mondiales. Dans les secteurs des produits pharmaceutiques et des dispositifs médicaux, l'accent a été mis sur l'application de la qualité de classe mondiale et des normes en matière de sécurité des médicaments et leur conformité. En ce qui concerne l'industrie automobile, la stratégie vise les chaînes de valeur régionales et mondiales des pièces et composants d'automobiles. Les consultations ont réuni 1 000 participants des secteurs public et privé dans l'effort national d'aider le pays à réduire sa dépendance au pétrole et à offrir des emplois de qualité à sa jeune population.

En **Ukraine**, après le succès de la Feuille de route stratégique pour le développement du commerce en 2017, l'ITC a poursuivi sa participation à l'élaboration d'une Stratégie nationale d'exportation globale (SNE) qui couvre cinq secteurs et quatre fonctions d'appui au commerce. La SNE d'Ukraine renforcera l'écosystème de l'innovation afin de soutenir la R&D et l'utilisation de la science et des technologies dans les véritables applications métiers. Dirigée par le ministère du Développement économique, du Commerce et de l'Agriculture, la SNE a suscité une forte implication des parties prenantes pour un total de quelques 1 500 participants aux consultations.

Au **Sénégal**, l'ITC a travaillé avec les entreprises dans le secteur numérique et l'agence de promotion des exportations afin d'élaborer la première stratégie d'exportation du pays pour le secteur des technologies de l'information et les organisations de promotion des entreprises dans le cadre du plan national de développement numérique. La stratégie est axée sur le renforcement de la compétitivité des petites et moyennes entreprises en développant des services d'appui pour l'écosystème numérique et en tirant parti des opportunités dans les marchés internationaux.

Au **Lesotho**, l'ITC a collaboré avec le Cadre intégré renforcé et les partenaires locaux afin d'élaborer la feuille de route pour le développement du commerce. La feuille de route vise à élargir les marchés de destination du Lesotho et la gamme de produits en améliorant l'aide aux petites et moyennes entreprises et en attirant des investissements



Nouvelle plateforme en ligne APEX, Mozambique



5



6



7

5. Dialogue de l'industrie sur la facilitation des échanges pour le développement du commerce en ligne avec la Chambre de commerce chinoise pour l'importation et l'exportation de machines et de produits électroniques, Genève

6. Stratégie nationale d'exportation, Myanmar 7. Rencontre sur la facilitation et la promotion de l'investissement, Myanmar

privés dans les secteurs du textile, de l'horticulture et de l'industrie légère. Deux séries de consultations réunissant plus de 300 partenaires locaux ont été effectuées en 2019.

Étant donné que **Curaçao** sollicite l'adhésion indépendante de l'Organisation mondiale du commerce, l'ITC et le ministère du Développement économique ont lancé une nouvelle Stratégie nationale d'exportation. Elle vise à renforcer la résilience de l'île en diversifiant l'économie dans les secteurs de valeur ajoutée et de services. Une feuille de route stratégique pour le secteur du cacao en **Guinée** est axée sur la transformation des graines en produits semi-finis et finis. Cette initiative a suscité de nouveaux intérêts chez les acheteurs à la recherche de collaboration dans la chaîne d'approvisionnement du cacao.

Au **Sri Lanka**, l'ITC a organisé 60 dialogues des secteurs public et privé sur sa Stratégie nationale d'exportation, qui ont débouché sur 30 nouveaux projets et une allocation budgétaire de \$2,1 millions provenant du gouvernement sri-lankais en faveur de la mise en place de la SNE.

Feuilles de route pour la jeunesse et le commerce

L'ITC propose des stratégies orientées par le marché dans le but de renforcer les compétences, l'employabilité, l'entrepreneuriat et les compétences managériales des jeunes pour faciliter leur intégration dans l'économie.

En **Gambie**, l'ITC a participé à l'élaboration de la Feuille de route des industries créatives pour les jeunes et le commerce dans le cadre de son Projet d'autonomisation des jeunes (YEP). La feuille de route, qui soutient directement le Plan national de développement du pays dans l'autonomisation des jeunes, vise à :

- favoriser l'innovation ;
- renforcer l'appui institutionnel ;
- coordonner le développement des secteurs traditionnels et de création ;

- accroître la valeur économique et améliorer l'accès au marché à travers la protection de la propriété intellectuelle et la promotion de l'image de marque.

Un plan d'action détaillé quinquennal aborde les contraintes les plus importantes. Il décrit les activités à mener pour réaliser la vision globale du « développement des industries créatives gambiennes pour favoriser le développement socio-économique durable par l'autonomisation des jeunes ».

L'ITC, de concert avec le ministère de l'Éducation de la Gambie, a élaboré une Feuille de route sur l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP) dans le cadre du programme Emplois, compétences et financement (JSF) financé par le 11^e Fonds européen de développement. La feuille de route est l'aboutissement de huit mois de consultations approfondies avec les entreprises, les institutions de formation et les organisations du secteur public. Réunies, elles ont défini les compétences requises par le pays dans les cinq prochaines années et les ont alignées au Plan national de développement. En fonction de la cartographie EFTP détaillée et des diagnostics, la feuille de route offre une orientation stratégique claire des réformes visant à instaurer un enseignement et une formation techniques et professionnels axés sur les besoins du marché, de qualité et accessibles, ainsi qu'un système d'apprentissage complémentaire.



Formation sur l'industrie créative du YEP, station radio de Yusgeek



8. Stratégie nationale d'exportation des services, Sénégal, mise au point avec le financement du Fonds fiduciaire néerlandais



9. Industrie créative et réalité virtuelle en Gambie

Facilitation des échanges

Le **Programme de facilitation des échanges** de l'ITC se concentre sur l'élimination des barrières non tarifaires au commerce transfrontalier. Il exploite l'Accord sur la facilitation des échanges (AFE) de l'Organisation mondiale du commerce pour transformer l'environnement des affaires en reformant et en simplifiant les procédures du commerce international. L'ITC soutient les décideurs politiques dans l'élaboration et la mise en œuvre des réformes en matière de facilitation des échanges en surmontant les causes profondes des goulots d'étranglement transfrontaliers, et aide les entreprises à améliorer leurs capacités de se conformer aux exigences réglementaires et administratives et de participer aux plateformes publiques-privées sur la facilitation des échanges.

Les résultats clés



13 pays ont mis en place ou renforcé les portails de facilitation des échanges



15 pays ont mis en œuvre 28 mesures de transparence et d'efficacité de l'Accord sur la facilitation des échanges



Le dialogue public-privé et les stratégies de plaidoyer ont été soutenus dans le Marché commun de l'Afrique orientale et australe afin de mettre en œuvre son Régime commercial simplifié pour les petits commerçants à des frontières spécifiques

Faits saillants

En 2019, le Programme de facilitation des échanges de l'ITC a intensifié son offre de soutien à la ratification, à la catégorisation et au séquençage des obligations liées à l'AFE afin d'appuyer l'application des mesures de transparence et d'efficacité de l'AFE. Ce changement répond à l'évolution des besoins et priorités des pays dans la mesure où ils souhaitent respecter leurs engagements de l'OMC.

En 2019, l'ITC a intensifié son soutien à la création ou à l'amélioration des 13 portails de facilitation des échanges dans les pays bénéficiaires du monde en vue d'accélérer la mise en œuvre des mesures de transparence inscrites dans l'AFE. Au sein de la **Communauté de l'Afrique de l'Est** (CAE), l'ITC a offert un appui initial à la création d'un portail au Burundi. L'institution a également renforcé les portails nationaux existants au **Kenya**, au **Rwanda**, en **Tanzanie**, en **Ouganda** et le portail de commerce régional de la Communauté de l'Afrique de l'Est, avec une cartographie approfondie et de nouvelles fonctionnalités dans le système en ligne. En Afrique de l'Ouest, l'ITC a soutenu le **Burkina Faso** et le **Mali** dans la création de portails et a officiellement lancé le portail du Mali. L'ITC a également soutenu le **Tadjikistan** pour le lancement d'un portail et a aidé l'**Afghanistan**, la **Jordanie**, le **Sri Lanka**, et le **Viet Nam** à mettre sur pied les leurs en fournissant un appui régulier et un contrôle qualité.

En 2019, l'ITC a également soutenu la mise en œuvre des mesures d'efficacité spécifiques reprises dans l'AFE. L'ITC a sollicité des contributions d'entreprises pour une analyse systématique des procédures commerciales affichées sur les portails pour réduire le nombre de documents nécessaires et les coûts engagés. L'ITC a également appliqué l'analyse de la simplification de procédure sur les portails en ce qui concerne la chaîne de valeur régionale du café dans la CAE. Ce travail a abouti à la formulation des recommandations politiques, et des stratégies de plaidoyer destinées aux décideurs politiques pour leur permettre d'éliminer les obstacles réglementaires et procéduraux communs.



10



11



12

10. Serre à la Kholo Farming Cooperative, Lesotho © EIF/Simon Hess 11. Serre à Alosong Enterprise, Lesotho © EIF/Simon Hess
12. Stratégie nationale d'exportation, 1^{ère} consultation de la Stratégie de promotion des investissements, visite du champ de Tanintharyi, production du caoutchouc, Myanmar

L'ITC a permis à la Jordanie de procéder à des consultations du secteur public-privé pour collecter des contributions d'entreprises sur les mesures de l'AFE. L'ITC a également soutenu la mise en œuvre des Décisions anticipées (Article 3 de l'AFE) en examinant le code et les pratiques des douanes de la Jordanie afin d'identifier les lacunes et d'appuyer l'adoption des dispositions juridiques.

Au Sri Lanka, l'ITC a facilité l'introduction d'un système de gestion des risques en vue d'améliorer les procédures aux frontières par la réalisation d'une évaluation diagnostique des pratiques courantes dans les principaux organismes de réglementation aux frontières. Ce travail a permis d'identifier les lacunes dans les exigences de l'AFE. Il en a résulté des recommandations sur les moyens d'améliorer les pratiques internes afin de créer un système intégré de gestion des risques.

L'ITC a introduit de nouveaux outils pour soutenir les entreprises qui souhaitent rendre leurs processus de gestion des exportations plus efficaces et moins coûteux. Au Sri Lanka et en Afghanistan, l'ITC a encadré 57 petites et moyennes entreprises avec une nouvelle méthodologie d'encadrement sur place conçue pour améliorer les procédures internes des entreprises afin de respecter plus efficacement les exigences en matière de gestion des exportations, telles que les certifications obligatoires et les normes des acheteurs, la documentation et les procédures douanières, et le transport international.

Au sein du Marché commun de l'Afrique orientale et australe, l'ITC a accompagné avec succès le dialogue public-privé entre les décideurs politiques et les petits commerçants transfrontaliers, ainsi que les stratégies de plaidoyer ciblées visant à mettre en œuvre le régime commercial simplifié du bloc, particulièrement entre la **Zambie** et la **République démocratique du Congo**.

Appui aux négociations commerciales et aux réformes politiques

En 2019, le **Programme d'appui aux négociations commerciales et aux réformes politiques** a outillé les chambres de commerce, les agences de promotion de l'investissement et les autres organisations pour articuler leurs points de vue et participer efficacement aux processus politiques afin de garantir que les négociations commerciales, les politiques nationales et les réformes réglementaires reflètent une perspective bien éclairée du secteur privé. L'ITC a collaboré également avec des décideurs politiques pour leur permettre de mieux comprendre les perspectives économiques dans leur processus décisionnel.

Les résultats clés



3 pays soutenus dans le processus d'adhésion à l'OMC



11 pays soutenus dans la mise en œuvre des politiques liées au commerce conformes au cadre de négociation (multilatéral, régional ou bilatéral)



11 documents de facilitation des investissements (y compris les profils d'investissement, les guides de conformité fiscale) rédigés



13



14

13. Promotion du commerce en Afghanistan, Atelier sur les réglementations de l'UE © David Fox/ITC Rice & Carry © Rice&Carry 14. Initiative d'encadrement des PME au Sri Lanka,

Faits saillants

En 2019, l'ITC a permis aux pays en développement de favoriser l'intégration des micros, petites et moyennes entreprises dans les chaînes de valeur résilientes en mettant en place des politiques conformes aux cadres multilatéraux, régionaux et bilatéraux négociés. Cette assistance vise, en particulier, à éliminer les obstacles non tarifaires au commerce.

À titre d'exemple, l'ITC s'est employé à outiller les gouvernements pour la réalisation des analyses multidimensionnelles des réglementations, procédures et institutions dans les contextes nationaux et régionaux en vue de déterminer les causes profondes des obstacles non tarifaires au commerce. Dans les Balkans occidentaux, l'ITC a collaboré avec les gouvernements et les entreprises parties à l'**Accord de libre-échange centre-européen** (ALECE) pour cartographier le commerce régional des légumes, du fer et de l'acier. Ce travail a permis de développer des solutions politiques et réglementaire pour surmonter les obstacles non tarifaires au commerce entravant les chaînes de valeur régionales. Ces solutions sont entre autres :

- l'analyse des réglementations et des procédures commerciales par rapport aux cadres nationaux, régionaux et multilatéraux ;
- l'harmonisation des documents commerciaux à l'échelle régionale avec les Modèles de données de l'Union douanière européenne ;
- l'examen des capacités des laboratoires d'essai afin de déterminer les motifs de l'absence d'une reconnaissance mutuelle des certificats ;
- l'élaboration des pratiques de gestion des risques intégrées dans les institutions chargées de la conformité des mesures sanitaires et phytosanitaires.

Ces recommandations aligneraient également les pays sur les règles de l'Union européenne et seraient une contribution à l'avancement des négociations d'adhésion pour les pays de l'ALECE qui négocient encore l'adhésion à l'Organisation mondiale du commerce.

En outre, l'ITC a initié son appui au **Myanmar** et à la **République démocratique populaire lao** dans la mise en œuvre des politiques liées au commerce visant à réduire les obstacles au commerce et à resserrer les liens économiques avec les membres de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), et à assurer l'harmonisation avec :

- le Plan 2025 de la communauté économique de l'ANASE
- l'Accord sur le commerce des marchandises de l'ANASE
- l'Accord-cadre en ligne de l'ANASE

En 2019, l'ITC a soutenu une série de dialogues bilatéraux des secteurs public et privé entre l'**Afghanistan** et l'**Ouzbékistan** pour garantir la mise en œuvre efficace du commerce bilatéral et de l'accord de transit. Les négociations ont porté sur les politiques, les réglementations et les pratiques qui limitent le commerce et les investissements. Une approche similaire a été adoptée pour trouver des solutions aux différents problèmes qui freinent les échanges entre l'Afghanistan et le **Kazakhstan**.

L'ITC a également sollicité des entreprises et d'autres parties prenantes en Afrique de l'Est et de l'Ouest pour améliorer leurs connaissances de l'**Accord de libre-échange continental africain**. Cet engagement leur permettra d'anticiper et d'influencer les politiques, et de formuler des stratégies avant l'intensification des échanges commerciaux et les investissements intra-africains.

L'ITC a aidé le Tadjikistan et le Myanmar dans l'évaluation de l'évolution de la législation relative au commerce et d'autres mesures en vue de préparer ces pays à examiner leurs politiques commerciales qui arrivent à échéance en 2020.



15

15. Stratégie nationale d'exportation, Textile et vêtements, Myanmar



16

16. Formation régionale au plaidoyer au sein de la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC), Tanzanie

L'appui de l'ITC en Afghanistan a débouché sur l'approbation de sa toute première politique commerciale nationale, qui énonce les principes et stratégies qui orienteront l'intégration du pays dans les marchés mondiaux.

L'ITC a continué à apporter un soutien technique au gouvernement de l'Ouzbékistan afin de faciliter l'accession du pays à l'OMC. L'ITC a fourni des services de renforcement des capacités et des services consultatifs adaptés qui ont abouti à la présentation d'un ensemble de documents, notamment les offres initiales de biens et services, par l'Ouzbékistan à l'OMC. Ces documents sont exigés à la prochaine étape dans l'accession à l'OMC. De même, l'ITC a fourni des services consultatifs au **Soudan** et au **Bhoutan** pour soutenir leurs négociations en cours quant à leur adhésion à l'OMC.

Le programme Appui aux négociations commerciales et aux réformes politiques a continué à soutenir les pays dans la mise en œuvre d'un cadre réglementaire national transparent et prévisible afin d'attirer et faciliter les investissements.

À titre d'exemple, l'ITC a continué à aider les pays à consolider la transparence de leurs mesures de facilitation des investissements avec l'élaboration des profils d'investissement sectoriels en **Zambie**, au **Kenya** et au **Bhoutan** et des guides de conformité fiscale pour les investisseurs étrangers en **Éthiopie**, au **Kenya**, au **Mozambique** et en **Zambie**. Au **Sri Lanka**, l'ITC a participé à l'élaboration de la législation en matière de protection des consommateurs, de protection des données et de la vie privée, et de la cybersécurité pour faciliter le commerce en ligne.

Enfin, l'ITC a continué à alimenter les débats structurés sur la facilitation de l'investissement pour le développement à l'OMC en fournissant des éléments techniques tirés des expériences sur le terrain. L'institution a également joint ses efforts à ceux des pays donnés pour comprendre les implications des discussions plurilatérales en cours.

Cette initiative, mise en œuvre conjointement par l'ITC et la Fondation Bertelsmann, l'Institut allemand pour le développement et le Forum économique mondial, a permis aux agences de promotion de l'investissement des pays en développement de partager les connaissances pratiques, les expériences, les défis et les opportunités.

Pourvoyeurs de fonds 2019

Pourvoyeurs de fonds pour le Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC

Belgique, Canada, Chine, Danemark, Finlande, Allemagne, Islande, Inde, Irlande, Norvège, Suède

Pourvoyeurs de fonds des projets

Union européenne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Allemagne, Japon, Suisse, Chine, Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce, Finlande, DHL, Curaçao, Cadre intégré renforcé, Suède, Banque de développement du Qatar, Agence de promotion des exportations de Sainte-Lucie (TEPA), COMESA, Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU).

ÉTUDE DE CAS

Portail de facilitation des échanges du Tadjikistan



Le défi

Le Tadjikistan, une république d'Asie centrale enclavée et montagneuse, a longtemps fait face à des défis s'agissant du commerce à l'étranger. La non coordination des politiques et l'inaccessibilité des informations représentent des défis permanents, en particulier pour les petites et moyennes entreprises.

Membre de l'Organisation mondiale du commerce, le Tadjikistan a ratifié l'Accord de facilitation des échanges de l'OMC en juillet 2019. Cet accord vise à accélérer et faciliter le commerce transfrontalier, ainsi qu'à en réduire les coûts, et garantit une assistance technique aux pays en développement tels que le Tadjikistan pour sa mise en œuvre par ceux-ci et pour l'élaboration de règles communes pour leurs procédures transfrontalières.

Dans le cadre de cet accord, les membres de l'OMC doivent établir des comités nationaux de facilitation des échanges (CNFE) en vue de mettre en œuvre des réformes efficaces. Au Tadjikistan, le CNFE actuel a connu un désengagement des parties prenantes dû à un accompagnement insuffisant du secrétariat, à l'absence d'un plan de travail et à l'inadéquation des systèmes de suivi et d'établissement de rapports. L'imprévisibilité des formalités commerciales a également posé des problèmes aux entreprises privées dans leurs activités commerciales quotidiennes, ce qui fait de l'accès aux informations une priorité croissante.

La solution

Afin d'améliorer la transparence, la prévisibilité et l'efficacité du commerce, l'ITC a collaboré avec le ministère du Développement économique et du Commerce et d'autres agences de développement pour :

- établir un portail en ligne de facilitation des échanges afin de rendre l'information commerciale accessible dans le cadre du respect par le Tadjikistan des obligations de l'OMC en matière de facilitation des échanges ;
- renforcer les activités opérationnelles et institutionnelles du CNFE à travers l'établissement d'un secrétariat technique permanent pour une meilleure mobilisation des parties prenantes et une coordination améliorée.

Le Portail de facilitation des échanges fournit des descriptions détaillées des procédures d'importation, d'exportation et de transit de produits particuliers du point de vue d'un commerçant. Il affiche tous les documents que les entreprises doivent rassembler et toutes les formalités auxquelles elles doivent se soumettre auprès de chaque agence régulatrice et frontalière de manière conviviale, et met en évidence les frais que les commerçants doivent payer.

- L'ITC a collaboré avec un grand nombre d'agences gouvernementales pour mettre sur pied la structure de gouvernance du portail, y compris les ministères en charge de la santé et des normes de sécurité, des douanes et de l'agriculture. Cela en soi a également contribué à la promotion de la coopération inter-agences et a permis à l'ITC de fournir une assistance pour :
 - la collecte, la systématisation et la numérisation par le CNFE des données du portail ;
 - la mise à jour par les points focaux des agences des informations affichées sur le portail ;
 - la navigation en mode essai à travers l'interface web du portail par les commerçants.

Un secrétariat technique permanent a été mis sur pied afin de renforcer les fonctions de secrétariat du CNFE, et le personnel de l'ITC a dispensé des formations sur la manière d'améliorer la mobilisation des parties prenantes, y compris en tenant des réunions bien structurées, en préparant un agenda détaillé axé sur les discussions et la conception des matériaux de sensibilisation en vue d'éclairer la prise de décisions.

Le secrétariat a également amélioré ses méthodes de communication avec les parties prenantes et a engagé un dialogue plus étroit avec les représentants du secteur privé en vue de recenser leurs besoins et commentaires. Par la suite, il a conçu un programme de mise en œuvre et un outil de surveillance clairement définis. Les membres du secrétariat ont également reçu une formation sur la gestion du portail afin de garantir la durabilité de la plateforme et de stimuler sa visibilité.

Le projet s'inscrivait dans le cadre du programme GTEX de l'ITC au Tadjikistan visant à améliorer la compétitivité internationale du secteur prometteur du textile et de la confection.



1



2

1. Portail du commerce du Tadjikistan 2. Lancement officiel du portail, Douchambé, Tadjikistan

Les résultats

Le portail du commerce du Tadjikistan, le premier en région d'Asie centrale, a été lancé en avril 2019. Il comprend actuellement 53 groupes de produits équivalant à plus de 2 000 marchandises.

L'ITC a contribué à la cartographie d'un total de 714 mesures concrètes, 154 lois et réglementations, 386 formulaires et exigences, ainsi qu'à la mise sur pied d'un annuaire de 45 fonctionnaires en contact direct avec les commerçants.

Entre avril 2019 et janvier 2020, les activités en ligne ont totalisé 53 000 visites répondant aux besoins de 10 700 utilisateurs uniques.

En ce qui concerne les commerçants, la plateforme est devenue un outil essentiel de réduction des coûts commerciaux, de diminution des retards aux frontières et d'augmentation de la compétitivité de leurs entreprises.

Par exemple, Rahimjon Khotamov, le directeur de CJSC Shiri Dushanbe, un producteur de lait, a déclaré : « Nous proposons des produits laitiers et n'utilisons que du lait naturel, ce qui réduit relativement la durée de conservation des produits. Nous avons rejoint le portail et l'utilisons déjà, et cela pourrait nous permettre d'exporter plus efficacement à l'avenir en particulier des produits à base de fromage à durée de conservation prolongée ».

Faizali Rajabov, président de l'Union pour le développement du secteur privé du Tadjikistan, a déclaré : « Le portail fournit des informations sur les documents nécessaires pour l'exportation des produits et est devenu un guide pour nos entreprises de textile quant au type de documents requis, aux agences auprès desquelles ils sont disponibles, ainsi qu'aux frais de service ».

Grâce aux efforts de collaboration de l'ITC avec le gouvernement tadjik, le portail du commerce du Tadjikistan a été reconnu comme le meilleur modèle de plateforme pour un

commerce efficace et simplifié en 2019 par la Commission économique et sociale des Nations Unies et la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement.

Le portail est désormais exploité par une équipe technique interne placée sous la tutelle du secrétariat technique permanent et géré par le ministère du Développement économique et du Commerce.

L'établissement d'un secrétariat technique permanent a considérablement amélioré le programme de travail, la planification et la coordination du CNFE. En 2019, le secrétariat a appuyé le CNFE dans l'élaboration et la soumission de 22 décrets pour approbation aux ministères et au gouvernement tadjik. Plus de 50 consultations avec les secteurs public et privé ont également eu lieu, lesquelles ont produit 22 réunions de groupes de travail et rapports. Les réformes extensives de la facilitation des échanges au sein du CNFE ont entraîné une amélioration considérable des performances commerciales transfrontalières du Tadjikistan.

Le Tadjikistan est passé du 189^{ème} rang en 2015 au 106^{ème} en 2019 dans le rapport Doing Business de la Banque mondiale. Le pays a également été inclus parmi les 20 économies qui se sont le plus améliorées dans la résolution des contraintes critiques de l'environnement des affaires et la simplification du commerce transfrontalier.

L'avenir

Pour aller de l'avant, l'ITC explore la possibilité d'assister le Tadjikistan dans l'exploitation des informations déjà disponibles sur son portail pour la conception de réformes de simplification dans les prochaines années.

L'ITC travaille également à l'introduction de réformes de facilitation des échanges similaires et à la mise sur pied de portails dans d'autres pays d'Asie centrale en vue de promouvoir un système de commerce intégré dans la région.



Financé par :

Suisse

ÉTUDE DE CAS

Afghanistan : NES et le nouveau laboratoire de métrologie



Le défi

Uni autour de la vision de « la paix par la prospérité, et la prospérité par le commerce », l'Afghanistan continue de réaliser des progrès dans les réformes et d'améliorer sa capacité de production, de croissance et de commercialisation de biens et de services en vue de stimuler l'économie et le développement social. Les secteurs d'exportation prioritaires en Afghanistan : fruits et graines séchées, fruits et légumes frais, marbre et pierres précieuses, tapis et safrans ont le potentiel de générer d'importantes recettes d'exportation.

Cependant, le laboratoire de métrologie de l'Autorité nationale afghane de normalisation manquait d'équipements modernes et de compétences pour mesurer les marchandises par rapport aux normes de qualité internationales afin de permettre les exportations tout en obtenant des certifications.

La science de la mesure est essentielle pour le développement : pour que l'Afghanistan puisse tirer parti de son statut de membre de l'Organisation mondiale du commerce en 2016, il a fallu que ce pays mette à jour et active son système de métrologie et de réglementation pour que les aliments ou les autres produits puissent répondre aux normes des marchés de destination.

La solution

La stratégie nationale d'exportation d'Afghanistan (2018-2022) comprise dans l'initiative Advancing Afghan Trade a défini les priorités sur les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) et sur la gestion de la qualité. Pendant la période de la stratégie, l'ITC offrira des services de conseil et une assistance technique afin de :

- renforcer l'infrastructure institutionnelle et les services essentiels tels que ceux du développement et de la promotion des normes, de certification, de métrologie légale et d'étalonnage ;
- mettre sur pied un projet de politique nationale de la qualité ;

- améliorer la conformité aux accords de l'Organisation mondiale du commerce sur les obstacles techniques au commerce et des mesures SPS ;
- élaborer une feuille de route pour soutenir le système de contrôle de la salubrité des aliments

De manière spécifique, l'ITC a appuyé le renforcement de capacités sur la métrologie, initialement en soutenant un voyage d'étude effectué par les techniciens de l'Autorité nationale afghane de normalisation au laboratoire national de physique de l'Inde à New Delhi.

Cette mission a offert aux techniciens l'occasion d'expérimenter les pratiques appliquées par d'autres pays, d'améliorer leurs compétences et de retourner au pays avec une expertise en matière d'équipements de mesure et de protocoles d'établissement de rapports

Les résultats

En juillet 2019, des responsables du ministère du Commerce et de l'industrie, des représentants de l'ITC et l'ambassadeur de l'Union européenne en Afghanistan, Pierre Mayaudon, ont inauguré le nouveau laboratoire de métrologie de l'Autorité nationale afghane de normalisation.

Ce laboratoire amélioré est désormais en mesure de fournir des mesures précises qui influenceront l'économie, la santé et la sécurité en Afghanistan. Ce laboratoire permettra aux entreprises afghanes de commercialiser davantage de produits en garantissant leur conformité aux normes internationales.

L'Autorité nationale afghane de normalisation a également amélioré sa performance managériale en élaborant et en adoptant une stratégie et un plan d'action pour 2019-2023, un portefeuille de services dans les domaines de la normalisation, de la certification et, en particulier, de la métrologie et de l'étalonnage.

L'Autorité nationale afghane de normalisation est parvenue à cette amélioration grâce à l'appui de l'ITC sur la rédaction d'une loi sur la métrologie légale et des lois connexes, et au renforcement des capacités, à la formation interne et à l'achat d'équipements.



1-3. Ouverture du nouveau laboratoire de métrologie de l'Autorité nationale afghane de normalisation © David Fox/ITC 4. Formation sur la salubrité des aliments à New Delhi, en Inde © David Fox/ITC

La nouvelle politique nationale afghane d'exportation prévoit des programmes visant à éradiquer les obstacles au commerce pour les entreprises détenues par des femmes.

L'ouverture du nouveau laboratoire n'était qu'une action pour mettre l'Afghanistan sur la voie d'une nouvelle croissance tirée par le commerce.

La nouvelle stratégie d'exportation nationale vise à revitaliser le secteur commercial afghan, en particulier les petites et moyennes entreprises du pays, pour qu'il puisse créer des emplois et augmenter les revenus des ménages. La stratégie offre une vision axée sur le marché et identifie les actions concrètes à mener par le gouvernement et les partenaires de développement, et les investissements à réaliser, qui doivent renforcer la compétitivité internationale des entreprises afghanes.

La stratégie nationale d'exportation a été conçue à partir de l'analyse de produits et de secteurs spécifiques afin d'identifier leur adéquation potentielle aux niveaux régional et international. L'on a procédé à un examen global des secteurs en détectant des chaînes de valeur et à l'aide du cadre analytique des Perspectives de compétitivité des PME de l'ITC.

En octobre 2019, le ministre de l'Industrie et du Commerce, Ajmal Ahmady, a convoqué la première réunion du Conseil supérieur de la stratégie nationale d'exportation après son approbation par le gouvernement en avril 2019. À cette réunion ont pris part des officiels du gouvernement, des représentants du secteur privé et des partenaires de développement parmi lesquels l'ITC. La stratégie nationale d'exportation complète la politique commerciale nationale de l'Afghanistan, plus générale, qui est également un pan

du projet Advancing Afghan Trade, approuvé par le gouvernement en début 2020. « La politique commerciale nationale est au centre de la transformation de l'orientation des secteurs productifs de l'économie vers la production et l'exportation de produits à forte valeur ajoutée pour que le pays puisse pleinement réaliser son potentiel à l'exportation ». M. Ahmady a déclaré : « Le document de politique souligne les principes et stratégies clés qui guideront l'intégration stratégique de l'Afghanistan aux marchés mondiaux ».

La politique comprend, pour la première fois, des plans d'éradication des obstacles aux commerces pour les entreprises détenues par des femmes.

Manizha Wafeq, présidente de la Chambre de commerce et d'industrie des femmes d'Afghanistan a déclaré : « Nous espérons que ce document nous permettra de réellement améliorer l'accès du secteur privé aux marchés étrangers et nationaux ». Et de continuer, « Les entreprises détenues par des femmes en bénéficieront ».

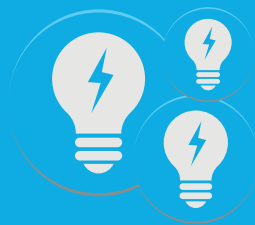
L'avenir

La phase II du projet Advancing Afghan Trade devant commencer en 2020, l'Union européenne et l'ITC continueront de collaborer avec l'Afghanistan et de l'accompagner dans le renforcement de sa capacité à faire du commerce par des services garantissant la qualité et la salubrité des aliments tels que ceux de métrologie et de certification.

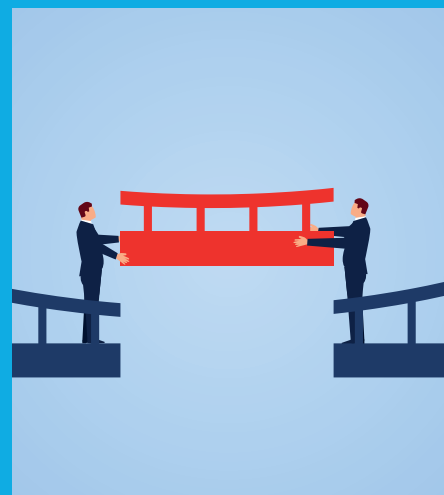
L'Autorité nationale afghane de normalisation prévoit d'organiser des ateliers de sensibilisation d'un jour sur le rôle et les avantages des services de métrologie et d'étalonnage pour le secteur privé à Kaboul, Herat et Mazare Sharif. Parallèlement, des équipements de contrôle de la température, d'étalonnage de masse et d'étalonnage des longueurs et des dimensions sont en cours de mise en service au laboratoire.



Financé par :
Union européenne



Facilitation des investissements pour le développement



Le défi

En septembre 2015, les dirigeants du monde ont ratifié le Programme de développement durables des Nations Unies à l'horizon 2030 qui doit servir de « plan directeur pour un avenir meilleur et plus durable pour tous ». Mais ce programme nécessite des flux énormes dans différents types d'investissements dans des secteurs qui soutiennent ses 17 objectifs sociaux et économiques détaillés. En particulier, les investissements directs étrangers (IDE) jouent un rôle crucial dans les pays développés.

Cependant, le niveau mondial des investissements directs étrangers est resté constant en 2019, à \$1 390 milliards, selon la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Cette performance est intervenue dans un contexte de performances macroéconomiques plus faibles et d'incertitude politique pour les investisseurs, notamment en raison de tensions commerciales. Durant la « décennie d'action » à l'horizon 2030, les flux d'IDE, en particulier ceux orientés vers le développement durable devront considérablement s'intensifier pour représenter une contribution significative. Les gouvernements doivent pouvoir identifier et éradiquer les obstacles dans les processus pour permettre aux investisseurs d'agir.

Des facteurs tels que la non prévisibilité et l'opacité des cadres réglementaires, la bureaucratie et le manque d'incitations à contribuer autant que possible au développement durable empêchent les flux d'IDE durables d'atteindre les pays en développement, au-delà des fondamentaux économiques telles que les normes infrastructurelles, les niveaux de compétences et la taille et le potentiel de croissance des marchés cibles.

Pour répondre à ces défis, 101 membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sont en négociation pour un cadre multilatéral sur la facilitation des investissements pour le développement, visant à la création d'un environnement plus transparent, plus efficace et plus prévisible pour la facilitation des investissements transfrontaliers.

Ce projet innovant achemine l'expertise de terrain et l'expertise analytique vers les négociateurs et promeut la discussion publique des questions relatives à la facilitation des investissements pour le développement.

En 2019, le directeur général de l'OMC, Roberto Azevêdo, a déclaré : « Les besoins et les approches varient d'un pays à l'autre, mais il est juste de dire que chacun bénéficierait d'un cadre commun de facilitation des investissements qui laisse également aux membres la possibilité de tenir compte de leur situation particulière ».

Les négociateurs commerciaux et les décideurs politiques dans les pays en développement peuvent avoir besoin de l'assistance dans leurs discussions : ils ont besoin que leurs capacités soient renforcées pour pouvoir mieux comprendre les problèmes, et ils ont besoin d'un plus grand engagement et de plus d'informations de leurs secteurs privés respectifs pour pouvoir fournir des résultats.

La solution

Le Centre du commerce international (ITC) et l'Institut allemand pour le développement (Deutsches Institut für Entwicklungspolitik - DIE) ont fait équipe pour répondre aux besoins de renforcement de capacités. Ils ont mis à contribution leur expertise unique, leurs réseaux et leur pouvoir de mobilisation pour contribuer au renforcement des capacités des représentants des pays en développement, y compris ceux des pays les moins avancés. Ce projet innovant promeut des discussions publiques de questions liées à la facilitation des investissements pour le développement.



1-2. Facilitation des investissements pour le développement à l'Organisation mondiale du commerce

Le projet offre trois ensembles d'activités complémentaires.

1. Deux groupes de discussion constitués d'experts mondiaux pour rassembler les perspectives mondiales :
 - **Groupe de commentaire sur un cadre multilatéral de facilitation des investissements pour le développement.** Ce groupe de discussion comprend principalement des experts d'agences de promotion des investissements, des prestataires de services d'investissement et du secteur privé, et est organisé en partenariat avec le Forum économique mondial. Ces experts apportent des contributions de haut niveau pour l'élaboration du cadre.
 - **Réseau d'experts sur un cadre multilatéral de facilitation des investissements pour le développement.** Ce groupe de discussion comprend des experts universitaires qui explorent les défis juridiques, politiques et économiques auxquels il faut répondre pour faire avancer les discussions.
2. Des ateliers de renforcement de capacités pour les délégués de missions auprès de l'OMC présentent les bonnes pratiques pour la mise en place des mesures de facilitation des investissements pour le développement.
3. Des webinaires sont organisés pour partager les idées des experts et offrir une plateforme pour un dialogue public.

Le projet servant de passerelle entre le secteur privé et les décideurs politiques, les petites et moyennes entreprises disposent d'un canal pour partager leurs besoins concernant l'amélioration des politiques que ce soit pour recevoir davantage d'IDE ou pour investir à l'étranger. Le projet explore également les bonnes pratiques mondiales dans la promotion des principes de l'investissement durable, y compris avec des politiques de responsabilité sociale des entreprises et en encourageant la conformité des investissements étrangers aux lignes directrices internationales en matière d'investissement durable et responsable afin de mieux contribuer au développement des communautés hôtes.

L'avenir

Il est essentiel de stimuler les IDE en particulier face à l'impact de la pandémie de COVID-19. L'ITC entend poursuivre l'exploration des voies et moyens de fournir un espace aux décideurs politiques, aux universitaires et aux micros, petites et moyennes entreprises pour discuter de l'importance de la facilitation des investissements pour le développement.



Pourvoyeurs de fonds :

Canada, Chine, Danemark, Finlande, Irlande, Norvège, Suède



Renforcement des institutions d'appui au commerce et à l'investissement

Renforcement du Programme des institutions d'appui au commerce et à l'investissement

Le **programme de renforcement des institutions d'appui au commerce et à l'investissement** œuvre à l'amélioration des performances opérationnelles et managériales des organisations qui soutiennent la croissance des entreprises et le commerce transfrontalier.

Parmi ces organisations figurent des agences de promotion du commerce et de l'investissement, des chambres de commerce, des associations sectorielles, des groupes d'entreprises détenues par des femmes, des coopératives, des incubateurs et des prestataires de formation technique et professionnelle.

Avec des services de conseil, des évaluations et des ateliers personnalisés, l'ITC guide ces organisations de soutien aux entreprises dans un processus de transformation, y compris en améliorant leur gouvernance, leurs stratégies, leurs outils de mesure de la performance, la conception de leurs services et les connexions à d'autres parties de l'écosystème institutionnel de soutien aux entreprises.



Stratégie et mesure, AGUIPEX, Guinée

Les résultats clés



460 organismes de soutien aux entreprises ont amélioré leurs performances managériales et opérationnelles.



> 60 organismes de soutien aux entreprises ont vu leurs conceptions de projets et leurs processus de mise en œuvre évalués en vue de réduire les risques liés aux projets et d'améliorer les prestations



25 coopératives évaluées dans cinq pays avec le potentiel d'améliorer les moyens de subsistance de plus de 2 000 membres de coopératives, dont la plupart sont des femmes.

Faits saillants

Le programme améliore l'effet multiplicateur que peuvent avoir les organisations de soutien aux entreprises (ou les réseaux d'organisations) sur les domaines macro, micro et du marché en les aidant à mettre en œuvre et à maintenir les améliorations recommandées dans toutes les dimensions de leur travail. Ce soutien permet aux petites et moyennes entreprises d'intégrer les chaînes de valeur mondiales, d'attirer les investisseurs et d'exporter avec succès.



1

1. Évaluation des performances d'une coopérative d'épices dirigée par des femmes à l'aide de l'Outil d'évaluation des coopératives, Tanzanie



2

2. Entretien avec Edgar Sanchez, ministre du Commerce et du Tourisme du Pérou

L'engagement de l'ITC se déclinait de relations étroites et pluriannuelles avec des organisations à des ateliers régionaux plus légers et au partage de bonnes pratiques et de conseils sur des plateformes en ligne.

En 2019, le programme a commencé à travailler avec les coopératives en développant un outil permettant d'évaluer la performance de plus de 25 coopératives dans cinq pays à savoir la Zambie, l'Ouganda, la Tanzanie, la Gambie et le Kenya. La section a en outre développé des méthodologies permettant d'améliorer les performances de ces coopératives pour le bien-être de leurs membres.

Les écosystèmes efficaces créent de la valeur pour les micros, petites et moyennes entreprises en fonctionnant comme un accord de collaboration dans lequel les organisations de soutien aux entreprises combinent leurs ressources, leurs capacités et leurs produits pour offrir une solution cohérente et axée sur le client.

Cette valeur ne peut pas être atteinte tant que les organisations travaillent de manière indépendante. Depuis 2018, l'ITC a développé une méthodologie permettant de cartographier et d'analyser les réseaux d'entrepreneuriat et les organismes de soutien aux entreprises. Cette méthodologie a été déployée en 2019 en Gambie et au Bhoutan pour identifier les lacunes et les chevauchements dans le soutien, pour comprendre le parcours de l'entrepreneur lorsqu'il reçoit un soutien et pour formuler des recommandations afin d'améliorer la connectivité entre toutes les personnes impliquées.

En 2019, l'ITC a réorganisé et élargi son programme en vue d'aider les pays à renforcer la diplomatie économique et commerciale en développant les compétences des représentants du commerce extérieur afin que ceux-ci puissent améliorer les flux de commerce et d'investissement intérieurs.

Un manuel novateur destiné aux représentants étrangers a été lancé et traduit en français et en espagnol. Sur la base de cette nouvelle publication, l'ITC a organisé deux séances de formation à l'attention des représentants du commerce extérieur au Cambodge et à Madagascar pour plus de 100 participants en 2019.

En 2019, le programme a fait l'objet d'une évaluation approfondie et les résultats et conclusions serviront de base de référence pour 2020.

L'ITC continuera à s'appuyer sur les résultats obtenus et à adapter ses solutions pour élargir la gamme de services et de méthodologies personnalisés afin de répondre aux nouveaux besoins des organisations et des réseaux de soutien aux entreprises en quête de portée, d'efficacité et d'impact.

Pourvoyeurs de fonds 2019

Pourvoyeurs de fonds pour le Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC

Belgique, Canada, Chine, Danemark, Finlande, Allemagne, Islande, Inde, Irlande, Norvège, Suède

Pourvoyeurs de fonds des projets

Union européenne, France, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suisse, Fonds de travailleurs de Bahreïn (Tamkeen), États-Unis, Allemagne, Pays-Bas, China Scholarship Council, Société internationale islamique de financement du commerce, Cadre intégré renforcé, Mécanisme pour l'élaboration des normes et le développement du commerce, Agence de promotion des exportations commerciales (TEPA) de Sainte-Lucie, Japon, Office national de commercialisation et d'importation de Grenade, COMESA, ONUDI, Fonds d'équipement des Nations unies (FENU), Swisscontact, Enterprise Greece, Investchile, Andorra Desenvolupament i Inversio

ÉTUDE DE CAS

Soutien aux jeunes entrepreneurs



Le défi

L'entrepreneuriat social offre aux jeunes non seulement une voie pour transformer leurs propres vies, mais aussi un moyen d'améliorer celles des autres. L'ITC croit que les jeunes entrepreneurs sociaux ont un rôle essentiel à jouer dans la contribution au Programme de développement durable des Nations Unies à l'horizon 2030 et à l'atteinte des Objectifs de développement durable. Ils utilisent des approches entrepreneuriales de plus en plus innovantes afin de répondre aux défis d'aujourd'hui et aux problèmes de demain.

À la lumière de ce qui précède, le programme « Les jeunes et le commerce » de l'ITC et le réseau Impact Hub ont fait équipe pour soutenir les jeunes entrepreneurs présentant un potentiel élevé de réplique à plus grande échelle. Durant le Forum mondial pour le développement des exportations de 2017 et 2018, des entreprises sociales dirigées par des jeunes d'Accelerate2030 ont été sélectionnées pour participer au concours de présentation d'entreprise.

L'événement s'est avéré un tremplin pour des entrepreneurs tels que Michael Ocansey, cofondateur d'AgroCenta, et Charles Ofori, de Dext Technology. Ces deux entrepreneurs ont remporté le concours dans leurs éditions respectives et, au-delà de la récompense en espèce, ont tiré parti de la visibilité offerte par le Forum mondial pour le développement des exportations et les réseaux de l'ITC pour faire croître leurs entreprises. Michael a même remporté le premier prix pour Seedstar l'année suivante et a ainsi perçu une récompense de €500 000 (\$540 000).

Le succès d'AgroCenta et de Dext Technology à la suite de l'appui de l'ITC et d'Accelerate2030 est une preuve de la valeur ajoutée de ce partenariat.

Mais il pose également la problématique suivante : comment intensifier ce soutien pour qu'il atteigne des entreprises sociales plus prometteuses ? En outre, comment tirer parti de l'expertise combinée de l'ITC et d'Accelerate2030 pour mieux préparer les entreprises à la croissance et à l'investissement ?

Les écosystèmes entrepreneuriaux sont essentiels pour préparer les entreprises sociales à la croissance et à l'investissement.

La solution

Pour que leur impact atteigne une certaine ampleur, les jeunes entrepreneurs sociaux ont besoin d'être soutenus.

Ils ont besoin d'écosystèmes commerciaux habilitants qui soutiendront leur croissance et permettront d'amplifier leur impact. Ces écosystèmes entrepreneuriaux nécessitent la collaboration de différentes parties prenantes ainsi que des interventions et des programmes spécifiques soutenant la croissance des innovations. Les écosystèmes entrepreneuriaux sont également essentiels pour préparer les entreprises sociales à la croissance et à l'investissement. Il n'existe pas d'approche unique en matière de croissance, et les entrepreneurs en phase de croissance auront besoin d'une approche et d'une expertise qui leur soient spécifiquement adaptées. Il existe également peu d'organisations ayant l'expertise et la capacité de travailler à l'échelle internationale.

Le soutien aux jeunes entrepreneurs sociaux est au cœur du programme « Les jeunes et le commerce » de l'ITC et du réseau Impact Hub. Ensemble, l'ITC et l'Impact Hub peuvent utiliser leur présence et leur expertise mondiales pour développer une solide méthodologie d'internationalisation et de croissance de l'entrepreneuriat social adaptée à différents contextes.

En 2019, l'équipe d'Accelerate2030 et le programme « Les jeunes et le commerce » de l'ITC ont uni leurs forces pour créer un espace d'apprentissage virtuel qui combine l'approche de croissance durable d'Accelerate2030 à l'expertise de l'ITC en matière de développement et d'internationalisation des entreprises. Le contenu de l'espace d'apprentissage virtuel a été conçu en collaboration avec les coordinateurs nationaux du réseau Impact Hub issus de 16 pays.



2



3



4

1. Ye! community 2-3. Session Upgrade Your Hustle, Afrique du Sud 4. Global Inclusion Award, Arabie saoudite

L'avenir

Le programme « Les jeunes et le commerce » et Accelerate2030 souhaitent renforcer et approfondir leur collaboration actuelle afin d'améliorer le soutien commun qu'ils apportent aux entrepreneurs des pays en développement cherchant à créer de l'impact.

Sur la base des enseignements tirés de la collaboration actuelle et compte tenu des ressources et de l'expertise que l'ITC et Accelerate2030 peuvent apporter aux entrepreneurs ciblés, trois objectifs principaux de la collaboration approfondie envisagée ont été établis :

1. Renforcer la capacité des jeunes entrepreneurs sociaux à accroître leur impact grâce à un programme ciblé de préparation à la croissance dans plus de 15 pays et à un programme international de croissance ;
2. Renforcer la méthodologie et la capacité des partenaires nationaux de mise en œuvre (Impact Hubs) pour aider les entrepreneurs à étendre leur impact à l'échelle internationale ;
3. Améliorer l'environnement des affaires pour les jeunes entrepreneurs sociaux dans leurs pays respectifs.

Ce programme sera également mis en évidence par le biais de la plateforme Ye! Community qui est gérée par le programme « Les jeunes et le commerce » suite à sa transition de Child Youth Finance International à l'ITC.

Le programme « Les jeunes et le commerce » va plus loin

Lorsqu'on leur a demandé ce qui faisait la différence dans leurs entreprises, Michael Ocansey, cofondateur d'AgroCenta, et Charles Ofori, de Dext Technology, ont tous deux mentionné la puissance de l'écosystème entrepreneurial qui les soutenait.

En 2019, le programme « Les jeunes et le commerce » de l'ITC s'est non seulement concentré sur le soutien au renforcement des écosystèmes en identifiant les lacunes et les chevauchements dans un paysage donné de soutien aux entreprises (Sri Lanka, Gambie, Bhoutan), mais a également proposé des plans d'action à ceux qui sont actifs dans le soutien aux communautés de jeunes entrepreneurs.

Cette démarche sera poursuivie en particulier dans le cadre de la plateforme Ye! Community, une plateforme qui compte plus de 15 000 jeunes entrepreneurs et 18 ambassadeurs que Child Youth Finance International a transféré au programme « Les jeunes et le commerce » de l'ITC en novembre 2019.



Pourvoyeurs de fonds :

Belgique, Canada, Chine, Danemark, Finlande, Irlande, Norvège, Suède

ÉTUDE DE CAS

Modernisation de la cannelle en Tanzanie



Le défi

Peu de pays peuvent cultiver et produire de la « vraie cannelle » de haute qualité, mais la République-Unie de Tanzanie en est un. Cependant, son petit secteur de production de cannelle est sous-exploité en raison d'un manque d'organisation et de savoir-faire, ce qui se traduit par de faibles volumes d'exportation de copeaux de cannelle de faible valeur.

L'ITC a travaillé avec l'Association tanzanienne des épices (TASPA) pour réorganiser ses opérations, organiser le transfert de connaissances, actualiser les techniques de culture et de récolte et rencontrer les acheteurs dans le cadre de son programme d'amélioration de l'accès au marché (MARKUP). Cette initiative de développement régionale vise à contribuer à la croissance économique des pays de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE), à savoir le Burundi, le Kenya, l'Ouganda, la République-Unie de Tanzanie et le Rwanda.

La qualité des épices tanzaniennes est intrinsèquement élevée. Cependant, il existe un manque de technologie pour les processus post-récolte, et les épices tanzaniennes ont eu du mal à répondre aux exigences de qualité afin d'accéder à des marchés tels que l'Union européenne.

La solution

En 2019, le programme MARKUP a formé 1 000 cultivateurs de cannelle tanzaniens à la production de piquants de cannelle de meilleure qualité pouvant passer le test du marché international. Le Sri Lanka ayant maîtrisé l'art de la culture de la cannelle pour obtenir des prix élevés sur les marchés mondiaux, l'ITC a invité le président de l'académie de formation à la cannelle du Sri Lanka à partager avec les agriculteurs tanzaniens les enseignements tirés de l'amélioration de la qualité.

Grâce à sa nouvelle gestion, la TASPA, la seule institution de ce type dans le pays a pu s'appuyer sur son réseau local de producteurs de cannelle et organiser des formations dans tout le pays.

Le succès de ce programme repose sur la compréhension des besoins des producteurs de cannelle ciblés. La plupart des formations ont été dispensées dans des exploitations agricoles afin de reproduire les processus sur le terrain, et puisque les acheteurs aident à organiser la formation, les agriculteurs ont été incités.

Les résultats

Le nombre de membres de la TASPA a été multiplié par dix, tandis que les exportations de cannelle tanzanienne ont augmenté de 350 %, atteignant une valeur d'exportation de \$700 000 en 2019 contre \$200 000 en 2018.

La qualité de la cannelle exportée par les agriculteurs, désormais sous forme de bâtonnets est estimée à quatre fois la valeur du marché par rapport aux copeaux de cannelle qu'ils produisaient auparavant. La production totale de cannelle en Tanzanie a plus que doublé en 2019.

La cannelle tanzanienne possède désormais une marque avec une étiquette de qualité reconnue sur le marché. Grâce à MARKUP, la TASPA fait désormais partie de l'Association européenne des épices, un réseau inestimable qui permettra aux épices tanzaniennes de gagner encore plus de terrain sur le marché international.

L'avenir

Des plans sont en place pour continuer à tirer parti du succès du projet, notamment en étendant la couverture des cultures à la cardamome et en obtenant la certification ISO 22000. Un autre objectif est de promouvoir des épices organiques en Tanzanie, et la TASPA mènera le développement d'une indication géographique pour les épices tanzaniennes.



1-3. Des cultivateurs à l'école pour réaliser des bâtonnets de cannelle

Présentation des épices de Tanzanie au monde

Trianon Investments, une entreprise de traitement et d'exportation d'épices tanzaniennes, a été officiellement enregistrée en novembre 2019. Cette société vise à atteindre \$800 000 de recettes en 2020 et de \$2 millions en 2022.

Trianon est une co-entreprise résultant de la collaboration entre l'expert en épices néerlandaises M. Paul de Rooij, de Bapa Trading, et les exportateurs Tanzaniens M. et Mme Edward et Fatima Rukaka de la société d'exportation d'épices Companero Farmers.

Le co-fondateur M. Rukaka, a déclaré : « Trianon Investments est un rêve devenu réalité pour nous tous les pionniers dans les nouvelles techniques visant à l'amélioration de la qualité des épices tanzaniennes. Le rêve, c'est de les faire connaître et de les rendre exportables au niveau mondial, tout en créant un impact positif pour les communautés ici en Tanzanie et pour l'industrie dans l'ensemble ».

Les deux fondateurs sont des acteurs respectés de l'industrie des épices. M. Rukaka est le président de l'Association tanzanienne des épices (TASPA) et M. de Rooij est le président de l'Association néerlandaise des épices.

L'investisseur néerlandais a injecté \$100 000 pour la mise à niveau des infrastructures d'un entrepôt et l'achat d'équipements pour le traitement des épices, et pour renforcer le capital de l'entreprise afin de la voir démarrer. Les essais de traitement de la cardamome verte, de raclage de la cannelle et de tranchage et de séchage du gingembre ont été fixés à janvier 2020, l'entreprise étant prête pour la saison de la cardamome en février 2020.

Les fondateurs ont déclaré que le soutien de l'équipe de MARKUP serait crucial pour faire de Trianon une entreprise de traitement d'épices de classe mondiale pouvant améliorer les moyens de subsistance des petits exploitants agricoles en Tanzanie.

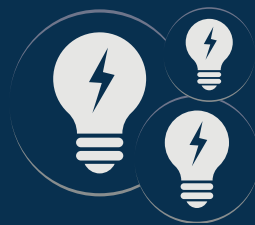
M. de Rooij a déclaré, « Je suis très reconnaissant au programme MARKUP de m'avoir montré le potentiel des épices tanzaniennes et de m'avoir présenté à M. Edward ». Et de continuer, « Faire partie du projet me confère la confiance nécessaire pour me lancer dans cette nouvelle aventure dans un pays étranger ».

1 RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ



Pourvoyeurs de fonds :

Union européenne



Diplomatie commerciale dans un monde en mutation



Le défi

La diplomatie commerciale est entrée dans une nouvelle ère. Les échanges commerciaux transfrontaliers connaissent une mutation rapide. Les politiques commerciales et d'investissement connaissent une évolution rapide, tant au niveau régional que national. De nouveaux risques affectant les entreprises émergent, notamment les catastrophes naturelles, les chocs financiers, les tensions commerciales, les effets du changement climatique et même les pandémies.

L'économie numérique est en train de profondément transformer les modes de travail des sociétés, les personnes avec qui elles travaillent et leurs bases de clientèle. Toutes ces transformations ont une influence sur la façon dont les entreprises opèrent sur les marchés internationaux. Ceux qui entreprennent la diplomatie commerciale, à l'instar des entreprises qu'ils conseillent, ont besoin de nouveaux modes de travail, de nouvelles compétences et de nouveaux partenariats.

La solution

Un apprentissage et une transformation continus constituent la marque des organisations qui réussissent. Le Centre du commerce international a mis sur pied **la boîte à outils de la diplomatie commerciale** un module d'apprentissage intégré pour la diplomatie commerciale, afin de répondre aux besoins des représentants et attachés commerciaux de tous horizons et niveaux d'expérience. La boîte à outils comprend trois éléments : un guide, un module d'apprentissage en ligne et des ateliers de formation adaptés aux besoins.

Le **Guide de la diplomatie commerciale** constitue le pilier de ce module. Les recherches approfondies et l'examen par des pairs ont permis d'explorer les nouvelles tendances, d'exploiter les réseaux pour évaluer les défis actuels et d'offrir des suggestions éprouvées.

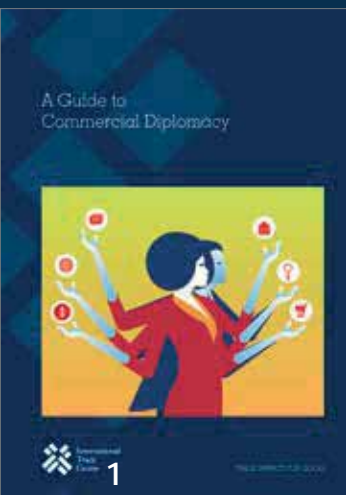
Le guide raconte l'histoire du point de vue d'Asha, une diplomate francophone d'un pays africain, en poste en Europe pour la première fois.

L'ITC a lancé son premier guide à l'intention des représentants commerciaux en 1973, lequel a été mis à jour en 2013, puis en 2019.

Étant l'un des guides les plus populaires de l'ITC en ligne en 2019, il est disponible en anglais, en français et en espagnol. Référence internationale unique, il offre des informations sur le rôle précieux d'une diplomatie commerciale nationale. Il s'appuie sur les connaissances de nombreux pays dans toutes les régions, et l'auteur principal dirigeait un important organisme national de promotion du commerce, avec une forte et vaste expérience à l'étranger.

Le guide raconte l'histoire du point de vue d'Asha, une diplomate francophone d'un pays africain, en poste en Europe pour la première fois. Le guide propose également des listes de contrôle pratiques pour aider les représentants commerciaux en poste à l'étranger, et couvre la plupart des situations génériques. Plus important encore, le guide prodigue des conseils sur la manière de construire un réseau solide, ce qui constitue souvent un défi pour les représentants commerciaux travaillant à l'étranger.

Pourtant, plus que jamais, la construction d'un réseau constitue la clé de la réussite d'un ensemble de services qui permet d'accroître les ventes à l'exportation de leurs clients ou de débloquer de nouveaux investissements à l'étranger.



1. Guide de la diplomatie commerciale 2. Le commerce en action © Shutterstock.com 3. Les foires et les expositions commerciales constituent un moyen efficace pour les exportateurs de visiter un nouveau marché © Shutterstock.com

Le Guide de la diplomatie commerciale constitue le pilier central des nouveaux **cours d'apprentissage en ligne** sur la diplomatie commerciale, qui sont gratuits en ligne à la SME Trade Academy de l'ITC.

Plus de 1 000 participants de plus de 60 pays se sont inscrits aux cours d'apprentissage en ligne sur la diplomatie commerciale en 2019.

Les participants provenaient de plus de 80 institutions du monde entier, pour la plupart des organisations de soutien aux entreprises publiques et privées ou des universités. Les cours d'apprentissage en ligne étaient dispensés en anglais et en français.

Un **programme de formation sur mesure** pour les institutions gouvernementales gérant la diplomatie commerciale est également disponible dans les trois langues. Utilisant le *Guide de la diplomatie commerciale* comme tremplin pour la formation, ces ateliers sont personnalisés, très pratiques et interactifs. Ils combinent une formation sur les compétences diplomatiques et commerciales avec un recyclage sur les outils d'information commerciale de l'ITC. Des diplomates commerciaux expérimentés apportent leurs connaissances et leurs expériences en première ligne.

En 2019, les participants du Cambodge, de Madagascar et du Népal ont exploré de nouvelles façons de développer la veille commerciale et de créer des partenariats pour générer des échanges commerciaux et des investissements.

« La formation est informative, enrichissante, dynamique et interactive », a déclaré Mbola Andrianatoandro, agent diplomatique et consulaire au ministère des Affaires étrangères de Madagascar. « Les séances m'ont donné beaucoup d'idées et m'ont ouvert de nombreuses perspectives ».

Plus de 1 000 participants de plus de 60 pays se sont inscrits aux cours d'apprentissage en ligne sur la diplomatie commerciale en 2019.

L'avenir

L'ITC développe une nouvelle édition interactive en 2020 pour améliorer les cours de formation et l'apprentissage en ligne.

Les ministères des Affaires étrangères et du Commerce, ainsi que les agences de promotion du commerce et de l'investissement trouvent ce module utile. Il soutient les nouveaux diplomates ainsi que le personnel en poste en mettant l'accent sur les compétences commerciales et les compétences en affaires, notamment avant leur affectation à l'étranger.

Les écoles de diplomatie et de relations internationales trouveront dans ce guide un complément pratique à leur programme d'études. Les associations d'entreprises, les chambres de commerce et les ministères de tutelle bénéficieront également du guide.

Lisez le *Guide de la diplomatie commerciale* en ligne sur www.intracen.org et commencez par la vidéo A Day in the Life of Asha, la représentante commerciale fictive.

Pour un grand groupe, un cours de formation exclusif en ligne peut être programmé pour répondre à des besoins ou à des délais spécifiques.



Pourvoyeurs de fonds :

Canada, Chine, Danemark, Finlande, Allemagne, Irlande, Norvège, Suède

Relier les PME aux chaînes de valeur internationales

La valeur ajoutée aux échanges commerciaux

Le programme **La valeur ajoutée aux échanges commerciaux** renforce la capacité des micros, petites et moyennes entreprises (MPME) des pays en développement à répondre aux exigences des marchés afin qu'elles puissent s'intégrer dans des chaînes de production locales, régionales et mondiales coordonnées à travers les différentes régions géographiques.

Le programme contribue à rendre les entreprises plus compétitives en améliorant les capacités aux niveaux des secteurs et des entreprises afin d'améliorer l'écosystème dans lequel les MPME opèrent à chaque étape de la chaîne de valeur, ainsi qu'en créant des plates-formes de dialogue public-privé pour un changement transformationnel à grande échelle.



Atelier sur le commerce en ligne, Botswana

Les résultats clés



Plus de 2 000 emplois soutenus dans le secteur des appareils au Tadjikistan



\$7,5 millions de ventes pour les petites et moyennes entreprises des chaînes du cacao et de l'igname au Ghana



Une augmentation de 89 % des exportations pour les entreprises de technologie ougandaises

Faits saillants

En 2019, l'ITC a travaillé avec un groupe très varié de petites et moyennes entreprises, allant des exportateurs et producteurs de vêtements de taille moyenne et des exportateurs dans les chaînes de valeur de l'agroalimentaire aux start-ups du secteur technologique et aux micro-entreprises du tourisme.

Dans le cadre du **Programme mondial pour les textiles**, 24 entreprises bénéficiaires au **Tadjikistan** ont soutenu plus de 2 000 emplois. Elles ont signé de nouveaux contrats pour un montant de \$4,4 millions, avec une augmentation moyenne des salaires de 10,5 % par rapport à 2018.

Au **Ghana**, dans le cadre du travail en cours avec l'industrie du cacao, **Alliances pour l'action** a soutenu les ventes des producteurs de cacao et d'ignames à hauteur de \$7,5 millions. Ces ventes ont permis d'augmenter les revenus de plus de 5 000 producteurs et ont indirectement contribué aux moyens de subsistance de beaucoup plus de personnes.



1. Emilia Debrah, productrice de cacao ghanéenne, récolte les cultures associées de son exploitation 2. Dorcas Koomson, un producteur de cacao ghanéen, utilise un système agroforestier respectueux du climat 3. Société Bifriens Investments (BIF), TIC et innovation, Ouganda

Plus important encore, ce soutien a entraîné l'adoption à grande échelle de techniques agroforestières dynamiques qui ont accru la compétitivité et la durabilité.

En **Afrique de l'Est**, les interventions relatives au programme La valeur ajoutée aux échanges commerciaux ont permis de soutenir des contrats d'exportation d'une valeur de plus de \$8 millions pour l'avocat, le cacao et les épices, avec de nombreuses nouvelles relations d'acheteurs. Le travail avec le secteur technologique a pris de l'ampleur en 2019, couvrant dix pays et touchant plus de 300 entreprises.

En **Ouganda**, par exemple, le programme La valeur ajoutée aux échanges commerciaux a permis une augmentation de 89 % des ventes à l'exportation des entreprises technologiques tout en soutenant 1 800 emplois dans le secteur de la connaissance.

De plus, les équipes en charge du programme La valeur ajoutée aux échanges commerciaux ont mis au point de nouveaux outils, notamment #360Diagnostics pour les jeunes entreprises, de nouvelles approches en matière d'investissement, y compris le développement de réseaux d'investisseurs providentiels, et ont encouragé l'accès à la technologie des codes-barres pour assurer la traçabilité des produits.

ecomConnect

Le commerce en ligne devient rapidement un canal important pour le commerce international et peut ouvrir de nouvelles possibilités pour la croissance économique des pays en développement et des pays les moins avancés.

Toutefois, les petites entreprises de ces pays sont souvent exclues du commerce en ligne en raison de la disponibilité limitée de solutions de paiement international, de services logistiques abordables et fiables et de technologies adaptées, sans compter les obstacles législatifs et réglementaires, l'insuffisance des compétences et le manque de soutien financier.

Le **programme ecomConnect** de l'ITC (anciennement dénommé « E-Solutions ») soutient activement les petites entreprises par son programme de formation, la recherche et la facilitation de solutions innovantes, des structures de collaboration, des partenariats et des outils et technologies numériques.

Les résultats clés



> 1 000 entrepreneurs, dont au moins 50 % de femmes, ont démontré une augmentation de connaissances et de compétences en commerce en ligne



10 institutions en Amérique centrale et au Rwanda ont amélioré leur capacité à soutenir les entreprises locales pour qu'elles puissent réussir dans le commerce en ligne



> 100 petites et moyennes entreprises en Amérique centrale et au Rwanda ont mis en œuvre des changements dans leurs activités afin de mieux faire du commerce en ligne.



Les femmes dans le commerce en ligne : Mme Karla Ibarra Mejía, société Cajte Velas, Nicaragua © Mauricio Mislé/ITC



4. Sommet Fintech 2019 en Ouganda, mis en place dans le cadre du Fonds fiduciaire néerlandais 5. Atelier sur le commerce en ligne, Botswana

Faits saillants

En 2019, le programme ecomConnect a lancé une plateforme en ligne sur www.ecommconnect.org pour les professionnels des pays en développement et des pays les moins avancés.

Cette plateforme rassemble des micros, petites et moyennes entreprises, des start-ups, des organisations et des experts en commerce en ligne afin de créer des liens avec des entreprises et des experts du commerce en ligne pour un apprentissage partagé et un travail en réseau. La plateforme comprend des outils permettant d'évaluer la maturité des entreprises en matière de commerce en ligne, un calculateur de prix permettant d'évaluer les frais et les coûts associés à la vente sur les marchés internationaux en ligne et un « outil de recherche de marchés » permettant d'identifier les marchés en ligne d'entreprise à consommateur appropriés en Afrique.

En **Amérique centrale**, l'ITC a travaillé avec des partenaires locaux, au niveau régional avec la Secretaría de Integración Económica Centroamericana (SIECA) et des institutions d'appui au commerce au Costa Rica, au Salvador, au Guatemala, au Honduras, au Nicaragua et au Panama en vue de connecter les entreprises dirigées par des femmes aux marchés internationaux en ligne.

Dans le cadre d'un programme structuré d'ateliers organisés au cours de l'année, un groupe de 33 encadreurs issus de toute la région a acquis des compétences essentielles : études de marché, création de contenus numériques, compréhension des marchés et des solutions de paiement. Chacun de ces cycles d'apprentissage a été ponctué par un travail sur le terrain, au cours duquel jusqu'à 215 entreprises dirigées par des femmes ont bénéficié d'un encadrement individuel.

Le travail avec les entreprises les plus avancées d'Amérique centrale a montré comment elles pouvaient optimiser leurs sites web et leurs magasins physiques et tirer parti des promotions numériques pour stimuler le trafic.

Le programme a adopté une méthodologie de démarrage « e-lab » qui combine test, mesure et apprentissage. En testant différents canaux en ligne et différentes techniques de marketing numérique, et en mesurant les performances, les entreprises les plus avancées peuvent développer leur stratégie de commerce en ligne et partager les leçons apprises avec les entreprises débutantes.

Les partenariats commerciaux avec eBay, Etsy, PayPal, Payoneer et DHL ont permis aux femmes d'Amérique centrale de bénéficier d'offres avantageuses et d'engager les partenaires dans des exercices promotionnels. Ces partenariats ont été étendus à d'autres régions, notamment au Kenya, et des discussions sont en cours pour soutenir davantage de pays et de projets. Plus de 100 femmes propriétaires d'entreprise au Kenya ont reçu une formation au commerce en ligne et leurs produits ont été répertoriés sur un portail développé conjointement avec eBay. Dix de ces entreprises ont réalisé leurs premières ventes internationales en ligne avec des exportations à destination de 20 pays.



Les femmes dans le commerce en ligne : Mme Mariana Murga, société Del Palomar, Guatemala © Mauricio Misle/ITC



6-7. Atelier sur le commerce en ligne, Kenya

Au **Rwanda**, l'ITC, en collaboration avec la Chambre des TIC du Rwanda, a formé plus de 700 petites et moyennes entreprises au commerce en ligne. Un groupe de 13 encadreurs formés et certifiés a dispensé un encadrement intensif à 50 entreprises pendant six mois. Des partenariats ont été établis avec DHL pour le transport international, la Poste nationale pour les envois nationaux et avec Ecobank pour les paiements en ligne. Un centre de services centralisés de commerce en ligne a été construit, ouvert et relié à un réseau de 25 points de distribution à travers le Rwanda.

Au **Sénégal**, au **Vietnam**, au **Mexique**, aux **Émirats arabes unis**, au **Kenya**, au **Bangladesh**, au **Nigeria** et au **Ghana**, l'ITC a déployé un nouvel ensemble de solutions de conseil aux entreprises dans le secteur des services (technologies de l'information, organismes de soutien aux entreprises et tourisme), du textile, de l'agroalimentaire et de l'artisanat. Les activités consistaient en un mélange d'ateliers menés sur place et en ligne et d'audits numériques d'entreprises sélectionnées afin d'améliorer leur présence sur le web et leur visibilité sur les marchés internationaux.



Les femmes dans le commerce en ligne : Tisseuses travaillant pour la société Maya Loom, Guatemala © Mauricio Misle/ITC

Au **Qatar**, l'ITC a travaillé avec 50 petites et moyennes entreprises de fabrication industrielle pour les aider à comprendre les exigences et les opportunités des marchés interentreprises. Les cinq meilleures ont été répertoriées et promues sur Alibaba. Un autre groupe de 10 entreprises est en cours de préparation pour la plateforme. D'autres entreprises ont reçu des services de conseil spécifiques sur le développement de leurs processus de commandes en ligne. Elles ont également pu bénéficier d'un nouveau cours d'apprentissage en ligne sur le sujet.

Pourvoyeurs de fonds 2019

Pourvoyeurs de fonds pour le Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC

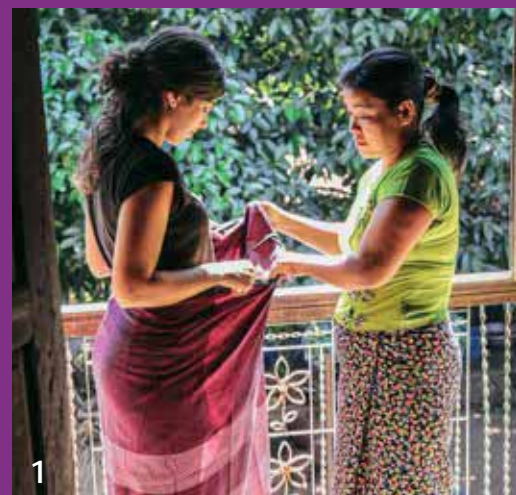
Belgique, Canada, Chine, Danemark, Finlande, Allemagne, Islande, Inde, Irlande, Norvège, Suède

Pourvoyeurs de fonds des projets

Union européenne, Pays-Bas (les), Suède, Suisse, Allemagne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Banque de développement du Qatar, Société internationale islamique de financement du commerce, OIM, Cadre intégré renforcé, Fonds One UN, Mécanisme pour l'élaboration des normes et le développement du commerce, Japon, États-Unis, Chocolats Halba/Coop, Genossenschaft, PNUD, FAO, China Scholarship Council (Fondation nationale de bourses d'études de Chine), Fonds des Nations unies pour la consolidation de la paix, CEDEAO, Banque africaine d'import-export, ONUDI

ÉTUDE DE CAS

Développer le tourisme inclusif au Myanmar



1

Le défi

Après 2013, lorsque la République de l'Union du Myanmar a ouvert certaines zones au tourisme, le nombre d'arrivées internationales est monté en flèche. Les touristes ont afflué pour découvrir un pays inconnu doté d'un riche patrimoine culturel.

En 2016, le tourisme a soutenu la création d'environ 1,6 million d'emplois, soit 5,7 % de la population active, et a généré 6,6 % du PIB (\$2 milliards), contre 3,6 % en 2011. Cette explosion a attiré principalement les populations rurales, pauvres et marginalisées dans les chaînes de valeur du tourisme, avec un effet multiplicateur massif et des retombées positives sur d'autres secteurs économiques.

Le gouvernement a adopté la politique de tourisme responsable du Myanmar (2012) et le Plan directeur du tourisme (2013-2020) afin d'éviter tout dommage dû à une croissance aléatoire et pour que le tourisme apporte « des avantages sociaux, économiques et environnementaux larges et équitables » au peuple du Myanmar.

La solution

Le projet de tourisme inclusif de l'ITC au Myanmar, soutenu par la phase IV du Fonds fiduciaire néerlandais, aide le Myanmar à atteindre ses objectifs en matière de politique touristique. La dernière phase, qui s'étend jusqu'en juin 2021, favorise les opportunités économiques en développant des produits touristiques durables dans la région côtière de Tanintharyi, au sud du Myanmar, entre la Thaïlande et la mer d'Andaman. Cette phase consolide également le travail effectué précédemment dans l'État de Kayah, à l'est du Myanmar.

Suivant le modèle réussi de Kayah, l'approche de la chaîne de valeur a été adoptée à Tanintharyi en 2019. Les prestataires de services touristiques (y compris les guides locaux, les prestataires de services d'assistance en escale, les hôtels et les restaurants) ont été formés pour améliorer la qualité des services vendus par les voyageurs et directement aux touristes.

Les résultats

En 2019, à Loikaw (capitale de Kayah) et à Dawei (capitale de Tanintharyi), les revenus liés au tourisme des petites et moyennes entreprises et des prestataires de services touristiques ont augmenté de 28 % par rapport à 2018, avec une hausse de 13 % pour les femmes entrepreneurs et de 5 % pour les jeunes employés dans l'industrie du tourisme.

Les petites entreprises et les prestataires de services touristiques individuels ont accru leur compétitivité tant à Kayah qu'à Tanintharyi en entreprenant un large éventail d'activités de renforcement des capacités allant du développement de produits à la gestion de la qualité, en passant par le marketing et la stratégie de marque.

Au cours du premier semestre 2019, pas moins de 75 prestataires de services informels locaux se sont engagés avec des touristes dans des expériences de guidage communautaire, de restauration et d'ateliers artisanaux dans les villages de Kayah. Près de 50 personnes parmi eux étaient des femmes.

En 2019, près de 40 nouveaux emplois ont été créés dans les villages de Kayah : les revenus ont doublé dans les villages Htay Kho et Pan Pet, et de 24,5 % dans le village Hta Nee La Leh. Dans l'ensemble, les arrivées de touristes à Kayah ont augmenté de 6 % entre 2018 et 2019, les touristes internationaux ayant augmenté de 27 %. Les arrivées de touristes ont augmenté de 106 % et 101 % à Pan Pet et Hta Nee La Leh, respectivement.

À Tanintharyi, de nouveaux circuits culturels, gérés en partie par 48 nouveaux prestataires de services touristiques (dont 28 femmes), ont commencé à recevoir des touristes et à gagner de l'argent en novembre et décembre 2019. De nouvelles expériences passionnantes ont été développées dans les villages Tizit et Kha Lone Htar :

- Collation d'accueil traditionnel et visite à domicile
- Galerie d'accueil sur la vie de pêcheur
- Expérience pratique dans la vie de pêcheur
- Pique-nique sur la plage de Sunset à Tizit



1. Essai d'une robe traditionnelle Daweïan dans le village de Tizit © Mingala Boom Creative/ITC 2. Pique-nique sur la plage de Sunset par le groupe de cuisine de Tizit © Mingala Boom Creative/ITC 3. Membres de la communauté du village Tizit, région de Tanintharyi © Mingala Boom Creative/ITC

- Sentier nature et pique-nique en forêt à Khalone Htar
- Visite guidée à pied d'une ancienne maison de ville à Dawei

En janvier 2019, suite à un accord entre le Myanmar, l'ITC et l'Organisation mondiale du tourisme des Nations Unies, le travail sur les statistiques du tourisme a commencé par la formation de fonctionnaires du ministère de l'Hôtellerie et du Tourisme, de la Banque centrale du Myanmar, de l'Organisation centrale des statistiques et des Services de l'immigration. Près de 100 représentants, dont 40 % de femmes, ont été formés aux statistiques du tourisme, aux dépenses, au traitement des données et à l'établissement de rapports, ainsi qu'à la mise en place d'une plateforme statistique interinstitutionnelle. Le ministère de l'Hôtellerie et du Tourisme a modifié son questionnaire d'enquête à la frontière en conséquence.

En 2019, les activités de marketing et d'image de marque se sont concentrées sur :

- la mise à jour et la production de nouvelles communications marketing régionales pour Kayah et Tanintharyi, ainsi que des documents d'actualité sur les autres régions participant à l'International Tourism Bourse (ITB) en 2019 ;
- le pilotage du marketing numérique pour Kayah avec des fonctionnaires du ministère de l'Hôtellerie et du Tourisme et des entreprises touristiques locales. Des fonctionnaires de Tanintharyi y ont participé avant que le projet pilote n'y soit reproduit en 2020

Kayah est à présent un centre d'apprentissage pour le tourisme inclusif. En mai 2019, une délégation de l'État Chin occidental du Myanmar a visité Kayah et 60 participants ont effectué des voyages d'étude dans les villages pris en charge par l'ITC. Les formateurs formés par l'ITC peuvent désormais organiser des voyages d'étude et dispenser des formations sur le tourisme inclusif.

En effet, trente producteurs artisanaux de Kayah, presque tous des femmes, ont été formés au marketing, au développement de produits et à la fixation des prix. En outre, les hôtels, restaurants et bars de Kayah ont appris à intégrer l'artisanat local dans leur décor afin d'augmenter les ventes pour les artisans. L'ITC a également organisé un marché de l'artisanat dans le cadre de la Conférence nationale sur les communautés et le tourisme, avec environ 300 participants du Myanmar.

Une enquête de suivi systématique en juin 2019 a permis à six nouveaux voyagistes de commencer à vendre des produits développés par l'ITC dans l'État de Kayah.

L'avenir

Le projet vise maintenant à renforcer et à établir des liens commerciaux entre le Myanmar et les agences de voyage internationales, alors que davantage de produits sont lancés dans la région de Tanintharyi et que les activités de marketing numérique s'intensifient.



Pourvoyeurs de fonds :

Pays-Bas

ÉTUDE DE CAS

Le Liberia tire parti des chaînes de valeur régionales dans le secteur du cacao



Le défi

Contrairement à bon nombre de ses voisins d'Afrique de l'Ouest, le Liberia n'est pas connu comme un producteur traditionnel de fèves de cacao. Il produit environ 10 000 tonnes de fèves de cacao par an, soit à peine 0,2 % de la production mondiale. Bien que ce chiffre semble minuscule, jusqu'à 40 000 petits exploitants agricoles au Liberia produisent du cacao et dépendent de cette culture pour leurs revenus et leur sécurité alimentaire.

Malgré le rôle essentiel que joue le cacao, les mesures d'incitations et les possibilités pour les producteurs de tirer profit de la culture et de la vente des fèves de cacao sont peu nombreuses. Un déficit important de compétences en matière de production et un manque d'accès fiable au marché entravent le développement du secteur.

Des progrès importants ont été réalisés pour relancer le secteur du cacao depuis la fin de la seconde guerre civile libérienne en 2003. Les agriculteurs organisent des coopératives pour répondre aux demandes du marché. Toutefois, le cacao libérien est fortement déprécié sur le marché mondial en raison de problèmes de qualité, et il n'existe que très peu de valeur ajoutée pour profiter de la demande mondiale croissante de produits de cacao d'origine unique et traçables.

La réponse

En 2019, les agriculteurs et les coopératives ont travaillé avec la phase IV du projet du fleuve Mano du Fonds fiduciaire néerlandais de l'ITC pour aider les acteurs à positionner le cacao libérien dans le segment de marché de niche à origine unique.

Le projet, réalisé selon le modèle Alliances pour l'action de l'ITC (A4A), aide les agriculteurs et les coopératives à innover, à développer des produits à valeur ajoutée et à identifier les opportunités de marché locales et régionales.

En effet, le projet porte sur la qualité et la productivité du cacao en mettant en œuvre les bonnes pratiques agricoles

(BPA), en intensifiant la production respectueuse du climat et en stimulant les efforts de diversification des cultures et des revenus.

Il est important de noter que le projet aide également les entreprises à conclure des partenariats régionaux pour fabriquer des produits plus sophistiqués à partir du cacao.

Les résultats

En 2019, Arjay Farms, une entreprise dirigée par une femme au Libéria, a rejoint A4A pour travailler avec Niche Cocoa, un fabricant de chocolat ghanéen. Ensemble, ils ont produit la toute première barre de chocolat fabriquée au Ghana à partir de fèves de cacao libériennes. L'effort total a fait participer 75 femmes libériennes productrices de cacao pour fournir les fèves de cacao.

Cet effort a brisé l'isolement des cultivateurs de cacao, en particulier des femmes, et a ouvert la voie au marché. Comme preuve de la réussite du concept, cette barre de chocolat au cacao unique et révolutionnaire du Libéria a été présentée lors de la réunion du Groupe consultatif commun de l'ITC à Genève en juillet 2019.

L'avenir

Le projet continue à soutenir Arjay Farms et cinq coopératives pour enseigner aux agriculteurs des compétences en matière de bonnes pratiques agricoles (BPA), d'agriculture respectueuse du climat et de diversification des cultures et des revenus.

Tous les principaux agriculteurs participant à cette initiative sont des femmes. Elles ont créé 15 pépinières pour les plants de cacao qui devaient être plantés en juin 2020. Elles mènent l'effort de reproduire les compétences acquises à d'autres membres des coopératives.

Josephine Francis, PDG d'Arjay Farms, a déclaré que le travail « devrait porter sur la participation égale des femmes aux niveaux national, régional et international et sur leurs priorités et besoins en matière de développement durable ».



1. Fèves de cacao 2. Emballage de chocolat Niche pour exportation © Nana Acquah/ITC 3. Barres de chocolat Niche fabriquées au Ghana © Nana Acquah/ITC 4. Dorcas Koomson, principale productrice de cacao, coopérative Kuapa Kokoo, Ghana © Nana Acquah/ITC

Alliances for Action travaillent sur le cacao au Ghana

Les techniques agricoles dépassées dans le secteur du cacao au Ghana ne sont plus conformes aux normes environnementales que les acheteurs d'entreprises privilégient car leurs clients exigent des produits plus durables. L'ITC travaille au Ghana pour associer de nouvelles techniques respectueuses du climat à une tarification équitable afin d'obtenir des impacts environnementaux et sociaux positifs pour 33 000 petits exploitants de cacao et leurs familles.

En utilisant l'approche d'Alliances for Action pour les partenariats public-privé, l'ITC et ses partenaires ont travaillé ensemble pour obtenir un impact transformateur et inclusif en :

- améliorant la diversification des revenus ;
- établissant des liens commerciaux ; et
- adoptant des pratiques agricoles respectueuses du climat, telles que la politique de réduction des émissions de carbone.

Des milliers d'agriculteurs ghanéens membres de la Kuapa Kokoo Farmers Union (KKFU) reproduisent ces techniques avec des partenaires, dont Chocolats Halba, Niche Cocoa, la Fondation Max Havelaar, Fairtrade Africa, le Yam Development Council of Ghana, le WWF et le gouvernement du Ghana.

Les résultats

- \$7,5 millions de ventes de cacao et de cultures associées, avec \$980 000 de prime Fairtrade
- L'application de la politique de réduction des émissions de carbone dans la chaîne d'approvisionnement Coop-Chocolats Halba-KKFU équivalant à une estimation de réduction de 75 000 tonnes de dioxyde de carbone d'ici 2030
- Près de 570 agriculteurs de la KKFU ont bénéficié directement d'une aide au renforcement des capacités et à l'établissement de liens commerciaux, ce qui a eu un impact sur plus de 3 400 personnes
- Niche Cocoa a produit des barres de chocolat à valeur ajoutée à partir de cacao provenant des fermes KKFU

1 RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ



8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE



10 RÉDUCTION DES INÉGALITÉS

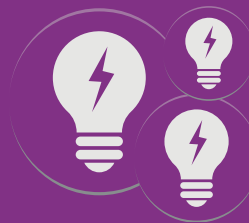


Pourvoyeurs de fonds :

Les Pays-Bas

INNOVATIONS DE L'ITC

Stimuler les ventes en ligne pour les entreprises artisanales dirigées par des femmes en Amérique centrale



Le défi

L'Amérique centrale est réputée pour ses riches traditions artisanales, des textiles uniques aux bijoux distinctifs. Il existe de petites entreprises dans tout le Costa Rica, à El Salvador, au Guatemala, au Honduras, au Nicaragua et au Panama qui fabriquent et commercialisent ces biens. Les femmes sont souvent propriétaires de ces entreprises et emploient des travailleuses, et leur revenu est vital pour leur famille et leur communauté.

Entre-temps, la demande de produits faits à la main augmente à mesure que les consommateurs sur des marchés comme l'Europe, le Japon et les États-Unis prennent conscience de l'existence et de la valeur de posséder des choses qui ne sont pas produites en masse. Des personnes sont prêtes à payer plus cher pour des produits artisanaux et apprécient de pouvoir les acheter directement aux personnes qui les fabriquent.

La facilité et la disponibilité croissantes du commerce en ligne ont catalysé cette demande accrue de produits artisanaux locaux pour l'industrie des cadeaux. Elle a ouvert les marchés internationaux aux micros, petites et moyennes entreprises (MPME) des pays en développement, notamment en Amérique centrale, où des études de marché menées par la (secretaria) Secretaría de Integración Económica Centroamericana (SIECA) ont révélé que seuls 35 % des produits artisanaux atteignent les marchés internationaux, principalement les États-Unis.

La solution

L'ITC et le SIECA se sont associés pour développer le projet « Relier les entreprises à propriété féminine d'Amérique centrale au marché mondial des cadeaux et de la décoration intérieure », lancé en fin 2018.

Le commerce en ligne est particulièrement pertinent pour les femmes entrepreneurs, qui peuvent opérer à partir de leur domicile et de leur entreprise familiale. Les recherches de l'ITC sur le secteur de l'artisanat en Amérique centrale ont révélé que, bien que 80 % des personnes travaillant dans ce secteur soient des femmes, elles ne possèdent que 25 % des entreprises. En se concentrant sur la connexion des femmes productrices aux marchés en ligne, le projet cherche à offrir

L'ITC a formé des encadreurs qui travaillent au sein des institutions locales pour conseiller 200 entreprises artisanales dirigées par des femmes à vendre leurs produits en ligne.

des opportunités économiques à ces femmes et, en fin de compte, à remédier au déséquilibre entre les sexes.

En 2019, l'ITC a formé des encadreurs qui travaillent au sein des institutions locales pour conseiller 200 entreprises artisanales dirigées par des femmes sur la vente en ligne de leurs produits.

Les premiers ateliers sur le commerce en ligne ont eu lieu à El Salvador et au Panama pour des institutions du Costa Rica, de El Salvador, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua et du Panama. Le contenu s'est concentré sur la gestion des entreprises d'exportation, les études de marché et la stratégie de commerce en ligne afin d'approfondir l'analyse du potentiel du marché en ligne et la sélection des principaux produits et marchés d'exportation.

Les institutions comprises :

- Cámara de Industrias de Costa Rica (CICR)
- Organismo Promotor de Exportaciones e Inversiones de El Salvador (PROESA)
- Asociación de Exportadores de Guatemala (AGEXPORT)
- Cámara de Comercio e Industria de Tegucigalpa in Honduras, Asociación de Productores y Exportadores de Nicaragua (APEN)
- Dirección de Comercio Electrónico del Ministerio de Comercio e Industrias de Panamá

Tout au long d'une semaine d'apprentissage, les encadreurs locaux ont eu l'occasion de comprendre l'importance du commerce en ligne, d'identifier les canaux en ligne et les obstacles à leur accès ainsi que la structure des coûts et des revenus, et la tarification des produits pour les marchés internationaux, entre autres sujets.



1. Mme Rubiela Barnett, société Olua, Panama © Mauricio Misle/ITC 2. Mme María Isabel Montoya Duarte, société Nicahat, Nicaragua © Mauricio Misle/ITC 3. Mme María Elena San Martín Bendaña, société Nictel Ceramics, Honduras © Mauricio Misle/ITC 4. Mme Gabriela Flores, société Decoart by Gaby, Honduras © Mauricio Misle/ITC

D'autres ateliers régionaux ont porté sur des sujets tels que la création de contenus de qualité pour le commerce en ligne, l'inscription sur des places de marché internationales en ligne comme Etsy, eBay et Amazon Handmade, le développement et l'optimisation de sites Web de commerce en ligne et la gestion des paiements en ligne.

Après chaque atelier, les encadreurs forment les entreprises dirigées par des femmes et les conseillent individuellement pour les soutenir dans l'exportation de leurs produits par le biais de plateformes en ligne. L'objectif est de permettre aux entreprises artisanales dirigées par des femmes de développer une stratégie à long terme pour vendre leurs produits sur les marchés internationaux par le biais de canaux numériques.

En plus des ateliers, l'ITC organise plusieurs e-lab pour apporter un soutien spécifique aux entreprises les plus avancées. Les e-labs combinent tests, mesures et apprentissage. En testant différents canaux en ligne et différentes techniques de marketing numérique, et en mesurant les performances, les entreprises les plus avancées peuvent développer leur stratégie de commerce en ligne et partager les leçons apprises avec les entreprises débutantes.

Premiers résultats du e-lab :

- 48 commandes en ligne en provenance des États-Unis, de Suisse, de Porto Rico, du Royaume-Uni, d'Italie, d'Autriche, de Russie et du Guatemala en six mois
- 15 403 visites de boutiques en ligne, d'eBay et de magasins Etsy en six mois
- 855 produits répertoriés sur eBay, Etsy et des sites web en six mois
- 3 000 nouveaux abonnés d'Instagram en six mois

Les partenaires du secteur privé tels qu'eBay, Etsy, PayPal, Payoneer et DHL soutiennent le projet avec des taux préférentiels ainsi que la formation et l'assistance.

Lancé avant Noël 2019, eBay Central America Hub a fait la promotion d'une sélection unique de bijoux, de textiles, de céramiques, de cuir et de produits en bois fabriqués à la main par plus de 45 artisans et concepteurs d'Amérique centrale inscrits au projet ITC / SIECA. Avec le Central America Hub, eBay permet aux femmes entrepreneurs de promouvoir leurs produits au-delà des marchés nationaux, atteignant potentiellement des millions de nouveaux clients dans le monde entier.

Certaines de ces entreprises dirigées par des femmes ont également ouvert des magasins sur Etsy ou ont développé leur propre boutique en ligne pour promouvoir leurs pièces uniques faites à la main.

Soledad Borel, de Soledad Art Jewellery, au Costa Rica a déclaré, « Avec des campagnes en ligne ciblées et un suivi continu des ventes, je pourrai promouvoir avec succès ma marque à l'étranger, en particulier aux États-Unis ». Grâce à la formation dispensée par l'ITC, eBay, PayPal, Payoneer et d'autres partenaires, elle est prête à promouvoir sa marque à l'étranger.

Les vendeuses en ligne telles que Soledad Borel deviennent des micro-multinationales, qui non seulement pensent au-delà des frontières, mais disposent également des outils nécessaires pour exporter et faire des affaires au-delà des frontières.

L'avenir

Alors qu'en 2019, les activités se sont concentrées sur l'identification et la sélection des principaux produits et marchés d'exportation et sur l'ouverture et l'optimisation des canaux de vente en ligne, en 2020, le projet se concentrera sur l'utilisation de différentes techniques de marketing numérique pour stimuler le trafic vers les magasins en ligne et générer les ventes.



Pourvoyeurs de fonds :

Union européenne



Promouvoir et intégrer le commerce inclusif et vert

Programme de renforcement du rôle des femmes dans le commerce

Le **Programme de renforcement du rôle des femmes dans le commerce** contribue à la réduction de la pauvreté, à la croissance économique et à l'autonomisation économique des femmes grâce à son initiative SheTrades. SheTrades vise à accroître la participation des femmes dans le commerce, à augmenter la valeur des affaires internationales qu'elles réalisent et à diversifier les marchés auxquels elles accèdent.

Les résultats clés



Engagements à connecter **1,5 million** de femmes aux marchés grâce à l'initiative SheTrades, l'objectif étant d'en connecter trois millions d'ici 2021



\$145 millions de pistes d'affaires générées pour les entreprises appartenant à des femmes



Plus de 3 000 nouveaux emplois créés, 70 % des nouveaux emplois étant destinés aux femmes



Soutien à **50 organismes de soutien aux entreprises** à travers le continent africain pour permettre aux femmes de bénéficier de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), ce qui a donné lieu à **44 nouvelles recommandations de politiques**

Faits saillants

En 2019, l'initiative SheTrades de l'ITC a formé plus de 10 000 femmes entrepreneurs pour améliorer la compétitivité internationale de leurs entreprises. Nombre de ces femmes ont participé à des foires commerciales et à des événements interentreprises, générant \$145 millions de débouchés potentiels.

SheTrades a continué à façonner le programme mondial en matière de commerce et des questions de genre grâce à son leadership éclairé et à son assistance technique concernant la déclaration de Buenos Aires sur les femmes et le commerce. SheTrades a co-organisé un séminaire sur l'inclusion financière avec les banques régionales de développement et a dirigé les réunions de coordination du Trade Impact Group du réseau de leadership International Gender Champions. En outre, une série de dix cours sur les affaires et le leadership pour les femmes dans le secteur des technologies a été développée avec l'initiative EQUALS.

En 2019, l'ITC a produit un rapport intitulé *De l'Europe au monde : comprendre les défis auxquels sont confrontées les femmes d'affaires européennes*, commandé par la Direction générale du commerce de l'Union européenne. Le rapport a examiné plus de 1 100 entreprises dans 12 pays de l'Union européenne afin de dresser un tableau plus complet des défis et des opportunités qui existent pour les femmes dans le commerce. Le rapport rend compte des liens entre les femmes, les entreprises qu'elles dirigent ou pour lesquelles elles travaillent, et le commerce en dehors de l'UE. Ces données aident les décideurs à inclure la dimension de genre dans les accords de libre-échange.

Un nouveau projet visant à permettre aux entreprises dirigées par des femmes de bénéficier des opportunités commerciales créées par l'accord de libre-échange continental africain (ZLECAF) a été lancé en 2019.



1. SheTrades Invest, Ouganda 2. SheTrades Afrique de l'Ouest, Sierra Leone

Des associations de femmes d'affaires de plus de 40 pays africains, représentant près d'un million d'entreprises africaines détenues par des femmes, ont reçu une formation sur la ZLECAF et ont donné leur point de vue sur les besoins spécifiques des entreprises détenues par des femmes dans leur pays. Plus de 40 recommandations de politiques sectorielles ont été élaborées pour faire progresser l'autonomisation économique des femmes et promouvoir des politiques commerciales inclusives.

Le travail de développement d'un outil politique numérique innovant, **SheTrades Outlook**, s'est poursuivi en 2019 avec l'engagement de 25 pays du Commonwealth. La collecte de données a été réalisée dans 18 pays (Australie, Bangladesh, Canada, Fidji, Gambie, Ghana, Jamaïque, Lesotho, Malawi, Malaisie, Namibie, Nigeria, Rwanda, Samoa, Sierra Leone, Seychelles, Sri Lanka, Ouganda) et 45 meilleures pratiques de tous les pays du Commonwealth ont été recueillies et incluses dans SheTrades Outlook.

Les conclusions de SheTrades Outlook ont aidé le ministère du Commerce et de l'Industrie du Ghana à intégrer le genre dans le plan de mise en œuvre de sa politique sur les micros, petites et moyennes entreprises. Ce travail a abouti à l'élaboration d'un plan d'action concret qui a rassemblé les contributions de différentes parties prenantes et régions. Au Bangladesh, SheTrades s'est associé à l'initiative Business Initiative Leading Development pour formuler des recommandations visant à accroître la participation des femmes aux marchés publics et au commerce en ligne.

En 2019, SheTrades a étendu sa présence dans le pays avec le lancement du projet **SheTrades Afrique de l'Ouest**. Financé par la République de Corée, le projet vise à améliorer les moyens de subsistance de 10 000 agricultrices en Guinée, en Sierra Leone, en Côte d'Ivoire et au Liberia. Il vise à développer la compétitivité et l'intégration des secteurs dans lesquels elles travaillent et à établir de nouveaux liens avec le marché.

SheTrades Commonwealth, qui vise à soutenir la croissance économique et la création d'emplois au Bangladesh, au

Ghana, au Kenya et au Nigeria, a renforcé les capacités de plus de 3 000 femmes chefs d'entreprise et de leurs entreprises. Un peu plus de 800 d'entre elles ont rencontré des acheteurs internationaux et ont réalisé un chiffre d'affaires de près de \$8 millions. Le projet a créé plus de 3 000 nouveaux emplois, dont 70 % ont été attribués aux femmes dans l'agriculture et le secteur du textile et de l'habillement.

SheTrades Gambie a formé 36 femmes chefs d'entreprise à modifier leurs pratiques commerciales en matière de qualité, d'emballage et d'accès aux débouchés. Quatorze de ces femmes ont reçu une aide pour participer à des foires commerciales nationales et internationales. SheTrades Zambie a aidé 120 femmes entrepreneurs à améliorer leurs stratégies commerciales et d'exportation, et à stimuler l'inclusion financière, six entreprises ayant conclu des accords commerciaux avec des acheteurs.

SheTrades et partenaires a continué à fonctionner en 2019, avec des partenaires qui ont organisé 37 séances de formation pour plus de 2 000 femmes entrepreneurs. En outre, huit nouveaux partenariats ont été formalisés en 2019, notamment avec VISA pour favoriser l'inclusion financière des micros, petites et moyennes entreprises et des femmes entrepreneurs, et avec Mary Kay pour encourager l'entrepreneuriat féminin par la création de modules en ligne et d'activités nationales.

eBay et SheTrades ont fourni une formation approfondie à 236 femmes entrepreneurs sur les compétences du marché numérique, un encadrement sur le commerce numérique et une vitrine eBay à part entière pendant un an pour 50 femmes entrepreneurs.

Dans le cadre du partenariat SheTrades et UPS, une assistance technique a été fournie au Mexique, aux Émirats arabes unis, au Nigeria et au Viet Nam, avec des webinaires auxquels ont assisté plus de 700 participantes. En outre, les experts d'UPS ont fourni le contenu technique de l'espace d'apprentissage virtuel SheTrades, mettant ce matériel à la disposition de toutes les entreprises inscrites sur SheTrades.com.



3. SheTrades Afrique de l'Ouest, Producteur de noix de cajou en Sierra Leone

4. SheTrades Commonwealth, atelier sur le textile et les vêtements, Ghana

Maersk a organisé une série de quatre webinaires, axés sur les conteneurs et la logistique numérique. La série de webinaires a enregistré plus de 1 300 inscriptions et 430 participantes de 57 pays y ont pris part.

La première **réunion des partenaires SheTrades** s'est tenue à Addis-Abeba, en Éthiopie, en novembre, dans le cadre de l'événement SheTrades Global. Soixante-deux partenaires de l'initiative se sont réunis et ont partagé leurs expériences et leurs meilleures pratiques, ce qui a permis de créer une vision commune pour 2030 et un plan d'action cohérent.

SheTrades Invest a organisé des ateliers intensifs au Nigeria, au Rwanda, en Ouganda et en Zambie et une série de webinaires en ligne, formant 755 femmes entrepreneurs sur des sujets tels que le schéma des modèles d'entreprise, les instruments financiers, la gestion d'un investissement, la présentation d'entreprise, les plans d'entreprise et les techniques de négociation. À ce jour, 150 petites et moyennes entreprises ont été introduites directement pour toucher les investisseurs.

SheTrades Global, l'événement phare du programme, a eu lieu à Addis-Abeba, en Éthiopie, en novembre dans le cadre de la Semaine de l'industrialisation de l'Afrique de l'Union africaine. Des représentantes d'associations de femmes d'affaires ont présenté les principaux résultats des ateliers de la ZLECAF. Les gouvernements, les institutions et les partenaires du secteur privé ont partagé leurs expériences et leurs meilleures pratiques sur l'amélioration de l'accès des femmes au financement, à l'économie numérique et aux services logistiques.

En septembre 2019, **l'espace d'apprentissage virtuel SheTrades** a été mis en ligne avec 20 modules disponibles en anglais et en espagnol. En outre, cinq modules de logistique, disponibles en anglais, espagnol et français, ont été co-crésés et financés par UPS, partenaire de SheTrades.

SheTrades.com et les applications mobiles ont été mises à jour pour répondre plus rapidement aux connexions Internet de mauvaise qualité et faciliter la mise en réseau entre acheteurs et vendeurs. Dans le cadre de l'initiative d'intégration de l'ITC, un guide d'intégration de la dimension de genre a été élaboré et remis au personnel de l'ITC au dernier trimestre de 2019.

Programme sur les communautés pauvres et le commerce

L'**Initiative de mode éthique (EFI)** est le volet opérationnel du Programme sur les communautés pauvres et le commerce du Centre du commerce international. Ce programme vise à réduire la pauvreté dans le monde en faisant participer les micro-entrepreneurs du monde en développement à travers le commerce international et régional.

L'EFI relie des artisans marginalisés du monde en développement, principalement des femmes, à des maisons de mode internationales pour un bénéfice mutuel. Ce faisant, l'EFI exploite la mode comme un vecteur de développement. Les artisans peuvent gagner leur vie et prendre le contrôle de leur vie en produisant des articles de mode convoités pour le marché mondial de la mode de luxe. L'EFI fournit à la génération montante de talents de la mode en Afrique et en Asie centrale des encadreurs qui les aident à développer leurs marques et encouragent l'établissement de relations commerciales épanouissantes.

Les résultats clés



2 492 emplois créés pour les artisans et dans la transformation alimentaire



1 500 personnes ont offert une formation sur l'employabilité, le renforcement des capacités et le développement des compétences



16 partenaires de l'entreprise sociale (14 en Asie centrale et deux en Afrique)



1,2 million de personnes engagées numériquement (57 400 sur Instagram avec 10 500 abonnés gagnés en 2019) et les engagements sur le site Web ont augmenté de 50 % par rapport à 2018



5



6

5. Partenariat avec UPS à SheTrades MENA, Dubaï 6. Initiative de mode éthique, Côte d'Ivoire © Magic Studios48/ITC

Faits saillants

L'EFI a continué d'enregistrer des résultats impressionnants, provenant principalement de projets en Afrique et en Asie centrale. Travaillant dans des conditions très fragiles, l'EFI gère un portefeuille de trois projets majeurs dans les secteurs de la mode et de vie éthique. Les domaines de travail comprennent la mode durable, la gastronomie raffinée, la construction d'une identité culturelle et le partage d'initiatives commerciales.

En 2019, l'EFI a travaillé avec plus de 2 400 clients, y compris des rapatriés, des personnes déplacées à l'intérieur du pays et des migrants potentiels mobilisés via un modèle d'entreprise avec une entreprise sociale au centre. Avec l'EFI, les entreprises sociales font preuve d'une meilleure connaissance du marché et d'une meilleure prise de conscience des opportunités commerciales. Ce cadre axé sur la demande a permis à l'EFI de développer de nouveaux systèmes de renforcement des capacités en entreprenant des missions d'apprentissage technique, des discussions avec les acheteurs et des programmes de formation pour améliorer les processus de production.

En 2019, l'EFI a offert une formation à 1 500 artisans, augmentant leur capacité d'insertion professionnelle, leur productivité et par conséquent leur niveau de revenu. Un nombre important de bénéficiaires formés ont fait état d'une amélioration de leurs revenus. Les cours de formation ont un effet multiplicateur, augmentant les salaires des micro-producteurs et incitant à des normes de production plus élevées.

L'EFI a également travaillé avec l'Alliance des Nations unies pour la mode durable afin de mieux coordonner les efforts en matière de mode durable en échangeant plus efficacement des informations, des données et des ressources.

Ce travail peut changer le cours de la mode, en passant d'une préoccupation sociale, économique et environnementale à un moteur pour atteindre les objectifs de développement durable. Sous la direction de l'EFI, ce travail a abouti à :

- un événement important organisé à Nairobi qui a débouché sur un projet de proposition visant à établir l'Alliance des Nations unies pour une mode durable à Shanghai, en Chine ; et
- la création d'un co-sécrétariat pour une durée de trois ans de 2019 à 2021.

Afghanistan

En 2019, le projet EFI Afghanistan a connu des succès significatifs. Trois nouvelles entreprises sociales ont rejoint le projet : Saleh Fine Silk, Shekiban Spinners Association et Women Growers Association, ce qui porte à neuf le nombre total de partenaires d'entreprises sociales afghanes, contre six au début de l'année.

Les nouvelles entreprises sociales ont permis au projet de créer et de soutenir 1 430 emplois pour les rapatriés afghans, les personnes déplacées et les migrants potentiels, ainsi que de générer des richesses et d'améliorer la qualité de vie des communautés afghanes. L'arrivée d'un nouveau partenaire industriel, Tarsian & Blinkley, un spécialiste afghan de l'habillement ayant des racines dans la société civile permettra au projet d'offrir aux clients internationaux des volumes plus importants de vêtements tout en maintenant d'excellentes normes de qualité.

Le projet a permis d'occuper un nombre important de déplacés internes afghans, de rapatriés et de migrants potentiels dans les chaînes de valeur de la soie, du safran, des fruits secs et des noix. Il a également pu se développer de manière décisive dans les zones rurales, grâce à son partenariat solide avec l'organisation non gouvernementale afghane RAADA. Le projet a continué à bénéficier de sa collaboration avec d'autres agences des Nations Unies telles



7



8

7. Initiative de mode éthique, Tadjikistan © Big Style Media House/ITC 8. Initiative de mode éthique, Tisserands, Burkina © Big Style Media House/ITC

que le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) pour la formation des photographes rapatriés.

Les activités d'intégration des marchés ont été couronnées de succès au-delà des attentes initiales grâce à la génération de plus de \$2 800 000 de ventes. Les résultats ont également été excellents en termes d'investissements privés dans les entreprises sociales, avec environ \$698 000 obtenus par effet de levier. L'engagement des acheteurs a été renforcé : un grand fabricant italien de produits en soie pour des marques de luxe mondiales s'approvisionne désormais auprès des soyeuses rurales de l'EFI ; des détaillants d'épices spécialisés s'associent à des entreprises éthiques de safran pour développer des mélanges de thé au safran, du miel de safran et d'autres produits à valeur ajoutée à base de safran. L'engagement des consommateurs a été renforcé par un spectacle de théâtre auquel ont assisté plus de 1 000 personnes à Bruxelles, en Belgique, en juin 2019.

Burkina Faso, Mali et Côte d'Ivoire

Au Burkina Faso, le partenaire EFI Commerce et Artisanat pour le Bien-être social (CABES) a bénéficié à 566 personnes au premier niveau et à un réseau de 790 bénéficiaires au second niveau. Un total de 1 419 mètres de tissu a été produit pour des clients internationaux par des artisans de Ouagadougou et Bobo Dioulasso, dont 79 % sont des femmes. L'EFI a facilité l'introduction des cartes professionnelles d'artisans, qui ont accordé à 344 artisans un statut professionnel leur permettant de bénéficier d'une assurance maladie à un coût abordable.

Ces cartes professionnelles sont reconnues et liées à la caisse nationale de sécurité sociale et à d'autres prestations telles que l'accès à la formation, aux subventions et aux équipements parrainés par l'État.

Offrant un mentorat aux talents et compétences locaux, l'EFI a recruté des techniciens textiles dans les écoles professionnelles du Mali. Ils ont offert une formation au contrôle de la qualité aux tisserands. En outre, pour améliorer l'efficacité de la CABES, l'EFI a installé des machines textiles. Elle a équipé des ateliers locaux de métiers à tisser dans une installation d'usine étendue. Le travail de l'EFI s'est étendu à la Côte d'Ivoire sous le slogan « les opportunités sont là ». Ce programme offre une formation pratique aux jeunes, soutient les initiatives de formation et d'autonomisation des associations de jeunes et encourage la culture d'entreprise et l'esprit d'entreprise chez les jeunes.

Ouzbékistan et Tadjikistan

En Ouzbékistan, après avoir effectué des recherches approfondies dans la région, l'EFI s'est associée à l'entreprise sociale IkatUz et à une coopérative d'artistes indépendants. IkatUz réunit cinq maîtres, neuf ouvriers et plus de 50 tisserands. Il leur sert également de plateforme ouverte pour créer des opportunités d'introduire leurs produits sur de nouveaux marchés tout en préservant le savoir-faire artisanal traditionnel et les valeurs culturelles. Dans les petits ateliers indépendants de la ville de Margilan, l'EFI a collaboré avec une coopérative d'artisans pour appliquer ses normes sociales et environnementales.

Au Tadjikistan, l'EFI travaille à Khujand, dans le nord du pays, une des plus anciennes villes d'Asie centrale, où elle s'associe à l'entreprise sociale Ozara pour coordonner le travail d'un grand nombre de brodeuses. L'art de la broderie a été transmis par les femmes de génération en génération, et les artisanes sont habiles à broder au point de remplissage « bosma » et au point de chaînette, qui est appliqué aux meubles, aux vêtements et aux articles de décoration.



9. Initiative de mode éthique, Bomizambo, Côte d'Ivoire © Magic Studios/ITC 10. Les compétences et la pratique du football utilisées comme vecteur de croissance inclusive et de stimulation de l'emploi des jeunes, Gambie © Diego Ibarra Sánchez/ITC

Les jeunes et le commerce

Le **programme Les jeunes et le commerce** de l'ITC soutient les jeunes et les micros, petites et moyennes entreprises détenues par des jeunes. Le programme adopte une approche stratégique, axée sur le marché, pour développer l'esprit d'entreprise et la capacité d'insertion professionnelle des jeunes. Les piliers du programme « Les jeunes et le commerce » aident les jeunes à faire entendre leur voix, à se connecter et à former les jeunes, et à obtenir des résultats grâce à des projets nationaux et à une meilleure approche d'intégration. L'objectif stratégique pour 2021 est de doter 100 000 jeunes de compétences adaptées au marché.

Les résultats clés

Ye! 600 participants, dont 200 jeunes avec 28 panélistes de 12 pays, ont assisté au 2^e Forum sur l'entrepreneuriat des jeunes et l'auto-emploi (YES) à Addis-Abeba, en Éthiopie, en novembre 2019.



Plus de 40 incubateurs, les accélérateurs et les centres technologiques renforcent la gestion de leur portefeuille de services.



25 cours conçus conjointement avec 16 gestionnaires des Impact Hubs dans le cadre de l'initiative Accelerate2030 visant à créer un système d'apprentissage virtuel



Plus de 500 utilisateurs de deux modules d'apprentissage en ligne pour les jeunes entrepreneurs.



16 534 entrepreneurs, 303 encadreurs, 19 sections locales de 17 pays rejoignent la famille du programme Les jeunes et le commerce de l'ITC (Ye! Community, boostée par le programme Les jeunes et le commerce de l'ITC).



Plus de 500 emplois créés, dans le cadre du deuxième déploiement du Fonds pour les compétences et l'emploi des jeunes en Gambie.



7 jeunes entrepreneurs sociaux du Forum mondial pour le développement des exportations 2019 ont bénéficié d'un concours de présentation d'entreprise pour renforcer leurs compétences et leur confiance



11. *Entreprenariat des jeunes au Ghana 2019, Ghana* 12. *Comment réussir en tant que jeune femme entrepreneure*

Faits saillants

De jeunes voix se font entendre

En novembre 2019, l'ITC a organisé le 2^{ème} Forum sur l'entrepreneuriat des jeunes et l'auto-emploi (YES) à Addis-Abeba, en Éthiopie, qui a offert une plateforme aux jeunes entrepreneurs et aux parties prenantes pour discuter des politiques de soutien, de l'accès aux marchés, aux réseaux, aux connaissances et aux compétences, et de l'accès au financement. Le 2^{ème} Forum YES a été organisé avec les contributions des partenaires de l'Initiative mondiale pour l'emploi décent des jeunes et soutenu par la Commission de l'Union africaine, le gouvernement éthiopien et la Youth Alliance for Leadership and Development in Africa (YALDA).

Dans le cadre du Forum mondial pour le développement des exportations 2019, le troisième concours de présentation d'entreprise de jeunes entrepreneurs a été organisé en partenariat avec le programme Accelerate2030 d'Impact Hub Genève, IceAddis, la Fondation Pierre Castel et la Mission des États-Unis auprès de l'Union africaine.

Siyabuddy, une entreprise de recyclage et de gestion des déchets d'Afrique du Sud, a remporté le concours de présentation d'entreprise.

La société a impressionné le jury par la qualité de son discours, son impact social sur les pauvres en créant des emplois et par son modèle d'entreprise modulable et reproductible.

Les jeunes sont connectés et qualifiés

Le programme Les jeunes et le commerce de l'ITC a travaillé avec des institutions de soutien aux entreprises pour promouvoir les écosystèmes de l'entrepreneuriat. Grâce à son outil de cartographie des écosystèmes, le programme a identifié plusieurs moyens pour les institutions dans le but d'améliorer leur soutien aux entrepreneurs et aux start-ups.

L'ITC a organisé un atelier de deux jours en novembre à Addis-Abeba, en Éthiopie, pour profiter de la présence de représentants des institutions d'appui à l'entrepreneuriat lors du Forum YES ! et du Forum mondial pour le développement des exportations. L'atelier s'adressait à un groupe restreint de représentants d'incubateurs, d'accélérateurs, de centres technologiques et autres.

Ye! Community

Ye! Community (www.yecomunity.com) initiée par Child and Youth Finance International, pilotée par l'ITC et approuvée par le Partenariat mondial pour l'inclusion financière (GPIF) du G20 est un mouvement mondial de soutien à l'entrepreneuriat et au travail indépendant des jeunes.

La plateforme en ligne Ye! offre aux jeunes entrepreneurs du monde entier un espace où ils peuvent se connecter à divers outils, ressources et opportunités, notamment un encadrement, des guides par pays et des événements pour soutenir leurs entreprises. Suite à l'intégration des deux entités, l'ITC fournira à ses membres une expertise technique, des ressources et un accès à son réseau de partenaires experts, y compris les grandes entreprises et les pôles d'entrepreneuriat.



13

13. *Syabuddy, une entreprise sud-africaine de recyclage et de gestion des déchets, a remporté le concours de présentation d'entreprise, Forum YES 2019*



14

14. *Entreprenariat des jeunes au Ghana 2019, Ghana*

ITC répond aux besoins des jeunes

Initiative « Kick for Trade »

En juillet 2019, la Fondation de l'UEFA pour l'enfance et l'ITC ont signé un partenariat pour le développement d'une nouvelle initiative – Kick for Trade. Elle utilise les compétences et la pratique du football (soccer) comme un moyen de favoriser une croissance inclusive et de stimuler l'emploi des jeunes. Les premiers projets ont été lancés en Guinée et en Gambie en 2019.

L'initiative « Kick for Trade » utilise des approches axées sur les résultats pour façonner l'esprit d'entreprise et le travail des jeunes par le biais du sport, en particulier le football.

Fonds SkYE 2

Suite au succès du premier fonds SkYE (Fonds pour les compétences et l'emploi des jeunes), qui a généré plus de 500 emplois en Gambie, le programme « Les jeunes et le commerce » a lancé un deuxième cycle du fonds SkYE en 2019. Le deuxième cycle a été financé par le Projet d'autonomisation des jeunes (YEP) et l'initiative Emplois, compétences et financement en Gambie. Il vise à développer des compétences adaptées au marché pour 1 000 autres jeunes et à créer au moins 500 autres emplois.

Commerce pour le développement durable

Le **Programme du commerce pour le développement durable (T4SD)** promeut les chaînes de valeur durables comme moyen d'aider les entreprises des pays en développement à ajouter de la valeur à leurs produits et services. Il intervient tout au long de la chaîne de valeur pour aider les entreprises à faire du commerce de manière plus durable en leur donnant les moyens de mieux comprendre le paysage des initiatives de durabilité et d'établir des liens avec leurs partenaires commerciaux. T4SD propose des plateformes en ligne, des formations ciblées pour soutenir l'approvisionnement durable, améliorer la production respectueuse du climat et des ressources, et promouvoir le respect de normes volontaires.

Les résultats clés



Plus de 74 000 utilisateurs de Sustainability Map, la plateforme de liens commerciaux de l'ITC axée sur la durabilité, soit une augmentation de plus de 17 % par rapport à l'année précédente



Plus de 1 500 décideurs, associations industrielles et représentants du secteur privé formés aux normes de durabilité volontaires, aux possibilités d'accès aux marchés et à l'utilisation des outils et méthodologies de développement durable de l'ITC



Plus de 100 petites et moyennes entreprises ayant une capacité accrue de mettre en œuvre des pratiques de production circulaires et économes en ressources, de faire face aux risques induits par le climat ou d'appliquer des normes volontaires



15



16

15. YEP - Tekki Fii tournée de présentation (« Make It Here » (le faire ici) en wolof), Gambie © Diego Ibarra Sánchez/ITC 16. Lancement du pôle T4SD, Viêt Nam

Faits saillants

Sustainability Map, la passerelle ITC pour le commerce durable, a élargi son réseau virtuel pour inclure les profils publics de plus de 60 000 organisations de soutien, experts en durabilité et entreprises (acheteurs, transformateurs, fabricants et producteurs) leur permettant de mettre en valeur les pratiques en matière de développement durable et de se connecter les unes aux autres. Le module de normes du système, appelé **Standards Map**, fournit des informations détaillées sur 260 initiatives de développement durable, outillant les producteurs pour comprendre comment se conformer et obtenir une certification.

L'ITC a ajouté un nouveau module interactif à Sustainability Map en 2019, qui présente des données sur la superficie, le volume de production et le nombre de producteurs qui respectent la norme de durabilité. Ce nouveau **Module des tendances du marché** fournit des données sur 14 normes volontaires majeures pour les secteurs de la banane, du cacao, du café, du coton, de l'huile de palme, du soja, du sucre de canne, du thé et de la sylviculture.

La publication de l'ITC sur le **Marché de l'union européenne pour des produits durables** de 2019 a révélé que parmi les détaillants interrogés en France, en Allemagne, en Italie, aux Pays-Bas et en Espagne :

- 98,5 % considèrent la durabilité comme un facteur dans l'approvisionnement des produits ;
- 96 % mettent en œuvre des stratégies d'achat auprès de sources certifiées durables sur le plan social et/ou environnemental ;
- 76 % ont des engagements publics en faveur de stratégies d'approvisionnement durable ;
- 92 % s'attendent à ce que les ventes continuent à augmenter.

L'état des marchés durables 2019 : Statistics and Emerging Trends (statistiques et tendances émergentes), une publication annuelle commune de l'ITC, de l'Institut de recherche en agriculture biologique (FiBL) et de l'Institut international du développement durable (IIDD), a permis de mieux comprendre l'évolution de l'agriculture et de la foresterie certifiées.

En 2019, l'ITC a mis en place une nouvelle plateforme en ligne avec le programme de convergence sociale et du travail. Cette initiative multipartite vise à améliorer les conditions de travail dans l'industrie de l'habillement et de la chaussure. Connue sous le nom de **SLCP Gateway**, la plateforme sert de dépôt central des évaluations vérifiées afin de réduire la fatigue des audits et d'améliorer la durabilité sociale dans les chaînes de valeur du textile et de vêtement. En fin 2019, il y avait plus de 650 installations vérifiées et 300 vérificateurs enregistrés dans le SLCP Gateway. Plus de **470 évaluations vérifiées** ont été soumises à la plateforme et mises à disposition pour être partagées. En plus d'offrir des cours de formation réguliers dans les pays de déploiement, l'ITC a également fourni une plateforme d'apprentissage en ligne pour soutenir l'intégration des installations et des vérificateurs au programme.



Sustainability Map



17



18

17-18. Pascal Lamy, ancien directeur général de l'OMC, et Mia Amor Mottley, Premier ministre de la Barbade, lors du Forum sur le commerce pour le développement durable 2019 © Antoine Tardy/ITC

Dans le secteur de la transformation des textiles de **l'Éthiopie**, l'ITC a aidé plusieurs entreprises à mettre en œuvre des pratiques de production circulaires et économes en ressources.

Entre mars et juillet 2019, l'ITC a lancé des pôles T4SD au **Ghana**, en **République démocratique populaire lao**, au **Kenya**, au **Pérou** et au **Vietnam**. Tous les lancements ont été co-organisés avec les organisations hôtes respectives du pôle T4SD. Chaque lancement comprenait un atelier de sensibilisation sur les domaines thématiques identifiés par l'ITC en collaboration avec l'hôte du pôle T4SD dans le cadre de l'étude exploratoire initiale.

Les petites et moyennes entreprises, les décideurs politiques, les praticiens du développement et les financiers ont tous assisté au lancement du pôle T4SD. Plus de **800 personnes y ont participé** dans cinq pays et huit lieux différents. En moyenne, 45 % des participants étaient des femmes. Grâce à des ateliers de deux jours, **117 experts locaux** ont été formés pour devenir des encadreurs du pôle T4SD capables de conseiller les petites et moyennes entreprises locales sur les pratiques de durabilité. Chaque pays du Pôle T4SD a mis en œuvre le premier programme d'accompagnement avec un **total de 100 petites et moyennes entreprises** dans tous les pôles en 2019.

L'ITC a mis en œuvre son premier **Programme exécutif sur l'approvisionnement et le commerce durables** en 2019, élaboré en collaboration avec trois universités : Cranfield School of Management, ISAE Brazilian Business School et Universidad Panamericana. Présenté simultanément à Curitiba, au Brésil, et à Matera, en Italie, le programme exécutif a combiné une approche unique et innovante d'enseignement virtuel et en personne et de visites sur le terrain.

La partie virtuelle du programme a permis aux deux équipes au Brésil et en Italie de se connecter, de partager des ressources matérielles et d'interagir. Près de **30 dirigeants d'entreprises du secteur de l'alimentation et des boissons** se sont familiarisés avec les outils et les méthodologies permettant d'améliorer leurs stratégies commerciales d'approvisionnement durable et d'expansion sur de nouveaux marchés. L'ITC prévoit une deuxième édition du Programme exécutif T4SD pour le troisième trimestre de 2020.

Pourvoyeurs de fonds 2019

Pourvoyeurs de fonds pour le Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC

Belgique, Canada, Chine, Danemark, Finlande, Allemagne, Islande, Inde, Irlande, Norvège, Suède

Pourvoyeurs de fonds des projets

Union européenne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suisse, Japon, Allemagne, États-Unis, Fonds One UN, France, Pays-Bas (les), Cadre intégré renforcé, Fondation UPS, Corée, Conseil norvégien pour les réfugiés, OIM, China Scholarship Council (Fondation nationale de bourses d'études de Chine), Sustainable Agriculture Initiative (Initiatives pour l'agriculture durable) (plateforme SAI), Chocolats Halba/Coop, Genossenschaft, FAO, Fonds des Nations unies pour la consolidation de la paix, Fonds d'équipement des Nations unies (FENU), Comité de liaison Europe-Afrique-Caraïbes-Pacifique (COLEACP), CNUCED, Finance in Motion GmbH



Lancement du rapport sur le Marché de l'union européenne pour des produits durables

ÉTUDE DE CAS

Relier les artisans du Mali aux marchés mondiaux



Le défi

Dans le secteur du coton du Mali, pays enclavé d'Afrique de l'Ouest, de nombreux travailleurs non qualifiés et à faibles revenus sont au chômage ou gagnent très peu en raison de l'instabilité économique. La plupart sont des migrants vulnérables et des personnes déplacées des régions du centre et du nord qui ont été victimes de conflits intercommunautaires et d'attaques terroristes.

Pourtant, l'ITC a trouvé des artisans compétents dans la technique traditionnelle du « Bogolan » (teinture à la boue) qui offre des avantages comparatifs et compétitifs sur un marché mondial de la mode où les goûts évoluent.

La demande des consommateurs est en hausse pour un approvisionnement et une fabrication respectueux de l'environnement, ainsi que pour des produits du commerce équitable fabriqués dans des conditions de travail socialement équitables.

La tendance aux produits artisanaux fabriqués à la main (avec amour et enrichis par des histoires humaines) signifie que la mode lente remplace la mode rapide.



Teinture de boue Bogolan © coralieCOCO/ITC

La solution

L'Initiative de mode éthique de l'ITC crée des opportunités économiques et aide à créer des emplois décents par le biais des solutions basées sur le marché dans des contextes vulnérables et de crise.

Au Mali, l'Initiative de mode éthique aide les artisans du textile issus de communautés vulnérables à améliorer leur façon de produire des textiles durables et faits à la main tout en se connectant aux marchés mondiaux de la mode et du style de vie.

L'Initiative de mode éthique travaille en supprimant les intermédiaires pour atteindre les personnes influentes et les créateurs de mode internationaux qui souhaitent trouver des produits ayant un impact social et environnemental positif.

En même temps, l'Initiative de mode éthique gère un programme national de mentorat pour les jeunes artisans afin de les mettre en contact avec des artisans expérimentés pour transmettre le riche héritage textile du Mali aux nouvelles générations.

En 2019, l'ITC a lancé Atelier Autodidacts Anti-Algorithms (AAAA), un projet de marque pour les artisans qui utilisent la boue du fleuve Niger pour teindre le coton organique tissé à la main avec des motifs marron et blanc uniques pour les housses de coussins, les tentures et la haute couture.

Le projet vise à connecter plus de 1 000 artisans le long de la chaîne de valeur traditionnelle du coton et du textile faits à la main au Mali aux marchés nationaux, régionaux et internationaux de la haute couture et de la décoration intérieure d'ici 2021.

Pour ce faire, l'AAAA a mis en place un nouveau mode de collaboration qui met en relation les travailleurs locaux avec les acteurs mondiaux, le patrimoine du Mali avec le public international et le savoir-faire traditionnel avec les tendances contemporaines.



2



3



4

1. Tissage artisanal © coralieCOCO/ITC 2. Portrait d'une artisane présentant un tissu © coralieCOCO/ITC 3. Signature de la marque AAAA coralieCOCO/ITC 4. La marque AAAA à l'exposition FORMEX à Stockholm

Les résultats

Avec son projet AAAA, l'ITC a contribué à mettre les artisans maliens directement en contact avec les consommateurs grâce aux médias sociaux et aux nouvelles technologies.

Il leur a également fourni une plateforme et une visibilité sur le marché des produits de luxe en les aidant à exposer à Formex, le premier salon nordique de la décoration intérieure à Stockholm, dans des magasins et des salles d'exposition à Paris et Amsterdam, et dans des musées aux Pays-Bas et en Suisse.

Le projet a été présenté dans différents magazines internationaux, notamment Elle Decor et Eigen Huis & Interieur.

En 2019, le projet a atteint son objectif de permettre à plus de 500 micros et petites entreprises et entreprises informelles de mieux connaître le commerce international. Soixante et un pour cent des entreprises sont détenues, exploitées et contrôlées par des femmes.

L'ITC a également permis à 300 entreprises d'améliorer leur compétitivité internationale et de rencontrer des acheteurs grâce à un partenaire d'accès à une plateforme de commerce en ligne, doublant ainsi son objectif de 150 en 2019. Le projet a également atteint son objectif d'organiser 30 cours de formation pour 576 participants.

Le projet a généré une valeur d'exportation estimée à \$113 000 grâce au soutien de l'ITC à la plateforme de commerce en ligne. Chaque euro investi par l'ITC pour soutenir ces micros, petites et moyennes entreprises a généré plus de \$10 en valeur d'exportation.

Ce succès a entraîné une augmentation de 100 % des revenus des artisans de Bogolan de la collection AAAA en 2019 et une augmentation de 50 % des salaires des producteurs de coton et de textiles de la chaîne de valeur.

L'avenir

Les produits intemporels développés par le Cadre intégré renforcé en partenariat avec les artisans de Bogolan représentent une nouvelle tendance vers la durabilité dans le secteur du textile et du vêtement de qualité supérieure. L'AAAA a prévu d'assister à un certain nombre de foires de haut rang et d'organiser plusieurs présentations éclair en 2020, tandis que le partenaire de la plateforme de commerce en ligne de l'AAAA est en train d'établir une solide présence en ligne et numérique qui maximise le pivot mondial de l'achat à distance.

1 RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ



Pourvoyeurs de fonds :

Union européenne

ÉTUDE DE CAS

Autonomiser les femmes pour le commerce au sein du Commonwealth



Le défi

Le commerce international des entreprises dirigées par des femmes est un moteur efficace de l'inclusion économique d'autres femmes. Les données du Centre du commerce international montrent que le pourcentage de femmes employées par des entreprises exportatrices dirigées par des femmes peut atteindre 66 %, contre 39 % pour les entreprises dirigées par des femmes qui sont fonctionnelles au pays.

Cependant, une femme entrepreneur ne dirige qu'une entreprise exportatrice sur cinq. Les femmes continuent de faire face à d'importants obstacles au commerce, notamment l'accès à l'information, aux réseaux et au financement.

Permettre aux femmes de participer davantage au commerce et améliorer les performances des petites et moyennes entreprises dirigées par des femmes peut accroître la productivité et la compétitivité, créer des emplois, réduire la pauvreté et stimuler l'expansion économique et l'innovation en général.

La solution

Depuis avril 2018, le programme SheTrades Commonwealth s'efforce de créer des opportunités pour les entreprises dirigées par des femmes afin qu'elles participent davantage au commerce international. Cet objectif est atteint grâce à un soutien direct et à la promotion d'un écosystème plus inclusif et plus solidaire au moyen de politiques et de partenariats.

Le soutien du projet aux pays accorde la priorité aux secteurs suivants au Bangladesh, au Ghana, au Kenya et au Nigeria, tous quatre pays membres du Commonwealth :

- l'agriculture et ses sous-secteurs, en particulier, les avocats, les noix de cajou, le thé, le café, les épices et les produits du karité
- les textiles et les vêtements
- le tourisme
- l'externalisation des processus informatiques et des processus d'entreprise

Le projet du Commonwealth forme les entreprises dirigées par des femmes aux compétences essentielles nécessaires pour le commerce international en utilisant des approches novatrices et ciblées comme les webinaires, les ateliers sur place et le mentorat.

SheTrades Commonwealth forme les entreprises dirigées par des femmes aux compétences essentielles nécessaires pour le commerce international en utilisant des approches novatrices et ciblées comme les webinaires, les ateliers sur place et le mentorat.

Il peut s'agir, par exemple, de formations pour les entreprises textiles sur l'élaboration d'un portefeuille, d'ateliers de qualité sur les produits de beauté à base de karité et de formations face à face sur les stratégies d'exportation. Ces compétences sont transmises aux acheteurs lors d'événements interentreprises, où les femmes entrepreneurs bénéficient d'un mentorat sur place pour les aider à engager les acheteurs et les investisseurs avec confiance et professionnalisme.

S'inscrivant dans le cadre de l'initiative SheTrades, le projet du Commonwealth peut faire appel aux opportunités offertes par d'autres composantes de SheTrades, notamment SheTrades Invest et les partenariats incluant UPS et Ebay. Par exemple, les membres de SheTrades Commonwealth ont bénéficié d'une formation sur les ventes en ligne offerte par Ebay.

Le projet soutient également les gouvernements en leur fournissant les informations, les outils et les conseils nécessaires pour concevoir et mettre en œuvre des politiques plus inclusives. Par exemple, SheTrades Outlook est un outil politique novateur qui aide les gouvernements à évaluer, surveiller et améliorer la mesure dans laquelle l'écosystème institutionnel soutient les femmes dans le commerce.

En outre, l'ITC fournit des services de conseil aux gouvernements en apportant son expertise, en rassemblant les principaux intervenants des secteurs public et privé et en facilitant l'élaboration de plans d'action et de changements politiques ou juridiques.

Les résultats

En 2019, le projet a permis de former plus de 2 000 femmes propriétaires d'entreprise aux compétences nécessaires pour accéder aux marchés internationaux, telles que la stratégie de marque et le marketing, l'amélioration de la qualité et l'élaboration de stratégies. De ce nombre, plus de 600 ont déclaré avoir apporté des changements à leur entreprise.



1. Ruby Buah, société Kua Lifestyle, au salon du commerce équitable NY NOW, New York 2. Salle d'exposition de Paris 2019 3. Le plus grand salon mondial du voyage, ITB Berlin 2019 4. Grace Ngungi, Karakuta Fresh Product, se spécialise dans la production et le commerce d'avocats, de noix et de plantes biologiques, Kenya © Pieter Desloovere/ITC

Le projet a également permis de mettre en relation plus de 800 entreprises dirigées par des femmes avec des acheteurs grâce au soutien offert dans le cadre de foires commerciales internationales, d'événements de réseautage d'entreprises dans le pays et de partenariats avec de grandes entreprises du secteur privé. Ces activités ont généré plus de \$70 millions en pistes, avec une réserve de ventes supplémentaires que le projet surveille actuellement. En permettant aux femmes de créer leur entreprise, le projet a permis de créer plus de 2 000 nouveaux emplois pour les femmes, ce qui offre plus de possibilités de travail décent et de développement des compétences dans les communautés.

L'effet multiplicateur du soutien de l'ITC est encore plus important lorsque les petites et moyennes entreprises dirigées par des femmes développent ou déploient déjà leurs propres programmes de responsabilité sociale d'entreprise.

Depuis qu'il a rejoint à SheTrades Commonwealth, l'organisateur de voyage kenyan Brogibro Safaris and Event Management a participé à trois foires commerciales internationales et réalisé des ventes de plus de \$31 000. Alors que son entreprise se développait, la PDG Ruth Owino a pu mettre en place un programme de microfinance pour soutenir les veuves et les orphelins sur l'île de Rusinga, dans le lac Victoria, au Kenya.

SheTrades Commonwealth a également renforcé les capacités de 53 organisations de soutien aux entreprises. Par exemple, le projet a mené conjointement des activités de création d'entreprises avec la Ghana Export Promotion Authority, ce qui a permis à l'organisation d'améliorer son encadrement et de créer des entreprises pour ses membres de PME détenues par des femmes.

En ce qui concerne le soutien entre les pays du Commonwealth, SheTrades Commonwealth a déployé SheTrades Outlook dans 25 pays. À ce jour, 86 indicateurs ont été élaborés, plus de 50 bonnes pratiques de collecte de données et de soutien aux entreprises ont été identifiées et plus de 400 institutions ont été cartographiées.

Le projet a également établi des partenariats avec plusieurs ministères pour intégrer des considérations liées à l'égalité de genre dans les politiques. Au Ghana, SheTrades Commonwealth a collaboré avec le ministère du Commerce et de l'Industrie pour intégrer l'égalité de genre dans le plan de mise en œuvre de la politique relative aux petites entreprises.

L'avenir

Le Département pour le développement international (DFID) du Royaume-Uni a engagé \$4,5 millions supplémentaires pour une prolongation d'un an jusqu'au 31 mars 2021. Cette extension mettra l'accent sur l'intégration des résultats dans les chaînes de valeur, en s'appuyant sur les partenariats avec les grandes entreprises du secteur privé et les organismes de soutien aux entreprises, ainsi que sur la poursuite du soutien aux PME pour soutenir la création de changements durables, inclusifs et à long terme.

En particulier, le projet visera à aider les entreprises dirigées par des femmes à établir de solides relations commerciales qui pourraient déboucher sur des entreprises viables, et à atteindre un plus grand nombre de fournisseurs ruraux dans les chaînes de valeur dont l'accès aux marchés est plus limité.

Le projet étendra également SheTrades Outlook à un plus grand nombre de pays afin que les gouvernements puissent identifier les lacunes dans les données, comparer les informations avec d'autres pays de leur région, bénéficier des meilleures pratiques et éclairer l'élaboration de politiques visant à soutenir les femmes entrepreneurs.

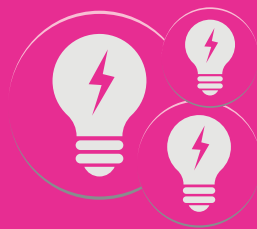
Lorsque l'intérêt national pour une réforme des politiques a été identifié, SheTrades Commonwealth prévoit d'appuyer cela par le biais de dialogues nationaux. Ces travaux seront complétés par des cadres nouvellement élaborés, notamment un guide pratique contenant des boîtes à outils à l'intention des décideurs politiques et les responsables des marchés publics afin de trouver des solutions pour augmenter la participation des femmes aux marchés publics.



Pourvoyeur de fonds

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

INNOVATIONS DE L'ITC



Pôles des petites entreprises durables



Les pôles du commerce pour le développement durable (pôles T4SD) sont de nouveaux guichets uniques offrant des solutions intégrées aux petites et moyennes entreprises (PME) des pays en développement pour leur transition vers l'économie verte.

Le défi

La demande croissante des consommateurs pour des produits traçables et fabriqués de façon durable stimule les débouchés dans l'économie verte.

Bien que cela donne aux PME la possibilité de se développer, elles doivent relever des défis pour devenir plus durables sur les plans environnemental, social et économique.

Les PME des pays en développement ont besoin d'assistance pour :

- réduire leurs risques environnementaux et climatiques
- accroître l'efficacité de leurs ressources
- participer à des pratiques de production circulaires
- respecter les normes de durabilité

Bien que les institutions de soutien aux entreprises des pays en développement souhaitent fournir à leurs PME locales les outils nécessaires pour entrer et se développer sur les marchés de l'économie verte, elles ne peuvent pas toujours offrir ces services.

La solution

Les pôles T4SD offrent des solutions intégrées aux PME dans la mise en œuvre de pratiques commerciales écologiques. Hébergés par les Institutions d'appui au commerce et à l'investissement (IACI), les Pôles sont des guichets uniques offrant des solutions intégrées pour permettre aux PME de faire la transition vers l'économie verte.

L'ITC s'appuie sur les réseaux internationaux et locaux pour améliorer la capacité des institutions hôtes du Pôle T4SD à aider les PME à l'élaboration des stratégies commerciales durables pour accéder au financement vert et aux marchés mondiaux. Dans le cadre de ce projet, les Pôles T4SD

améliorent la capacité d'environ 300 PME au Ghana, au Kenya, au Laos, au Népal, au Pérou et au Vietnam à mettre en œuvre des pratiques commerciales durables. Environ 1 200 PME seront touchées grâce à des ateliers de sensibilisation visant à mieux comprendre les avantages de la mise en œuvre de ces pratiques.

Les Pôles T4SD offrent aux PME les outils et les solutions dont elles ont besoin et leur permettent d'acquérir des connaissances grâce à un programme d'accompagnement axé sur des aspects critiques tels que les normes de durabilité, la résilience climatique, l'utilisation efficace des ressources, la production circulaire et l'accès aux financements et aux marchés verts.

Le programme d'accompagnement est une approche mixte de séances d'apprentissage en ligne et de séances en face à face avec des personnes locales formées par l'ITC.

L'ITC travaille en étroite collaboration avec chaque institution hôte du Pôle T4SD pour déployer le programme d'accompagnement sur deux ans dans les domaines thématiques suivants :

- résilience climatique
- production efficace et circulaire des ressources (RECP)
- normes volontaires de durabilité (VSS)
- positionnement des produits durables sur le marché international
- accès au financement vert

Les Pôles T4SD sont connectés par un réseau numérique tirant parti de Sustainability Map (www.sustainabilitymap.org) et échangent régulièrement les bonnes pratiques et les leçons apprises. Le T4SD facilite les conversations dynamiques au sein du réseau numérique afin d'établir une communauté de pratique.

La plateforme permet également le partage de documents publics et d'informations pertinentes produits et promus par les Pôles T4SD, tels que du matériel de formation, des études de cas et des événements. Toutes les données générées par la communauté seront librement et globalement accessibles aux PME.



2



3

1. Économie circulaire chez ETUR Company, Éthiopie Yonas Tadesse/ITC
3. Économie circulaire chez ETUR Company, Éthiopie © Yonas Tadesse/ITC

2. Résilience climatique, Magana Flowers Ltd., Kenya © Antoine Tardy/ITC

Les résultats

Entre mars et juillet 2019, l'ITC a lancé des pôles T4SD au Ghana, au Laos, au Kenya, au Pérou et au Viêt Nam.

Tous lesancements ont été co-organisés avec les hôtes respectifs du pôle T4SD. Chaque lancement comprenait un atelier de sensibilisation sur les domaines thématiques identifiés par l'ITC en collaboration avec l'hôte du pôle T4SD dans le cadre de l'étude exploratoire initiale.

Les PME, les décideurs politiques, les praticiens du développement et les financiers ont tous assisté au lancement du pôle T4SD. Plus de 800 personnes y ont participé dans cinq pays et huit lieux différents.

En moyenne, 45 % des participants étaient des femmes. Grâce à des ateliers de 2 jours, 117 experts locaux ont été formés pour devenir des encadreurs du pôle T4SD capables de conseiller les PME locales sur les pratiques de durabilité.

Chaque pays du Pôle T4SD a mis en œuvre le premier programme d'accompagnement avec un total de 100 PME dans tous les pôles. Chaque PME aura mis au point une stratégie commerciale durable portant soit sur la résilience aux changements climatiques, soit sur l'utilisation efficace des ressources et les processus de production circulaire ou la conformité aux normes volontaires de durabilité d'ici la fin du premier trimestre de 2020.

Mme Linda Atibilla, PDG de la société Hope Givers Company Ltd, a déclaré : « En tant que producteurs de beurre de karité, nous produisons beaucoup de déchets tels que les amandes de karité. L'accompagnement sur l'efficacité des ressources nous a permis de comprendre comment transformer ces déchets en carburant alternatif à utiliser dans nos opérations internes. L'accompagnement nous a également fait prendre conscience de notre consommation d'électricité et d'eau. Nous savons maintenant comment mesurer la consommation d'électricité et comment réutiliser l'eau dans les opérations. Ces mesures nous aident certainement à réduire nos coûts de production. »

M. Erich Mosebach, directeur de Symboil, a déclaré : « Notre entreprise est sur le marché depuis plusieurs années maintenant. Nous exportons en Suisse, en Autriche et en Allemagne et nous sommes à la recherche de divers modèles de production circulaire. L'accompagnement en matière d'efficacité des ressources nous a aidés à identifier les technologies de biomasse que nous aimerions installer dans notre usine. Grâce au programme, nous avons également établi des liens avec des financiers tels que Solidaridad et GroFin, avec lesquels nous travaillerons pour accéder au financement et mettre en œuvre des solutions d'efficacité des ressources. »

L'avenir

Toutes les institutions hôtes du Pôle T4SD seront pleinement soutenues dans la mise en œuvre de l'offre de services du Pôle T4SD pour les PME jusqu'au premier trimestre de 2021.

Pendant cette période, l'ITC guidera chaque hôte du Pôle T4SD dans l'élaboration d'une stratégie de durabilité à long terme et d'un modèle commercial pour l'intégration des services du Pôle dans leur offre. En 2021 et 2022, chaque hôte du Pôle T4SD commencera à piloter le service, en le testant avec ses clients sous la direction de l'ITC. L'ITC partagera tous les documents et toutes les directives, y compris les manuels de meilleures pratiques et les études de cas, avec chaque hôte du Pôle. L'ITC continuera d'aider chaque institution à l'élaboration d'un modèle commercial durable, en mettant en œuvre l'offre de services au-delà de la durée du projet.

En 2022, l'ITC clôturera son intervention dans chaque pays cible et se concentrera sur l'évaluation de l'impact des Pôles T4SD. L'ITC compilera tous les apprentissages et les diffusera gratuitement en ligne par le biais de la Sustainability Map de l'ITC (www.sustainabilitymap.org).



Pourvoyeur de fonds

Suède

Soutenir l'intégration économique régionale et les relations Sud-Sud

Stimuler le commerce régional

L'ITC, dans le cadre de son **programme de stimulation du commerce régional** travaille avec les gouvernements et le secteur privé pour accroître la participation des micros, petites et moyennes entreprises (MPME) des économies les moins développées, en développement et en transition dans le commerce et l'investissement régionaux

Le programme fournit également un soutien aux petites entreprises afin d'accroître leur compétitivité et de participer aux chaînes de valeur régionales. Ce faisant, les entreprises seront en mesure de générer davantage de revenus, de réinvestir et de créer plus d'opportunités d'emploi.



GTEX, société Mahdco, Tunisie

Les résultats clés



Événement régional organisé avec le Fonds bélarussien de soutien financier aux entrepreneurs pour les institutions d'appui au commerce de six pays du Partenariat oriental



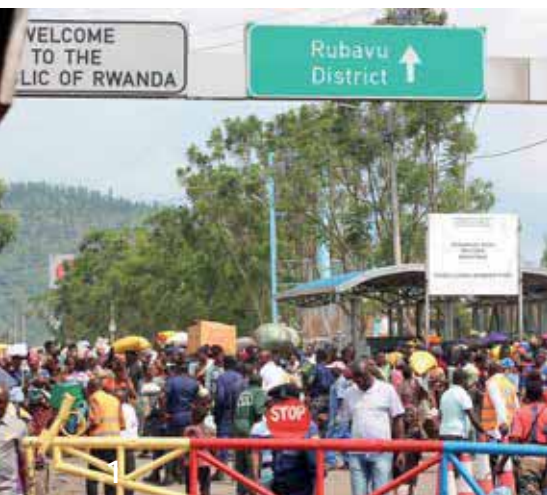
Le Projet MARKUP s'est associé au Secrétariat de la Communauté de l'Afrique de l'Est et au East African Business Council pour renforcer les associations du secteur du café

Faits saillants

En 2019, l'ITC a continué de participer au Programme de commerce transfrontalier du **Marché commun de l'Afrique orientale et australe** (COMESA) visant à stimuler le commerce transfrontalier à petite échelle. L'augmentation des flux commerciaux transfrontaliers formels à petite échelle à cinq frontières du COMESA se traduirait par une augmentation des recettes fiscales pour les gouvernements ainsi que par une sécurité accrue et des revenus plus élevés pour les commerçants.

Dans la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE), l'ITC a poursuivi la mise en œuvre de son Programme d'amélioration de l'accès aux marchés (MARKUP) afin d'améliorer l'accès des MPME au marché de l'Union européenne et de cinq pays partenaires de la CAE (**Burundi, Kenya, Rwanda, Tanzanie et Ouganda**).

Le programme, qui couvre les secteurs agro-industriels des cultures et de l'horticulture, notamment l'avocat, le cacao, le café, les épices et le thé, s'attaque à la fois aux contraintes liées à l'offre et à l'accès au marché.



1. Le COMESA et les commerçants transfrontaliers sont situés entre le Rwanda et la République démocratique du Congo ©COMESA 2. MARKUP, Accord de facilitation du commerce entre la CAE et l'ITC, Tanzanie 3. EU4Business, Association ukrainienne des baies. Voyage d'étude au Chili pour les PME ukrainiennes axées sur l'exportation

Au sein de la **Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest** (CEDEAO), l'ITC a lancé le Programme de promotion des entreprises et des exportations en Afrique de l'Ouest afin de promouvoir de meilleurs liens régionaux entre les chaînes de valeur sélectionnées notamment la mangue, les technologies de l'information et des communications, et les textiles et vêtements.

Le programme soutient également les principales organisations intermédiaires régionales, aide à formuler et à harmoniser le cadre politique régional afin d'améliorer la compétitivité industrielle, et renforce les capacités de la Commission de la CEDEAO et de la Commission de l'**Union économique et monétaire d'Afrique de l'Ouest** (connu sous le nom de CEDEAO).

En 2019, le Programme mondial pour les textiles et l'habillement (GTTEX) de l'ITC et ses travaux connexes au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (MENATEX) ont continué à promouvoir les exportations de textiles et de vêtements en provenance des pays d'Asie centrale, du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. L'objectif est de stimuler l'emploi et les revenus tout au long de la chaîne de valeur en aidant les entreprises à apprendre des meilleures pratiques mondiales et de ses six pays prioritaires.

L'ITC a tenu deux réunions et quatre ateliers pour les pays signataires de l'Accord d'Agadir (Égypte, Jordanie, Maroc et Tunisie) afin de renforcer la collaboration régionale et le commerce dans la région, en mettant l'accent sur les produits intermédiaires. Cela comprend les fils et les tissus provenant d'Égypte qui ne sont pas produits dans les autres pays, ainsi que les accessoires et les étiquettes produits en Tunisie et au Maroc qui sont en pénurie.

Dans le cadre du **Partenariat financé par l'Union européenne : Ready to Trade, une initiative EU4Business**, l'ITC a encouragé le dialogue et le partage d'expériences entre les institutions d'appui au commerce de six pays du Partenariat oriental avec un événement régional de quatre jours organisé avec le Fonds bélarussien de Soutien financier aux entrepreneurs à Minsk, en Bélarus. Cet

événement, le premier du genre dans la région, a contribué à rendre l'assistance liée au commerce plus efficace et mieux adaptée aux besoins du secteur privé, en particulier en ce qui concerne les petites et moyennes entreprises exportant vers l'Union européenne.

Commerce et investissements Sud-Sud

Le **Programme de commerce et d'investissements Sud-Sud** favorise l'établissement de liens commerciaux durables entre les marchés émergents, les pays en développement et les pays les moins développés en facilitant le commerce et en favorisant l'investissement et le transfert de technologies.

Les résultats clés



\$14 millions d'accords catalysés pour les exportations de l'Éthiopie, du Kenya, du Rwanda, de l'Ouganda et de la République-Unie de Tanzanie vers l'Inde, l'Union européenne et les États-Unis



\$ 87 millions d'accords commerciaux potentiels en cours de négociation entre la Chine et le Bangladesh, la Barbade, la Bolivie, le Cambodge, l'Équateur, l'Éthiopie, le Kenya, le Kirghizistan, la République démocratique populaire lao, la Malaisie, le Mozambique, le Myanmar, le Népal, le Pérou, le Sénégal, la Thaïlande et la Zambie



\$253 millions de pistes d'investissement potentielles facilitées par l'Inde et la Chine à l'Éthiopie, au Kenya, au Mozambique, au Rwanda, à l'Ouganda, à la République-Unie de Tanzanie et à la Zambie



4. Rencontres interentreprises pour les concepteurs d'Afrique de l'Est au Rwanda

5. Projet de tissage manuel de la SITA en Éthiopie

6. Culture du piment

Faits saillants

En 2019, l'ITC, dans le cadre de son programme de Soutien au commerce et à l'investissement indien en Afrique (SITA), a continué d'accroître les liens commerciaux entre l'Inde et l'Afrique de l'Est grâce à des activités de promotion des investissements et d'exposition au commerce, à des cours de formation pour améliorer l'accès aux marchés internationaux et le soutien au transfert de technologies de l'Inde vers l'Afrique de l'Est.

Il en est résulté des accords commerciaux d'une valeur totale de \$14 millions et des pistes d'investissement supplémentaires de \$53 millions à différentes étapes des négociations, dans des secteurs tels que les épices, les textiles et les vêtements, le cuir, les huiles comestibles et les légumineuses. Les entreprises du secteur du textile et de l'habillement se sont également engagées à investir \$4,75 millions dans la mise à niveau technologique.

En 2019, le projet pilote de SITA sur le piment s'est développé avec la participation de quatre entreprises indiennes d'épices à la culture du piment au **Rwanda** (contre une seule entreprise en 2016). Le résultat a été l'exportation de 64 000 kilogrammes de piments du Rwanda vers l'Inde entre juin et septembre 2019, avec cinq entreprises indiennes cultivant actuellement sept variétés de piments dans le pays.

Avec le soutien de SITA, les entreprises indiennes d'épices ont étendu leurs activités au Kenya et en Tanzanie dans le cadre de la culture du romarin, de la cardamome et d'autres épices. En mai 2019, par exemple, une entreprise agricole appartenant à une femme s'est diversifiée, de la production de thé à la culture du romarin, en signant un accord de rachat à long terme avec une entreprise d'épices indienne.

SITA a également poursuivi ses activités centrées sur le transfert de technologies et de connaissances entre l'Inde et l'Afrique de l'Est. En novembre, par exemple, SITA a facilité la signature d'un protocole d'accord entre des chercheurs ougandais et indiens permettant de développer

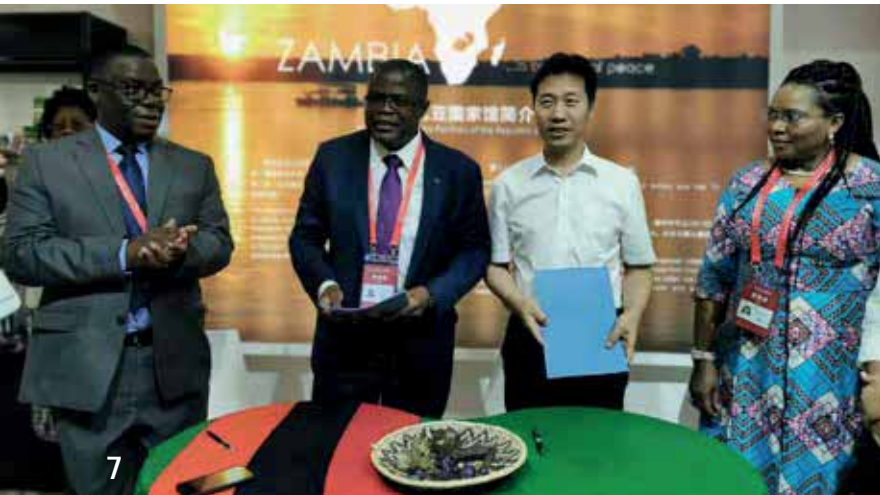
une graine de coton hybride qui pourra permettre d'augmenter le rendement et de doubler les revenus des agriculteurs. En 2019, une entreprise ougandaise a obtenu un classement argent dans le cadre de la certification Leather Working Group certification, un protocole environnemental visant à promouvoir des pratiques commerciales durables dans le secteur du cuir.

En novembre 2019, SITA a facilité la participation de plus de 60 entreprises indiennes aux rencontres interentreprises du Forum mondial pour le développement des exportations en Éthiopie. Les entreprises étaient membres de quatre grandes organisations industrielles :

- Fédération des organisations indiennes d'exportation
- Fédération des chambres de commerce et d'industrie indiennes
- Confédération de l'industrie indienne
- Association indienne des extracteurs de solvants.

Deux délégations se sont également rendues au Kenya et en Ouganda pour explorer les possibilités de commerce et d'investissement. SITA a également aidé plus de 30 entreprises actives dans les chaînes de valeur agricoles, notamment les épices, les légumineuses et les huiles comestibles d'Éthiopie, du Kenya, du Rwanda, de Tanzanie et d'Ouganda à participer au Forum mondial pour le développement des exportations.

À travers le Partenariat pour l'investissement et la croissance en Afrique (PIGA), qui est similaire à SITA, l'ITC a facilité la promotion de l'accroissement du commerce et des investissements entre la **Chine** et l'**Éthiopie**, le **Kenya**, le **Mozambique** et la **Zambie**. En plus des tournées de présentation sectorielles, les missions d'investissement en Chine et les visites de délégations d'investisseurs chinois dans les quatre pays africains, l'ITC a mis en place un réseau de près de 1 800 entreprises chinoises et africaines, et a aidé les délégations et les entreprises africaines de promotion des



7

7. Cérémonie de signature entre Chenguang Biotech Co. Ltd. et le ministère du Commerce et de l'industrie (MCTI) de Zambie, à l'occasion de la China Africa Economic and Trade Exposition (CAETE), en Chine



8

8. Dialogue sur l'investissement en Éthiopie, au Kenya, au Mozambique et en Zambie, lors de l'événement de la CAETE, en Chine

investissements à participer à des événements majeurs en Chine tels que la China International Import Exhibition (CIIE), en novembre 2019. Par conséquent, 12 entreprises agricoles soutenues par le PIGA ont initié plus de 450 accords commerciaux potentiels d'une valeur commerciale de \$55 millions.

Sur les 12 entreprises soutenues par PIGA à la CIIE 2019, la moitié d'entre elles étaient des participants de retour en 2018 et quatre avaient conclu des accords à la suite de la première édition. Malgré la forte demande, les exportations sont encore limitées pour certains produits en raison de l'absence d'accords commerciaux entre la Chine et les quatre pays du PIGA. Le CIIE a fourni une excellente plateforme pour démontrer l'énorme potentiel de marché et de développement et pour encourager les gouvernements à faire avancer les négociations des accords commerciaux. Après l'édition 2018, le PIGA a soutenu la création d'un groupe de travail pour fournir au ministère des affaires étrangères du Mozambique des informations permettant la progression des accords bilatéraux sur les exportations agricoles du Mozambique vers la Chine.

Le projet vise également à créer un environnement propice aux investissements durables dans les quatre pays du PIGA. Le projet a publié en langue chinoise des guides d'investissement détaillés et des plateformes web pour les entreprises intéressées par les opportunités dans chacun des quatre pays. Il a également publié des manuels sur l'investissement durable pour montrer aux investisseurs chinois comment intégrer la durabilité à toutes les étapes des opérations commerciales et dans quelle mesure cela peut se traduire par un triple avantage en termes de productivité, de protection de l'environnement et d'amélioration des moyens de subsistance locaux. Enfin, le PIGA travaille en étroite collaboration avec les agences de promotion des investissements dans chacun des quatre pays pour attirer davantage d'investisseurs et renforcer leurs services de promotion des investissements et de suivi des investisseurs.

En 2019, en soutien aux pays développés asiatiques et en partenariat avec la Chine, l'ITC a soutenu la participation de 32 petites entreprises du Bangladesh, du Cambodge, du Kirghizstan, de la République démocratique populaire du Laos, du Myanmar et du Népal à la CIIE 2019. Les entreprises ont négocié des accords potentiels d'une valeur de \$32 millions avec des acheteurs chinois dans divers secteurs. Ce montant s'ajoute aux \$1,8 million d'accords signés et aux \$1,8 million d'accords en cours de négociation par les entreprises de retour au pays ayant bénéficié d'un soutien lors de la CIIE 2018.

Un représentant de la société d'artisanat Handknots Nepal a déclaré :

« Plus que des protocoles d'accord, nous pourrions désormais établir davantage de relations, et je peux dire des liens prometteurs avec les entreprises chinoises grâce à la CIIE 2019. »

Pourvoyeurs de fonds 2019

Pourvoyeurs de fonds pour le Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC

Belgique, Canada, Chine, Danemark, Finlande, Allemagne, Islande, Inde, Irlande, Norvège, Suède

Pourvoyeurs de fonds des projets

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Union européenne, China Scholarship Council, Chine, UEMOA, Fondation Mo Ibrahim

ÉTUDE DE CAS

Faciliter les investissements indiens en Afrique



Le défi

Les pays du Sud, y compris ceux de l'Afrique de l'Est, ont besoin d'emplois et d'investissements et peuvent offrir des avantages comparatifs aux entreprises des marchés émergents, comme l'Inde, où les salaires augmentent. Il existe un grand potentiel pour des volumes élevés de commerce et d'investissement entre les pays en voie de développement, mais un manque d'information et une perception générale des risques entravent souvent ce flux.

Pourtant, les avantages du commerce et des investissements Sud-Sud sont nombreux. Parmi ceux-ci, la promotion du transfert de connaissances et de technologies (lorsque les technologies sont accessibles, adaptables et adaptées au contexte des pays en voie de développement) est essentielle.

La solution

Le programme SITA (Supporting Indian Trade and Investment for Africa) du Centre du commerce international vise à améliorer la compétitivité de certaines chaînes de valeur, notamment dans le domaine du textile et de l'habillement, dans cinq pays d'Afrique de l'Est à savoir l'Éthiopie, le Kenya, le Rwanda, l'Ouganda et la République unie de Tanzanie, à travers la mise en place de partenariats avec des institutions et des entreprises indiennes. Financé par le Département britannique du développement international (DFID), le programme SITA s'efforce de réduire les risques liés aux investissements Sud-Sud en fournissant des informations sur le marché et un soutien personnalisé aux investisseurs indiens intéressés.

La première étape de la facilitation des investissements consiste à sensibiliser les investisseurs potentiels en établissant des partenariats avec des acteurs essentiels tels que les associations sectorielles. Au-delà de la présentation des opportunités d'investissement en Afrique de l'Est lors d'événements ciblés, le programme SITA a travaillé avec des associations sectorielles pour faciliter l'envoi de 16 délégations d'investisseurs en Afrique de l'Est depuis l'Inde, et de l'Inde vers l'Afrique de l'Est au cours des cinq dernières années.

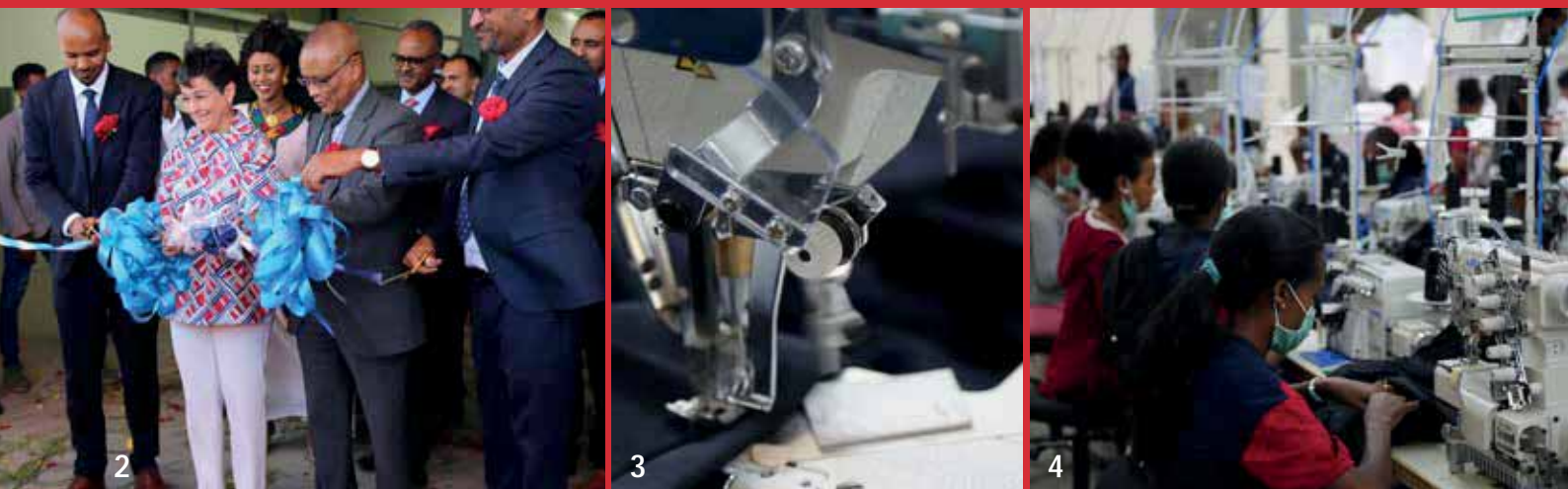
Dans le secteur du textile et de l'habillement, les efforts du programme ont conduit deux entreprises textiles indiennes à créer des unités de confection dans le parc industriel de Mekelle en Éthiopie en 2018.

L'une de ces entreprises, KPR Mill Ltd, une entreprise indienne de fabrication intégrée de textiles, a ouvert sa première unité de confection à l'étranger dans le parc industriel. L'usine de confection a une capacité de 10 millions d'articles par an et exporte vers l'Europe et les États-Unis.

La décision de KPR Mill d'ouvrir l'unité de production KPR Export à Mekelle a fait suite à des visites en Éthiopie et au Kenya en 2018. L'entreprise n'avait pas envisagé d'expansion internationale avant de participer à un séminaire de sensibilisation organisé par le programme SITA en juillet 2017. Impressionnés par les infrastructures prêtes à l'emploi disponibles à Mekelle, les dirigeants de KPR ont décidé d'investir dans les 36 heures suivant leur arrivée en Éthiopie.

La décision d'investissement de KPR Mill a été en partie motivée par le coût croissant des terres, de l'énergie et de la main-d'œuvre en Inde. L'établissement d'une unité de confection en Éthiopie a également permis à l'entreprise de tirer profit des accords de libre-échange tels que la loi sur la croissance et les opportunités en Afrique (AGOA) et l'initiative « Tout sauf les armes » (TSA), qui permettent d'exporter en franchise de droits et sans contingent vers les États-Unis et l'Europe respectivement. À ce jour, l'Inde n'a pas signé d'accords de libre-échange avec ces entités, ce qui représente un défi important pour le secteur du textile et de l'habillement.

L'usine KPR a pris un engagement d'investissement initial de \$20 millions. Les plans ont été mis en œuvre dès le retour en Inde de l'équipe de direction, mise en œuvre facilitée par l'inclusion de leur directeur général désigné lors de la première visite exploratoire en Éthiopie. L'entreprise a informé certains de ses acheteurs américains de ses plans ; ceux-ci ont accepté d'acheter des vêtements fabriqués en Éthiopie. KPR Mill a également recruté 16 superviseurs éthiopiens qui ont ensuite été formés en Inde et en Éthiopie.



1-4. KPR Mill, une entreprise intégrée de fabrication de textiles en Inde, inaugure une nouvelle usine dans le parc industriel de Mekelle, en Éthiopie

En juillet 2018, KPR Export Plc a été enregistrée comme filiale en Éthiopie. La mise en place complète de la première unité de confection a duré environ deux mois. Une formation approfondie de la main-d'œuvre générale a eu lieu, après l'identification d'environ 600 personnes, avec le soutien des organismes gouvernementaux concernés. L'approche de KPR orientée vers l'action et l'accent mis sur le développement des compétences ont permis de garantir que les premiers conteneurs soient prêts à l'exportation en janvier 2019.

En mai 2019, Mme Arancha González, alors directrice exécutive de l'ITC, et M. K.P Ramasamy, président de KPR Mill Ltd. ont assisté à l'inauguration de l'usine. Parmi les autres dignitaires présents à l'inauguration, figuraient M. Teka Gebreyesus, ministre d'État éthiopien du commerce et de l'industrie, M. Debretsion Gebremichael, vice-président de la région du Tigré, M. Mayur Kothari, animateur de l'India Business Forum, Éthiopie, et M. Anteneh Alemu, commissaire adjoint de la Commission éthiopienne des investissements.

M. C. R. Anandakrishnan, directeur exécutif de KPR Mill, a déclaré : « Grâce au soutien de l'ITC, notre entrée en Éthiopie a été rapide, de la planification à l'investissement et au démarrage des opérations. L'ITC nous a mis en contact avec les institutions adéquates et les personnes indiquées dans le pays, et nous a fourni des informations clés sur l'Éthiopie. Cela a permis d'accélérer notre capacité de prise de décision ».

Mme González a déclaré que la création de KPR Export était un excellent exemple de l'attractivité et du potentiel d'investissement de l'Éthiopie, et une démonstration des efforts fructueux du SITA pour renforcer les liens commerciaux à travers l'océan Indien.

« Avec le soutien du Département britannique pour le développement international, nous sommes heureux, à l'ITC, d'avoir participé au voyage de KPR pour investir en Éthiopie. Nous sommes particulièrement fiers des 1 500 nouveaux emplois qui seront créés dans le parc industriel de Mekelle et des possibilités qu'ils offrent, en particulier aux femmes et aux jeunes », a-t-elle déclaré.

Les résultats

L'investissement et la création de KPR Export ont permis de générer 700 emplois en Éthiopie. À pleine capacité, l'entreprise emploiera 1 500 ouvriers de machines qui produiront 50 000 pièces de vêtements par jour pour le marché mondial. KPR Export est le deuxième investissement indien dans le domaine du textile en Éthiopie, facilité par le SITA. À ce jour, 1 700 emplois viables ont été créés par les deux entreprises.

L'avenir

Les gouvernements de l'Afrique orientale ont donné la priorité au secteur du textile et de l'habillement, le considérant comme essentiel pour la création d'emplois et la croissance économique. La durabilité et l'existence d'un écosystème propice constituent actuellement les liaisons manquantes dans ce secteur. Le programme SITA espère relever certains de ces défis grâce à des activités visant à faciliter les investissements dans les usines de textile et la mise à niveau technologique, ainsi qu'à exploiter le savoir indien pour soutenir les plans du gouvernement concernant les usines de traitement des eaux usées.

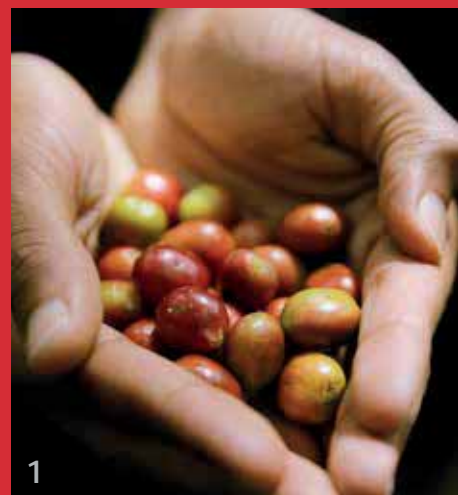


Pourvoyeur de fonds

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

ÉTUDE DE CAS

Nouer des alliances pour la résilience



Le défi

Aujourd'hui, alors que l'incertitude règne plus que jamais, les producteurs de denrées et de produits agricoles dont un grand nombre sont des familles vivant d'agriculture et de micros, petites et moyennes entreprises (MPME) doivent renforcer leur résilience, rapidement, efficacement et durablement.

L'incertitude et les risques menacent les moyens de subsistance et la qualité de la vie à tous les niveaux : effets de changement climatique et conditions météorologiques imprévisibles, fluctuations du marché et baisse record des prix des produits agricoles, essaims de criquets ravageurs en Afrique de l'Est et, vers la fin de 2019, une pandémie mondiale.

Avec le changement climatique, les bouleversements économiques ou les épidémies, les plus touchés sont toujours les plus vulnérables. Les producteurs agricoles et les MPME des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (groupe ACP) sont particulièrement touchés par les chocs de l'offre et de la demande. Généralement dépendants des monocultures, ils n'ont pas de revenus ni de filets de sécurité alimentaire, l'accès au financement est rarement disponible, les compétences commerciales et de négociation font parfois défaut et la connaissance des pratiques agricoles respectueuses du climat est souvent rare. Ces facteurs sont aggravés par la mauvaise connectivité des infrastructures dans les zones rurales, le manque d'informations, la volatilité des prix et le faible niveau d'investissement et des mesures d'incitation pour les communautés d'agriculteurs et les MPME.

Mais un mouvement mondial croissant de commerce responsable et de sensibilisation des consommateurs, une évolution progressive des pays producteurs vers des pays consommateurs, et une demande croissante du marché pour des produits agricoles de haute qualité, durables et traçables ayant un impact positif sur les moyens de subsistance des agriculteurs et des employés des MPME peuvent permettre de changer cette tendance.

Le projet aide les agriculteurs à développer des produits à valeur ajoutée et des innovations du marché

Si l'on ajoute à cela le fait que les nouvelles générations exploitent la technologie et le partage des connaissances pour trouver des solutions en matière d'innovation et d'entrepreneuriat, il existe un réel potentiel dans les pays ACP qui attend d'être exploité.

La solution

Les Alliances pour l'action (A4A) de l'ITC sont une initiative visant à relever ces défis en promouvant des chaînes de valeur agricoles inclusives et durables. Avec le « Projet intra-ACP visant à soutenir les politiques nationales et régionales inclusives et favorables aux entreprises et à renforcer les capacités productives et les chaînes de valeur » financé par l'Union européenne, l'ITC vise à déployer les A4A dans 12 pays, huit grandes institutions parties prenantes, six sous-régions et quatre secteurs.

Le Projet intra-ACP travaille de manière holistique à travers les chaînes de valeur agricoles ciblées, y compris celles du café, du coton/mode, du cacao et de la noix de coco/kava. En utilisant une approche ascendante axée sur la garantie de l'appropriation aux niveaux régional et local, les A4A travaillent avec les agriculteurs, les MPME et les coopératives pour saisir les opportunités du marché en positionnant de façon stratégique plusieurs produits agricoles de la région ACP dans le segment de marché de niche à origine unique. L'ITC est rejoint dans ce projet par des partenaires de mise en œuvre, la Société financière internationale du Groupe de la Banque mondiale et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel.

Le volet ITC du projet soutient les agriculteurs et les entreprises coopératives dans le développement de produits à valeur ajoutée et d'innovations de marché afin d'identifier les opportunités de marché locales, régionales et internationales et d'attirer les investissements. Ce soutien intégré porte sur les revenus, la compétitivité et l'autonomisation des associations de producteurs, la qualité et la productivité des produits agricoles, la production respectueuse du climat, les compétences en matière de diversification des cultures et des revenus, ainsi que sur la valorisation des produits.



1. Jimma, une coopérative de café, Ethiopia © Meklit Merasha/ITC 2. Emelia Debrah, récoltant du maïs qui est l'une des cultures associées plantées dans le cadre du projet Sankofa, Cacao et cultures associées, Ghana 3. Maria Genao, Présidente de Banelino, République dominicaine 4. Ouvrier de l'usine de transformation de la noix de coco, Michael Black Farm Ltd., Jamaïque

Les résultats

L'intervention de l'A4A relie les consommateurs aux producteurs et assure des services de soutien et l'alignement des politiques pour accroître la résilience des producteurs. Dans ce contexte, la résilience est définie comme l'aptitude des producteurs exportateurs de produits agricoles à rebondir après des catastrophes sans perdre leur compétitivité à court ou à long terme. L'A4A en Éthiopie est un exemple de réussite d'un projet d'Alliances pour l'action qui illustre la stratégie du projet intra-ACP : Vers une industrie du café durable.

Le projet aide les coopératives de caféiculteurs à devenir plus compétitives et à former des alliances commerciales. Il s'appuie sur un partenariat Sud-Sud avec CLAC-FT (Coordinadora Latinoamericana y del Caribe de Comercio Justo-Fairtrade) et Fairtrade Africa, et mobilise les coopératives de caféiculteurs éthiopiens pour des partenariats, des séances de formation et le développement d'entreprises en collaboration avec les organisations paysannes d'Amérique latine.

Le projet soutient quatre syndicats coopératifs de caféiculteurs sélectionnés en Éthiopie. Depuis le lancement du projet, ces quatre syndicats ont établi de nouvelles relations commerciales dans l'UE, aux États-Unis et sur les marchés asiatiques du café en participant à des salons internationaux en République de Corée, au Japon, au Kenya, en Allemagne et aux États-Unis. Ils ont investi dans les équipements de torréfaction du café et ont engagé des formateurs en torréfaction pour fabriquer des produits à base de café à valeur ajoutée. Ils ont également investi dans la valorisation de la marque et la visibilité en engageant des graphistes et des concepteurs de sites Web pour réorganiser leurs plateformes de visibilité et leurs produits. La vente de produits à base de café à valeur ajoutée sur les marchés locaux et régionaux augmente leur résilience à l'effondrement des prix internationaux et améliore les liens avec le marché et la compétitivité.

Alliances pour le développement de l'industrie de la noix de coco dans les Caraïbes :

Ce projet vise à stimuler une industrie de la noix de coco en difficulté, avec un potentiel de marché élevé, mais une capacité de production et des investissements faibles, en se concentrant sur le renforcement de la résilience au climat et aux revenus, ainsi que sur la création de nouveaux liens avec le marché.

Il aide les familles vivant d'agriculture à mieux résister aux chocs météorologiques et économiques en introduisant des pratiques agricoles respectueuses du climat et en diversifiant les revenus par la valorisation des produits (sucre de coco biologique, par exemple), entre autres mesures.

Projet Sankofa : habilité par Alliances pour l'action (cacao du Ghana) :

Le projet a également permis de s'allier à l'Union des agriculteurs de Kuapa Kokoo, un producteur de fèves de cacao certifiées équitables, avec le fabricant suisse de chocolat Chocolats Halba.

L'avenir

Le Projet intra-ACP vise à stimuler une production et une consommation responsables, diversifier les risques, maximiser les avantages de la participation au commerce local, régional et international, améliorer la résilience en favorisant un lien entre les agriculteurs et les consommateurs, et améliorer la transparence et la traçabilité tout au long de la chaîne de valeur.

Son objectif est de renforcer la gouvernance et l'investissement dans la chaîne de valeur, s'adapter au changement climatique et stimuler l'innovation grâce à des alliances productives et commerciales inclusives et à des marchés, produits et canaux diversifiés. Il met également en place un « filet de sécurité » le long de la chaîne de valeur qui permet de résister aux chocs environnementaux, de marché/économiques et sanitaires afin de minimiser leur impact sur les moyens de subsistance et la compétitivité.



Pourvoyeur de fonds

Union européenne

INNOVATIONS DE L'ITC



Réseau d'investisseurs providentiels en Gambie



Le défi

Au cours de sa phase d'accélération, le Projet d'autonomisation des jeunes (YEP) de l'ITC en Gambie a identifié l'accès au capital comme l'un des goulets d'étranglement les plus pressants auxquels sont confrontés les jeunes entrepreneurs pour créer et développer leurs entreprises.

Les taux d'intérêt élevés et les exigences en matière de garanties rendent extrêmement difficile le financement des activités des micros, petites et moyennes entreprises (MPME) au moyen de crédits bancaires. En Gambie, le crédit au secteur privé ne représente que 14,7 % du PIB, ce qui est bien inférieur à la moyenne ouest-africaine de 58,7 %.

Suite à une transition politique au début de 2017, le Gouvernement gambien a lancé des réformes pour rééquilibrer les financements publics. Ces mesures, ainsi que l'appui budgétaire fourni par les partenaires au développement, ont donné lieu à quelques signes de reprise, notamment une légère réduction des taux d'intérêt. Toutefois, l'accès au capital restera un obstacle majeur pour les jeunes entrepreneurs à court et moyen terme.

Cela rend donc la tâche particulièrement difficile pour les start-ups et les MPME qui ont besoin de capitaux à long terme et de capital-risque pour financer leurs activités. Les entrepreneurs du monde entier sont généralement confrontés à des déficits de financement entre ce que leurs amis et leur famille peuvent offrir et ce que les banques, les sociétés de capital-risque et les sociétés de capital-investissement sont prêtes à apporter. Ce déficit de financement est souvent appelé la « vallée de la mort » car, sans accès à un financement approprié, il peut être presque impossible pour une start-up de survivre.



Le Réseau d'investisseurs providentiels en Gambie offre aux investisseurs potentiels un canal transparent et impartial pour l'évaluation des transactions dans le pays.

La solution

Les investissements dits « providentiels » peuvent aider à combler ce déficit de financement en fournissant des cycles de financement supplémentaires aux entreprises en croissance.

Il n'existe pas de définition universelle de l'investissement providentiel, mais il est généralement compris comme une pratique de personnes fortunées qui investissent leur propre temps et leur propre argent dans de nouvelles entreprises dans le but de tirer profit de leur croissance à long terme.

Ces investissements se caractérisent par des niveaux de risque très élevés, car la plupart des entreprises en sont à leurs débuts et feront probablement faillite. Les investisseurs providentiels sont généralement intéressés par plus que le simple fait de recevoir un rendement financier. L'intérêt personnel, le désir de donner en retour et le plaisir de participer à une entreprise innovante ne sont que quelques-unes des raisons pour lesquelles les gens décident de devenir des investisseurs providentiels.

En Gambie, les investisseurs internationaux et locaux sont intéressés par l'investissement dans les entreprises gambiennes, mais manquent d'informations sur les opportunités et de confiance en les institutions locales pour contrôler les transactions potentielles.

Pour y remédier, l'ITC, en partenariat avec l'African Business Angel Network (ABAN) et l'Agence gambienne de



1-4. L'investissement providentiel permet aux entrepreneurs de créer des entreprises prospères en Gambie grâce au GAIN

promotion des investissements (GIEPA), a travaillé ces deux dernières années à la mise en place du premier réseau d'investisseurs providentiels en Gambie.

Cette initiative rassemble des personnes fortunées ayant pour objectif commun d'investir dans des entreprises locales à fort potentiel.

Le Réseau d'investisseurs providentiels en Gambie (GAIN) offre aux investisseurs potentiels un canal transparent et impartial pour l'évaluation des transactions dans le pays. Il aide également les entreprises locales à trouver des solutions d'investissement adaptées à leurs besoins. En mettant en relation des entrepreneurs ayant des besoins en capitaux considérablement plus élevés avec des personnes ayant une grande expérience des affaires et une grande capacité d'investissement, l'initiative offre également des possibilités de mentorat et de mise en réseau.

GAIN représente le dernier investissement providentiel ouest-africain et fait suite à ceux lancés au Mali, au Bénin et au Sénégal. Le réseau vise à faciliter les investissements de \$20 000 à \$300 000 et aide à développer l'écosystème naissant des start-up et des investissements gambiens en donnant des moyens d'action aux pôles, incubateurs et accélérateurs, et en offrant un point d'entrée aux investisseurs internationaux et à la diaspora qui souhaitent investir dans le pays.

L'ITC continuera à travailler dans l'écosystème entrepreneurial gambien pour créer des entreprises prêtes à investir.

L'avenir

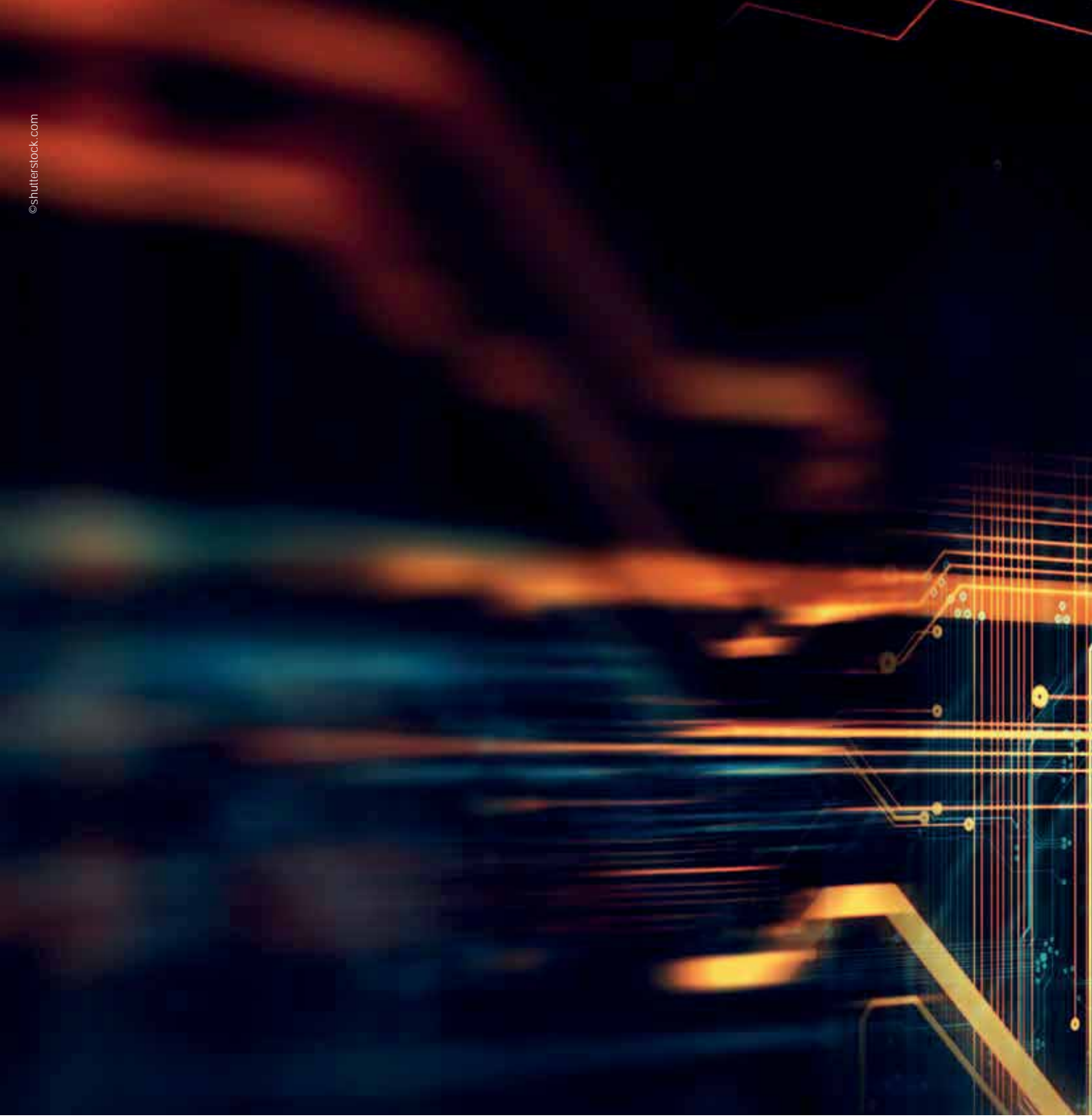
Dans les premières étapes de la mise en place d'un réseau, les investisseurs providentiels ont tendance à être peu enclins à prendre des risques et à se séparer de gros montants. L'ITC poursuivra son travail dans l'écosystème entrepreneurial gambien afin de créer des entreprises prêtes à investir par le biais de formations commerciales, de l'accompagnement et de bootcamps de préparation à l'investissement.

En outre, l'ITC continuera à soutenir le développement du GAIN par une assistance technique et des mesures d'incitation à la réduction des risques. L'ITC est en train de développer des subventions de co-investissement pour offrir un financement supplémentaire aux entreprises qui sont en mesure d'obtenir des investissements de la part des investisseurs providentiels et d'autres investisseurs agréés. Les subventions contribuent généralement à réduire la perception du risque des investisseurs en permettant une meilleure capitalisation des entreprises et en offrant une « piste plus viable » pour franchir les étapes de développement des entreprises qui conduisent à des entreprises plus fortes.



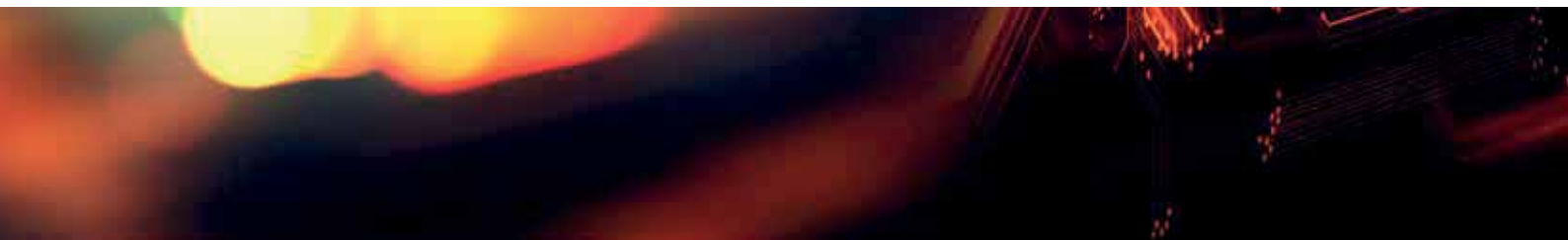
Financé par :

Union européenne





Résultats institutionnels





Gouvernance et structure institutionnelle

La gouvernance institutionnelle de l'ITC reflète la culture de l'organisation, ses politiques et un ensemble de valeurs fondamentales inscrites dans les règles et règlements de l'ONU.

L'ITC recherche les contributions de parties prenantes gouvernementales et les informe sur les principales avancées dans ses travaux à l'occasion des sessions annuelles du Groupe consultatif commun (GCC) et des réunions du Comité consultatif du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC (CCITF).

Le GCC est composé de représentants des membres de la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED) et de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC). Les sessions du Groupe consultatif commun sont également ouvertes aux observateurs d'autres organismes intergouvernementaux et organisations non gouvernementales.

Le CCITF, composé de membres et d'États observateurs, examine l'utilisation du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC et suit l'orientation générale ainsi que les résultats des programmes financés au moyen de contributions extra-budgétaires.

Groupe consultatif commun

Le GCC de l'ITC a tenu sa 53^{ème} session formelle à Genève le 2 juillet 2019. Les membres ont examiné le Rapport annuel 2018 et le Rapport de synthèse de l'évaluation annuelle 2018 leur a été présenté.

Le Directeur général de l'OMC, Roberto Azevêdo, et le Secrétaire général de la CNUCED, Mukhisa Kituyi, ont fait des déclarations. Tous deux ont salué les réalisations de l'ITC en 2018, en insistant sur les domaines de renforcement de la collaboration du « Pôle commercial de Genève » entre l'ITC et ses institutions mères. Parmi les domaines mis en évidence en matière de travail commun figurent les mesures non tarifaires, les mesures sanitaires et phytosanitaires et les obstacles techniques au commerce, les accessions et le renforcement des capacités, ainsi que les outils numériques tels que le portail du coton et ePing. En outre, les trois organisations ont uni leurs forces autour de l'initiative Global TradeHelpdesk et envisagent

de travailler sur une plateforme pour présenter la contribution du commerce aux Objectifs de développement durable (ODD).

L'ITC a été reconnu pour son intervention à connecter les petites entreprises aux marchés mondiaux, et l'appui de l'ITC pour le suivi des ODD et les objectifs communs des trois organisations a été relevé. Les interventions de l'ITC au niveau des pays et son soutien au secteur privé ont été reconnus comme essentiels dans la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF). Parallèlement, l'initiative SheTrades a été citée en exemple pour garantir l'appui du commerce à l'autonomisation des femmes dans l'économie mondiale.

La Directrice générale de l'ITC, Arancha González a déclaré que les années 2018 et 2019 ont été les plus passionnantes et difficiles pour l'ITC. Le commerce est désormais un élément indispensable pour le débat géopolitique mondial, a-t-elle ajouté, et le rôle des micros, petites et moyennes entreprises dans le soutien de la croissance inclusive est devenu une priorité absolue. Mme González a souligné la complémentarité de l'ITC et ses institutions mères. Leur mission a permis de rendre possible le commerce, de concrétiser les flux commerciaux et à l'économie mondiale de jouer un rôle plus efficace pour les populations des pays en développement.

Mme González a déclaré que l'ITC continuerait à « combler le vide » en se déployant dans les segments où les marchés sont défaillants. Le développement lié au commerce devrait répondre à deux défis, à savoir les restrictions commerciales qui se profilent à l'horizon et les effets perturbateurs des technologies, et l'approche de l'ITC combinée avec l'ouverture des marchés, l'exploitation de l'accès au marché existant, la création de valeur de manière transversale, et la garantie du caractère inclusif des avantages. L'ITC a exploité non seulement les investissements privés avec une aide au développement, mais également avec un accent particulier sur l'autonomisation des femmes, des jeunes et des communautés vulnérables pour tirer parti des opportunités sur les marchés internationaux. À titre d'exemple, l'ITC a catalysé les investissements dans le secteur de la noix de coco des Caraïbes, le secteur du textile en Éthiopie, pour les producteurs de safran afghans, les entreprises agro-alimentaires



1



2



3

1. Roberto Azevêdo, Directeur général de l'OMC, Groupe consultatif commun 2019 2. Initiative SheTrades 3. SheTrades Afrique de l'Ouest, Guinée

marocaines, les producteurs de thé et café kenyans, et les start-ups ougandaises de fintech. Grâce à son initiative SheTrades, l'ITC a lancé des projets axés sur les femmes dans les pays du Commonwealth et les régions du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. L'initiative SheTrades Invest a facilité l'accès au financement destiné aux entreprises appartenant à des femmes ainsi qu'à SheTrades Zambie et Gambie.

La demande d'aide de l'ITC a augmenté en 2018, avec l'ITC qui a versé un montant record de \$100 millions en termes de dépenses d'assistance technique. De plus, les dépenses extra-budgétaires de \$64 millions représentaient 38 % de plus que l'année précédente. En termes de rentabilité, l'ITC a estimé que plus de \$1 milliard d'exportations et d'investissements découlait de ses informations sur les marchés, de nouvelles relations d'affaires et des institutions d'appui au commerce et à l'investissement. Parallèlement, chaque \$ investi dans l'ITC a généré \$17 dans le commerce international et les transactions d'investissement par les bénéficiaires de l'ITC.

En examinant la question du commerce dans la transformation structurelle, l'ITC a été salué pour sa collaboration avec le Marché commun de l'Afrique orientale et australe, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et sa participation dans l'opérationnalisation de la ZLECAF, ainsi que son intervention dans la Stratégie nationale d'exportation du Myanmar.

Les délégués ont félicité l'excellent travail réalisé dans la promotion de la croissance inclusive et durable, tout en soulignant que le commerce est un moteur puissant du développement durable et du Programme des Nations Unies pour le développement durable à l'horizon 2030. À cet effet, les délégués ont lancé un appel à un appui plus important en faveur du multilatéralisme. Ils ont souligné l'importance du rôle de l'ITC dans la promotion du commerce pour le développement et la croissance économiques dans les pays en développement, en particulier dans les pays les moins avancés. Les délégués ont invité l'ITC à poursuivre ses interventions auprès des groupes marginalisés et vulnérables et à soutenir les plus démunis et les personnes qui se trouvent en bas de la pyramide, en mettant un accent particulier dans la lutte contre l'extrême pauvreté. Ils ont salué les interventions de l'ITC dans les environnements difficiles

tels que les pays les moins avancés et les états fragiles et sortant d'un conflit. Ils ont également souligné que les pays les moins avancés accusent encore un retard en termes de création de valeur ajoutée, de compétitivité et d'accès au marché, raison pour laquelle l'ITC devrait renforcer son soutien en faveur des pays les moins avancés dans ces domaines.

Les délégations ont remercié l'ITC d'accroître la transparence des négociations avec les biens publics mondiaux et lui ont demandé d'élargir son offre d'infrastructures et de produits de qualité, les deux considérés comme particulièrement importants pour le commerce. Les délégations ont également salué les diverses interventions de l'ITC sur les mesures non tarifaires, les stratégies d'exportation, le commerce en ligne, la mise en place de partenariats dans les pays du Sud, sur bien d'autres sujets.

Plusieurs pays ont manifesté leur intérêt pour une composante nationale de l'initiative SheTrades. De même, l'accent mis sur le soutien de l'entrepreneuriat des jeunes a également été approuvé. Il a été recommandé à l'ITC de déployer des efforts supplémentaires pour renforcer les capacités des jeunes en Afrique à travers la ZLECAF. Enfin, les délégations ont insisté sur la nécessité d'intégrer les aspects environnementaux, par exemple, en renforçant la résilience au changement climatique au sein des entreprises bénéficiaires.

Les délégués ont invité l'ITC à renforcer l'établissement des rapports sur l'intégration des questions de genre, des jeunes et des efforts de viabilité climatique, à fournir davantage de rapports qualitatifs et à adapter ses interventions en tenant compte des plans nationaux de développement et du Programme des Nations Unies pour le développement durable à l'horizon 2030.

Comité consultatif du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC (CCITF)

Deux réunions officielles du CCITF tenues en 2019 ont été consacrées aux performances et aux réalisations récentes de l'ITC. En outre, l'ITC a tenu deux sessions informelles du CCITF en février pour examiner le projet de plan opérationnel pour 2019 et en décembre pour faire le point sur la mise en œuvre du Cadre de gestion des risques.



L'ITC et la Zone de libre-échange continentale africaine

L'Afrique a marqué un pas en avant en 2019 vers une plus grande prospérité avec le lancement par les dirigeants d'une nouvelle phase dans la création de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) à l'occasion d'un sommet de l'Union africaine à Niamey, au Niger, en juillet.

Lors de ce sommet, les dirigeants se sont accordés sur la localisation du siège de la nouvelle ZLECAF, autonome et indépendante, à Accra, au Ghana. Ce sommet a également vu le Bénin et le Nigeria rejoindre la Zone de libre-échange. À fin 2019, l'Érythrée restait le seul membre de l'Union africaine à n'avoir pas encore rejoint la ZLECAF.

Afin de voir la zone de libre-échange définitivement sur pied et opérationnelle avant la date butoir de juillet 2020, les chefs d'État et de gouvernement ont également approuvé des mécanismes pour :

- des règles d'origine bien définies
- des prévisions de concessions tarifaires dans le commerce de marchandises
- la surveillance et l'élimination des obstacles non tarifaires au commerce en ligne
- une plateforme de paiements et de compensations numériques
- un observatoire du commerce et un outil de négociation des tarifs

Soutien de l'ITC

Afin de garantir le fonctionnement optimal de la ZLECAF, l'ITC offre une assistance technique pour deux de ses instruments :

- Observatoire africain du commerce
- Outil de négociation des tarifs

Observatoire africain du commerce

L'Observatoire africain du commerce est un portail global et intégré visant à fournir des données d'information économique et commerciale aux décideurs politiques, aux institutions de soutien au commerce et au secteur privé.

L'observatoire permettra à l'Union africaine de capturer et de surveiller le commerce intra-africain. Il fournira également une information solide et fiable pour contribuer à la préparation d'études prospectives sur le développement économique de l'Afrique.

L'ITC a présenté l'Observatoire africain du commerce à 13 pays pilotes lors d'une série d'ateliers nationaux et d'un atelier technique organisés à Addis Abeba, en Éthiopie, en décembre 2019. L'ITC a mis au point une maquette qui comprend des modules permettant d'effectuer des comparaisons d'opportunités de commerce et d'explorer l'accès aux marchés en Afrique, ainsi que de surveiller l'intégration commerciale régionale et l'évolution de la mise en œuvre de la ZLECAF.

L'Observatoire africain du commerce est une initiative de la Commission de l'Union africaine financée par l'Union européenne et mise en œuvre par l'ITC. Il a été officiellement lancé à l'occasion du sommet du Niger le 7 juillet par le président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki Mahamat, la Directrice exécutive de l'ITC, Arancha González et Stefano Manservigi, Directeur général du département de la coopération internationale et du développement de la Commission européenne



1. Forum des affaires sur la ZLECAF © Commission de l'Union africaine 2. Sommet de l'Union africaine, juillet 2019, Niger 3. La session plénière sur la Zone de libre-échange continentale africaine, Forum mondial pour le développement des exportations 2019, Éthiopie © Koraimage/ITC

Outil de négociation des tarifs

L'ITC a mis au point un outil de négociation des tarifs pour la ZLECAF afin d'offrir un moyen novateur de facilitation des négociations sur la libéralisation des tarifs : un objectif essentiel de la zone de libre-échange.

Cet outil est une plateforme sécurisée et collaborative qui permet aux membres inscrits tels que les États parties, les unions douanières ou les groupements régionaux de définir et de partager des listes de produits. Plus encore, cette plateforme garantit la qualité technique des offres proposées, accroît la transparence tout en garantissant la confidentialité, et permet des interactions individuelles rapides.

Autres contributions pour la ZLECAF

Le soutien à la ZLECAF est d'une importance stratégique pour l'ITC. En 2019, l'organisation a intensifié son œuvre aux niveaux « macro », « méso » et « micro » afin de soutenir l'opérationnalisation de la ZLECAF.

Au niveau macro :

En 2019, l'ITC a tenu plusieurs ateliers dans des pays africains en vue de sensibiliser le secteur privé sur les avantages et les défis de la ZLECAF et d'encourager les entreprises à prendre une part active aux discussions relatives à la ZLECAF.

L'ITC, en partenariat avec la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA-ONU), a aidé la Gambie, la Côte d'Ivoire et la Sierra Leone à mettre en place des stratégies nationales pour une mise en œuvre complète et réussie de la ZLECAF. Les parties prenantes se sont rassemblées au niveau national pour identifier les goulets d'étranglement et les secteurs prioritaires.

Au niveau méso :

En 2019, l'ITC a collaboré avec des agences de promotion du commerce et de l'investissement en vue d'élaborer des solutions pour aider le secteur privé à tirer pleinement parti de la ZLECAF.

L'ITC a également disséminé les leçons apprises et les bonnes pratiques au sein des organisations de promotion du commerce à travers la création de réseaux tels que la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest. L'institution a également fourni une assistance technique aux ministères en charge du commerce ou de l'intégration africaine.

Au niveau micro :

L'ITC a œuvré à la construction de chaînes de valeur régionales pouvant devenir des chaînes de valeur continentales avec plusieurs commissions régionales en Afrique. L'organisation a analysé le potentiel à l'exportation, identifié les opportunités sur les marchés et fourni aux micros, petites et moyennes entreprises une assistance technique pour leur permettre de satisfaire aux exigences de qualité, de marketing, d'emballage et autres des acheteurs.

Par exemple, l'ITC et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel ont soutenu la sélection de quatre chaînes de valeur : la mangue, le manioc, le coton/textile/la confection, et les technologies de l'information et de la communication, et les deux dernières chaînes de valeur présentaient un potentiel pour devenir des chaînes de valeur continentales.

Innovation Lab

L'ITC a créé Innovation Lab en 2014 pour doter l'organisation de nouveaux moyens de répondre aux besoins de ses clients. S'appuyant sur les réalisations et les résultats antérieurs du Lab, 2019 a été une année de croissance et d'expansion.

Innovation Lab s'efforce de libérer tout le potentiel de créativité et d'innovation de l'ITC afin qu'il inspire et fournisse en permanence des solutions de pointe pour un bon commerce.

En 2019, Innovation Lab a lancé sa première stratégie triennale. Cette stratégie vise à assurer le « Commerce pour le bien de tous » en permettant l'innovation dans l'exécution des projets, ainsi que dans les processus internes.

Innovation Lab est géré par des bénévoles et emploie des consultants à temps partiel pour renforcer sa capacité à répondre à la demande interne croissante. Cette structure de travail a en effet aidé Innovation Lab à réaliser plus de 20 initiatives en 2019.

L'ambition de cette initiative est de continuer à développer ses services pour répondre aux besoins d'un ITC de plus en plus agile et innovant.

Faits saillants en 2019

- **425 personnes** ont été initiées à l'apprentissage de l'innovation dans le commerce grâce à des activités telles que les prix Innovation Heroes, Accelerate2030, les réunions de donateurs et autres.
- **3 phases d'amélioration de processus internes** ont été déclenchées :
 - 1) une session de rétroaction pour le guide d'intégration de la durabilité et des séances de réflexion facilitées avec
 - 2) SheTrades sur la zone de libre-échange de l'Afrique continentale et 3) avec le point focal pour l'égalité des sexes sur la politique d'allaitement.

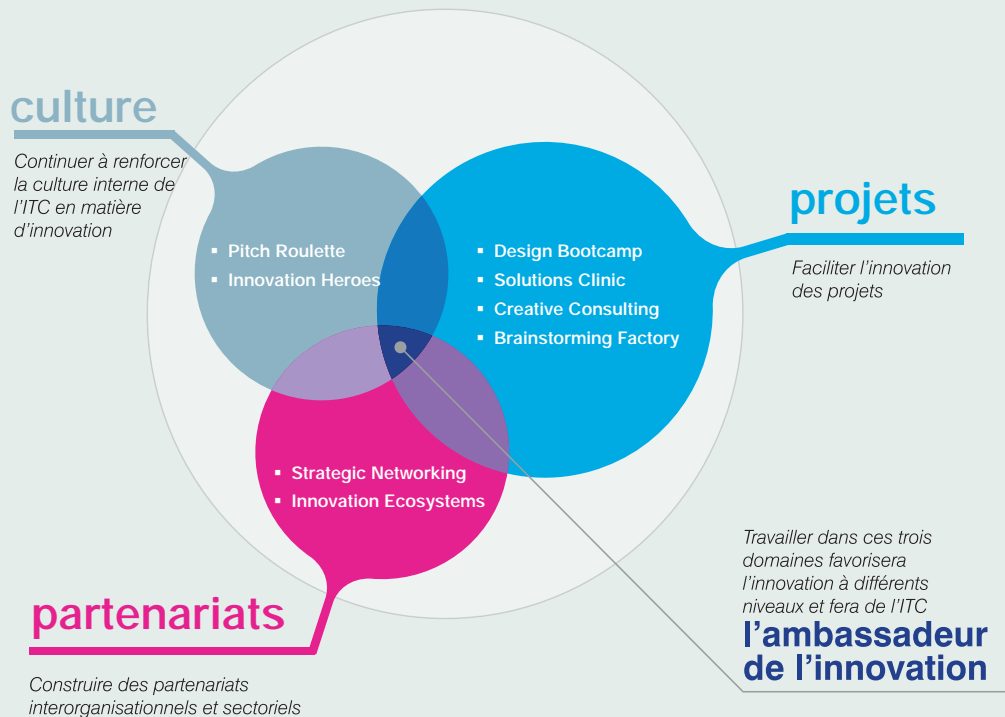
- **3 nouvelles collaborations développées avec** : l'Université de Genève ; Innovators Camp de l'Université de Zurich ; et Impact Hub de Genève.
- **38 personnes** ont été formées aux méthodes et outils d'innovation de l'ITC. Les initiatives de formation comprenaient les séances de Bootcamp 555, les TechSeries et la formation aux « méthodologies flexibles ».
- **5 initiatives d'innovation** de projet ont été accompagnées : Cinq équipes ont participé au Bootcamp 555 pour concevoir des solutions numériques, dont Alliances for Action a remporté le premier prix.
- **1 nouveau podcast** : En fin 2019, Innovation Lab a lancé le podcast Trade Forward sur la pensée innovante dans le domaine du commerce et du développement avec des éditions sur l'avenir du commerce, les jeunes entrepreneurs et l'autonomisation économique des femmes.

Interventions d'Innovation Lab

Innovation Lab vise à créer un environnement qui encourage la créativité et l'expérimentation et aide les personnes à accéder aux compétences et aux ressources dont elles ont besoin pour innover.

Pour mener à bien cette mission, Innovation Lab opère à différents niveaux dans trois domaines : la culture, les projets et les partenariats.

FIGURE 2 Innovation Lab : secteurs et activités



Nouveautés en 2019

▪ Open Coffee

En 2019, Innovation Lab a organisé trois Open Coffees pour accueillir les collègues de l'ITC. Ces réunions informelles ont été l'occasion pour Innovation Lab de diffuser son travail, de promouvoir la sensibilisation aux activités liées à l'innovation et de recueillir des suggestions pour l'avenir.

▪ Session de co-création d'Accelerate2030

Avec le soutien d'Innovation Lab, le programme Jeunes et commerce de l'ITC a contribué à renforcer la capacité d'Impact Hub à soutenir les entrepreneurs d'Accelerate2030. En mars 2019, Innovation Lab a animé une session pour les coordinateurs nationaux du programme Accelerate2030. Cette session a conduit à l'élaboration de cours en ligne sur l'internationalisation des entreprises sociales, menés par l'équipe « Jeunesse et commerce ». InnovationLab a contribué à l'un des cours en ligne, et surtout, à la formalisation de la collaboration par une lettre de motivation.

▪ Atelier des coordinateurs de domaine

Innovation Lab a organisé une session pour les coordinateurs de domaine de l'ITC lors d'une visite ponctuelle à Genève en juillet 2019. Innovation Lab a présenté ses services et a commencé à évaluer comment adapter son offre aux besoins des projets sur le terrain. Il a lancé un appel aux défis, qui a eu lieu au dernier trimestre de 2019. À cet effet, Innovation Lab travaillera avec au moins un projet de terrain en 2020 pour tester comment son offre peut être adaptée aux défis du terrain.

▪ Lancement d'Innovation Digest

Innovation Lab a intégré une section « Innovation Digest » dans son bulletin d'informations traditionnel pour fournir au personnel de l'ITC plus d'informations sur les sujets et les méthodologies relatifs à l'innovation. Cet effort s'inscrit dans le cadre des travaux visant à diversifier les canaux de partage des informations sur l'innovation au sein de l'ITC. Innovation Digest a été lancé dans le bulletin d'informations du troisième trimestre et a été inclus dans le bulletin d'informations de fin d'année du quatrième trimestre.

▪ Factory17 et Impact Hub

Innovation Lab était partenaire de l'événement Factory17 organisé par Impact Hub en octobre 2019. L'événement a rassemblé des entrepreneurs de premier plan d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et d'Europe de l'Est, ainsi que des visionnaires de Genève, pour expliquer comment ils ont révolutionné leur secteur. Innovation Lab participe au projet pilote d'un programme d'encadrement lancé par Impact Hub pour soutenir les finalistes du programme. Grâce à ce canal, les cadres gestionnaires moyens et supérieurs de l'ITC aident les entrepreneurs à définir leur parcours d'internationalisation.

▪ Green Stories for Lunch

En 2019, Innovation Lab a introduit Green Lunch Stories, une session co-organisée par la communauté des stagiaires et Innovation Lab, dans le cadre de l'Initiative verte. La première conteuse, Dorinda Philips de Zero Waste Switzerland, a partagé des conseils utiles sur la manière de réduire les déchets dans notre vie quotidienne.



1. Prix Innovation Heroes 2019 2. Événement de lancement du podcast de l'ITC, Genève

■ Podcast Trade Forward

À la fin de 2019, Innovation Lab a lancé son premier podcast, Trade Forward, développé en collaboration avec la section Communications et événements de l'ITC. Trade Forward explore l'innovation à l'intersection du commerce et du développement en dialogue avec l'ITC et des experts externes. Ce lancement n'aurait pas été complet sans les différentes équipes de l'ITC collaborant avec Innovation Lab pour créer le meilleur contenu possible. L'Innovation Lab a prévu de sortir douze autres épisodes en 2020 après trois épisodes de lancement à la fin de 2019.

■ Formation aux méthodologies flexibles

En 2019, Innovation Lab a organisé une séance de formation avec un consultant externe spécialisé sur les « méthodologies flexibles » pour la gestion de projets. Quatorze membres du personnel de l'ITC, consultants et stagiaires des différentes divisions ont bénéficié de cette formation.

Enseignements tirés

Innovation Lab a tiré divers enseignements de ses travaux en 2019, qui éclairent son activité en 2020.

Les communications ont été définies comme un domaine essentiel à améliorer. En 2019, Innovation Lab a lancé Innovation Digest, ainsi que les événements Open Coffee, afin de faire le point sur les canaux de communication d'Innovation Lab avec le reste des membres de l'ITC. En décembre 2019, une enquête sur la perception de l'innovation a souligné que certaines personnes ne savaient pas toujours clairement comment le travail d'Innovation Lab contribuait à la mission de l'ITC. Par conséquent, en 2020, Innovation Lab s'oriente vers une approche axée sur les défis afin de mieux aligner ses services sur le travail de base de l'ITC.

En 2019, Innovation Lab a quadruplé sa prestation financière par rapport à 2018. Pour rendre cela possible, cette initiative a augmenté le nombre de consultants à temps partiel engagés dans la réalisation d'activités

spécifiques. Ce modèle est efficace et devrait se poursuivre en 2020 afin que les initiatives soient menées à bien.

Défis

L'équilibre entre les sexes et le ratio inférieur-supérieur des membres d'Innovation Lab demeurent problématiques. Innovation Lab est constitué pour la plupart des jeunes femmes, principalement des stagiaires, des consultants et du personnel de catégorie professionnelle inférieure (P2).

Le programme Champions visait à remédier à cette situation et, en 2019, l'interaction avec plusieurs cadres gestionnaires intermédiaires s'est améliorée. Toutefois, ces engagements restent au niveau de la collaboration. Jusqu'à présent, Innovation Lab n'est pas parvenu à attirer des cadres gestionnaires moyens, ce qui semble être un objectif pour 2020. Une approche de gestion des connaissances à un stade précoce signifie qu'il n'existe actuellement aucun moyen pour Innovation Lab de gérer les connaissances institutionnelles. Si l'on ajoute à cela le fait que de nombreux membres d'Innovation Lab sont des consultants, ce dernier risque de perdre ses connaissances et ses idées. En 2019, Innovation Lab a mis en place l'outil en ligne Basecamp comme solution pour acquérir des connaissances. L'outil a bien fonctionné, mais des efforts supplémentaires doivent être déployés pour transférer le savoir-faire qui est de toute évidence détenu par les premiers membres d'Innovation Lab. Les idées fausses concernant Innovation Lab et l'innovation en général sapent ses activités et son travail, et cette question sera abordée.

Quelle est la prochaine étape ?

Innovation Lab a entamé l'année 2020 avec un plan opérationnel qui a précisé comment il allait atteindre ses objectifs, conformément à son plan stratégique 2019-2021. En particulier, Innovation Lab devait travailler sur certains défis fondamentaux auxquels l'ITC est confronté. À mesure que l'ITC se développe et évolue, Innovation Lab doit continuer à répondre aux besoins de l'organisation.



Évaluation et performance

Pour toutes les interventions de l'ITC, l'évaluation est un instrument clé pour la redevabilité par rapport aux résultats escomptés, ainsi que pour soutenir l'apprentissage institutionnel et le développement des connaissances. Les évaluations étayent le processus décisionnel de l'ITC en matière de gestion des politiques, des programmes et des projets, dans le but d'améliorer les performances et d'accroître sa contribution à l'atteinte des objectifs de développement durable (ODD).

L'Unité d'évaluation indépendante (IEU) est la gardienne de la fonction d'évaluation de l'ITC. En 2019, l'IEU a achevé les évaluations indépendantes indiquées dans le Tableau 1.

Tous les rapports finaux de ces évaluations peuvent être consultés par le grand public dans la section Évaluation du site Web de l'ITC, ainsi que les réactions de la direction aux recommandations et les notes succinctes résumant les principales conclusions. Le Tableau 1 présente un résumé des évaluations indépendantes réalisées en 2019.

En outre, l'IEU a fourni des services d'examen et de conseil à la haute direction et aux directeurs de projets, principalement sur les auto-évaluations, les évaluations dirigées par des pourvoyeurs de fonds et les rapports d'achèvement de projets. Dans le cadre d'une semaine de formation à l'échelle de l'ITC en août 2019, l'IEU a préparé et organisé des séances de formation sur l'évaluation du personnel de l'ITC.

En tant que point focal de l'ITC pour le Corps commun d'inspection (CCI), l'organe de contrôle indépendant des Nations Unies, l'Unité d'évaluation a contribué à la participation de l'ITC à huit examens à l'échelle du système CCI. Ces examens couvrent des sujets tels que le renforcement de l'utilisation des recherches sur les politiques dans le contexte du Programme des Nations Unies pour le développement durable à l'horizon 2030, le Plan d'action du Système des Nations Unies sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-SWAP), la réduction des risques de catastrophe, l'échange de personnel et les mesures de mobilité similaires inter-organismes.

L'IEU a également résumé les constatations essentielles et les points d'apprentissage des évaluations et des rapports d'achèvement de projet (PCR) dans un Rapport de synthèse de l'évaluation annuelle (AESR).

En 2019, le rapport a mis l'accent sur le thème central de la complexité et comprenait des recommandations à la haute direction. Le rapport a montré que, avec la complexité des interventions de l'ITC qui croît de plus en plus, la gestion et la sensibilisation quant à la complexité sont devenues des priorités visant à assurer les résultats à long terme et la durabilité. Plus élevée est la complexité, plus grand est le risque, et avec lui le degré de flexibilité ou d'adaptabilité innovante qui peut s'avérer nécessaire. La création de synergies ancrées dans des partenariats efficaces et une coordination peuvent surmonter les défis liés aux interventions complexes. L'AESR 2019 (et ceux des années précédentes) sont également disponibles dans la section Évaluation du site Web de l'ITC.

TABLEAU 1 Évaluations de l'Unité d'évaluation indépendante en 2019

Évaluation	Type
Évaluation de la participation et des performances de l'ITC dans la réforme « Unis dans l'action » du système des Nations Unies	Évaluation au niveau des institutions
Évaluation du Programme de l'ITC « Renforcer les institutions d'appui au commerce et à l'investissement »	Évaluation des programmes
Évaluation du Programme de facilitation des échanges de l'ITC	Évaluation des programmes
Évaluation à mi-parcours du Projet d'autonomisation des jeunes en Gambie	Évaluation des projets



TABLEAU 1 Évaluations de l'Unité d'évaluation indépendante en 2019 (suite de la page 93)

Évaluation de la participation et des performances de l'ITC dans la réforme « Unité d'action » du système des Nations Unies

En 2006, le rapport du Groupe d'experts de haut niveau sur la cohérence de l'action du système des Nations Unies formé par le Secrétaire général comprenait des recommandations visant le renforcement de l'œuvre du système des Nations Unies en partenariat avec les gouvernements hôtes. Le groupe d'experts a recommandé que le système des Nations Unies opère en « unité d'action » au niveau national, avec un responsable unique, un programme unique, un budget unique et, si possible, un bureau unique.

L'évaluation a examiné les efforts de l'ITC pour s'engager dans l'initiative « Unité d'action » et sa participation au Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) dans des pays sélectionnés. L'évaluation a conclu que l'engagement de l'ITC dans l'initiative « Unité d'action » n'était pas systématique et que sa participation limitée a partiellement sapé sa visibilité. Ce rapport contenait plusieurs recommandations visant à améliorer l'engagement de l'ITC au niveau du système en général, par exemple, en élaborant une stratégie claire sur le positionnement souhaité par cette organisation pour systématiquement s'engager dans des initiatives systémiques comme « Unité d'action » ou la réforme du système de développement des Nations Unies.

Évaluation du Programme de renforcement des institutions d'appui au commerce et à l'investissement de l'ITC

Les institutions qui soutiennent les entreprises pour la croissance, l'innovation et l'amélioration de la compétitivité sont des multiplicateurs essentiels qui étendent la portée et l'échelle des interventions de l'ITC. Elles constituent également des partenaires locaux pour l'atteinte de résultats à long terme. L'ITC travaille à l'amélioration de la performance opérationnelle et managériale de ces institutions pour qu'elles puissent mieux porter assistance aux micros, petites et moyennes entreprises dans le commerce international.

L'évaluation a conclu que le programme de renforcement des institutions d'appui au commerce et à l'investissement a produit des résultats satisfaisants dans l'ensemble et a confirmé que celles-ci ont des effets positifs bénéfiques pour les activités de l'ITC à grande échelle. Le programme a rassemblé un ensemble d'informations sur les pratiques au sein de ces institutions et a mis au point une boîte à outils extensive de différents services et activités de formation. Cette expertise hautement spécialisée dans le renforcement des institutions confère à l'ITC une position distinctive dans ce domaine. Cependant, l'efficacité varie en fonction d'un certain nombre de facteurs (notamment l'engagement et la capacité d'absorption des institutions). L'évaluation a formulé plusieurs recommandations. Certaines, d'ordre stratégique, visaient l'amélioration de ses résultats par l'adaptation de son offre de services. D'autres, de portée managériale, visaient la préservation de la capacité du programme à mener à bien son action en tant que fonction essentielle de l'ITC.

Évaluation du Programme de facilitation des échanges de l'ITC

L'ITC a lancé son Programme de facilitation des échanges à la suite de l'Accord sur la facilitation des échanges (AFE) de l'Organisation mondiale du commerce signé en 2013. Cet accord a donné lieu à des obligations pour les membres de l'OMC, notamment l'amélioration de l'efficacité des procédures transfrontalières et le renforcement de la coordination réglementaire. Ce programme a fourni une assistance technique en vue d'aider les pays à ratifier et à appliquer l'AFE.

Ses principales activités et interventions ont connu une évolution, allant d'une sensibilisation générale sur l'AFE à un soutien exhaustif aux pays concernant des besoins spécifiques. L'évaluation a conclu que le programme effectuait un travail satisfaisant, opportun et pertinent, sous l'impulsion d'une équipe engagée et pleine de ressources. Les partenaires, les financiers et les bénéficiaires ont énormément apprécié le travail de cette équipe et sa relation étroite avec les clients. Le programme est parvenu à positionner l'ITC comme une organisation essentielle offrant de l'assistance pour la mise en œuvre de l'AFE. Cependant, le succès et l'évolution du programme sont également accompagnés d'une croissance qui doit être bien orientée, gérée et coordonnée en interne. Les recommandations de l'évaluation ont été orientées vers ces besoins.

Évaluation à mi-parcours du Projet d'autonomisation des jeunes en Gambie

Le Projet d'autonomisation des jeunes (YEP) a été conçu pour remédier aux causes profondes de l'immigration illégale par une augmentation des opportunités d'emploi et des projets à meilleur revenu pour les jeunes en Gambie. Le YEP est axé sur la formation professionnelle et le soutien aux micros et petites entreprises, et crée des emplois dans des secteurs sélectionnés à valeur ajoutée et des liens commerciaux.

L'évaluation à mi-parcours a conclu que le projet présentait une performance satisfaisante et que les parties prenantes étaient satisfaites du soutien reçu. Son approche des chaînes de valeur fondées sur des feuilles de route par secteur s'est également avérée prometteuse.

Le projet s'est avéré pertinent en Gambie dans la réponse à un des défis du développement les plus importants du pays. Cependant, le soutien à l'autonomisation des jeunes en Gambie devrait se poursuivre au-delà de 2021 sous le leadership du gouvernement pour que les efforts pilotés dans le cadre de l'approche du YEP puissent être intégrés. L'évaluation a formulé plusieurs recommandations au gouvernement gambien, au YEP, à l'ITC et à la délégation de l'Union européenne.

Gestion des risques

Gestion des risques en 2019

L'ITC identifie, évalue, atténue, surveille et communique sur les risques dans le Cadre de gestion des risques (RMF). Le Cadre est un ensemble de structures, processus et dispositions de gouvernance qui permettent une gestion efficace des risques et renforcent la responsabilité de l'ITC.

En 2019, l'ITC a fait évoluer ses pratiques en matière de risques en renforçant les capacités du personnel et en mettant en place une infrastructure informatique pour soutenir les pratiques régulières de gestion des risques au niveau des projets et des sections et en intégrant dans ses processus de planification, de suivi et de production de rapports.

À fin 2019, l'ITC a mis à jour le RMF (le cadre de gestion des risques, la Déclaration de l'appétit au risque, les Directives sur l'évaluation de l'impact des risques et le Registre des risques) avec un bulletin provenant du bureau de la Directrice exécutive. L'ITC s'est chargé de la mise en œuvre et de l'amélioration continue du RMF dans trois domaines :

- le partage des connaissances et la communication
- les évaluations des risques
- les mesures d'atténuation

Partage des connaissances et communication

Au cours de l'année 2019, l'ITC a dispensé des formations spécifiques sur la gestion des risques, y compris une formation sur les risques liés au projet pour le personnel de projet, des réunions d'informations sur les risques pour les équipes pays et une formation de base sur les risques au personnel à Genève.

L'ITC a activement partagé des informations sur la mise en œuvre du cadre de gestion des risques, sur son profil de risques avec le personnel, les partenaires et les pourvoyeurs de fonds.

Il est particulièrement important de partager le degré accepté de risque à l'ITC avec les parties prenantes. Cela permet de sensibiliser sur les types de risques que l'ITC est disposé à supporter et ceux qu'il n'est pas disposé à supporter, notamment la fraude et le harcèlement, de quelque type qu'il soit. L'approche du degré accepté de risque a été également partagée et abordée avec le Conseil consultatif des institutions d'appui au commerce et à l'investissement de l'ITC. Une présentation sur les risques a également été organisée à l'attention des membres du Comité consultatif du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC (CCITF).

Évaluations des risques et exemples de mesures d'atténuation

L'ITC a aligné ses pratiques en matière de risques à un modèle de défense à trois lignes. Le comité de direction de l'ITC avait déjà conduit une évaluation descendante des risques en fin 2018, évaluation axée sur l'efficacité des opérations de l'ITC. L'évaluation avait alors débouché sur un ensemble de mesures d'atténuation et de mesures préventives documentées sous la forme d'un plan d'action de l'ITC. En 2019, la direction de l'ITC a pris des mesures pour renforcer les première et deuxième lignes de défense contre les risques. Ces mesures ont porté sur des domaines identifiés comme essentiels pour l'efficacité opérationnelle de l'ITC et pour le renforcement des contrôles internes et l'élimination de nombreuses potentielles causes de risque.

À titre d'exemple, l'un des points d'action à savoir la nécessité de renforcer l'efficacité et l'efficience des procédures internes a été abordé en actualisant et en formalisant les instructions de travail et en dispensant une formation d'entreprise à tout le personnel participant aux processus fondamentaux des finances, de l'approvisionnement, de la gestion de projets et autres.

Dans le cadre d'une autre initiative, l'ITC a simplifié son processus de conception de projets afin d'accroître la rapidité de réponse aux demandes d'assistance technique émanant du terrain. Cette mesure a également permis de garantir une qualité optimale et une adéquation stratégique.

L'ITC a effectué une analyse de tous les risques documentés liés à ses projets et les a regroupés en catégories liées aux thèmes des risques d'entreprise, notamment la fraude, l'engagement des partenaires de mise en œuvre, la capacité des bénéficiaires, les risques informatiques, la sûreté et la sécurité. Les risques importants qui sont ressortis des évaluations des risques des projets de 2019 concernaient la capacité et l'engagement des partenaires de mise en œuvre, l'environnement politique et la sûreté et la sécurité.

Au niveau de l'entreprise, les risques les plus élevés ont été identifiés comme étant ceux liés à l'efficacité opérationnelle dans des environnements de projet changeants, reflétant les risques mentionnés au niveau des projets. Les risques les plus élevés suivants étaient ceux liés à la justification des résultats au niveau de l'impact et à la sécurité informatique.

En réponse, en 2019, l'ITC a commencé à recueillir des données sur divers aspects des engagements des bénéficiaires et des partenaires, y compris les contributions financières, en nature et le partage des coûts, qui justifient l'engagement et la participation active des partenaires et bénéficiaires. L'ITC a été confronté à une demande croissante de justification des résultats au niveau de l'impact, et le risque provient d'un manque de consensus sur les critères nécessaires à cette analyse ou sur le niveau des ressources à utiliser.

L'ITC attache une grande importance à la durabilité de ses résultats dans la période qui suit le projet.

En 2019, l'Unité d'évaluation indépendante de l'ITC a élaboré une méthodologie qui sera testée en 2020 pour examiner les impacts des projets environ trois ans après leur achèvement. La méthodologie sera affinée sur la base des apprentissages.

Enfin, l'ITC accorde une attention particulière au renforcement de son infrastructure informatique en investissant dans la maintenance et la mise à jour continues de ses systèmes informatiques. Cela permet de renforcer la sécurité et la protection des données face à la fréquence croissante des cybermenaces, des attaques de logiciels malveillants et des incidents éventuels. Cette infrastructure robuste a également permis de s'adapter rapidement aux besoins découlant de la fermeture consécutive au COVID-19 dans les premiers mois de 2020.

Au quatrième trimestre 2019, comme au quatrième trimestre 2018, les projets et programmes de l'ITC ont présenté leur statut de risque et leurs actions et plans d'atténuation des risques au directeur exécutif adjoint lors de réunions de discussion consacrées aux risques.

Ces réunions ont apporté de précieuses contributions aux discussions sur les risques d'entreprise. Les cadres moyens et le Comité de direction ont réévalué les risques d'entreprise de l'ITC au cours de trois sessions, qui ont notamment permis de faire progresser et de rationaliser les pratiques de gestion des risques.

Tout au long de l'année 2019, le risque a été un sujet récurrent lors des réunions du Comité de direction concernant tous les types de décisions. Pour faciliter la surveillance continue des risques pour l'ensemble du portefeuille de projets, des rapports financiers et de suivi des projets mensuels ont été introduits, et la portée des examens trimestriels a été élargie pour inclure des éléments de gestion des risques.

Explication des trois lignes de défense

L'ITC utilise un modèle traditionnel à trois lignes de défense pour la gouvernance des risques en séparant les autorités et les responsabilités en matière de gestion des risques. Le premier niveau de défense de l'ITC est le personnel qui assume et gère des risques particuliers en appliquant des contrôles internes, y compris les règles et règlements des Nations Unies, et des contrôles de gestion, qui comprennent des processus liés à la gestion opérationnelle, notamment la gestion axée sur les résultats et l'évaluation des risques.

La deuxième ligne de défense comprend les fonctions de contrôle, d'assurance qualité et de surveillance, telles que les unités des finances, de la stratégie, du droit et du risque d'entreprise. Ces unités supervisent les risques d'entreprise, orientent les évaluations des risques, assurent le partage des connaissances et des meilleures pratiques en matière de gestion des risques, améliorent continuellement le cadre des risques et facilitent la communication verticale des risques dans l'escalade et la désescalade des risques au sein de l'organisation.

L'audit interne et l'évaluation représentent la troisième ligne de défense. Ces fonctions fournissent une assurance indépendante sur l'efficacité des travaux, des processus et des dispositions organisationnelles de l'ITC qui forment sa première et sa deuxième ligne de défense.



Effet de levier

En 2019, l'ITC a approfondi son suivi de la manière dont son assistance technique liée au commerce permet de mobiliser des ressources financières et non financières supplémentaires pour ses clients cibles. L'ITC surveille deux types de levier :

- l'augmentation de la valeur des échanges et des investissements des micros, petites et moyennes entreprises bénéficiaires comme résultats immédiats des projets de l'ITC
- l'augmentation des montants de l'assistance technique liée au commerce mise à la disposition des clients comme résultats directs des projets de l'ITC, en espèces ou en nature

Les bénéficiaires de l'ITC font état des estimations des transactions, des accords et des pistes en matière de commerce et d'investissement internationaux qu'ils ont réalisés grâce à l'aide de l'ITC.

En 2019, la valeur déclarée des transactions commerciales et des accords de commerce et d'investissement internationaux parvenus à maturité s'élevait à \$1 milliard et les pistes et accords de commerce et d'investissement aux premiers stades de la négociation s'élevaient à plus de \$2 milliards. La plupart étaient des pistes et des accords potentiels générés dans le cadre du programme de commerce et d'investissement Sud-Sud de l'ITC, avec des partenaires et des entreprises de la région Asie-Pacifique souhaitant faire du commerce ou investir en Afrique subsaharienne. Des pistes et des accords importants ont également porté sur les travaux de l'ITC dans le cadre des initiatives SheTrades et Alliances for Action, entre autres. Les principaux secteurs qui ont généré des pistes et des accords sont le textile et l'habillement, l'agroalimentaire et les produits pharmaceutiques.

À l'échelle mondiale, les MPME bénéficiaires ont utilisé les renseignements commerciaux offerts par les biens publics mondiaux de l'ITC pour conclure des accords de commerce et d'investissement estimés à \$367 millions.

Les institutions d'appui au commerce et à l'investissement soutenues par l'ITC ont fait état de gains d'efficacité et d'augmentations budgétaires qui se sont traduits par une amélioration de leur capacité à servir davantage de micros, petites et moyennes entreprises et à obtenir un effet multiplicateur sur le commerce international.

L'ITC a également mobilisé plus de \$15 millions de contributions supplémentaires de la part de partenaires directement liés à ses activités de projet en cours. Ces contributions sont à la fois financières et non financières et comprennent un nouveau financement pour les extensions des projets en cours, des ajouts au budget, des contributions en nature aux projets et la fourniture de renforcement des capacités et de services supplémentaires aux bénéficiaires de l'ITC par les partenaires de l'ITC.

Aperçu financier

Le budget ordinaire (BO) de l'ITC est financé à parts égales par les Nations Unies (ONU) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC), et approuvé sur une base biennale par l'Assemblée générale des Nations Unies et le Conseil général de l'OMC. Parallèlement, les États membres, les organisations multilatérales, les entités du secteur privé et bien d'autres contribuent avec des ressources extra-budgétaires (XB). Les fonds XB servent de complément au financement de base et prolongent souvent la durée des projets sur plusieurs années.

L'ITC prélève des dépenses d'appui au programme (DAP) allant jusqu'à 13 % sur les dépenses XB. Les recettes DAP sont générées lorsque les dépenses XB connexes sont engagées et non lorsque les contributions sont reçues. Les DAP ont pour but de recouvrer les coûts différentiels engagés pour soutenir les activités financées par les contributions extra-budgétaires. Le budget des DAP est approuvé chaque année. Cette structure budgétaire est unique au sein des organisations internationales.

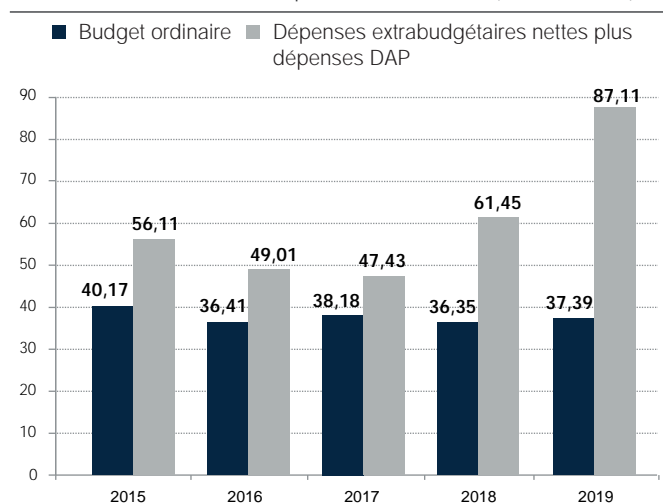
L'ITC tient sa comptabilité conformément au Règlement financier de l'Organisation des Nations Unies tel qu'adopté par l'Assemblée générale. Les états financiers de l'ITC sont préparés selon la méthode de la comptabilité d'exercice et

conformément aux normes comptables internationales du secteur public (IPSAS). Depuis l'adoption de l'IPSAS en 2014, l'ITC a reçu une « opinion d'audit sans réserve » sur ses états financiers, notamment en 2019, confirmant son respect des pratiques de gestion financière rigoureuses.

DONNÉES FINANCIÈRES CLÉS POUR 2019

- ➔ **\$164,59 millions** : de valeur totale des nouveaux accords XB signés en 2019 pour des projets allant jusqu'à 2024 (2018 : \$ 165,04 millions)
- ➔ **Un total de \$227,33 millions** de ressources était disponible en 2019, composé d'un solde d'ouverture de \$62,52 millions et \$164,81 millions en tant que nouvelles contributions (2008 : \$166,53 millions).
- ➔ **\$164,81 millions** de nouvelles contributions (2018 : \$133,78 millions).
- ➔ **\$132,77 millions** était le montant total cumulé des dépenses (2018 : \$104,00 millions).

FIGURE 3 Structure des dépenses 2015-2019 (en \$ millions)



Les efforts de collecte de fonds de l'ITC ont été très fructueux en 2019, entraînant la signature de nouveaux accords de financement d'un montant de \$164,59 millions et une réserve de plus de \$300 millions de financement XB pour 2020 et au-delà.

Ceux-ci ont permis une expansion des activités de l'ITC pour répondre à la demande croissante. Les dépenses totales en 2019 ont augmenté de 28 % par rapport à 2018. Les dépenses du BO ont augmenté de 3 %, et les dépenses extra-budgétaires d'assistance technique, de renforcement des capacités et de veille économique et commerciale ont augmenté de 44 % pour atteindre \$91,80 millions en brut. Le rendement général s'inscrit dans les objectifs de résultats et de production de l'exercice biennal 2018-2019. Les DAP se sont élevées à \$3,57 millions, soit une diminution de \$0,15 million.

TABLEAU 2 État des ressources (en \$ millions bruts) au 31 décembre 2019

DESCRIPTION	Solde d'ouverture	Revenu net perçu*	Dépenses	Somme totale de l'encaisse
Budget ordinaire	1,26	36,95	37,39	0,81
Dépenses d'appui aux programmes	3,64	8,26	3,57	8,34
Total des ressources extra-budgétaires	57,62	119,60	91,80	85,42
Ressources extra-budgétaires, Guichet I	8,30	16,03	15,09	9,25
Ressources extra-budgétaires, Guichet II	49,32	103,56	76,72	76,17
Total	62,52	164,81	132,77	94,56

*Contributions nettes incluant les remboursements aux donateurs (\$0,28 million), à l'exclusion des intérêts et des transferts aux réserves opérationnelles.

Budget ordinaire

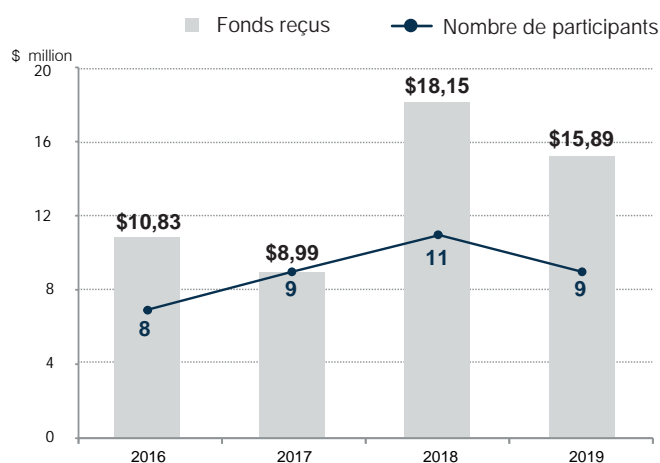
Le financement du BO couvre les coûts de fonctionnement organisationnels, y compris les salaires et les dépenses communes de personnel. Il contribue également à la recherche-développement générale sur la promotion du commerce et le développement des exportations, dont une partie permet les publications d'études, des informations sur le marché et des services statistiques.

L'ONU et l'OMC versent des contributions égales pour financer le budget ordinaire biennal. Le budget est adopté en francs suisses. En décembre 2018, l'Assemblée générale des Nations Unies a approuvé un mécanisme révisé de réévaluation des coûts pour l'ITC. La nouvelle méthode a abouti à la stabilisation du budget en francs suisses, même si le montant en dollar US consacré dans le budget du programme des Nations Unies varie en fonction des fluctuations des taux de change.

En 2019, les dépenses BO s'élevaient à \$ 37,39 millions, soit une hausse de \$1,04 million par rapport à 2018. Cette hausse résulte de l'optimisation des ressources disponibles dans la réalisation des activités de fond, associé à une tendance à dépenser plus d'argent dans la deuxième année de l'exercice biennal

- **\$ 38,21 millions** de ressources du BO étaient disponibles pour 2019.
- **\$ 37,39 millions** ont été comptabilisés en dépenses au 31 décembre 2019, ce qui correspond à un taux d'exécution de 98 % des ressources disponibles.

FIGURE 4 Guichet I – contributions 2016–2019 (en \$ millions)



À partir du budget du programme pour 2020, l'Assemblée générale a approuvé, à titre d'essai sur trois ans, le passage d'une période budgétaire biennale à une période budgétaire annuelle pour les Nations Unies. L'OMC maintiendra son processus budgétaire biennal en cours.

Fonds extra-budgétaires

En 2019, l'ITC a continué de nouer des relations étroites avec divers pourvoyeurs de fonds en concluant des accords de l'ordre de \$164,59 millions avec des gouvernements donateurs, des agences multilatérales et des fondations internationales.

Les contributions XB en faveur de l'ITC en 2019 ont atteint un record de \$119,60 millions. Ces contributions proviennent d'une base de plus en plus diversifiée : 13 pourvoyeurs de fonds ont fourni chacun plus de \$1 million, soit 91 % du financement du XB.

La Figure 4 illustre l'évolution des contributions non affectées et à affectation flexible (appelées Premier compte) en termes de nombre de contributeurs et de la valeur totale de leurs contributions.

Le total des ressources disponibles en 2019 était :

- **\$57,62 millions** reportés de 2018.
- **\$119,60 millions** en contributions brutes reçues en 2019.

FIGURE 5 Accords de financement signés 2015–2018 (en \$ millions)

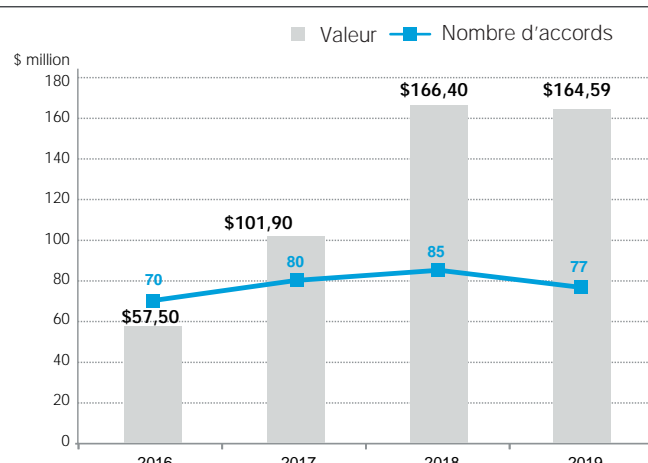


TABLEAU 3 Dépenses du budget ordinaire en 2019 (en millions de dollars bruts)*

CATÉGORIES	Dépenses
Dépenses de personnel	30,1
Coûts d'exploitation et autres coûts directs	4,7
Services contractuels	0,9
Équipement, véhicules et mobilier	1,1
Voyages	0,5
Fournitures, produits et matériaux	0,1
Total	37,4
Ressources disponibles	38,21
% de la prestation	98 %

* Le budget ordinaire est approuvé en francs suisses. Les montants indiqués dans le tableau ci-dessus ont été convertis en \$ US afin de faciliter la comparaison des données et de fournir une vue d'ensemble de la situation financière de l'ITC à des fins de comptabilité et d'établissement de rapports.

Les prestations XB de \$ 91,80 millions réalisées par l'ITC en 2019 ont représenté une hausse de 44 % par rapport à 2018, reflétant la demande croissante des services de la part de l'ITC ainsi que le passage continu vers des programmes de plus grande envergure. Les performances de l'ITC ont continué d'être soutenues par des initiatives organisationnelles liées à l'innovation et au développement de projet. Tout au long de 2019, plus de \$0,6 million ont été approuvés pour les projets innovants du Fonds de développement des entreprises de l'ITC.

En raison de la nature pluriannuelle de ces programmes, l'ITC dispose d'un solde de \$85,42 millions qui sera reporté pour les activités en 2020. À cela s'ajoute les créances restantes des accords de financement déjà signés d'une valeur de \$215,21 millions.

Compte d'appui aux programmes

Conformément aux procédures financières de l'ONU, l'ITC applique des taux standard de DAP variant de 7 % à 13 % pour les dépenses extra-budgétaires. Ce revenu est utilisé pour couvrir les coûts indirects et incrémentaux liés aux projets financés par ressources XB, tels que l'administration centrale des ressources humaines, financières et de technologie d'information, et le suivi et le contrôle.

- **\$8,26 millions** de recettes de DAP étaient reçus en 2019 en plus du report de 3,64 \$ millions de 2018.
- **\$3,57 millions** en DAP.
- **\$8,34 millions** comme solde du compte de DAP à la fin d'année.

Les DAP étaient inférieures aux recettes DAP, principalement en raison des dépenses de personnel et autres dépenses y afférentes qui étaient plus faibles que prévu, et le report des allocations de partage des coûts liées aux initiatives organisationnelles par le Secrétariat de l'ONU.

TABLEAU 4 Dépenses extra-budgétaires en 2019 (en millions de dollars bruts)

CATÉGORIES	Dépenses
Experts techniques et autres personnels	56,1
Voyages	12,4
Coûts d'exploitation et autres coûts directs	11,6
Services contractuels	4,2
Subventions	1,2
Équipement, véhicules et mobilier	1,1
Transferts et subventions accordés aux partenaires de mise en œuvre	4,5
Fournitures, produits et matériaux	0,7
Total	91,8

TABLEAU 5 Dépenses extra-budgétaires par domaine d'intervention en 2019 (en millions de dollars bruts)

DOMAINES D'INTERVENTION	Dépenses
Fournir une veille commerciale et économique	7,58
Créer un environnement propice aux affaires	11,0
Renforcer les institutions d'appui au commerce et à l'investissement	7,09
Relier les PME aux chaînes de valeur internationales	24,19
Promouvoir et intégrer un commerce inclusif et vert	28,06
Soutenir l'intégration régionale et le commerce et l'investissement Sud-Sud	11,32
Niveau institutionnel	2,56
Total	91,8

Mise à jour de la gestion financière

En 2019, la présentation des rapports financiers à la direction de l'ITC a abouti à la gestion efficace des ressources, notamment en ce qui concerne le Fonds d'affectation spéciale de l'ITC (ITF). Les rapports financiers ont mis en évidence des questions exigeant l'attention de la direction, renforcé les débats sur la gestion et facilité la prise de décisions éclairées. Au même moment, l'amélioration des prévisions de mouvements de trésorerie a donné lieu à une meilleure planification des ressources et leur disponibilité.

Les domaines suivants ont également été mis en exergue :

- La viabilité financière et la planification financière à long terme qui soutient l'agenda institutionnel de l'ITC tel que défini par la haute direction
- La fonction de gestion financière solide qui offre des services opportuns et proactifs en fonction des politiques rigoureuses et des contrôles internes connexes
- La transformation et automatisation des processus internes et des flux de travaux.



Gestion des ressources humaines

En 2019, les principales priorités de l'équipe de gestion des ressources humaines de l'ITC englobaient plusieurs investissements visant à renforcer les performances organisationnelles. Ces priorités étaient les suivantes :

- le renforcement et la promotion d'une culture organisationnelle inclusive, sécuritaire et propice en menant des politiques et initiatives qui privilégient la diversité
- l'application des mécanismes de redevabilité solides dans le but de soutenir les objectifs ambitieux de la parité hommes-femmes de l'ITC

La politique de tolérance zéro en matière de comportement interdit

En 2019, l'ITC a réaffirmé sa politique de tolérance zéro en matière de comportement interdit, qui couvre la discrimination, le harcèlement (notamment le harcèlement sexuel) et l'abus de pouvoir. À la suite de la mise à jour de la Politique de formation obligatoire à la fin de 2018, l'ITC a mis en place de nouvelles formations en 2019 pour diverses catégories de personnel, notamment les consultants et les prestataires de services, les stagiaires, les boursiers, le personnel contractuel du Bureau des Nations unies pour les services d'appui aux projets et d'autres catégories, en plus des membres du personnel.

La nouvelle formation axée sur les questions de sûreté et de sécurité, s'opère avec harmonie, et mise sur la prévention du harcèlement, des abus et de l'exploitation sexuelle. Cette formation a participé au renforcement d'une base commune de connaissances et a suscité une culture institutionnelle commune, aux termes de la politique.

En outre, à la demande de plusieurs équipes techniques en 2019, le Cours de sensibilisation à la corruption et à la fraude de l'ITC a été traduit vers plusieurs langues, à savoir le français, l'espagnol, le farsi et l'ourdou. Ces nouvelles versions seront déployées en 2020.

Un environnement de travail propice, sécurisé et inclusif

Des politiques adaptées aux besoins des familles aux formations sur les préjugés inconscients et le leadership inclusif, l'ITC s'est engagé à prêcher par l'exemple. L'organisation vise à créer un environnement propice, sécurisé et inclusif qui traduit la diversité de son personnel concernant le genre, l'orientation sexuelle, le handicap, la nationalité et la culture.

Conscient que l'organisation aspire à créer un environnement de travail favorable à un bien-être émotionnel, physique et mental, l'ITC a pris plusieurs mesures pour garantir une culture de travail positive et axée sur le soutien. Ces mesures sont les suivantes :

- une nouvelle politique relative à l'allaitement au sein et à l'alimentation au biberon inclusive qui a été largement appréciée par l'ITC et d'autres entités des Nations Unies pour son attitude positive et progressive à l'égard du rôle parental actif
- les nouvelles politiques à l'endroit des handicapés et lesbiennes, gais, bissexuels, transgenres, intersexués, queer-plus (LGBTIQ+) et la création d'un « groupe d'inclusion » des points focaux (LGBTIQ+, Handicap et Accessibilité, et Genre) qui se réunit chaque mois pour transmettre des messages efficaces et susciter une prise de conscience



1. Coordinateurs de terrain au siège de l'ITC à Genève 2. Session de partage et d'apprentissage

Parité hommes-femmes

En 2019, l'ITC a réalisé d'importants progrès en faveur de l'équité entre les sexes et a mis en place une culture organisationnelle inclusive par l'introduction des mécanismes de reddition de comptes solides.

En ce qui concerne les cycles de performance 2018/2019 et 2019/2020, les objectifs de parité hommes-femmes obligatoires des cadres supérieurs exigent l'inclusion de 50 % de femmes et 50 % d'hommes sur la liste restreinte de candidats convoqués à un entretien/les listes recommandées des candidats qualifiés. De plus, le Directeur des ressources humaines s'est vu attribuer un objectif obligatoire, qui exige la fourniture des informations ventilées par sexe à chaque étape du recrutement, le suivi des progrès par rapport aux objectifs annuels, et la garantie de l'application homogène des mesures spéciales.

En 2019, le Comité de la haute direction de l'ITC a atteint la parité entre les sexes. Des six membres, trois étaient des femmes (la Directrice exécutive, la Directrice-adjointe et la Directrice).

En 2019, le pourcentage de femmes travaillant pour l'ITC atteignait globalement 47 %, contre 44 % en 2018, avec une parité entre les sexes atteinte aux niveaux P1 (50 %), P2 (57 %) et P3 (51 %). Au niveau P4, le nombre de femmes a augmenté à 38 % (contre 34 % en 2018). Au niveau P5, le taux est resté inchangé à 21 % depuis l'année précédente. L'équipe de gestion des ressources humaines a utilisé chaque mois un tableau de bord pour suivre les progrès réalisés en termes de parité hommes-femmes à chaque niveau professionnel.

Indicateurs de performance de l'ONU-SWAP 2.0

L'ITC rend compte chaque année à l'ONU-Femmes de ses progrès dans le cadre de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes (GEWE) par rapport aux 17 indicateurs du Plan d'action du Système des Nations Unies sur l'égalité des sexes (ONU-SWAP 2.0).

En 2019, l'ITC a amélioré sa conformité à l'ONU-SWAP à 81 %, contre 75 % en 2018. Pour ce faire, l'institution a renforcé son architecture de genre et le cadre politique d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes et a mis au point un marqueur de genre. En outre, sur la base des recommandations du Corps commun d'inspection et pour institutionnaliser l'ONU-SWAP dans différentes sections, l'ITC a impliqué un éventail plus diversifié de secteurs d'activité (passant de trois à 12) et a fait passer de trois à 12 le nombre de propriétaires d'entreprises ONU-SWAP 2.0 engagés dans la mise en œuvre et l'établissement de rapports. Le groupe des propriétaires d'entreprises sert désormais de mécanisme interne d'examen par les pairs et d'assurance qualité, garantissant que l'ITC est cohérent dans son auto-évaluation des mesures de performance.

À la fin de 2019, la Directrice exécutive de l'ITC a en outre approuvé une ambitieuse feuille de route ONU-SWAP 2.0 pour 2020 et au-delà. Par ailleurs, elle a créé une nouvelle unité fonctionnelle pour l'égalité des sexes comprenant le Point focal pour l'égalité des sexes en tant que coordinateur de l'unité, son personnel d'appui, un autre point focal pour l'égalité des sexes et tous les propriétaires d'entreprises.

Une brochure d'entreprise de l'ITC sur l'égalité des sexes et un environnement de travail favorable devrait être mise sur pied en 2020 ; elle fournit plus de détails sur ce travail.



3



4

3. Dorothy Tembo s'adressant aux coordinateurs de terrain à l'ITC 4. Personnel de l'ITC photographié en juillet 2019

Équilibre vie professionnelle et vie privée

Le cadre de l'ITC sur l'équilibre vie professionnelle et vie privée, révisé en 2018, est devenu une politique de pointe au sein du système des Nations Unies. Il figure désormais dans le catalogue des meilleures pratiques des Nations unies pour les femmes, dont d'autres entités peuvent bénéficier.

En 2019, le Point focal pour l'égalité des sexes, dans son rôle de point focal de l'équilibre vie professionnelle et vie privée, a commencé à travailler à l'institutionnalisation des concepts fondamentaux de la politique de l'équilibre vie professionnelle et vie privée et à aider le personnel et la direction à les utiliser. Un système en ligne, introduit en 2018, permet de suivre l'utilisation des options d'équilibre vie professionnelle et vie privée par sexe, par grade professionnel et par division et section de l'ITC. Au 31 décembre 2019, 31 % du personnel de l'ITC utilisait les options d'équilibre vie professionnelle et vie privée. Cela représente une augmentation de 14,5 % de l'utilisation des options d'équilibre vie professionnelle et vie privée, passant ainsi de 112 mesures d'équilibre vie professionnelle et vie privée en 2018 à 131 en 2019. Par ailleurs, l'utilisation des options d'équilibre vie professionnelle et vie privée par les hommes a augmenté de 29 % par rapport à 2017.

Examen stratégique de la main-d'œuvre

En 2019, des réunions d'examen des talents se sont tenues avec la Directrice exécutive et la Directrice adjointe, les différents chefs de section, les directeurs et le chef des ressources humaines. L'objectif était de s'assurer que la main-d'œuvre de l'ITC était correctement alignée sur les besoins opérationnels et d'identifier les pénuries de compétences actuelles et futures, les points forts et les besoins. Cet examen a permis de s'assurer que des ressources adéquates pouvaient être allouées et

réparties au sein de l'organisation. Ces réunions ont également permis de s'assurer que tout besoin de développement était pris en compte et intégré dans le Plan de formation et de développement de l'ITC.

En 2019, deux programmes dans le cadre de développement des talents ont eu lieu :

- 33 sessions du programme de conversations d'orientation professionnelle ont été réalisées et six ont été mises sur la liste d'attente
- Parmi ces sessions, l'on note une session dans le cadre du programme « Les sept habitudes de personnes très efficaces » à laquelle ont participé 17 personnes

En 2019, l'ITC a amélioré les compétences du personnel en matière de processus internes grâce à son programme Bundle Training (formation groupée). Ce programme comprenait 151 sessions réparties en 44 modules au cours d'une semaine de formation dédiée. Enseigné par un expert en la matière de l'ITC, chaque module de 30 à 120 minutes a exploré un processus interne. Près de 1 300 présences ont été enregistrées et 90 % des participants qui ont évalué le programme de formation ont confirmé qu'ils avaient bénéficié d'une compétence accrue dans l'utilisation des processus, des politiques et des outils internes.

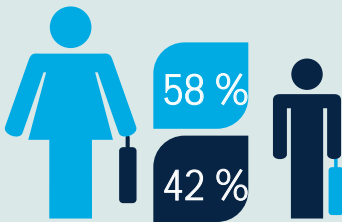
Formation continue

En 2019, le Centre d'apprentissage et de développement (L&D) de l'ITC a été amélioré pour assurer le suivi d'une formation obligatoire des non-fonctionnaires, et un catalogue de plus de 3 000 cours en ligne a été acquis. En outre, l'outil de retour d'information « 360 UN Competencies for the future » (360 compétences des Nations Unies pour l'avenir) a été testé avec succès. Une première ébauche de son programme d'initiation a été présentée à l'ITC.

Les ressources humaines de l'ITC en chiffres

353

membres du personnel représentant
84 nationalités



47 %



du personnel des catégories
professionnelles à l'ITC étaient
des femmes en 2019
(contre 44 % en 2018)*

81 %

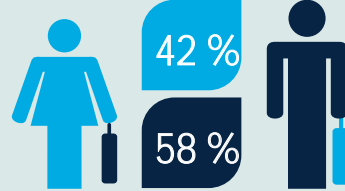
de conformité à
l'ONU-SWAP 2.0 en 2019
(contre 75 % en 2018)



75

stagiaires engagés
dans 25 pays

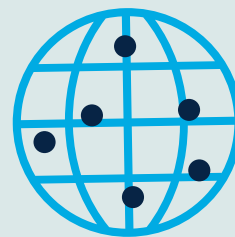
1 222



consultants et entrepreneurs individuels
(de 128 pays)

31 %

du personnel de l'ITC
a choisi des modalités
de conciliation entre vie
professionnelle et vie
privée en 2019

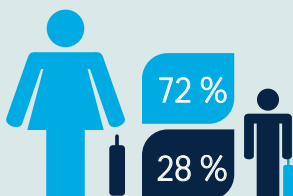


42 %

de postes vacants de catégorie
professionnelle (ou plus) remportés
par des candidats des pays en
développement ou des pays
les moins avancés

131

membres du personnel des économies
en développement et en transition



de recrutement des femmes
pour des concours à durée
déterminée

17

membres du personnel des
pays les moins avancés

*répartition exacte : P1 : 50 % ; P2 : 57 % ; P3 : 51 % ; P4 : 38 % ; P5 : 21 %

Premières impressions

Sushma Desai

Assistant d'équipe,
Recherche et stratégies
pour l'exportation
(Inde)



Je travaille sur deux projets au Myanmar qui aident le gouvernement du pays à atteindre une croissance économique inclusive et durable. Les projets contribuent à renforcer les systèmes nationaux et à développer leurs capacités en mettant en œuvre les résultats de nos projets. J'aime coordonner le travail avec d'autres divisions de l'ITC et des partenaires tels que le Programme des Nations Unies pour le développement pour organiser des ateliers, des voyages, des recrutements et d'autres activités. Cela me procure un immense sentiment de satisfaction de contribuer à la vision de l'ITC qui consiste à créer un impact commercial durable.

Le commerce est depuis longtemps un domaine d'intérêt pour moi et je suis ravie de travailler avec des collègues motivés et dynamiques pour promouvoir un commerce durable et inclusif, d'autant plus que le commerce est un moteur efficace pour l'inclusion économique des femmes. Il est inspirant de voir comment les travaux de l'ITC soutiennent la participation des femmes au commerce en s'attaquant de manière globale aux obstacles structurels auxquels elles sont confrontées et en augmentant la compétitivité de leurs entreprises. Les femmes peuvent apporter une contribution inestimable à la société et à l'économie.

**Nydiane Razafindraingo**

Administrateur
professionnel junior,
Chaines de valeur
durables et
inclusives
(Madagascar)

Camille Roy

Chargé de projet associé,
Bureau pour l'Asie-Pacifique
(France)



Je participe au développement et à la mise en œuvre de plusieurs projets dans la région Asie et Pacifique financés par l'Union européenne et le Royaume-Uni. J'ai l'occasion unique d'être entouré de personnes professionnelles, passionnées et inspirantes qui contribuent à des initiatives significatives et percutantes dans un vaste éventail de processus et de sujets. Qu'il s'agisse de la coordination et de la gestion de projets, de la planification du travail, de la budgétisation ou de l'établissement de rapports, cette expérience m'a permis de m'épanouir sur le plan professionnel et personnel et d'avoir un impact positif sur le développement de nos bénéficiaires dans la région.



Communication

En 2019, la section **Communications et événements** de l'ITC a continué à servir chaque partie de l'organisation avec un soutien stratégique et opérationnel en matière d'information publique, de sensibilisation, de planification d'événements et de publication. Ce travail comprenait les relations avec les médias, l'actualité sur Internet, le journal trimestriel de l'ITC, les bulletins d'information, les médias sociaux, les vidéos, les podcasts, un programme d'autonomisation des communications et l'établissement de collaborations avec des partenaires clés.

Activités de communication

En 2019, l'ITC a poursuivi ses efforts pour collaborer avec des médias influents des pays bénéficiaires et les pourvoyeurs de fonds. Les sources d'information mondiales ont continué à utiliser les données de l'ITC dans leur couverture du commerce, et les initiatives ont reçu une couverture dans les médias locaux et nationaux, ainsi que dans les médias régionaux et mondiaux.

En 2019, le nombre total des **mentions de l'ITC dans les médias** a atteint 12 700 (soit une légère hausse de 0,61 % par rapport à 2018). L'ITC a également fait passer son message dans la presse en publiant de nombreux articles d'opinion et en accordant des interviews à la presse écrite et à la télévision.

Le **site Web** de l'ITC a reçu plus de 4 034 586 pages vues en 2019, soit une augmentation de 8,39 % par rapport à l'année précédente. Ces avis ont été recueillis au cours de 2 114 738 sessions d'utilisateurs, soit 8,81 % de plus que l'année précédente. Les articles, communiqués de presse et avis aux médias sur les travaux de l'ITC ont reçu 145 849 avis.

Forum du commerce international, la publication trimestrielle de l'ITC a reçu 106 577 visites de pages en ligne au cours de l'année. Les thèmes abordés comprenaient le commerce et la technologie, le financement du développement et un numéro double spécial sur la zone de libre-échange de l'Afrique continentale. Parmi les contributeurs figuraient Albert Muchanga, Commissaire au commerce et à l'industrie de la Commission de l'Union africaine, David Luke, Coordinateur du Centre africain pour la politique commerciale, Commission économique des Nations unies pour l'Afrique et Fekitamoeloa Utoikamanu, Secrétaire général adjoint et Haut Représentant du Bureau du Haut Représentant des Nations Unies pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement. Parallèlement, le **bulletin d'information** mensuel de l'ITC a fourni des mises à jour sur les projets, l'actualité et les publications de l'ITC à près de 16 000 destinataires de courriers en ligne.

Les **médias sociaux** ont poursuivi leur croissance organique et l'ITC a renforcé ses capacités d'analyse en 2019. Des campagnes de médias sociaux centrées sur les vidéos, la photographie et l'infographie ont attiré l'attention et le trafic en ligne sur le travail de l'ITC.

Le compte Twitter principal de l'ITC (@ITCnews) a gagné 27,8 % de suiveurs supplémentaires, portant le total à 35 466. Le réseau LinkedIn de l'ITC s'est également développé de 46,8 % pour atteindre 48 083 suiveurs.

Sur Facebook, le nombre de suiveurs de l'ITC a augmenté de 12,4 % pour atteindre 23 466 suiveurs. Le nombre de suiveurs sur le compte Instagram de l'ITC a ensuite augmenté de 56,2 % pour atteindre un peu plus de 5 467.

Les taux d'engagement ont été constamment supérieurs aux références du secteur pour tous les canaux.

Communications multimédias

En 2019, l'ITC a continué à investir dans des contenus vidéo de haute qualité destinés à être utilisés sur les médias sociaux et à soutenir de nombreux événements. Le nombre de vues sur les différentes plateformes a augmenté de 41 % en 2018. En outre, vers la fin de 2019, l'unité Communications et événements a collaboré avec Innovation Lab de l'ITC pour coproduire et lancer le podcast Trade Forward de l'ITC.

Résumé des vidéos visionnées sur les médias sociaux en 2019 :

CANAL	Nombre de vidéos	Nombre de vues
Twitter	197	81 255
Facebook	164	98 673
LinkedIn	55	6 096
Instagram	3	1 262
YouTube	161	129 338
TOTAL	580	316 624

Principaux événements étayés par du contenu vidéo en 2019 :

- Journée internationale de la femme 2019
- Journée internationale des micros, petites et moyennes entreprises 2019
- Forum sur le commerce pour le développement durable (T4SD) 2019
- Journée mondiale du coton 2019
- Forum mondial pour le développement des exportations 2019



Interview vidéo pendant le Forum T4SD 2019 © Antoine Tardy/ITC

Partenariats de communication

En 2019, l'ITC a collaboré avec plusieurs partenaires pour atteindre des publics nouveaux et existants dans le cadre d'événements tels que la Journée internationale de la femme, les Journées européennes du développement et la Journée internationale des micros, petites et moyennes entreprises. Ces partenaires comprenaient le Cadre intégré renforcé, l'Union européenne, l'Université de Genève et l'État (canton) de Genève et l'USAID.

L'ITC a collaboré avec Ethiopian Airlines et a obtenu des tarifs aériens préférentiels à Addis-Abeba pour soutenir la campagne publicitaire du Forum mondial pour le développement des exportations en Éthiopie en novembre 2019.

Renforcement des capacités en matière de communication

L'unité Communications et événements de l'ITC a entrepris plusieurs activités de formation et de sensibilisation en 2019. Ces événements visaient à renforcer les capacités des médias en matière de commerce et de développement en donnant aux journalistes des informations sur les petites et moyennes entreprises des pays en développement et en développant les compétences des professionnels de la communication.

Lors du Forum mondial pour le développement des exportations à Addis-Abeba, en Éthiopie, en novembre 2019, 20 journalistes (19 d'Afrique et un d'Europe) ont participé à un programme de formation aux médias de l'ITC dirigé par des hauts fonctionnaires de l'ITC, de l'Union européenne, du Cadre intégré renforcé et de l'Union africaine. Ils ont produit plus de 50 articles et reportages vidéo tout au long de la semaine.

En décembre 2019, l'ITC a formé 25 professionnels de la communication et du développement des exportations travaillant pour Ghana Export Promotion Authority, co-organisateur de la Conférence mondiale des organisations de promotion du commerce à Accra, au Ghana, en 2020, aux techniques de sensibilisation des médias et de narration.

Communications internes

En 2019, l'ITC a renforcé sa communication interne avec un nouveau concept, appelé « Staff Talks ». Parmi huit de ces événements, ces conversations avant le déjeuner ont fait intervenir des conférenciers du secteur privé tels que Mastercard ou des partenaires de l'Organisation mondiale du commerce et de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement. Avec les membres du personnel, ils ont discuté de sujets dans les domaines de la technologie des chaînes de production, de l'entrepreneuriat social, des industries créatives et de l'économie bleue.

Dans le même temps, le bulletin d'information interne mensuel de l'ITC a amélioré la communication entre les organisations avec des temps forts consacrés à des entretiens avec le personnel et les membres du terrain, aux processus internes, aux événements liés à l'ITC et aux partenariats.



1. Journée mondiale du coton 2019 à l'OMC, Genève 2. Une session d'entretiens avec le personnel à ITC à Genève 3. Journée internationale de la femme 2019 4. Women Shaping Global Economic Governance (Les femmes façonnent la gouvernance économique mondiale)

Publications

En 2019, les publications offrant des analyses et des outils pour les entreprises, les gouvernements et les chercheurs ont continué à être une composante essentielle de la portée externe de l'ITC et de l'exécution de la coopération technique.

Parmi les titres les plus populaires en 2019, nous pouvons citer les **Perspectives de compétitivité des PME**, axées sur la finance, une nouvelle édition du **Guide de la diplomatie commerciale**, et une publication présentant les points de vue des femmes dirigeantes sur la gouvernance économique. **Women Shaping Global Economic Governance** a rassemblé les points de vue de 28 éminentes femmes penseuses et responsables politiques, avec un avant-propos d'Angela Merkel, Chancelière fédérale de la République fédérale d'Allemagne.

En 2019, l'ITC a fait paraître 47 publications (31 nouveaux titres). Le nombre total de téléchargements sur le Web a augmenté de 14 %, pour atteindre 37 883. L'impression à la demande a augmenté de 37 %, totalisant près de 10 000 exemplaires, la plupart distribués directement aux pays en développement. L'augmentation de la diffusion reflète l'utilisation de plans de promotion et d'événements de lancement ciblés, y compris le besoin de copies imprimées dans les ateliers de formation et les événements de lancement.

Parmi les 20 publications les plus téléchargées en 2019, la moitié a été nouvellement publiée au cours de cette année, tandis que les autres des années précédentes ont continué à être populaires.

Top 10 des téléchargements les plus populaires des publications de l'ITC en 2019

1. Le guide du café (3^{ème} édition)
2. Perspectives de compétitivité des PME 2019
3. Contrats-types destinés aux petites entreprises
4. Perspectives de compétitivité des PME 2018
5. Guide de la diplomatie commerciale
6. Women Shaping Global Economic Governance
7. Marché de l'union européenne pour des produits durables
8. Profils tarifaires mondiaux 2019
9. L'état des marchés durables 2018
10. Le guide du café (en espagnol)

Plusieurs nouveaux titres ont porté sur la durabilité, tels que les exigences de conformité pour le commerce durable dans les pays africains, les préférences des consommateurs pour les produits durables en Europe, les lignes directrices pour l'intégration des pratiques durables dans l'exécution des projets. Parmi les autres sujets abordés en 2019 on peut citer les guides spécifiques aux produits, la compétitivité des entreprises, le commerce électronique, les mesures non tarifaires et les femmes dans le commerce.



1. Exposition de photos des projets du Fonds fiduciaire néerlandais lors de l'Examen global de l'Aide pour le commerce 2019, OMC, Genève

Événements

Événements clés

Journée internationale de la femme : L'entrepreneuriat des jeunes – Pitching for Gender Equality (Promotion de l'égalité des sexes)

7 mars, Genève

À l'occasion de la Journée internationale de la femme 2019, l'ITC a organisé une cérémonie de remise de prix et annoncé le gagnant de son premier concours de présentation d'entreprise par vidéo destiné aux étudiants du monde entier et visant à générer des idées pour renforcer l'autonomie des femmes dans les entreprises. Creationsia, trois étudiantes de l'Institut de technologie de Bandung, en Indonésie, ont remporté le concours grâce à une approche innovante du recyclage des déchets plastiques de l'océan. L'équipe gagnante a partagé son idée d'entreprise lors de Youth Media Zone du Forum mondial pour le développement des exportations à Addis-Abeba en novembre 2019.

Journée des MPME 2019 : De l'argent pour les petites entreprises

27 juin, Genève, New York, Mumbai, Nairobi, Lyon, Offenburg

Dans le cadre d'une série de manifestations mondiales organisées pour célébrer la troisième Journée internationale des micros, petites et moyennes entreprises le 27 juin, l'ITC et ses partenaires ont mis l'accent sur l'importance du financement des petites et moyennes entreprises dans les économies émergentes pour atteindre les objectifs de développement durable. Le rapport annuel phare de l'ITC, Perspectives de compétitivité des petites et moyennes entreprises (PME), a été lancé pour la première fois lors de la Journée des MPME. Le rapport a fourni de nouvelles données et analyses pour étayer les discussions de la Journée des MPME tenues avec des représentants d'organisations internationales, de gouvernements, d'associations d'entreprises, d'universités et du secteur privé lors d'événements à Genève, New York, Mumbai, Nairobi, Lyon et Offenburg.

Forum mondial pour le développement des exportations (WEDF) 2019 : Investir dans une Afrique unie

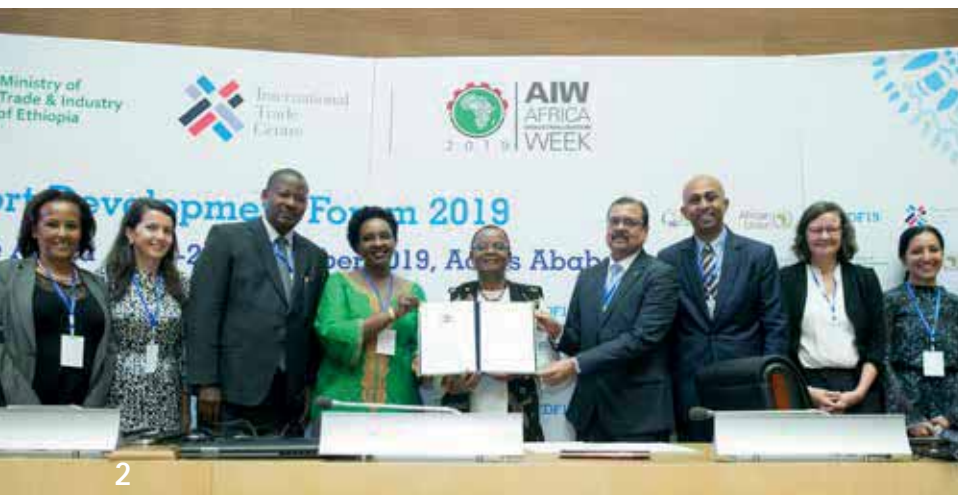
Du 18 au 22 novembre, siège de l'Union africaine, Addis Abeba

L'ITC a tenu son événement phare de l'année au siège de l'Union africaine à Addis Abeba, en Éthiopie, dans le cadre de la Semaine de l'industrialisation de l'Afrique organisée par l'UA. Le Forum mondial pour le développement des exportations 2019 était axé sur les nouvelles opportunités de commerce et d'investissement dans le contexte d'une Zone de libre échange continentale africaine (ZLECAF).

La 19^e édition du WEDF, co-accueillie par le gouvernement éthiopien et l'Union africaine, a rassemblé plus de 1 000 décideurs politiques, investisseurs, femmes d'affaires et jeunes entrepreneurs, avec des représentants d'organisations internationales, de gouvernements et d'entreprises.

Au cours de ce forum, qui a duré une semaine, les réflexions se sont axées sur trois piliers, à savoir les entreprises, les femmes et les jeunes, avec une grande variété de contributions lors :

- de plénières de haut niveau sur l'investissement dans des solutions innovantes, durables et inclusives pour « une Afrique unie »
- du troisième concours de présentation d'entreprise pour les jeunes entrepreneurs sociaux
- d'ateliers de renforcement de capacités
- de rencontres de jumelage d'entreprises spécialisées dans l'agro-industrie, la machinerie et l'emballage
- de SheTrades Global 2019 - réunion annuelle de l'initiative SheTrades de l'ITC
- d'ateliers SheTrades ZLECAF pour les associations de femmes d'affaires de toute l'Afrique
- du Forum sur l'entrepreneuriat des jeunes et l'auto-emploi (YES) 2019



2. Cérémonies de signature - pour le développement de variétés de coton améliorées - entre chercheurs ougandais et indiens, Forum mondial pour le développement des exportations 2019, Éthiopie © Koraimage/ITC 3. Réunions interentreprises, Forum mondial pour le développement des exportations 2019, Éthiopie © Koraimage/ITC

- Forte présence des entreprises facilitée par le programme de soutien au commerce et aux investissements indiens pour l'Afrique (SITA)
- De la rencontre d'investissement Chine-Éthiopie organisée par le Partenariat pour l'investissement et la croissance en Afrique (PIGA)
- De la formation sur les médias pour les journalistes de toute l'Afrique
- De Youth Media Zone - espace d'atelier sponsorisé par l'USAID sur le thème « L'Afrique que nous voulons ».
- Concours de présentation d'entreprise pour les jeunes entrepreneurs sociaux

Le gagnant de la troisième édition (2019) du concours de présentation d'entreprise **pour les jeunes entrepreneurs sociaux** était **SiyaBuddy**. Cette entreprise de recyclage sud-africaine crée des emplois indirects pour plus de 1 000 personnes, dont 80 % de femmes. Cette entreprise développe un système permettant de commercialiser son approche de l'utilisation des larves de mouches soldats noires pour la production du compost. Grâce à l'argent gagné de ce prix SiyaBuddy envisage d'étendre le projet et d'améliorer la viabilité de cette solution innovante et respectueuse de l'environnement.

Autres moments phares

Examen global de l'Aide pour le commerce à l'Organisation mondiale du commerce

Du 3 au 5 juillet 2019 à Genève

L'ITC a contribué à plusieurs événements à l'occasion du septième Examen global de l'Aide pour le commerce, avec une spécialisation sur le tourisme, les femmes dans les marchés internationaux, le commerce en ligne et les chaînes de valeur durables. L'ITC a en outre organisé une **exposition photographique** des projets au Kenya, en Birmanie et au Sénégal, et a publié son livre **Women Shaping Global Economic Governance**. Plusieurs des contributeurs à cette publication ont accompagné la Directrice exécutive de l'ITC pour élaborer des solutions aux défis auxquels font face l'économie et la finance mondiales, et cet événement a été diffusé en direct.

Forum du commerce pour le développement durable (T4SD) : Durabilité : Nouvelle normalité dans le monde d'après 2030

Du 7 au 9 octobre à Genève

Le sixième forum T4SD, tenu en 2019, a servi de plateforme d'échange de points de vue, de partage de bonnes pratiques et d'impulsion de solutions pour une économie plus verte et plus inclusive. L'événement a mis en relief l'importance de la prise en compte de la durabilité. Il avait pour objectif de stimuler de l'action au sein de la communauté commerciale afin de combler le fossé existant entre le commerce et la préservation de l'environnement.

Journée mondiale du coton

7 octobre à Genève

Après que le Bénin, le Burkina Faso, le Tchad et le Mali (les 4 pays du coton) ont adressé une demande à l'Assemblée générale des Nations Unies pour la reconnaissance du 7 octobre comme journée mondiale du coton, l'ITC a été parmi les premières organisations partenaires à marquer cette journée d'événements à l'Organisation mondiale du commerce. L'ITC a contribué à la mise en place d'une **boutique éphémère** et à l'organisation d'un **défilé de mode** pour les artisans associés à l'industrie africaine du coton, et a mené des discussions sur les moyens d'ajouter de la valeur au coton et sur ses produits dérivés.

Exposition internationale des importations de Chine (CIIE)

Du 5 au 10 novembre à Shanghai

L'ITC a soutenu 84 micros, petites et moyennes entreprises de 22 pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine afin qu'elles participent à la CIIE et qu'elles réalisent des percées dans le marché chinois. Grâce à des stands d'entreprise et à un accompagnement au niveau des médias et des réseaux sociaux, les entrepreneurs ont pu tirer le meilleur parti de cette opportunité. L'événement a rassemblé 150 000 acheteurs professionnels nationaux et étrangers, ainsi que des exposants de 100 pays.



© shutterstock.com

Partenariats

Les partenariats ont été au cœur des interventions de l'ITC en 2019, ce qui s'est reflété par une sensibilisation accrue sur la nécessité de collaboration avec les autres acteurs du développement en vue d'obtenir des résultats durables dans des contextes de développement complexes et dynamiques.

Cette priorité s'est également reflétée dans les conclusions du Rapport de synthèse de l'évaluation annuelle pour l'année 2019. Ledit rapport recommandait « la prise en compte par l'ITC dans la planification et la mise en œuvre de ses projets de mise en place de synergies comme élément obligatoire pour ses interventions aux étapes de conception, de mise en œuvre et de production de rapports. Cette recommandation implique la priorisation de partenariats solides et de réseaux de soutien pour la coordination de leurs activités et la capitalisation de leurs capacités de manière politiquement cohérente ».

L'ITC opère dans un écosystème dans lequel non seulement il fournit une assistance technique en lien avec le commerce, mais aussi influence ses partenaires et leur environnement en mettant en place des synergies efficaces.

Au regard de cela, l'ITC a poursuivi le renforcement de ses relations avec les gouvernements et les autres partenaires, tout en mettant un accent particulier sur l'intensification de sa présence dans les pays, y compris en renforçant son réseau de partenaires de mise en œuvre fiables.

L'ITC a étendu son portail mondial d'information commerciale, le Global Trade Helpdesk, en partenariat avec l'Organisation mondiale du commerce (OMC), la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et d'autres organismes des Nations Unies. Ce portail intègre les informations de veille économique et commerciale dans un « guichet unique ». Il intègre des services existants au sein de l'ITC, de la CNUCED et de l'OMC ainsi que d'autres services offerts par des organisations partenaires, notamment le Fonds des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, la Banque de développement interaméricaine, la Banque africaine de développement, l'Organisation mondiale des douanes, le Groupe de la Banque mondiale et bien d'autres.

En 2019, l'ITC s'est engagé avec les pays africains à mettre sur pied l'Observatoire africain du commerce comme un instrument destiné à accompagner la future Zone de libre-échange continentale africaine. L'Observatoire africain du commerce sera une source d'informations de veille économique et commerciale en Afrique en temps réel, qui regroupera en un même endroit des informations sur tous les pays, produits et marchés. En 2019, le projet et ses activités ont été présentés à plus de 100 décideurs politiques, fonctionnaires de haut niveau et acteurs pertinents dans le cadre d'ateliers nationaux, et 13 pays pilotes ont participé à un atelier technique.

Dans le cadre de son programme Alliance for Action, l'ITC a initié ou intensifié des partenariats avec le Secrétariat de la Communauté du Pacifique (SPC) dans le cadre du projet intra-ACP financé par l'UE. L'ITC est également en partenariat avec l'Institut de recherche et de développement agricole des Caraïbes, l'Agence de développement des exportations des Caraïbes, Coconut Industry Board et d'autres institutions régionales et nationales, avec une orientation particulière vers le secteur de la noix de coco dans 12 pays caribéens. Dans le secteur du cacao, l'ITC a signé des partenariats avec Fair Trade Africa, Max Havelaar Switzerland, Kuapa Kokoo Farmers Union, et COOP Chocolats Halba au Ghana.

Dans le secteur du café, l'ITC est en partenariat avec les petits producteurs et travailleurs membres du Réseau latino-américain et caribéen du commerce équitable (CLAC) en Amérique latine et aux Caraïbes, et l'Agence des Cafés Robusta d'Afrique et de Madagascar (ACRAM) en Afrique. L'ITC a également consulté l'expertise d'un réseau de 40 acteurs du secteur du café, des producteurs aux marques, sur la mise à jour de son Guide de l'exportateur du café. Dans le domaine de la finance inclusive et de l'investissement, l'ITC a collaboré avec le Réseau de financement et d'investissement en faveur des petites et moyennes entreprises agricoles en vue d'élaborer des prospectus d'investissement pour des chaînes de valeur ciblées dans les Caraïbes.



1. Le Conseil norvégien pour les réfugiés et la plateforme d'emploi Freelancer ont permis aux résidents d'un camp de réfugiés d'acquérir de nouvelles compétences © David Macharia/ITC 2. Le Premier ministre de la Barbade, Mia Amor Mottley, lors de l'événement de lancement de la phase II du développement de l'industrie de la noix de coco pour les Caraïbes, mis en œuvre par Alliances for Action en collaboration avec l'UE, le CARIFORUM et les pays ACP 3. La Fondation de l'UEFA pour l'enfance et l'ITC ont signé un partenariat pour le développement d'une nouvelle initiative – Kick for Trade 4. L'ITC facilite le partenariat entre la Suisse et l'Égypte pour stimuler les exportations de textiles et de vêtements

L'initiative SheTrades de l'ITC a poursuivi sa collaboration avec ses principaux partenaires, y compris ceux du secteur privé tels que eBay, Maersk, UPS, Barclays Bank et GroFin, sur le renforcement des capacités des entreprises détenues par des femmes et la réalisation de l'objectif de connecter trois millions de femmes au marché d'ici 2021, ainsi que sur la réalisation de ses engagements dans le cadre de son mandat.

L'initiative du Commerce pour le développement durable de l'ITC a établi un partenariat avec le Programme de convergence sociale et du travail afin de faire avancer l'adoption du Cadre d'évaluation convergent et de réduire les redondances d'audits dans les secteurs sélectionnés. Cet effort pourrait débloquer des ressources de plus de \$1 million de dollars dépensées dans des audits redondants

pour la seule année 2019, pour un total de \$200 millions d'ici 2023, ressources qui seraient redéployées pour l'amélioration des conditions de travail dans les usines de confection de vêtements à travers le monde.

Le partenariat de l'ITC avec le Conseil norvégien pour les réfugiés et les plateformes d'emploi Upwork et Freelancer a permis aux résidents du camp de réfugiés de Kakuma et aux communautés locales hôtes d'acquérir de nouvelles compétences et d'obtenir des emplois à distance.

Le fait d'apprendre la fourniture de services tels que la saisie de données, la transcription, la recherche en ligne et la conception publicitaire a permis aux bénéficiaires d'accéder à des opportunités d'emploi bien au-delà de Kakuma.



Politique d'intégration

Les objectifs de développement durable et inclusif sont au cœur du travail de l'ITC. Un « commerce vertueux » est un commerce qui crée des impacts économiques, sociaux et environnementaux positifs et inclusifs. Il offre des possibilités d'entrepreneuriat, en particulier aux femmes, aux jeunes et aux communautés pauvres, et il est respectueux du climat.



M. Rubén Lasso Guevara, Corporación Técnica para el Desarrollo del Pacífico, Colombia © Ana Milena Moreno Toledo/ITC



Mme Chandrika Pakhrin, créatrice de mode, société CDK, Bhoutan © Gabriela Byrde/ITC

Dans ce contexte, l'ITC a lancé en 2019 une initiative stratégique visant à intégrer systématiquement les objectifs liés au genre, à la jeunesse, à la croissance verte et à la responsabilité sociale dans tous les projets de l'ITC.

L'initiative d'intégration comprenait plusieurs actions :

- **Créer une vision** : L'ITC a apporté un meilleur soutien aux partenaires et aux bénéficiaires en prenant en compte les objectifs de genre, de jeunesse, de croissance verte et de responsabilité sociale dans tous ses projets.
- **Fourniture de connaissances et de soutien** : L'ITC a élaboré des directives pratiques à l'intention des directeurs de projets sur la manière d'inclure les objectifs d'intégration dans l'ensemble du cycle de projet, de l'élaboration à la mise en œuvre en passant par l'évaluation. Des points focaux étaient disponibles pour fournir une expertise et des informations de première main aux directeurs de projets pour chaque domaine d'intégration. Les employés qui contribuent à la conception et à la mise en œuvre des projets, et au-delà, ont reçu une formation.
- **Demander des comptes** : L'ITC a développé des systèmes, des processus et des indicateurs clés pour vérifier les progrès et les succès de l'intégration. La haute direction de l'ITC a régulièrement procédé à la vérification des actions et des obligations de compte rendu des chefs de projet.
- **Créer un mouvement** : L'ITC a entrepris des activités de communication avec les parties prenantes internes et externes afin de stimuler l'engagement à intégrer la durabilité et l'inclusion dans le travail et les habitudes quotidiennes.

Cette approche systématique a permis de garantir que les travaux de l'ITC continuent à contribuer à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration des moyens de subsistance, tout en atténuant les risques environnementaux et en concrétisant des opportunités économiques.

■ 120

Pays* dans lesquels
l'ITC était actif en 2019



* Les frontières et les noms indiqués sur cette carte, ainsi que les désignations employées, sont à titre indicatif. Ils n'impliquent ni la reconnaissance, ni l'acceptation officielle par l'Organisation des Nations Unies d'une frontière contestée. Ils n'ont aucun impact quant au fait de parvenir à une solution politique mutuellement acceptable, conforme aux buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies.



Appendices



APPENDICE I

DOMAINES D'INTERVENTION ET PROGRAMMES DE L'ITC

DOMAINE D'INTERVENTION	PROGRAMMES
1. Fournir une veille commerciale et économique	Transparence des échanges commerciaux
	Mesures non tarifaires appliquées aux biens et aux services
	Veille concurrentielle
2. Créer un environnement propice aux affaires	Stratégies de développement du commerce
	Facilitation des échanges
	Appui aux négociations commerciales et aux réformes politiques
3. Renforcer les institutions d'appui au commerce et à l'investissement	Renforcer les institutions d'appui au commerce et à l'investissement
4. Relier les PME aux chaînes de valeur internationales	La valeur ajoutée aux échanges commerciaux
	ecomConnect : Faciliter le commerce grâce aux canaux numériques
5. Promouvoir et intégrer un commerce inclusif et vert	Programme de renforcement du rôle des femmes dans le commerce
	Renforcement de la participation des communautés défavorisées au commerce
	Les jeunes et le commerce
	Commerce pour le développement durable
6. Soutenir l'intégration économique régionale et les relations Sud-Sud	Stimuler le commerce régional
	Commerce et investissements Sud-Sud

COMMENT LES PROGRAMMES DE L'ITC SONT LIÉS AUX OBJECTIFS ET CIBLES DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

ODD	CIBLES	PROGRAMMES
Objectif 1 Éradiquer la pauvreté sous toutes ses formes partout dans le monde.	1.2 Réduire la proportion d'hommes, de femmes et d'enfants de tous âges vivant dans la pauvreté.	Tous les programmes
	1.b Créer des cadres de politique rationnels basés sur des stratégies de développement favorables aux pauvres et tenant compte du genre.	
Objectif 2 Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable.	2.3 Doubler la productivité et les revenus des petits producteurs alimentaires, en particulier des femmes, des populations autochtones, des familles vivant d'agriculture, des éleveurs et des pêcheurs	Transparence des échanges commerciaux
	2.4 Veiller à la mise en place de systèmes de production alimentaire et des pratiques agricoles résistantes au changement climatique	Mesures non tarifaires pour les biens et services
	2.b Corriger et prévenir les restrictions commerciales et les distorsions sur les marchés agricoles mondiaux	Appui aux négociations commerciales et aux réformes politiques
		La valeur ajoutée aux échanges commerciaux
		Programme de renforcement du rôle des femmes dans le commerce
		Renforcement de la participation des communautés défavorisées au commerce
		Commerce pour le développement durable
Objectif 4 Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie.	4.4 Augmenter considérablement le nombre de jeunes et d'adultes possédant les compétences nécessaires, notamment techniques et professionnelles, pour l'entrepreneuriat, l'emploi et surtout un travail décent	Renforcer les institutions d'appui au commerce et à l'investissement
		La valeur ajoutée aux échanges commerciaux
		Programme de renforcement du rôle des femmes dans le commerce
		Les jeunes et le commerce
		Renforcement de la participation des communautés défavorisées au commerce
Objectif 5 Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles.	5.1 Mettre fin à toutes les formes de discrimination contre toutes les femmes et les filles partout dans le monde	Stratégies de développement du commerce
	5.5 Assurer la participation pleine et effective des femmes et l'égalité des chances en matière de leadership à tous les niveaux de la prise de décision dans la vie politique, économique et publique	Facilitation des échanges
	5.a Entreprendre des réformes pour donner aux femmes l'égalité des droits aux ressources économiques	La valeur ajoutée aux échanges commerciaux
	5.b Améliorer l'utilisation des technologies de facilitation, en particulier les technologies de l'information et de la communication, pour promouvoir l'autonomisation des femmes	Programme de renforcement du rôle des femmes dans le commerce
Objectif 8 Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, l'emploi plein et productif et un travail décent pour tous.	8.2 Atteindre des niveaux plus élevés de productivité économique grâce à la diversification, la modernisation et l'innovation technologique	Tous les programmes
	8.3 Promouvoir des politiques axées sur le développement qui soutiennent les activités productives, la création d'emplois décents, l'esprit d'entreprise, la créativité et l'innovation, et encouragent la formalisation et la croissance des MPME	
	8.5 Assurer le plein emploi productif et un travail décent pour toutes les femmes et les hommes, notamment pour les jeunes	
	8.6 Réduire considérablement la proportion de jeunes sans emploi, ni études ni formation	
	8.9 Mettre en œuvre des politiques visant à promouvoir un tourisme durable qui crée des emplois et favorise la culture et les produits locaux	
	8.10 Renforcer la capacité des institutions financières à encourager et élargir l'accès aux services financiers pour tous	
	8.a Augmenter l'appui d'Aide pour le commerce aux pays en développement, en particulier aux pays les moins avancés	
	8.b Élaborer et rendre opérationnelle une stratégie mondiale pour l'emploi des jeunes et mettre en œuvre le Pacte mondial de l'emploi de l'Organisation internationale du travail	

ODD	CIBLES	PROGRAMMES
Objectif 9 Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation inclusive et durable et encourager l'innovation.	9.3 Accroître l'accès des petites entreprises industrielles et autres entreprises, en particulier des pays en développement, aux services financiers, y compris un crédit abordable, et leur intégration dans les chaînes de valeur et les marchés	Stratégies de développement du commerce Facilitation des échanges
	9.b Soutenir le développement technologique, la recherche et l'innovation dans les pays en développement, notamment en assurant un environnement politique propice, <i>surtout</i> pour la diversification industrielle et la valorisation des produits de base	La valeur ajoutée aux échanges commerciaux Commerce et investissements Sud-Sud
Objectif 10 Réduire les inégalités au sein et entre les pays.	10.1 Assurer progressivement et durablement une croissance des revenus des 40 % de la population les plus pauvres	Tous les programmes
	10.2 Renforcer et promouvoir l'inclusion sociale, économique et politique de tous, sans distinction d'âge, de sexe, d'incapacité, de race, d'ethnie, d'origine, de religion ou de statut économique ou autre	
	10.a Appliquer le principe du traitement spécial et différencié aux pays en développement, en particulier les pays les moins avancés (PMA)	
Objectif 12 Garantir une consommation et une production responsables.	12.2 Parvenir à une gestion durable et à une utilisation rationnelle des ressources naturelles	La valeur ajoutée aux échanges commerciaux
	12.6 Encourager les entreprises à adopter des pratiques durables	Commerce pour le développement durable
Objectif 16 Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux des institutions efficaces, responsables et inclusives.	16.6 Soutenir des institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux	Stratégies de développement du commerce
	16.7 Assurer une prise de décision réactive, inclusive, participative et représentative à tous les niveaux	Appui aux négociations commerciales et aux réformes politiques
	16.8 Élargir et renforcer la participation des pays en développement dans les institutions de gouvernance mondiale	La valeur ajoutée aux échanges commerciaux Stimuler le commerce régional
Objectif 17 Renforcer les moyens de mise en œuvre et revitaliser les partenariats mondiaux pour l'atteinte des objectifs de développement durable.	17.3 Mobiliser des ressources financières supplémentaires pour les pays en développement à partir de sources multiples	Tous les programmes
	17.5 Adopter et mettre en œuvre des régimes de promotion des investissements pour les pays les moins développés	
	17.6 Renforcer la coopération régionale et internationale Nord-Sud, Sud-Sud et triangulaire sur la science, la technologie et l'innovation, améliorer l'accès à la science, la technologie et l'innovation, et renforcer le partage des connaissances sur des bases consensuelles	
	17.10 Promouvoir un système commercial multilatéral non discriminatoire et équitable fondé sur des règles universelles et ouvertes	
	17.11 Accroître les exportations des pays en développement, en particulier en vue de doubler la part des exportations mondiales des PMA	
	17.12 Mettre promptement en œuvre l'accès au marché sans droits de douane et sans quota sur une base durable pour tous les PMA	
	17.13 Améliorer la stabilité macroéconomique mondiale, notamment par la coordination et la cohérence des politiques	
	17.17 Encourager et promouvoir des partenariats efficaces entre les secteurs public, public-privé et la société civile, en s'appuyant sur l'expérience et les stratégies de ressources des partenariats	
	17.19 Soutenir le renforcement des capacités statistiques dans les pays en développement	

APPENDICE II

COOPÉRATION TECHNIQUE DE L'ITC PAR RÉGION ET DOMAINE D'INTERVENTION

PAYS / RÉGION	PMA	PAYS PRIORITAIRES	PROJETS PAR RÉGION	DOMAINE D'INTERVENTION						POURVOYEURS DE FONDS	BUDGET DE FONCTIONNEMENT 000 \$	DÉPENSE 000 \$	RÉALISÉ À %
				1	2	3	4	5	6				
Afghanistan	■	■	Afghanistan : Initiative sur les modes de vie éthiques pour la réintégration économique des rapatriés et des personnes déplacées dans leur propre pays (B439)					■		Union européenne Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC Chine	3 046	3 389	111 %
			Afghanistan : Aide liée au commerce (A764)		■	■	■						
			Promotion du commerce entre la Chine et d'autres pays en développement le long de la Nouvelle route de la soie (B568)	■				■					
Albanie			Soutien à la facilitation des échanges entre les parties de l'ALECE (B444)		■				■	l'Union européenne	51	39	77 %
Antigua-et-Barbuda	■	■	Caraïbes : Développement des produits à valeur ajoutée et du commerce intra-régional pour l'amélioration des moyens de subsistance tirés des noix de coco II (B407)					■		Union Européenne Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	-	47	0 %
			CARIFORUM : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B900)	■		■							
			Veille commerciale : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B906)	■									
Argentine			Partenariat entre la Chine et l'Amérique latine pour le commerce en ligne (B848)			■	■	■		Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC (BDF)	-	9	0 %
Arménie		■	Partenariat oriental : Ready to Trade - une initiative EU4Business (B252)				■	■		l'Union européenne	340	409	120 %
Azerbaïdjan		■	Partenariat oriental : Ready to Trade - une initiative EU4Business (B252)				■	■		l'Union européenne	340	409	120 %
Bahamas		■	Veille commerciale : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B906)	■						Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	-	3	0 %
Bahreïn		■	Accroître les exportations de Bahreïn (B815)			■				Fonds de travailleurs de Bahreïn (Tamkeen)	-	420	0 %
Bangladesh	■	■	Programme sur les mesures non tarifaires (W1) (B626)	■						Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord Chine	1 088	1 461	134 %
			Programme SheTrades du Commonwealth (B578)		■			■					
			Promotion du commerce entre la Chine et d'autres pays en développement le long de la Nouvelle route de la soie (B568)	■				■					
Barbade	■	■	Caraïbes : Développement des produits à valeur ajoutée et du commerce intra-régional pour l'amélioration des moyens de subsistance tirés des noix de coco II (B407)					■		Union européenne Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC (BDF) Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	-	33	0 %
			Veille commerciale : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B906)	■									
Bélarus			Partenariat oriental : Ready to Trade - une initiative EU4Business (B252)				■	■		l'Union européenne	340	409	120 %
Belize	■	■	Caraïbes : Développement des produits à valeur ajoutée et du commerce intra-régional pour l'amélioration des moyens de subsistance tirés des noix de coco II (B407)					■		Union européenne Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC (BDF) Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	-	33	0 %
			Veille commerciale : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B906)	■									
Bénin	■	■	CEDEAO : Projet West Africa Business and Export Promotion (WABEP) (B537)	■	■	■	■	■		Union européenne Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC France	95	138	146 %
			Défilé de mode de la Journée mondiale du coton (B894)				■						
			Accélérer l'entrepreneuriat numérique en Afrique - Phase 1 (B898)				■						
			Renforcement du management opérationnel des OPC dans 20 pays moins avancés (B587)			■							
Bhoutan	■	■	Soutien au commerce du Bhoutan (B382)		■		■			Union européenne Chine	1 105	1 960	177 %
			Promotion du commerce entre la Chine et d'autres pays en développement le long de la Nouvelle route de la soie (B568)	■				■					

APPENDICES

PAYS / RÉGION	PMA	PAYS PRIORITAIRES	PROJETS PAR RÉGION	DOMAINE						POURVOYEURS DE FONDS	BUDGET DE FONCTIONNEMENT 000 \$	DÉPENSE 000 \$	RÉALISÉ A %
				D'INTERVENTION 1	D'INTERVENTION 2	D'INTERVENTION 3	D'INTERVENTION 4	D'INTERVENTION 5	D'INTERVENTION 6				
Bosnie-Herzégovine		■	Soutien à la facilitation des échanges entre les parties de l'ALECE (B444)		■					l'Union européenne	51	39	77 %
Brésil			Partenariat entre la Chine et l'Amérique latine pour le commerce en ligne (B848)			■	■	■		Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC (BDF)	-	9	0 %
Burkina Faso	■		Burkina Faso et Mali : Création d'emplois équitables et développement durable de microentreprises dans les chaînes de valeur liées au secteur du lifestyle (B276)						■	Union européenne Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC Japon France	1 884	2 023	107 %
			CEDEAO : Projet West Africa Business and Export Promotion (WABEP) (B537)	■	■	■	■	■					
			Défilé de mode de la Journée mondiale du coton (B894)				■						
			Programme sur les mesures non tarifaires (W1) (B626)	■									
			Programme sur les communautés pauvres et le commerce (A874)					■					
			Programme sur les communautés pauvres et le commerce (B649)						■				
Burundi	■		Burundi : Programme de mise à niveau de l'accès au marché - MARKUP (B718)			■	■	■	Union européenne	1 343	1 962	146 %	
			Programme de mise à niveau de l'accès au marché UE-CAE - MARKUP (B383)		■		■	■					
Cap-Vert		■	CEDEAO : Projet West Africa Business and Export Promotion (WABEP) (B537)	■	■	■	■	■	Union européenne	61	57	93 %	
Cambodge	■		Programme sur les communautés pauvres et le commerce (A874)					■	Japon Chine	6	24	430 %	
			Promotion du commerce entre la Chine et d'autres pays en développement le long de la Nouvelle route de la soie (B568)	■				■					
Cameroun	■		Cameroun : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B899)	■			■		Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord France	34	178	526 %	
			Gestion du programme : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B908)	■			■						
			Renforcement du management opérationnel des OPC dans 20 pays moins avancés (B587)			■							
			Veille commerciale : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B906)	■									
République Centrafricaine	■	■	République centrafricaine : Projet de relèvement socio-économique (B867)		■	■	■		Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC (BDF)	-	25	0 %	
Tchad	■		Défilé de mode de la Journée mondiale du coton (B894)				■		Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC France	34	58	170 %	
			Renforcement du management opérationnel des OPC dans 20 pays moins avancés (B587)			■							
Chili			Partenariat entre la Chine et l'Amérique latine pour le commerce en ligne (B848)			■	■	■	Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC (BDF)	-	9	0 %	
Chine			Partenariat entre la Chine et l'Amérique latine pour le commerce en ligne (B848)			■	■	■	Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC (BDF) Union européenne	-	178	0 %	
			Amélioration de la transparence et de la traçabilité des chaînes de valeur durables dans le secteur textile (B893)					■					
Colombie		■	Colombia PUEDE : Paix et unité par le développement productif et la commercialisation (B599)	■			■	■	Union européenne Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC (BDF) Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC	988	1 045	106 %	
Comores	■		Comores : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B901)	■			■		Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	-	182	0 %	
			Gestion du programme : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B908)	■			■						
			Veille commerciale : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B906)	■									
Costa Rica			Amérique centrale : Établir un lien entre les entreprises commerciales féminines (WBE) et le marché mondial des cadeaux et de la décoration d'intérieur (A314)			■	■	■	Union européenne	114	133	117 %	

PAYS / RÉGION	PMA	PAYS PRIORITAIRES	PROJETS PAR RÉGION	DOMAINE						POURVOYEURS DE FONDS	BUDGET DE FONCTIONNEMENT 000 \$	DÉPENSE 000 \$	RÉALISÉ A %
				D'INTERVENTION 1	D'INTERVENTION 2	D'INTERVENTION 3	D'INTERVENTION 4	D'INTERVENTION 5	D'INTERVENTION 6				
Côte d'Ivoire	■		Côte d'Ivoire : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B902)	■			■			Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord Union européenne Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC France Corée Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC (BDF)	520	663	127 %
			Projet culturel : Initiative commerciale de création et de partage d'identité (B542)					■					
			CEDEAO : Projet West Africa Business and Export Promotion (WABEP) (B537)	■	■	■	■		■				
			Accélérer l'entrepreneuriat numérique en Afrique - Phase 1 (B898)				■						
			Programme sur les mesures non tarifaires (W1) (B626)	■									
			Programme sur les communautés pauvres et le commerce (B649)						■				
Côte d'Ivoire (suite)			Gestion du programme : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B908)	■			■						
			Renforcement du management opérationnel des OPC dans 20 pays moins avancés (B587)			■							
			SheTrades Afrique de l'Ouest (B610)										■
Cuba	■		Cuba : Fortaleciendo capacidades de inserción internacional (B830)	■		■	■	■	Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC (BDF)	-	28	0 %	
			Curaçao : Stratégie nationale d'exportation et gestion de la mise en œuvre (B896)		■								
République démocratique du Congo (la)	■	■	Initiative du COMESA sur le commerce transfrontalier : Facilitation des échanges transfrontaliers à petite échelle (B796)	■	■	■			COMESA Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC	107	98	92 %	
			Programme sur les communautés pauvres et le commerce (B649)										■
Djibouti	■	■	Djibouti : Projet de développement et de promotion du tourisme (A993)			■	■		Cadre intégré renforcé	36	14	40 %	
Dominique	■		Caraïbes : Développement des produits à valeur ajoutée et du commerce intra-régional pour l'amélioration des moyens de subsistance tirés des noix de coco II (B407)				■		Union européenne Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC (BDF) Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	-	47	0 %	
			CARIFORUM : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B900)	■			■						
			Veille commerciale : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B906)	■									
République Dominicaine	■		Caraïbes : Développement des produits à valeur ajoutée et du commerce intra-régional pour l'amélioration des moyens de subsistance tirés des noix de coco II (B407)				■		Union européenne Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC (BDF) Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	-	69	0 %	
			CARIFORUM : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B900)	■			■						
			Veille commerciale : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B906)	■									
Égypte			Égypte : Création d'un département spécialisé dans la promotion des exportations au sein de la Banque égyptienne de développement des exportations (AFTIAS) (B606)			■			Société internationale islamique de financement du commerce Suisse Suède	928	442	48 %	
			Égypte : Amélioration de la compétitivité internationale du secteur du textile et de l'habillement (GTEX/MENATEX) (B673)				■						
			Égypte : SheTrades (AFTIAS) (B821)			■	■	■					
			Mondial : Mise en réseau et gestion des connaissances pour le secteur du textile et de l'habillement (GTEX) (B451)				■						
			MENATEX Régional : Volet régional du programme Textile et habillement pour la région MENA (B696)				■						
El Salvador	■		Amérique centrale : Établir un lien entre les entreprises commerciales féminines (WBE) et le marché mondial des cadeaux et de la décoration d'intérieur (A314)		■	■	■	Union européenne	114	133	117 %		

PAYS / RÉGION	PMA	PAYS PRIORITAIRES	PROJETS PAR RÉGION	DOMAINE	DOMAINE	DOMAINE	DOMAINE	DOMAINE	DOMAINE	ENTREPRISE	POURVOYEURS DE FONDS	BUDGET DE FONCTIONNEMENT 000 \$	DÉPENSE 000 \$	RÉALISÉ A %
				D'INTERVENTION 1	D'INTERVENTION 2	D'INTERVENTION 3	D'INTERVENTION 4	D'INTERVENTION 5	D'INTERVENTION 6					
Éthiopie	■ ■		Initiative du COMESA sur le commerce transfrontalier : Facilitation des échanges transfrontaliers à petite échelle (B796)	■	■	■					COMESA Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC (BDF) Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord Japon	1 368	1 806	132 %
			Éthiopie : Consultation et évaluation des besoins (B909)	■	■	■	■	■						
			Accélérer l'entrepreneuriat numérique en Afrique - Phase 1 (B898)				■							
			Partenariat pour l'investissement et la croissance en Afrique (Phase principale) (B340)			■			■					
			Programme sur les communautés pauvres et le commerce (A874)					■						
			Programme sur les communautés pauvres et le commerce (B649)					■						
			SheTrades Café (B637)					■						
			Soutien au commerce et aux investissements indiens pour l'Afrique (SITA) (A854)						■					
Fidji	■		Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B905)	■			■			Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	-	191	0 %	
			Gestion du programme : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B908)	■			■							
			Veille commerciale : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B906)	■										
Gabon		■	Renforcement du management opérationnel des OPC dans 20 pays moins avancés (B587)			■			France	34	37	110 %		
Géorgie			Partenariat oriental : Ready to Trade - une initiative EU4Business (B252)				■	■	Union européenne	340	409	120 %		
Ghana	■		CEDEAO : Projet West Africa Business and Export Promotion (WABEP) (B537)	■	■	■	■		■	Union européenne Fondation Max Havelaar Chocolats Halba/ Coop Genossenschaft Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC France Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC (BDF)	1 828	2 661	146 %	
			Ghana : Développer la production du cacao et des cultures associées par le biais du Projet Sankofa habilité par Alliances for Action (B766)			■	■	■						
			Ghana : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B903)	■			■							
			Développement novateur des MPME et de la chaîne de valeur grâce à des Alliances dans les secteurs du cacao, du café et des cultures associées au Ghana et en Éthiopie (B794)			■	■	■						
			Programme sur les mesures non tarifaires (W1) (B626)	■										
			Gestion du programme : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B908)	■			■							
			Renforcement du management opérationnel des OPC dans 20 pays moins avancés (B587)			■								
			Programme SheTrades du Commonwealth (B578)					■						
			Commerce pour le développement durable (T4SD) - Centres (B694)					■						
			Veille commerciale : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B906)	■										
Institution d'appui au commerce (TTH) (B736)				■										
Grenade	■		Caraïbes : Développement des produits à valeur ajoutée et du commerce intra-régional pour l'amélioration des moyens de subsistance tirés des noix de coco II (B407)				■		Union européenne Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC (BDF) Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord Office national de commercialisation et d'importation de la Grenade	83	73	88 %		
			CARIFORUM : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B900)	■			■							
			Grenade : soutien aux systèmes de gestion de la sécurité alimentaire des fruits et légumes frais (B710)		■	■	■							
			Veille commerciale : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B906)	■										

PAYS / RÉGION	PMA	PAYS PRIORITAIRES	PROJETS PAR RÉGION	DOMAINE	DOMAINE	DOMAINE	DOMAINE	DOMAINE	DOMAINE	ENTREPRISE	POURVOYEURS DE FONDS	BUDGET DE FONCTIONNEMENT 000 \$	DÉPENSE 000 \$	RÉALISÉ A %
				D'INTERVENTION 1	D'INTERVENTION 2	D'INTERVENTION 3	D'INTERVENTION 4	D'INTERVENTION 5	D'INTERVENTION 6					
Guatemala		■	Amérique centrale : Établir un lien entre les entreprises commerciales féminines (WBE) et le marché mondial des cadeaux et de la décoration d'intérieur (A314)				■	■	■		Union européenne États-Unis	736	739	100 %
			Guatemala : renforcement des compétences commerciales et de l'employabilité des entrepreneurs informels à la frontière de Pedro de Alvarado (B615)					■	■					
Guinée	■	■	CEDEAO : Projet West Africa Business and Export Promotion (WABEP) (B537)	■	■	■	■		■		Union européenne	3 912	3 727	95 %
			Guinée : Programme d'appui à l'intégration socio-économique des jeunes (INTEGRA) (B463)				■	■	■		Union européenne Pays-Bas France Corée			
			Fleuve Mano : Développement d'une chaîne de valeur pour le cacao (NTF IV) (B586)				■	■	■		Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC (BDF)			
			Gestion du programme NTF IV (B584)				■	■	■					
			Renforcement du management opérationnel des OPC dans 20 pays moins avancés (B587)					■						
Guinée-Bissau	■	■	CEDEAO : Projet West Africa Business and Export Promotion (WABEP) (B537)	■	■	■	■		■	Union européenne	61	57	93 %	
Guyane		■	Caraïbes : Développement des produits à valeur ajoutée et du commerce intra-régional pour l'amélioration des moyens de subsistance tirés des noix de coco II (B407)					■		Union européenne Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC (BDF)	-	37	0 %	
			Veille commerciale : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B906)	■						Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord				
Haiti	■	■	Programme sur les communautés pauvres et le commerce (A874)						■	Japon	6	-	0 %	
Honduras			Amérique centrale : Établir un lien entre les entreprises commerciales féminines (WBE) et le marché mondial des cadeaux et de la décoration d'intérieur (A314)				■	■	■	Union européenne	114	133	117 %	
Inde			Amélioration de la transparence et de la traçabilité des chaînes de valeur durables dans le secteur textile (B893)						■	Union européenne Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	296	573	194 %	
			Soutien au commerce et aux investissements indiens pour l'Afrique (SITA) (A854)							■				
Indonésie			Amélioration de la transparence et de la traçabilité des chaînes de valeur durables dans le secteur textile (B893)						■	Union européenne	-	28	0 %	
Iran (République islamique)			Projet culturel : Initiative commerciale de création et de partage d'identité (B542)						■	Union européenne Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC	1 814	1 246	69 %	
			Iran : Assistance technique liée au commerce (B782)	■	■		■							
			Programme sur les communautés pauvres et le commerce (B649)						■					
Jamaïque	■	■	Caraïbes : Développement des produits à valeur ajoutée et du commerce intra-régional pour l'amélioration des moyens de subsistance tirés des noix de coco II (B407)					■		Union européenne Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC (BDF)	-	130	0 %	
			CARIFORUM : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B900)	■			■			Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord				
			Gestion du programme : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B908)	■			■							
			Veille commerciale : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B906)	■										
Jordanie	■	■	Jordanie : Amélioration de la compétitivité internationale du secteur du textile et de l'habillement (MENATEX) (B811)					■		Suède Allemagne	817	596	73 %	
			Jordanie : projet « Commerce pour l'emploi » : améliorer l'environnement commercial des PME par la Facilitation des échanges (B639)	■	■	■								
			MENATEX Régional : Volet régional du programme Textile et habillement pour la région MENA (B696)	■			■							
Kazakhstan	■	■	Portail de veille commerciale d'Asie centrale (CATI) (B784)	■			■			PNUD	-	44	0 %	

PAYS / RÉGION	PMA	PAYS PRIORITAIRES	PROJETS PAR RÉGION	DOMAINE	DOMAINE	DOMAINE	DOMAINE	DOMAINE	DOMAINE	ENTREPRISE	POURVOYEURS DE FONDS	BUDGET DE FONCTIONNEMENT 000 \$	DÉPENSE 000 \$	RÉALISÉ A %
				D'INTERVENTION 1	D'INTERVENTION 2	D'INTERVENTION 3	D'INTERVENTION 4	D'INTERVENTION 5	D'INTERVENTION 6					
Kenya			Initiative du COMESA sur le commerce transfrontalier : Facilitation des échanges transfrontaliers à petite échelle (B796)	■	■	■					COMESA Union européenne Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord Conseil norvégien des réfugiés Japon France	3 745	5 167	138 %
			Projet culturel : Initiative commerciale de création et de partage d'identité (B542)						■					
			Programme de mise à niveau de l'accès au marché UE-CAE - MARKUP (B383)		■		■			■				
			Partenariat pour l'investissement et la croissance en Afrique (Phase principale) (B340)			■				■				
			Programme sur les communautés pauvres et le commerce (A874)							■				
			Programme sur les communautés pauvres et le commerce (B649)							■				
		■	Initiative pour l'emploi et les compétences des réfugiés (RESI) : Faciliter l'accès des réfugiés du Kenya au marché (volets 1 et 2) (B571)							■				
			Initiative pour l'emploi et les compétences des réfugiés : Élaboration de solutions pour les réfugiés somaliens dans un scénario de déplacements prolongés et précaires (RESI Dadaab II) (B864)							■				
			Renforcement du management opérationnel des OPC dans 20 pays moins avancés (B587)			■								
			RESI High Skills (B839)							■				
			Programme SheTrades du Commonwealth (B578)							■				
			Soutien au commerce et aux investissements indiens pour l'Afrique (SITA) (A854)							■				
		Commerce pour le développement durable (T4SD) - Centres (B694)							■					
Kirghizistan			Portail de veille commerciale d'Asie centrale (CATI) (B784)	■					■		PNUD Suisse Chine	416	557	134 %
		■	Mondial : Mise en réseau et gestion des connaissances pour le secteur du textile et de l'habillement (GTEX) (B451)						■					
			Kirghizistan : Amélioration de la compétitivité internationale du secteur du textile et de l'habillement (GTEX) (B676)			■	■							
		Promotion du commerce entre la Chine et d'autres pays en développement le long de la Nouvelle route de la soie (B568)	■			■			■					
République démocratique populaire lao			RDP lao : Appui à l'intégration régionale de l'ASEAN (Laos-ARISE Plus) (B505)		■		■		■		Union européenne Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC Chine	573	701	122 %
		■	Mécanisme systématique pour un commerce plus sûr (SYMST) (B695)	■		■			■	■				
		■	Commerce pour le développement durable (T4SD) - Centres (B694)							■				
		Promotion du commerce entre la Chine et d'autres pays en développement le long de la Nouvelle route de la soie (B568)	■						■					
Liban		■	Liban : Créer des emplois durables et des revenus stables (B870)					■	■		Japon Société islamique internationale de financement du commerce	-	130	0 %
			Liban : Compétitivité à l'exportation des PME dans les secteurs de l'informatique et des noix (AFTIAS) (B607)			■	■							
Lesotho	■	■	Lesotho : Programme national de mise en œuvre de la politique commerciale et élaboration de la feuille de route de la stratégie nationale d'exportation (B808)		■	■	■				Cadre intégré renforcé	-	122	0 %
Libéria			CEDEAO : Projet West Africa Business and Export Promotion (WABEP) (B537)	■	■	■	■		■		Union européenne Cadre intégré renforcé Pays-Bas Corée Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC (BDF)	315	467	148 %
		■	Libéria : Développer l'industrie du tourisme en mettant l'accent sur le surf et les destinations (B555)					■						
		■	Fleuve Mano : Développement d'une chaîne de valeur pour le cacao (NTF IV) (B586)			■	■	■						
			Gestion du programme NTF IV (B584)				■	■						
		SheTrades Afrique de l'Ouest (B610)							■					

PAYS / RÉGION	PMA	PAYS PRIORITAIRES	PROJETS PAR RÉGION	DOMAINE	DOMAINE	DOMAINE	DOMAINE	DOMAINE	DOMAINE	ENTREPRISE	POURVOYEURS DE FONDS	BUDGET DE FONCTIONNEMENT 000 \$	DÉPENSE 000 \$	RÉALISÉ A %
				D'INTERVENTION 1	D'INTERVENTION 2	D'INTERVENTION 3	D'INTERVENTION 4	D'INTERVENTION 5	D'INTERVENTION 6					
Libye			Libye : Académie du commerce (B409)								France	516	459	89 %
Madagascar			Madagascar : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B904)								Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	-	202	0 %
			Gestion du programme : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B908)											
			Veille commerciale : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B906)											
Malawi			Initiative du COMESA sur le commerce transfrontalier : Facilitation des échanges transfrontaliers à petite échelle (B796)								COMESA France	95	96	101 %
			Renforcement du management opérationnel des OPC dans 20 pays moins avancés (B587)											
Malaisie			Malaisie - Aide liée au commerce (Arise + Malaisie) (B872)								Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC (BDF)	-	7	0 %
Mali			Burkina Faso et Mali : Création d'emplois équitables et développement durable de microentreprises dans les chaînes de valeur liées au secteur du lifestyle (B276)								Union européenne Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC Japon Cadre intégré renforcé France	1 711	1 825	107 %
			Projet culturel : Initiative commerciale de création et de partage d'identité (B542)											
			CEDEAO : Projet West Africa Business and Export Promotion (WABEP) (B537)											
			Défilé de mode de la Journée mondiale du coton (B894)											
			Accélérer l'entrepreneuriat numérique en Afrique - Phase 1 (B898)											
			Programme sur les mesures non tarifaires (W1) (B626)											
			Programme sur les communautés pauvres et le commerce (A874)											
			Programme sur les communautés pauvres et le commerce (B649)											
			Promotion de la gomme arabique malienne sur les marchés américain et européen (B771)											
			Renforcement du management opérationnel des OPC dans 20 pays moins avancés (B587)											
			Facilitation des échanges (B628)											
Maurice			Veille commerciale : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B906)								Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	-	3	0 %
Monténégro			Soutien à la facilitation des échanges entre les parties de l'ALECE (B444)								Union européenne	51	39	77 %
Maroc			Mondial : Mise en réseau et gestion des connaissances pour le secteur du textile et de l'habillement (GTEX) (B451)								Suisse Suède	691	624	90 %
			MENATEX Régional : Volet régional du programme Textile et habillement pour la région MENA (B696)											
			Maroc : Amélioration de la compétitivité internationale du secteur du textile et de l'habillement (GTEX/MENATEX) (B674)											
Mozambique			Partenariat pour l'investissement et la croissance en Afrique (Phase principale) (B340)								Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	700	923	132 %

PAYS / RÉGION	PMA	PAYS PRIORITAIRES	PROJETS PAR RÉGION	DOMAINE	DOMAINE	DOMAINE	DOMAINE	DOMAINE	DOMAINE	ENTREPRISE	POURVOYEURS DE FONDS	BUDGET DE FONCTIONNEMENT 000 \$	DÉPENSE 000 \$	RÉALISÉ A %
				D'INTERVENTION 1	D'INTERVENTION 2	D'INTERVENTION 3	D'INTERVENTION 4	D'INTERVENTION 5	D'INTERVENTION 6					
Myanmar	■	■	Projet de commerce et d'investissement au Myanmar (TIP) (B494)	■	■	■						2 694	3 718	138 %
			Myanmar : Améliorer la sécurité alimentaire et la conformité aux mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) pour accroître les revenus d'exportation dans la chaîne de valeur des oléagineux (A648)				■				Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord			
			Myanmar : Développement touristique inclusif axé sur l'État de Kayah (consolidation) et Tanintharyi (extension) (NTF IV) (B386)				■				Mécanisme pour l'élaboration des normes et le développement du commerce			
			Myanmar : Assistance technique liée au commerce Myanmar (ARISE + Myanmar) (B567)							■	Pays-Bas			
			Myanmar : Mise à niveau de l'approvisionnement en horticulture et tourisme durable pour développer des liens d'affaires (B566)						■		Union européenne			
			Gestion du programme NTF IV (B584)						■	■	Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC			
Népal	■	■	Programme sur les mesures non tarifaires (W1) (B626)	■								180	192	106 %
			Programme sur les communautés pauvres et le commerce (A874)						■		Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC			
			Programme sur les communautés pauvres et le commerce (B649)						■		Japon			
			Commerce pour le développement durable (T4SD) - Centres (B694)						■		Chine			
			Promotion du commerce entre la Chine et d'autres pays en développement le long de la Nouvelle route de la soie (B568)	■						■				
Nicaragua			Amérique centrale : Établir un lien entre les entreprises commerciales féminines (WBE) et le marché mondial des cadeaux et de la décoration d'intérieur (A314)			■	■	■		Union européenne	114	133	117 %	
Niger	■	■	CEDEAO : Projet West Africa Business and Export Promotion (WABEP) (B537)	■	■	■	■	■				525	558	106 %
			Défilé de mode de la Journée mondiale du coton (B894)					■			Union européenne			
			Programme sur les mesures non tarifaires (W1) (B626)	■							Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC			
			Renforcement du management opérationnel des OPC dans 20 pays moins avancés (B587)				■				France			
Nigeria	■	■	Facilitation des échanges (B628)		■							1 160	1 507	130 %
			CEDEAO : Projet West Africa Business and Export Promotion (WABEP) (B537)	■	■	■	■	■			Union européenne			
			Renforcement du management opérationnel des OPC dans 20 pays moins avancés (B587)				■				France			
Macédoine du Nord	■	■	Programme SheTrades du Commonwealth (B578)					■				64	49	77 %
			Soutien à la facilitation des échanges entre les parties de l'ALECE (B444)		■					■	Union européenne			
Pakistan	■	■	Enquête de les MNT au Pakistan (B742)	■								169	1 911	1 130 %
			Pakistan : La croissance en faveur du développement rural et du progrès durable (GRASP) (B466)		■		■	■			Union européenne			
Panama			Amérique centrale : Établir un lien entre les entreprises commerciales féminines (WBE) et le marché mondial des cadeaux et de la décoration d'intérieur (A314)			■	■	■				142	175	123 %
			Partenariat entre la Chine et l'Amérique latine pour le commerce en ligne (B848)				■	■	■		Banque mondiale			
Papouasie-Nouvelle-Guinée	■	■	PNG : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B967)	■			■					-	67	0 %
			Gestion du programme : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B908)	■			■				Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord			
			Veille commerciale : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B906)	■										
Pérou			Commerce pour le développement durable (T4SD) - Centres (B694)					■			Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC	137	134	98 %
Qatar			Qatar : Initiative de codes à barres pour le développement du commerce des PME (B743)					■				252	232	92 %
			Qatar : Fondations pour le commerce en ligne interentreprise (B687)		■		■				Banque de développement du Qatar			
République de Moldavie (la)	■	■	Partenariat oriental : Ready to Trade - une initiative EU4Business (B252)				■	■				391	448	115 %
			Soutien à la facilitation des échanges entre les parties de l'ALECE (B444)		■					■	Union européenne			

PAYS / RÉGION	PMA	PAYS PRIORITAIRES	PROJETS PAR RÉGION	DOMAINE	DOMAINE	DOMAINE	DOMAINE	DOMAINE	DOMAINE	ENTREPRISE	POURVOYEURS DE FONDS	BUDGET DE FONCTIONNEMENT 000 \$	DÉPENSE 000 \$	RÉALISÉ A %
				D'INTERVENTION 1	D'INTERVENTION 2	D'INTERVENTION 3	D'INTERVENTION 4	D'INTERVENTION 5	D'INTERVENTION 6					
Rwanda	■	■	Programme de mise à niveau de l'accès au marché UE-CAE - MARKUP (B383)	■							Union européenne Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC Allemagne Royaume-Uni de Grande- Bretagne et d'Irlande du Nord	1 570	3 014	192 %
			Accélérer l'entrepreneuriat numérique en Afrique - Phase 1 (B898)											
			Rwanda : Développement du commerce en ligne (B330)											
			SheTrades café (B637)											
			Soutien au commerce et aux investissements indiens pour l'Afrique (SITA) (A854)											
Saint-Kitts-et-Nevis	■	■	CARIFORUM : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B900)	■							Royaume-Uni de Grande- Bretagne et d'Irlande du Nord	-	18	0 %
			Veille commerciale : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B906)	■										
Sainte-Lucie	■	■	Caribbes : Développement des produits à valeur ajoutée et du commerce intra-régional pour l'amélioration des moyens de subsistance tirés des noix de coco II (B407)								Union Européenne Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC (BDF) Royaume-Uni de Grande- Bretagne et d'Irlande du Nord Agence de promotion des exportations commerciales de Sainte-Lucie (TEPA) Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC	-	109	0 %
			CARIFORUM : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B900)	■										
			Sainte-Lucie : Renforcement des infrastructures institutionnelles pour la promotion des exportations (A332)	■	■	■	■							
			Veille commerciale : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B906)	■										
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	■	■	Caribbes : Développement des produits à valeur ajoutée et du commerce intra-régional pour l'amélioration des moyens de subsistance tirés des noix de coco II (B407)								Union européenne Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC (BDF) Royaume-Uni de Grande- Bretagne et d'Irlande du Nord	-	47	0 %
			CARIFORUM : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B900)	■										
			Veille commerciale : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B906)	■										
Arabie saoudite			Arabie saoudite : Développement du secteur des dattes dans la région de Médina (AfTIAS) (B605)							Société internationale islamique de financement du commerce	172	154	89 %	
Sénégal	■	■	CEDEAO : Projet West Africa Business and Export Promotion (WABEP) (B537)	■	■	■	■				Union européenne Pays-Bas France Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC (BDF)	559	633	113 %
			Gestion du programme NTF IV (B584)											
			Renforcement du management opérationnel des OPC dans 20 pays moins avancés (B587)											
			Sénégal : Développement des exportations de TI et de services informatisés (NTF IV) (B390)											
			Sénégal : Programme de compétitivité de l'Afrique de l'Ouest (PCAO) (B461)											
Serbie			Soutien à la facilitation des échanges entre les parties de l'ALECE (B444)							Union européenne	51	39	77 %	
Seychelles			Veille commerciale : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B906)	■						Royaume-Uni de Grande- Bretagne et d'Irlande du Nord	-	3	0 %	
Sierra Leone	■	■	CEDEAO : Projet West Africa Business and Export Promotion (WABEP) (B537)	■	■	■	■				Union européenne ONUDI Pays-Bas France Corée Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC (BDF)	458	572	125 %
			Fleuve Mano : Développement d'une chaîne de valeur pour le cacao (NTF IV) (B586)											
			Gestion du programme NTF IV (B584)											
			Renforcement du management opérationnel des OPC dans 20 pays moins avancés (B587)											
			SheTrades Afrique de l'Ouest (B610)											
			Sierra Leone : Programme de compétitivité de l'Afrique de l'Ouest (B457)											
Somalie	■	■	Initiative pour l'emploi et les compétences des réfugiés : Élaboration de solutions pour les réfugiés somaliens dans un scénario de déplacements prolongés et précaires (RESI Dadaab II) (B864)							Japon	-	98	0 %	
Afrique du Sud			Renforcement du management opérationnel des OPC dans 20 pays moins avancés (B587)							France	27	30	110 %	
Soudan du Sud	■	■	Soudan du Sud : Création d'emplois et développement du commerce (B910)	■	■	■	■	■		Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC (BDF)	-	15	0 %	

PAYS / RÉGION	PMA	PAYS PRIORITAIRES	PROJETS PAR RÉGION	DOMAINE						POURVOYEURS DE FONDS	BUDGET DE FONCTIONNEMENT 000 \$	DÉPENSE 000 \$	RÉALISÉ A %
				D'INTERVENTION 1	D'INTERVENTION 2	D'INTERVENTION 3	D'INTERVENTION 4	D'INTERVENTION 5	D'INTERVENTION 6				
Sri Lanka	■		Amélioration de la transparence et de la traçabilité des chaînes de valeur durables dans le secteur textile (B893)							Union Européenne Mécansime pour l'élaboration des normes et le développement du commerce Allemagne Chine	1 149	2 487	216 %
			Étude de faisabilité relative à la valeur ajoutée dans le secteur des fruits et légumes du Sri Lanka (B531)										
			Sri Lanka : Aide liée au commerce (A306)										
			Promotion du commerce entre la Chine et d'autres pays en développement le long de la Nouvelle route de la soie (B568)										
État de Palestine	■		Palestine : Établir un lien entre les réfugiés et la jeune population de Gaza vers les opportunités du marché (B682)							Japon Organisation pour l'alimentation et l'agriculture en Palestine	155	314	203 %
			État de Palestine : Améliorer l'emploi des réfugiés et de la jeune population à Gaza (B868)										
			État de Palestine : Réforme et développement des marchés, chaînes de valeur et des organisations de producteurs (B580)										
Soudan	■		Soudan : Adhésion à l'OMC (B683)							Japon	209	536	256 %
			Soutenir les négociations d'adhésion du Soudan à l'OMC et les réformes des politiques commerciales connexes (B895)										
Surinam	■		Caribbes : Développement des produits à valeur ajoutée et du commerce intra-régional pour l'amélioration des moyens de subsistance tirés des noix de coco II (B407)							Union européenne Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC (BDF) Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	-	33	0 %
			Veille commerciale : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B906)										
République arabe syrienne	■		Promotion de l'intégration sur le marché du travail des Syriens sous protection temporaire et des communautés d'accueil en Turquie (B655)							OIM Japon	232	270	116 %
			Syrie : Activation par les canaux numériques (B681)										
Tadjikistan	■		Portail de veille commerciale d'Asie centrale (CATI) (B784)							PNUD Union européenne Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC Suisse Mécansime pour l'élaboration des normes et le développement du commerce Chine	1 155	1 154	100 %
			Projet culturel : Initiative commerciale de création et de partage d'identité (B542)										
			Mondial : Mise en réseau et gestion des connaissances pour le secteur du textile et de l'habillement (GTEX) (B451)										
			Programme sur les communautés pauvres et le commerce (B649)										
			Tadjikistan : Faciliter l'accès au marché pour les produits agricoles grâce à un système amélioré de sécurité sanitaire des aliments (STDF) (B312)										
			Tadjikistan : Amélioration de la compétitivité internationale du secteur du textile et de l'habillement (GTEX) (B675)										
			Promotion du commerce entre la Chine et d'autres pays en développement le long de la Nouvelle route de la soie (B568)										
Thaïlande			Mécansime systématique pour un commerce plus sûr (SYMST) (B695)							Union européenne Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC (BDF)	7	21	309 %
			Aide liée au commerce en Thaïlande (Arise + Thaïlande) (B873)										
Gambie	■		CEDEAO : Projet West Africa Business and Export Promotion (WABEP) (B537)							Union européenne France Cadre intégré renforcé Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC Fonds des Nations unies pour la consolidation de la paix Fonds d'équipement des Nations unies (FENU)	4 155	4 469	108 %
			Renforcement du management opérationnel des OPC dans 20 pays moins avancés (B587)										
			SheTrades Gambie (B751)										
			La Gambie : Emplois, compétences et finances (JSF) pour les femmes et les jeunes (B664)										
			La Gambie : PBF, Renforcement de la réintégration durable et holistique des rapatriés (B786)										
Togo	■		La Gambie : Projet d'autonomisation des jeunes (YEP) (B179)							Union européenne	163	153	93 %
			CEDEAO : Projet West Africa Business and Export Promotion (WABEP) (B537)										
Trinité-et-Tobago	■		Caribbes : Développement des produits à valeur ajoutée et du commerce intra-régional pour l'amélioration des moyens de subsistance tirés des noix de coco II (B407)							Union européenne Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC (BDF) Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	-	33	0 %
			Veille commerciale : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B906)										

PAYS / RÉGION	PMA	PAYS PRIORITAIRES	PROJETS PAR RÉGION	DOMAINE	DOMAINE	DOMAINE	DOMAINE	DOMAINE	DOMAINE	ENTREPRISE	POURVOYEURS DE FONDS	BUDGET DE FONCTIONNEMENT 000 \$	DÉPENSE 000 \$	RÉALISÉ A %		
				D'INTERVENTION 1	D'INTERVENTION 2	D'INTERVENTION 3	D'INTERVENTION 4	D'INTERVENTION 5	D'INTERVENTION 6							
Tunisie			Mondial : Mise en réseau et gestion des connaissances pour le secteur du textile et de l'habillement (GTEx) (B451)													
			MENATEX Régional : Volet régional du programme Textile et habillement pour la région MENA (B696)								Suisse Suède	760	536	71 %		
			Tunisie : Amélioration de la compétitivité internationale du secteur du textile et de l'habillement (GTEx/MENATEX) (B672)													
Turquie			Amélioration de la transparence et de la traçabilité des chaînes de valeur durables dans le secteur textile (B893)								Union Européenne IOM	43	136	317 %		
			Promotion de l'intégration sur le marché du travail des Syriens sous protection temporaire et des communautés d'accueil en Turquie (B655)													
Ouganda			Projet culturel : Initiative commerciale de création et de partage d'identité (B542)													
			Programme de mise à niveau de l'accès au marché UE-CAE - MARKUP (B383)													
			Gestion du programme NTF IV (B584)									Union européenne Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC				
			Programme sur les communautés pauvres et le commerce (B649)									Pays-Bas France				
			Renforcement du management opérationnel des OPC dans 20 pays moins avancés (B587)									Royaume-Uni de Grande- Bretagne et d'Irlande du Nord	2 139	2 764	129 %	
			Soutien au commerce et aux investissements indiens pour l'Afrique (SITA) (A854)									Pays-Bas Cadre intégré renforcé Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC (BDF)				
			Ouganda : Développement des exportations de TI et de services informatisés (NTF IV) (B387)													
Ukraine			Ouganda : Projet de développement de l'artisanat et des souvenirs (HSDP) (B764)													
			Ouganda : Promotion d'un commerce transfrontalier inclusif de produits agricoles pour l'amélioration des moyens de subsistance (B822)													
			Partenariat oriental : Ready to Trade - une initiative EU4Business (B252)								Union européenne Allemagne Suède	1 144	1 243	109 %		
République unie de Tanzanie (la)			Stratégie nationale d'exportation de l'Ukraine (B614)								Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC					
			Ukraine : Établissement de liens entre les PME du secteur des fruits et légumes et les chaînes de valeur mondiales et nationales (A303)													
			Initiative du COMESA sur le commerce transfrontalier : Facilitation des échanges transfrontaliers à petite échelle (B796)									COMESA Union européenne Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC	1 233	2 413	196 %	
			Programme de mise à niveau de l'accès au marché UE-CAE - MARKUP (B383)									France Royaume-Uni de Grande- Bretagne et d'Irlande du Nord				
			Accélérer l'entrepreneuriat numérique en Afrique - Phase 1 (B898)									Fonds One UN				
Ouzbékistan			Renforcement du management opérationnel des OPC dans 20 pays moins avancés (B587)													
			Soutien au commerce et aux investissements indiens pour l'Afrique (SITA) (A854)													
			Tanzanie : Programme commun de Kigoma dans le cadre du PNUAD II (B727)													
Vanuatu			Portail de veille commerciale d'Asie centrale (CATI) (B784)								PNUD Union européenne Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC	369	370	100 %		
			Projet culturel : Initiative commerciale de création et de partage d'identité (B542)													
			Programme sur les communautés pauvres et le commerce (B649)													
Viet Nam			Programme sur les communautés pauvres et le commerce (B649)								Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC	30	26	85 %		
			Programme sur les mesures non tarifaires (W1) (B626)													
			Mécanisme systématique pour un commerce plus sûr (SYMST) (B695)								Union européenne Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC	828	632	76 %		
			Facilitation des échanges (B628)								Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC (BDF)					
			Commerce pour le développement durable (T4SD) - Centres (B694)													
			Vietnam : Projet de politique et de promotion commerciales (B888)													

PAYS / RÉGION	PMA	PAYS PRIORITAIRES	PROJETS PAR RÉGION	DOMAINE						POURVOYEURS DE FONDS	BUDGET DE FONCTIONNEMENT 000 \$	DÉPENSE 000 \$	RÉALISÉ A %
				D'INTERVENTION 1	D'INTERVENTION 2	D'INTERVENTION 3	D'INTERVENTION 4	D'INTERVENTION 5	D'INTERVENTION 6				
Zambie	■	■	Initiative du COMESA sur le commerce transfrontalier : Facilitation des échanges transfrontaliers à petite échelle (B796)	■	■	■				COMESA Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord France Cadre intégré renforcé Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC (BDF)	804	1 222	152 %
			Accélérer l'entrepreneuriat numérique en Afrique - Phase 1 (B898)				■						
			Programme sur les mesures non tarifaires (W1) (B626)	■									
			Partenariat pour l'investissement et la croissance en Afrique (Phase principale) (B340)			■		■					
			Renforcement du management opérationnel des OPC dans 20 pays moins avancés (B587)			■							
			SheTrades Zambie (B785)					■					
Zimbabwe	■	■	Initiative du COMESA sur le commerce transfrontalier : Facilitation des échanges transfrontaliers à petite échelle (B796)	■	■	■			COMESA Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord France	88	371	421 %	
			Gestion du programme : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B908)	■			■						
			Renforcement du management opérationnel des OPC dans 20 pays moins avancés (B587)			■							
			Veille commerciale : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B906)	■									
Afrique			Zimbabwe : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B907)	■			■		Union européenne Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC (BDF) Allemagne	709	1 143	161 %	
			ACP : Renforcement des capacités productives et des alliances au sein des chaînes de valeur (B807)				■	■					
			SheTrades : Autonomisation des femmes dans la zone de libre-échange du continent africain (AfCFTA) (B832)					■					
			Mise en œuvre de l'Observatoire africain du commerce au sein de la CUA (B353)	■									
			Un pays, un produit, un chef, une assiette : Mise en relation des consommateurs et des agriculteurs (B926)				■						
Asie-Pacifique			Contribution de l'ITC à la ZLECAF (B942)					■	Union européenne Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC (BDF)	709	79	11 %	
			ACP : Renforcement des capacités productives et des alliances au sein des chaînes de valeur (B807)				■	■					
Amérique latine et Caraïbes			Un pays, un produit, un chef, une assiette : Mise en relation des consommateurs et des agriculteurs (B926)				■		Union européenne Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC (BDF)	731	82	11 %	
			ACP : Renforcement des capacités productives et des alliances au sein des chaînes de valeur (B807)				■	■					
Mondial			Mise à jour de la plateforme d'analyse comparative (B891)						■	Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC (BDF) Union européenne Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC DHL Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC	15 780	16 161	102 %
			Fonds de développement des entreprises (BDF 2019) (B835)						■				
			Étude d'enquête auprès des entreprises pour l'identification des « besoins d'information » des exportateurs de services de l'UE (B734)	■									
			CRM (B852)						■				
			Partenariat et coordination du DCP (B650)						■				
			Fonds de coordination et d'innovation DEI (B647)						■				
			DHL : Fourniture des services de conseils logistiques dans le cadre des projets TRTA (B931)				■						
			Partenariat et coordination du DMD (B620)						■				
			Personnel de base du DMD/TMI (B849)				■						
Amélioration de l'efficacité opérationnelle du DPS (B838)							■						

PAYS / RÉGION	PMA	PAYS PRIORITAIRES	PROJETS PAR RÉGION	DOMAINE						POURVOYEURS DE FONDS	BUDGET DE FONCTIONNEMENT 000 \$	DÉPENSE 000 \$	RÉALISÉ A %
				D'INTERVENTION 1	D'INTERVENTION 2	D'INTERVENTION 3	D'INTERVENTION 4	D'INTERVENTION 5	D'INTERVENTION 6				
Mondial (suite)			Accords de partenariat économique (APE) dans le monde entier et règles d'origine (B725)	■						Institut national supérieur d'études politiques (GRIPS)			
			Apprentissage en ligne - Biens publics mondiaux (B892)						■	Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC			
			Apprentissage en ligne (B648)	■						Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC			
			Solutions en ligne (B636)				■			Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC			
			Carte du potentiel à l'exportation (A341)	■						OIT			
			Conception et gestion de la stratégie d'exportation (B630)		■					Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC			
			Fraternité : Fondation Mo Ibrahim (B203)						■	Fondation Mo Ibrahim			
			Service d'assistance au commerce mondial (B572)	■						Suisse Banque de développement du Qatar			
			Mondial : Soutien pour les méthodes et outils innovants (comprendre les MNT et accéder au commerce en ligne) (B678)	■			■			États-Unis			
			I 4 IMPACT (AIM) : Amélioration des performances institutionnelles pour l'internationalisation des PME (B633)			■				Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC			
			Amélioration de la transparence des échanges commerciaux grâce aux outils d'analyse de marché en tant que bien public mondial (B336)	■						Union européenne Fonds renouvelable MAR Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC			
			Amélioration de la transparence des échanges commerciaux grâce à des outils d'analyse de marché intégrés (B352)	■						Centre islamique pour le développement du commerce Corée TradeMalta			
			Services et soutien aux technologies de l'information (B625)						■	Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC			
			Innovation Lab (B788)						■	Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC			
			Informations sur les prix du marché (B627)	■						Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC			
			Fonds renouvelable du MLS-SCM (B189)				■			Fonds renouvelable du MLS-SCM			
			Nouveau site web de l'ITC (B824)						■	Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC			
			Bureau NY (B624)						■	Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC			
			Cabinet OED (B623)						■	Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC			
			Normes de qualité et SPS (B427)		■					Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC			
			RBM (B622)						■	Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC			
			Deuxième fonds renouvelable (B190)				■			Fonds renouvelable EC Banque africaine d'import-export			
			Détaché par la République de Corée (B600)	■						Corée			
			SheTrades (B641)					■		Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC			
			Partenariat SheTrades et UPS (B750)					■		Fondation UPS			
			SheTrades Connect (Japon) (B516)					■		Japon			
			Coordination SheTrades (B642)					■		Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC			
			SheTrades : Accord de l'atelier international sur la définition des entreprises appartenant à des femmes (B562)					■		Suède			
			SheTrades : utiliser les données pour remédier aux contraintes aux échanges extra-UE (B582)	■				■		Union européenne			
			Enquête sur la compétitivité des PME et perspectives (B631)	■	■					Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC			

PAYS / RÉGION	PMA	PAYS PRIORITAIRES	PROJETS PAR RÉGION	DOMAINE	DOMAINE	DOMAINE	DOMAINE	DOMAINE	DOMAINE	ENTREPRISE	POURVOYEURS DE FONDS	BUDGET DE FONCTIONNEMENT 000 \$	DÉPENSE 000 \$	RÉALISÉ A %	
				D'INTERVENTION 1	D'INTERVENTION 2	D'INTERVENTION 3	D'INTERVENTION 4	D'INTERVENTION 5	D'INTERVENTION 6						
Mondial (suite)			Sud-Sud - Participation de l'ITC à la BAPA+40, méthodologie et mobilisation des ressources (B836)								Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC				
			Appui aux négociations commerciales (B629)		■						Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC				
			Fonds renouvelable TIS / Apprentissage en ligne (B155)	■							Fonds renouvelable TS				
			Commerce pour le développement durable (T4SD) - Base de données (B645)								■	Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC			
			Commerce pour le développement durable (T4SD) (B036)									États-Unis Initiative pour le développement durable dans l'agriculture (plateforme SAI) Union européenne Allemagne Suisse Comité de liaison Europe-Afrique-Caraïbes-Pacifique (COLEACP) Finance in Motion GmbH CNUCED			
			Commerce des services (B026)		■							■	Chine		
			Commerce des services (B632)		■							Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC			
			Fonds renouvelable TS (B205)			■						Fonds renouvelable TS			
			Valeur ajoutée aux échanges (B635)									■	Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC		
			Cadre relatif aux migrations vulnérables et aux déplacements forcés (B842)									■	Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC		
			Forum mondial pour le développement des exportations (WEDF) 2019 - Éthiopie (B927)									■	Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC		
			Jeunes et commerce : Entrepreneurat et employabilité (B840)									■	Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC		
			Expert associé - Bureau pour l'Asie et le Pacifique (B880)									■	Conseil chinois des bourses d'études		
			Expert associé - Bureau pour l'Asie et le Pacifique (B773)									■	Conseil chinois des bourses d'études		
			Expert associé - Facilitation des échanges et de la politique d'entreprise (B393)		■								Finlande		
			Expert associé : Entreprises et institutions (B412)				■	■	■				Allemagne		
			Expert associé - Facilitation des échanges et de la politique d'entreprise (B699)		■								Allemagne		
			Expert associé - Apprentissage en ligne (B774)									■	■	Conseil chinois des bourses d'études	
			Expert associé - Unité d'évaluation (B772)									■		Conseil chinois des bourses d'études	944
			Expert associé - Solutions en ligne (B800)									■		Allemagne	1 491
			Expert associé - SheTrades (B825)									■		Allemagne	158 %
			Expert associé - Renforcement des TISI (B886)									■		Conseil chinois des bourses d'études	
			Expert associé - Recherche et stratégies d'exportation (B887)									■		Conseil chinois des bourses d'études	
			Expert associé - Compétitivité des secteurs et des entreprises (B947)									■		Pays-Bas	
			Expert associé - Chaînes de valeur durable et inclusive (B948)									■		Pays-Bas	

L'ITC remercie la Belgique, le Canada, la Chine, le Danemark, la Finlande, l'Allemagne, l'Islande, l'Inde, l'Irlande, la Norvège et la Suède pour leurs contributions au 1^{er} compte du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC (Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC) pour 2019.

APPENDICE III

ÉVALUATION DES BESOINS DE L'ITC ET CONCEPTION DE PROJETS EN 2019 PAR RÉGION

RÉGION	RÉGIONAL	PROPRE AU PAYS
Afrique subsaharienne	*SheTrades Afrique de l'Ouest	Namibie : Soutenir la compétitivité commerciale des PME
	SADC : Développement sectoriel pour l'agro-alimentaire et les produits pharmaceutiques	Nigeria : Food Africa SDG-Fund
	Observatoire du commerce de la Commission de l'Union africaine	Cameroun : Programme pour la promotion de l'entrepreneuriat et de l'insertion professionnelle au Cameroun (PROPEICAM)
	Initiative du COMESA sur le commerce transfrontalier : Facilitation des échanges transfrontaliers à petite échelle	Initiative pour l'emploi et les compétences des réfugiés : Élaboration de solutions pour les réfugiés somaliens dans un scénario de déplacements prolongés et précaires (RESI Dadaab II)
	CEDEAO : Projet « West Africa Business and Export Promotion »	Projet de relèvement socio-économique en République centrafricaine
		Sénégal : Programme de compétitivité de l'Afrique de l'Ouest (PCAO)
		*Sierra Leone, Programme de compétitivité en Afrique de l'Ouest
		Cameroun : Projet d'appui à la compétitivité et au développement de l'entrepreneuriat rural jeune dans la filière coton
		Guinée : Projet de relance de la filière ananas à travers l'appui à la production, la transformation et l'exportation
		Malawi : Projet de développement de la chaîne de valeur pour le secteur du miel et de l'horticulture
		Ouganda : Promotion d'un commerce transfrontalier inclusif de produits agricoles pour l'amélioration des moyens de subsistance
		Ouganda : Projet de développement de produits d'artisanat et de souvenirs
		Gambie : Conflit lié au climat : Renforcer les mécanismes d'adaptation des communautés pour atténuer les risques de conflits et réduire les tensions liées au climat
		Gambie : Go green go good go Gambia
		Gambie : Emploi, compétences et finances (JSF) pour les femmes et les jeunes
		Gambie : Financement innovant pour une croissance inclusive et la résilience climatique
		La Gambie : PBF, renforcement de la réintégration durable et holistique des rapatriés
		Libéria : Développer l'industrie du tourisme en mettant l'accent sur le surf et les destinations
		Kenya : Soutenir les réfugiés par le commerce grâce au modèle d'agents numériques
		Kenya : RESI High Skills
		Kenya : Accroître la compétitivité des PME dans certaines chaînes de valeur
		Libéria : Chaînes de valeur durables du cacao
		Malawi : Projet de développement de la chaîne de valeur pour le secteur du miel et de l'horticulture
		Sierra Leone : Alliances innovantes au sein des chaînes de valeur pour une agro-industrie inclusive et durable
		Tanzanie : Programme conjoint d'autonomisation économique pour les réfugiés et les communautés d'accueil
		Tanzanie : Développer la chaîne de valeur de l'apiculture
		*Éthiopie : Consultation et évaluation des besoins
	Madagascar : Appui aux services de certification	
	Mali : Créer des emplois décents et durables pour les artisans du Nord du Mali	
	Lesotho : Programme national de mise en œuvre de la politique commerciale et formulation d'une feuille de route pour la stratégie nationale d'exportation	
	Tanzanie : Promotion de l'entrepreneuriat des réfugiées à Kigoma (KOICA)	
	Rwanda : Veille concurrentielle et MNT	

* Financé par le Fonds de développement des entreprises

RÉGION	RÉGIONAL	PROPRE AU PAYS	
Afrique subsaharienne (suite)		Sénégal : Projet d'appui à la compétitivité de l'Afrique de l'Ouest	
		Ouganda : Développement de produits d'artisanat et de souvenirs destinés au tourisme et aux marchés d'exportation	
		Ouganda : Améliorer les chaînes de valeur des produits agricoles	
		Rwanda - Veille concurrentielle et MNT	
		*Pakistan : Croissance pour le progrès rural et le progrès durable (GRASP)	
		*Arise Plus Myanmar	
		*Népal Aide liée au commerce	
		Afghanistan : Faire progresser le commerce (Phase II)	
		Afghanistan : Initiative pour un mode de vie éthique pour la réintégration économique des rapatriés et des personnes déplacées dans leur propre pays	
		Malaisie : Arise Plus Malaisie	
		Pakistan : Assistance technique liée au commerce au Pakistan (ReMIT)	
		Arise Plus Thaïlande	
		Soutenir les liens entre l'association sri-lankaise des fruits et légumes et Noberasco	
		Vietnam : Projet de politique et de promotion commerciales	
	Région arabe	Mécanisme de Facilitation des échanges et des investissements Euromed Phase II	Oman : Renforcement de la compétitivité des PME à l'exportation dans les sous-secteurs prioritaires : encens et dattes
			Tunisie : Projet de valorisation des industries créatives et agroalimentaires pour un emploi durable
			Académie du commerce de l'Irak
Stratégie de développement des exportations non pétrolières d'Oman			
État de Palestine : Améliorer l'accès à l'emploi des réfugiés et des jeunes à Gaza			
Jordanie : Le commerce pour l'emploi			
Palestine : Améliorer l'accès à l'emploi des réfugiés et des jeunes à Gaza			
Bahrein : Création de l'Agence de développement des exportations du Bahrein			
Liban : Créer des emplois durables et des revenus stables			
Égypte : Formation des conseillers en commerce en ligne et en exportation			
SheTrades Égypte			
Irak : Renforcer la chaîne de valeur de l'agriculture et de l'agroalimentaire			
Jordanie : Initiative pour l'emploi et les compétences des réfugiés RESI			
Liban : Renforcer la compétitivité du secteur des TI pour soutenir la stabilisation sociale des jeunes			
Liban : Créer des emplois durables et des revenus stables			
Liban : Formation des conseillers en commerce en ligne et en exportation (Banque mondiale RFP)			
Libye : Accroître la transparence des opérations grâce à EuroMed Trade Helpdesk			
Mauritanie : Programme de renforcement des capacités des centres d'aide à l'entrepreneuriat			
SheTrades Maroc			
Soudan du Sud : Projet de création d'emplois et de développement du commerce			
Soudan : Soutenir l'initiative « Le commerce pour la paix » par l'adhésion à l'OMC et les réformes économiques			
Djibouti : Formation des conseillers en commerce en ligne et en exportation			
Tunisie : Formation des conseillers en commerce en ligne et en exportation			
Tunisie : Créer de nouvelles opportunités d'emploi pour la jeunesse tunisienne afin d'accroître la stabilité sociale			
Turquie : Emploi des réfugiés et des jeunes			
Plateformes numériques créées pour relancer l'entrepreneuriat et stimuler le commerce (Liban, Turquie, Jordanie)			
Somalie : Initiative pour l'emploi et les compétences des réfugiés (RESI) - Créer des opportunités économiques pour les Somaliens grâce au commerce numérique			

* Financé par le Fonds de développement de l'entreprise

RÉGION	RÉGIONAL	PROPRE AU PAYS
Amérique latine et Caraïbes	*Caraïbes : Développement des produits à valeur ajoutée et du commerce intra-régional pour l'amélioration des moyens de subsistance tirés des noix de coco II	Colombie : Promouvoir la paix par le commerce (KOICA)
	Caraïbes : Coopération avec la Banque de développement des Caraïbes	Équateur : développer les débouchés commerciaux dans l'UE pour les fruits tropicaux et exotiques
	Amérique centrale : Phase 2 : Relier les entreprises à propriété féminine d'Amérique centrale (WBSE) au marché mondial de l'industrie des cadeaux et de la décoration faits à la main	Curaçao : Stratégie nationale d'exportation et gestion de la mise en œuvre
	Amérique centrale : MADE@home : Actifs des migrants pour le développement et l'exportation	Honduras : Renforcer les systèmes d'information commerciale pour soutenir l'internationalisation des PME
Europe orientale et Asie centrale	Asie centrale : Ready for Trade	Tadjikistan : Faciliter l'accès au marché pour les produits agricoles grâce aux systèmes améliorés de sécurité sanitaire des aliments (STDF)
	Veille commerciale et économique pour les pays du Partenariat oriental	Programme d'adhésion de l'Ouzbékistan à l'OMC
	Portail de veille commerciale d'Asie centrale (CATI)	Mise en œuvre de la NES en Ukraine
Mondial et multi-région	Kazakhstan : Développement du commerce en ligne	
	Initiative de la ceinture et de la route de la soie en Chine	
	ACP : Renforcement des capacités productives et des alliances au sein des chaînes de valeur	
	Étude d'enquête auprès des entreprises pour l'identification des « besoins d'information » des exportateurs de services de l'UE	
	Jeunes et commerce : Projet d'entrepreneuriat et d'employabilité	
	SheTrades Afrique de l'Ouest KOICA	
	SheTrades : Autonomiser les femmes dans la zone de libre-échange du continent africain (ZLECAF)	
	Partenariat entre la Chine et l'Amérique latine pour le commerce en ligne	
	Programme de partenariat commercial du Royaume-Uni - plusieurs pays et thèmes : Cameroun, Côte d'Ivoire, Liban, Fidji, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Comores, CARIFORUM, Zimbabwe, Madagascar, Ghana ; veille commerciale	
	Veille commerciale et économique pour les pays du Partenariat oriental	
	Relier les communautés en situation de déplacement prolongé aux opportunités économiques grâce à une plateforme en ligne (Éthiopie et Turquie)	
	Amélioration de la transparence et de la traçabilité des chaînes de valeur durables dans le secteur textile	
	Un pays, un produit, un chef, une assiette : relier les consommateurs et les agriculteurs	
	Alliance pour la qualité des produits en Afrique	
	Accélérer l'entrepreneuriat numérique en Afrique - Phase 1	
	Pays les moins avancés d'Afrique : Développement de sous-produits du coton	
	Système CRM de l'ITC	
	Collecte de données sur les femmes dans le commerce des services extra-UE dans certains États membres de l'UE	
	Transition et gestion de la plateforme YE! à l'ITC	
	Mise à jour de la plateforme d'analyse comparative	
Mise en œuvre de l'Observatoire africain du commerce au sein de la CUA		
*Centre de formation au commerce		
Investissements durables en Afrique (SIA)		

* Financé par le Fonds de développement des entreprises

APPENDICE IV

PROFIL DU PERSONNEL DE L'ITC

PAYS	FEMMES	HOMMES	TOTAL	%
PAYS EN DÉVELOPPEMENT ET EN TRANSITION				
Algérie		1	1	
Arménie	2	1	3	
Argentine	1	5	6	
Barbade		1	1	
Bosnie-Herzégovine		1	1	
Bolivie	1	1	2	
Bésil	8		8	
Bélarus		1	1	
Côte d'Ivoire		2	2	
Chine	4	4	8	
Colombie	2	1	3	
Congo	1		1	
République Dominicaine		1	1	
Équateur		2	2	
Ghana	1	1	2	
Guatemala	1		1	
Inde	5	8	13	
Indonésie	1		1	
Iran		1	1	
Jamaïque	1		1	
Kazakhstan	2		2	
Kenya	3	1	4	
Malaisie	2		2	
Maurice	3	3	6	
Mexique	2	4	6	
Mongolie	1		1	
Maroc	1	2	3	
Moldavie	1		1	
Namibie	1		1	
Nicaragua	1		1	
Pakistan		4	4	
Panama	1		1	
Pérou	2	1	3	
Roumanie	5	1	6	
Fédération de Russie	6		6	
Serbie		1	1	
Afrique du Sud	1	2	3	
Sri Lanka	2		2	
État palestinien	1		1	
Syrie	1	1	2	
Thaïlande	1		1	
Tunisie		3	3	
Turquie	1		1	
Ukraine	1		1	
Ouzbékistan	2		2	
Venezuela		1	1	
Vietnam	1	3	4	
Zimbabwe	1	2	3	
Total des pays en développement et en transition	71	60	131	37,11 %

PAYS	FEMMES	HOMMES	TOTAL	%
PAYS LES MOINS AVANCÉS				
Bénin		2	2	
Burkina Faso	1		1	
Comores		1	1	
République démocratique du Congo		1	1	
Éthiopie		2	2	
Guinée	1	1	2	
Madagascar	2		2	
Népal		1	1	
Sénégal	1		1	
Ouganda	1	1	2	
Zambie	2		2	
Pays les moins avancés	8	9	17	4,82 %
AUTRES PAYS				
Australie	2	4	6	
Belgique	1	1	2	
Bulgarie	1		1	
Canada	5	4	9	
Croatie	4		4	
République tchèque	2		2	
Danemark		1	1	
Finlande	1		1	
France	35	25	60	
Allemagne	17	4	21	
Irlande	3	1	4	
Italie	13	9	22	
Japon	1	1	2	
Corée (République de)		1	1	
Malte		1	1	
Pays-Bas	1		1	
Nouvelle-Zélande	2	2	4	
Norvège		1	1	
Pologne	1	3	4	
Portugal	1		1	
Espagne	6	2	8	
Suède	1		1	
Suisse	12	5	17	
Royaume-Uni	10	8	18	
États-Unis d'Amérique	8	5	13	
Autres	127	78	205	58,07 %
TOTAL	206	147	353	

APPENDICE V

RÉPARTITION DES MISSIONS PAR NATIONALITÉ ET SEXE DES EXPERTS, 2019

DE	TOTAL		FEMMES		HOMMES	
	NOMBRE D'EXPERTS	JOURS TRAVAILLÉS	NOMBRE D'EXPERTS	JOURS TRAVAILLÉS	NOMBRE D'EXPERTS	JOURS TRAVAILLÉS
ÉCONOMIES EN DÉVELOPPEMENT ET EN TRANSITION						
AFRIQUE						
Bénin	1	20			1	20
Botswana	1	20	1	20		
Burkina Faso	16	856	5	447	11	409
Burundi	4	95			4	95
Cameroun	4	280	3	220	1	60
Tchad	1	100			1	100
République Centrafricaine	1	20			1	20
Comores	2	101			2	101
Côte d'Ivoire	6	209	2	99	4	110
Djibouti	1	90			1	90
Éthiopie	17	1 140	3	281	14	859
Eswatini, Royaume d'	1	25	1	25		
Gambie	17	1 375	5	413	12	962
Ghana	17	1 709	5	421	12	1 288
Guinée	42	2 104	5	188	37	1 916
Kenya	65	3 978	33	2 128	32	1 850
Lesotho	3	53	1	25	2	28
Madagascar	2	336	1	215	1	121
Mali	12	331	3	93	9	238
Malawi	1	23			1	23
Maurice	3	69	1	20	2	49
Mozambique	7	1 018	5	567	2	451
Namibie	1	19			1	19
Niger	5	162	1	132	4	30
Nigeria	11	843	7	780	4	63
Rwanda	23	1 406	5	207	18	1 199
Sénégal	13	551	6	148	7	403
Sierra Leone	3	178	2	47	1	131
Afrique du Sud	10	512	5	314	5	198
Soudan	2	246	1	220	1	26
Tanzanie	23	1 101	6	312	17	789
Ouganda	27	894	13	368	14	526
Zambie	14	783	7	438	7	345
Zimbabwe	5	307	1	99	4	208
TOTAL AFRIQUE	361 <small>(29,54 % du total)</small>	20 954	128	8 227	233	12 727

DE	TOTAL		FEMMES		HOMMES	
	NOMBRE D'EXPERTS	JOURS TRAVAILLÉS	NOMBRE D'EXPERTS	JOURS TRAVAILLÉS	NOMBRE D'EXPERTS	JOURS TRAVAILLÉS
ASIE ET PACIFIQUE						
Afghanistan	21	1 385	3	272	18	1 113
Bangladesh	5	483	1	73	4	410
Bhoutan	9	851	3	163	6	688
Cambodge	1	56			1	56
Chine	14	1 427	10	911	4	516
Fidji	4	133	3	106	1	27
Inde	45	2 440	19	1 516	26	924
Indonésie	2	135	2	135		
Iran	17	590	7	180	10	410
République démocratique populaire lao	6	264	4	174	2	90
Malaisie	3	77	1	30	2	47
Mongolie	3	95	2	80	1	15
Myanmar	9	493	5	280	4	213
Népal	3	192	2	112	1	80
Pakistan	21	1 045	3	293	18	752
Philippines	4	156	2	70	2	86
Samoa	1	25	1	25		
Singapour	4	409	1	241	3	168
Sri Lanka	32	967	7	186	25	781
Thaïlande	2	54			2	54
Vietnam	16	1 457	5	442	11	1 015
TOTAL ASIE ET PACIFIQUE	(18,17 % du total) 222	12 734	81	5 289	141	7 445
RÉGION ARABE						
Algérie	2	202			2	202
Bahreïn	2	42			2	42
Égypte	9	963	4	417	5	546
Jordanie	8	343	4	143	4	200
Liban	3	68	2	51	1	17
Libye	3	145	2	127	1	18
Maroc	7	487	3	361	4	126
État de Palestine	12	225	3	51	9	174
République arabe syrienne	2	81			2	81
Tunisie	21	1 365	4	434	17	931
TOTAL PAYS ARABES	(5,65 % du total) 69	3 921	22	1 584	47	2 337

DE	TOTAL		FEMMES		HOMMES	
	NOMBRE D'EXPERTS	JOURS TRAVAILLÉS	NOMBRE D'EXPERTS	JOURS TRAVAILLÉS	NOMBRE D'EXPERTS	JOURS TRAVAILLÉS
EUROPE ET COMMUNAUTÉ DES ÉTATS INDÉPENDANTS (CEI)						
Albanie	2	40			2	40
Arménie	6	216	2	134	4	82
Azerbaïdjan	5	212	1	47	4	165
Bélarus	1	120			1	120
Bosnie-Herzégovine	1	214			1	214
Géorgie	2	211	2	211		
Kazakhstan	2	203	2	203		
Kirghizistan	2	236	2	236		
Lettonie	2	17			2	17
Macédoine du Nord	5	241	1	7	4	234
Moldavie	3	145	1	18	2	127
Roumanie	4	412	3	392	1	20
Fédération de Russie	12	1 145	10	975	2	170
Serbie	4	258	2	243	2	15
Tadjikistan	10	967	2	195	8	772
Turquie	16	780	9	398	7	382
Ukraine	16	858	6	456	10	402
Ouzbékistan	2	31	1	6	1	25
EUROPE ET CEI TOTAL	95 (7,77 % du total)	6 306	44	3 521	51	2 785
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES						
Antigua-et-Barbuda	2	30	2	30		
Argentine	4	144	2	38	2	106
Brésil	5	237	4	167	1	70
Chili	2	81			2	81
Colombie	23	1 948	11	772	12	1 176
Costa Rica	3	38	3	38		
République Dominicaine	4	399	2	129	2	270
Équateur	1	28	1	28		
El Salvador	4	296	3	165	1	131
Grenade	1	18	1	18		
Guatemala	2	182			2	182
Honduras	1	11	1	11		
Jamaïque	2	72	2	72		
Mexique	4	563	4	563		
Nicaragua	3	64	2	59	1	5
Pérou	12	682	9	616	3	66
Trinité-et-Tobago	1	10	1	10		
TOTAL AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES	74 (6,06 % du total)	4 803	48	2 716	26	2 087

DE	TOTAL		FEMMES		HOMMES	
	NOMBRE D'EXPERTS	JOURS TRAVAILLÉS	NOMBRE D'EXPERTS	JOURS TRAVAILLÉS	NOMBRE D'EXPERTS	JOURS TRAVAILLÉS
TOTAL PAYS EN DÉVELOPPEMENT ET EN TRANSITION	(67,18 % du total) 821	4 8718	323	21 337	498	27 381
PAYS DÉVELOPPÉS						
Australie	7	192	4	125	3	67
Autriche	1	37			1	37
Belgique	12	625	7	453	5	172
Bulgarie	3	70	3	70		
Canada	21	1 409	9	569	12	840
Croatie	3	164	1	115	2	49
République tchèque	1	11			1	11
Danemark	6	907	3	485	3	422
Finlande	2	132			2	132
France	63	5 136	23	2 029	40	3 107
Allemagne	35	2 226	20	1 495	15	731
Irlande	8	719	3	439	5	280
Israël	2	40			2	40
Italie	34	2 563	22	1 862	12	701
Japon	1	30	1	30		
Lituanie	1	30	1	30		
Pays-Bas	30	1 152	14	468	16	684
Nouvelle-Zélande	2	60			2	60
Norvège	2	230	1	50	1	180
Pologne	7	623	4	358	3	265
Portugal	1	102			1	102
Slovaquie	2	13			2	13
Slovénie	1	134			1	134
Espagne	21	857	11	470	10	387
Suède	2	118	1	36	1	82
Suisse	29	2 219	9	568	20	1 651
Royaume-Uni	58	3 237	26	1 682	32	1 555
États-Unis	46	3 522	24	1 803	22	1 719
TOTAL PAYS DÉVELOPPÉS	(32,82 % du total) 401	26 558	187	13 137	214	13 421
TOTAL TOUTES LES RÉGIONS	1 222	75 276	510	34 474	712	40 802

APPENDICE VI

RÉPARTITION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE DE L'ITC

POURVOYEURS DE FONDS	JAN. - DÉC. 2018 (\$ '000)			JAN. - DÉC. 2019 (\$ '000)		
	GUICHET I	GUICHET II	TOTAL	GUICHET I	GUICHET II	TOTAL
Gouvernements et agences nationales de développement	18 151	29 828	47 979	15 890	39 310	55 199
Belgique	2 275	-	2 275	-	-	-
Canada	741	-	741	711	-	711
Chine	100	1 478	1 578	100	1 054	1 154
Curaçao	-	-	-	-	155	155
Danemark	4 713	-	4 713	5 204	-	5 204
Éthiopie	-	-	-	-	22	22
Finlande	1 535	69	1 604	1 260	-	1 260
France	-	1 905	1 905	-	633	633
Allemagne	2 396	2 989	5 386	2 169	2 279	4 448
Islande	200	-	200	-	-	-
Inde	50	-	50	50	-	50
Irlande	943	-	943	910	-	910
Japon	-	1 050	1 050	-	1 396	1 396
Corée (République de)	-	-	-	-	2 774	2 774
Pays-Bas	-	2 832	2 832	-	3 155	3 155
Norvège	1 079	-	1 079	1 641	-	1 641
Banque de développement du Qatar	-	1 000	1 000	-	-	-
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	-	68	68	-	-	-
Suède	4 118	2 271	6 389	3 845	1 904	5 749
Suisse	-	4 520	4 520	-	3 160	3 160
Royaume-Uni	-	9 526	9 526	-	22 063	22 063
États-Unis	-	2 119	2 119	-	716	716
Les organisations internationales, y compris les institutions financières, les partenariats et les fonds, les organisations régionales, le système des Nations unies et les organisations connexes	-	40 535	40 535	-	62 076	62 076
Banque africaine d'import-export	-	-	-	-	31	31
Fonds africain de garantie (FAG)	-	150	150	-	-	-
Agence de développement des exportations des Caraïbes	-	14	14	-	-	-
Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA)	-	766	766	-	-	-
Cadre intégré renforcé	-	220	220	-	1 008	1 008
Union européenne	-	36 965	36 965	-	56 671	56 671
Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO)	-	216	216	-	253	253
Organisation internationale du travail (OIT)	-	13	13	-	45	45
Société internationale islamique de financement du commerce	-	-	-	-	350	350

POURVOYEURS DE FONDS	JAN. - DÉC. 2018 (\$ '000)			JAN. - DÉC. 2019 (\$ '000)		
	GUICHET I	GUICHET II	TOTAL	GUICHET I	GUICHET II	TOTAL
Organisation internationale pour les migrations (OIM)	-	266	266	-	241	241
Fonds d'affectation spéciale multi-donateurs (MDTF)	-	625	625	-	885	885
Mécanisme pour l'élaboration des normes et le développement du commerce	-	445	445	-	445	445
Union économique et monétaire d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)	-	640	640	-	69	69
Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)	-	188	188	-	-	-
Programme des Nations unies pour le développement (PNUD)	-	27	27	-	204	204
Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI)	-	-	-	-	662	662
Fonds d'équipement des Nations unies (FENU)	-	-	-	-	990	990
Groupe de la Banque mondiale	-	-	-	-	197	197
Organisation mondiale du commerce (OMC)	-	-	-	-	25	25
Universités, instituts de formation et de recherche, organisations à but non lucratif et entreprises	-	1 297	1 297	-	972	972
Chocolats Halba/Coop Genossenschaft	-	83	83	-	362	362
Citibank	-	47	47	-	-	-
DHL	-	73	73	-	35	35
DMI Associates	-	31	31	-	-	-
Huawei Technologies	-	90	90	-	-	-
IBF International consulting	-	-	-	-	21	21
Max Havelaar Foundation	-	52	52	-	-	-
Fondation Mo Ibrahim	-	114	114	-	76	76
Institut national supérieur d'études politiques (GRIPS)	-	165	165	-	160	160
Conseil norvégien pour les réfugiés	-	307	307	-	-	-
Physikalisch-Technische Bundesanstalt (PTB)	-	22	22	-	-	-
Swisscontact	-	22	22	-	18	18
Fondation UPS	-	276	276	-	300	300
Fonds mondial pour la nature	-	15	15	-	-	-
Organismes de soutien aux entreprises	-	325	325	-	1 150	1 150
Andorra Desenvolupament i Inversio	-	-	-	-	25	25
Enterprise Greece	-	-	-	-	28	28
Comité de liaison Europe-Afrique-Caraïbes-Pacifique (COLEACP)	-	36	36	-	-	-
FEFAC	-	6	6	-	6	6
Fundación Internacional y para Iberoamérica de Administración y Políticas Públicas	-	18	18	-	-	-
Investchile	-	-	-	-	25	25
ITHRAA - Oman	-	37	37	-	-	-
Fonds de travailleurs de Bahrein (Tamkeen)	-	-	-	-	700	700
Office national de commercialisation et d'importation de Grenade	-	-	-	-	156	156
Procomer	-	25	25	-	-	-

POURVOYEURS DE FONDS	JAN. - DÉC. 2018 (\$ '000)			JAN. - DÉC. 2019 (\$ '000)		
	GUICHET I	GUICHET II	TOTAL	GUICHET I	GUICHET II	TOTAL
Agence de promotion des exportations commerciales (TEPA) de Sainte-Lucie	-	166	166	-	115	115
Initiative pour le développement durable dans l'agriculture (plateforme SAI)	-	24	24	-	62	62
Switzerland Global Enterprises - Ge	-	-	-	-	5	5
TradeMalta	-	12	12	-	29	29
Fonds renouvelables	-	432	432	-	479	479
TOTAL DES FONDS XB REÇUS	18 151	72 417	90 568	15 890	103 987	119 877

Les désignations employées ainsi que les matériaux présentés dans ce document ne doivent pas être considérés comme l'expression implicite d'une quelconque opinion de la part du Centre du commerce international ou de ses dirigeants, en ce qui concerne le statut juridique d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une région, ou en ce qui concerne la délimitation de ses frontières.

Juin 2020

Version originale : Anglais

© Centre du commerce international 2020

ITC/AG(LIV)/278

Imprimé par le Service de reprographie de l'ITC sur papier respectueux de l'environnement (sans chlore) à l'aide d'encre à base de végétaux. L'imprimé est recyclable.

